Rapport d'évaluation à miparcours

Programme DGD 2022-26

Plan International Belgique

Mars 2025







Until every girl is free

Sommaire

S	Somma	aire	2			
Liste des tableaux et des figures						
Acronymes						
	1.	Résumé exécutif	10			
	1.1.	Aperçu du projet	10			
	1.2.	Objectifs et Buts de l'Évaluation	10			
	1.3.	Méthodologie d'évaluation	10			
	1.4.	Principales constatations et conclusions	11			
	1.5.	Recommandations prioritaires sélectionnées	21			
	2.	Introduction et contexte	25			
	2.1.	Présentation et contexte du projet	25			
	2.2.	Analyse du contexte	33			
	2.3.	Objectifs et buts de l'évaluation	36			
	2.4.	Définitions de la participation au EAJ	37			
	3.	Approche féministe et participative	39			
	4.	Méthodologie d'évaluation	40			
	4.1.	Critères d'évaluation	41			
	4.2.	Stratégie d'échantillonnage	46			
	4.3.	Méthodes de collecte de données	46			
	4.3.1	. Taille d'échantillon atteinte	48			
	4.4.	Analyse des données	48			
	4.5.	Assurance qualité et traitement des données	49			
	4.6.	Éthique de la recherche	49			
	4.7.	Sauvegarde	50			
	4.8.	Limites	51			
	5.	Constats et conclusions	54			

5.1.	Analyse globale	54
5.2.	Analyse de la Belgique	69
5.3.	Analyse de la Bolivie	86
5.4.	Analyse de l'Équateur	112
5.6.	Analyse du Bénin	134
5.7.	Analyse du Niger	153
5.8.	Analyse du Sénégal	173
5.9.	Analyse de la Tanzanie	190
5.10.	Analyse du Vietnam	207
6.	Recommandations	225
6.1.	Global	225
6.2.	Belgique	227
6.3.	Bolivie	230
6.4.	Équateur	232
6.5.	Bénin	234
6.6.	Niger	235
6.7.	Sénégal	238
6.8.	Tanzanie	240
6.9.	Vietnam	242
7.	Annexes	244
7.1.	Termes de référence de l'évaluation	244
7.2.	Théories du changement des pays	244
7.3.	Matrice d'évaluation	244
7.4.	Outils de collecte de données	244
7.5.	Compte rendu de la réunion	244
7.6.	Formulaires de consentement	244
7.7.	Données nettoyées	244
7.8.	Plans d'action des ateliers	244
7.9.	Documents consultés	244

7.10.	Cadres logiques de projet	244
7.11.	Aperçu du projet	244

Liste des tableaux et des figures

Figure 1 : ToC du programme DGD	26
Tableau 1. Groupes cibles et participants au programme	26
Tableau 2. Aperçu des projets par pays	29
Tableau 3. Dimensions de la participation des jeunes	37
Tableau 4 : Matrice d'évaluation au niveau mondial et questions de recherche	42
Tableau 5. Tailles des échantillons	48
Tableau 6. Lacunes et limites	52
Tableau 7 : Réalisation des indicateurs du cadre logique par pays	54
Tableau 8 : Analyse des indicateurs du cadre logique par pays	56
Tableau 9 : Réalisation des indicateurs par AoGD	59
Tableau 10: Scores MEG par pays/projet au stade de la mise en œuvre	66
Tableau 11 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de la Belgique	70
Tableau 12 : Réalisation des indicateurs pour la Belgique Résultat 1	71
Tableau 13 : Réalisation des indicateurs pour la Belgique Résultat 2	72
Tableau 14 : Réalisation des indicateurs pour la Belgique Résultat 3	73
Tableau 15 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de la Bolivie	87
Tableau 16: Réalisation des indicateurs pour la Bolivie Résultat 1	89
Tableau 17 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 de la Bolivie	91
Tableau 18 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 de la Bolivie	94
Tableau 19 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 4 de la Bolivie	96
Tableau 20 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de l'Équateur	113
Tableau 21 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 1	115
Tableau 22 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 2	116
Tableau 23 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 3	119
Tableau 24 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 4	120
Tableau 25 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Bénin	134
Tableau 26 : Réalisation des indicateurs pour le Bénin Résultat 1	136
Tableau 27 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Bénin	137

Tableau 28 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Bénin	139
Tableau 29 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Niger	153
Tableau 30 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 1 du Niger	155
Tableau 31 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Niger	158
Tableau 32 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Niger	160
Tableau 33 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Sénégal	174
Tableau 34 : Réalisation des indicateurs pour le Sénégal Résultat 1	175
Tableau 35 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Sénégal	176
Tableau 36 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Sénégal	177
Tableau 37: Réalisation des indicateurs pour les Résultats au Tanzanie	190
Tableau 38 : Réalisation des indicateurs pour la Tanzanie Résultat 1	191
Tableau 39 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 de la Tanzanie	194
Tableau 40 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 de la Tanzanie	195
Tableau 41 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Vietnam	208
Tableau 42 : Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 1	209
Tableau 43 : Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 2	211
Tableau 44: Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 3	213

Acronymes

AEC Alternative Espaces Citoyens

AJEC Association d'Epargne et de Crédit pour les Jeunes

AEMO Action Educative en Milieu Ouvert

AGR Activités Génératrices de Revenu

AJF Adolescentes et Jeunes Femmes

ANTD Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la Prévention du

Crime

AoGD Domaines de Spécificité au Niveau Mondial

APE Aide à la Promotion de l'Emploi

APROFES Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise

ASC Associations du Sport et de Culture

ASO-EPT Coalition des Associations et Syndicats en Faveur de l'Education Pour Tous

ATDA Agence Territoriale pour le Développement Agricole

AVEC Association Villageois d'Epargne et de Crédit

BNB Bureau National Belge

BP Bureau de Pays

CC Conseilleurs de la Communauté

CCJ Comité Consultatif des Jeunes

CDC Champions du Changement

CEC Centre d'Éducation Communautaire

CEDEAO Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CER Comité d'Éthique de la Recherche

CFP Centre de Formation Professionnelle

CIDE Convention Internationale des Droits de l'Enfant

CLPE Comités Locaux de Protection des Enfants

COPEEJ Compétences et Opportunités Pour l'Emploi et l'Entrepreneuriat des Jeunes

CPS Centre de Protection Sociale

CVPE Comités Villageois de Protection de l'Enfant

DDV Dirigeants du Village

DEF Département de l'Education et de la Formation

DEI Défense des Enfants International

DGD Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'Aide Humanitaire

DSR Droits Sexuels et Reproductifs

DSSR Droits et Santé Sexuels et Reproductifs

EAJ Enfants, Adolescentes et Jeunes

EDL École de Leadership

EIC Entretien Avec des Informateurs Clés

EPS European Project Semester

GDD Groupe de Discussion

GUPS Guichets Uniques de Protection Sociale

IDSET Initiatives de Développement Social et Économique de la Tanzanie

MEG Marqueur pour l'Égalité des Genres

MPEBC Mécanisme de Protection de l'Enfance à Base Communautaire

MPFE Mariages Précoces et Forcés d'Enfants

MPSN Mouvement Pour être Nina

ODD Objectifs de Développement Durable

OING Organisation Internationale Non Gouvernementale

ONG Organisation Non Gouvernementale

OSC Organisation de la Société Civile

PDIA Adaptation Itérative Axée sur les Problèmes

PCV Protection Contre la Violence

Plan International

PIB Plan International Belgique

PIE Plan International Équateur

PIN Plan International Niger

PIV Plan International Vietnam

REP Responsables de l'Éducation de la Paroisse

S&E Suivi et Évaluation

ToC Théorie du Changement

VBG Violence Basée sur le Genre

VC Violence Conjugale

VEMA Vijana Elimu Malezi à Ajira

VSS Violence Sexuelle et Sexiste

ZLEA Zona Libre de Embarazo Adolescente (Zone Libre de Grossesses Entre les

Adolescentes)

1. Résumé exécutif

1.1. Aperçu du projet

En 2022, Plan International (PI) Belgique a lancé le « Programme DGD 22-26 », qui se déroulera jusqu'en 2026. Le programme est mis en œuvre dans huit pays : Belgique, Bénin, Bolivie, Équateur, Niger, Sénégal, Tanzanie et Vietnam, sur quatre continents : l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Sud. Il est mis en œuvre en Belgique par PI Belgique, par les bureaux de pays (BP) de PI dans tous les autres pays, ainsi que par plus de 14 partenaires et réseaux locaux. Bien que les résultats spécifiques à chaque pays diffèrent, la stratégie globale du programme DGD est de « contribuer à l'autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des adolescentes et des jeunes femmes. »¹ Ainsi, bien que l'accent soit mis sur les adolescents et les jeunes, le programme met l'accent sur l'autonomisation sociale et économique des jeunes femmes et des filles.

1.2. Objectifs et Buts de l'Évaluation

Bodhi Global Analysis a été commissionné par Plan International Belgique (PIB) pour concevoir et réaliser une évaluation à mi-parcours du programme DGD dans les huit pays suivants : Belgique, Bolivie, Équateur, Bénin, Niger, Sénégal, Tanzanie et Vietnam. L'objectif de l'évaluation était de mettre en place un processus d'apprentissage participatif pour le personnel de PI et les partenaires qui font partie du programme DGD. Les résultats de l'évaluation à mi-parcours seront partagés avec PIB, les BP de PI, d'autres parties prenantes et les organisations/réseaux partenaires du programme. Les recommandations de l'évaluation devraient servir de leçons qui seront utilisées pour d'éventuelles adaptations et de nouveaux éléments du programme DGD en cours pour les années restantes du cadre en cours et potentiellement les prochains cadres.

1.3. Méthodologie d'évaluation

Durant la phase de démarrage, Bodhi, en collaboration avec le Bureau National Belge (BNB) et les BP, a entrepris une série de séances de cadrage méthodologique. Ces séances se sont déroulées sous la forme de réunions de démarrage et de consultations des parties prenantes. À la suite de ces consultations, Bodhi a utilisé une approche mixte (en utilisant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives) pour recueillir des informations à partir de sources de données primaires et secondaires afin d'éclairer l'évaluation du programme DGD. Les données ont été collectées via (1) une analyse des documents du programme et des données quantitatives de l'enquête à mi-parcours ; (2) des groupes de discussion (GDD) ; (3) des entretiens avec des informateurs clés (EIC) ; et (4) un atelier Bridge dans chaque pays. La collecte des données a eu lieu dans un seul endroit dans tous les pays du programme, à l'exception de la Belgique, où elle a eu lieu dans tout le pays. Toute la collecte de données a été menée dans le but de fournir des recommandations pratiques et des exemples de bonnes pratiques aux équipes du programme aux niveaux mondial et national. La collecte des données a été suivie d'une série de réunions : réunions de compte rendu, réunions de validation et réunions de restitution.

Chaque pays a personnalisé les questions de recherche et a élaboré des sous-questions qui reflètent et répondent aux environnements contextuels, opérationnels et programmatiques spécifiques à leurs interventions. Une version détaillée de la matrice d'évaluation au niveau mondial et national, comprenant les sources de données qui ont alimenté chaque évaluation, est disponible à <u>l'annexe 3</u>.

¹Etude à mi-parcours du DGD

1.4. Principales constatations et conclusions

1.4.1. Global

En général, le programme DGD progresse bien par rapport aux objectifs du cadre logique dans tous les pays. Le programme comporte 41 indicateurs de niveau de résultat et 112 indicateurs de niveau de résultat, soit un total de 153, avec une moyenne d'environ 20 indicateurs par projet (à l'exception de la Belgique, qui compte beaucoup moins d'indicateurs). Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 41 % des indicateurs. Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 62 % des indicateurs. Les réalisations notables au niveau des résultats comprennent les projets mis en œuvre en Équateur et au Niger, qui ont tous deux atteint 100 % de leurs objectifs de niveau de résultat et dont il convient de faire l'éloge. Les réussites notables au niveau des résultats comprennent les projets mis en œuvre en Équateur (réalisés à 92 %), au Vietnam (réalisés à 73 %) et en Belgique (réalisés à 70 %). Une fois de plus, il convient de faire l'éloge de ces projets pour leurs réussites. Des plans d'action pour chaque pays/projet ont été élaborés et sont disponibles dans <u>l'annexe 8</u>. Dans l'ensemble, il est recommandé de revoir les indicateurs et les directives de calcul pour s'assurer que des cibles et des mesures réalistes sont en place pour la fin du programme.

Les progrès réalisés par rapport à deux des trois AoGD suggérés ont été inclus dans cette évaluation : Protection Contre la Violence (PCV) et les Compétences et Opportunités Pour l'Emploi et l'Entrepreneuriat des Jeunes (COPEEJ). La plupart des participants ont noté des progrès positifs par rapport à l'AoGD PCV. Les participants ont noté que leur compréhension des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) et de la Violence Basée sur le Genre (VBG) s'était améliorée. En ce qui concerne COPEEJ, des progrès très positifs ont été signalés par les participants de tous les pays/projets (à l'exception de la Belgique où il n'y a pas d'élément COPEEJ. Il s'agissait notamment d'offrir des compétences non traditionnelles et des options de formation aux jeunes femmes et un capital d'amorçage ou des kits de démarrage/d'installation aux participantes pour réduire les obstacles financiers à la création de leur propre entreprise. Néanmoins, des défis financiers persistent dans tous les pays/projets dans la mesure où le capital d'amorçage ou les kits de démarrage/d'installation ne sont pas fournis à tous les participants et n'éliminent pas complètement le coût financier de la participation aux activités de formation.

La participation des enfants, adolescents et jeunes (EAJ) au niveau des activités est très élevée. Selon l'échelle de participation de Richard Hart,² la participation des EAJ au niveau des activités est à son niveau le plus élevé : les jeunes sont à l'initiative des participants et les décisions sont partagées avec les adultes. Il existe un partenariat solide entre le projet et les participants des EAJ. Les activités qui ont été constatées comme ayant la plus grande participation des EAJ comprenaient les clubs de CDC, la formation COPEEJ et les bénévoles en éducation. La motivation des EAJ à s'engager dans des activités et à maintenir leur engagement a également été rapportée comme étant élevée. L'acquisition de nouvelles compétences, la participation à des activités qui contribuent à une cause en laquelle ils croient et jouer un rôle clé dans les activités ont été cités comme des facteurs de motivation. La motivation a diminué lorsque les participants ne participaient pas aux activités régulières ou ne recevaient pas de mises à jour régulières. En outre, l'évaluation a révélé que les participants au projet étaient heureux de fournir des commentaires sur les activités du projet, mais qu'il n'existait aucun moyen systématique de documenter, de suivre ou de mettre en œuvre ces commentaires.

L'évaluation a révélé que le programme DGD avait de fortes chances de réaliser son potentiel de transformation en matière de genre. Tous les pays, à l'exception du Bénin, ont réalisé des évaluations sur les Marqueurs pour l'Égalité des Genres (MEG) pendant les phases de conception et

² Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

de mise en œuvre. Le Bénin a réalisé ses MEG au stade de la conception. Tous les pays (à l'exception de la Bolivie pour laquelle les sections de notation manquaient dans les MEG ont obtenu un résultat de 65 %, ce qui se traduit par un potentiel total élevé. Les travaux sur les normes de genre, l'agence, la condition et la position, et les environnements favorables progressent bien. Les domaines sur lesquels se concentrer dans la prochaine moitié du programme comprennent : le travail avec les garçons et les hommes et la diversité. Comme indiqué dans l'analyse, dans tous les pays, le programme réussit très bien à impliquer les enfants et les jeunes issus de minorités ethniques et de communautés, ce qui est un domaine d'intérêt pour le projet. Une plus grande attention doit être accordée à l'engagement des enfants et des jeunes handicapés et des enfants issus de milieux socio-économiques défavorisés en Belgique en particulier. Il faut également faire davantage d'efforts pour impliquer les garçons et les hommes dans les domaines de la masculinité positive et, plus particulièrement, les hommes adultes à travers des dialogues intergénérationnels pour créer un espace de confiance où les jeunes hommes peuvent s'y engager.

1.4.2. Belgique

Dans l'ensemble, le projet est en bonne voie. Cependant, certains domaines clés nécessiteront une attention particulière au cours de la seconde moitié du projet, à savoir contribuer à la participation structurelle des jeunes à la prise de décision sur les questions de solidarité internationale (indicateur 3-0 % de réalisation par rapport à l'objectif), augmenter le nombre d'écoles qui s'engagent dans la voie de l'égalité des sexes (indicateur 6-50 % de réalisation par rapport à l'objectif) et, dans une moindre mesure, la création d'un soutien plus large des jeunes pour les campagnes co-créées par les jeunes militants de Plan (indicateur 2-64 % de réalisation par rapport à l'objectif).

PIB a particulièrement bien réussi dans le domaine du plaidoyer et de l'influence des décideurs politiques. PIB a bénéficié d'un environnement politique favorable, en montrant une habilité à créer et maintenir des liens clés et une solide réputation en tant qu'organisation experte en droits de l'enfant et de participation des enfants et des jeunes. Ses approches pour impliquer les décideurs sont fructueuses, en particulier en créant des opportunités pour les décideurs politiques de recevoir des expériences vécues et des recommandations directement de la part des enfants et des jeunes, soit en Belgique que dans les pays partenaires. Une partie de ce succès peut être attribuée à la bonne préparation des jeunes qui s'engagent directement dans le plaidoyer. Cela comprend des méthodologies de formation qui se révèlent efficaces pour renforcer non seulement les connaissances des jeunes sur le genre et la solidarité internationale, mais aussi leur estime de soi et leurs compétences en leadership. En outre, le processus de co-création de recommandations a eu un impact solide sur les jeunes de Belgique et du pays partenaire. Bien que réussie, elle n'est peut-être pas l'approche la plus rentable pour influencer les décideurs. Les décideurs politiques indiquent en effet que leur participation à d'autres événements organisés par le PIB au cours desquels ils ont eu l'occasion de rencontrer des EAJ de Belgique et des pays partenaires ont été tout aussi impactants pour attirer leur attention sur des questions clés liées au genre dans la solidarité internationale.

L'un des principaux défis du projet en Belgique reste toutefois la capacité de PI à systématiser la participation des jeunes. Cela s'explique en partie par le fait que la priorité a été donnée à l'influence des priorités politiques en vue des élections nationales de 2024. PIB bénéficie d'une position d'influence clé auprès d'Enabel, l'agence de développement du gouvernement fédéral belge, qui met en œuvre la politique de développement international de la Belgique. Enabel suit sa propre voie stratégique pour renforcer l'engagement et la participation des jeunes à leur prise de décision. PIB a donc une opportunité clé d'influencer la participation structurelle des jeunes à partir de 2025.

Le deuxième défi majeur du projet est la capacité du PIB à mobiliser les jeunes, en particulier les jeunes hommes et les jeunes EAJ marginalisés/vulnérables. Avec le résultat « Lead for Rights », le projet visait à initier deux changements importants dans la manière dont le PIB opère : i) accroître

la voix des jeunes dans le travail de plaidoyer et de campagne du PIB, ii) l'introduction d'un « nouveau récit », dans lequel le PIB tente de mobiliser les jeunes belges pour défendre les problèmes mondiaux et la solidarité internationale. Ce dernier point s'est avéré plus difficile que prévu. Cela est dû en partie à un recentrage national des débats sociétaux dans un contexte de crises politiques et sociales, ainsi qu'à une régression des valeurs de tolérance et d'ouverture d'esprit chez les jeunes. Dans ce contexte, il est particulièrement difficile de mobiliser les jeunes sur des questions liées à la solidarité internationale par opposition aux priorités locales. Cela indique cependant un fort besoin de continuer à sensibiliser les EAJ aux questions de genre et de solidarité internationale, ainsi qu'un besoin de diversifier les stratégies de mobilisation - notamment en augmentant la collaboration avec les structures activement engagées dans le travail auprès des jeunes (vulnérables).

1.4.3. Bolivie

L'évaluation à mi-parcours reflète des progrès positifs vers l'atteinte des résultats du projet, bien que plusieurs défis contextuels persistent. Le projet a eu un impact positif en créant des opportunités de développement des compétences techniques et de vie, notamment à travers l'emploi et la croissance des entreprises, bien que ces avancées soient freinées par un accès limité au capital et un marché du travail restrictif. Bien que les jeunes filles et garçons soient sensibilisés aux questions de genre, un écart subsiste dans leur compréhension et leur confiance envers les mécanismes de protection. Malgré la volatilité politique qui entrave les progrès vers le Résultat 3, le projet a réussi à favoriser la collaboration entre les parties prenantes et à influencer les politiques locales. Le soutien sur le terrain devrait inclure des visites plus fréquentes, un accompagnement pratique et une résolution proactive des problèmes pour répondre aux défis émergents.

L'évaluation a mis en évidence les difficultés persistantes des femmes des communautés ciblées à accéder à un emploi rémunéré. Elles se tournent souvent vers le travail indépendant en raison des attentes sociales, en particulier après la maternité. Même les femmes instruites rencontrent des biais à l'embauche, ce qui les pousse à l'entrepreneuriat comme alternative viable. Le projet EMPODERA-T répond à ces défis en proposant des formations aux compétences et des opportunités de développement entrepreneurial, leur permettant ainsi de remettre en question les normes de genre. Le capital de démarrage constitue une motivation importante, bien qu'il ne soit pas toujours suffisant pour garantir un succès durable. Malgré cela, les participantes ont souligné les difficultés à maintenir leurs entreprises à long terme sans un soutien financier ou logistique supplémentaire, les amenant souvent à dépendre de l'appui de leurs proches. Cela souligne la nécessité de mettre en place des mécanismes de suivi.

Le projet motive les jeunes grâce au développement des compétences et au soutien financier, de nombreux participants étant attirés par les expériences positives passées avec PIB et par l'encouragement des écoles et des réseaux de jeunesse. Il renforce l'estime de soi en développant les capacités de communication et de leadership, permettant ainsi aux participants de gagner en confiance. Il bénéficie principalement aux réseaux de jeunes, bien que les parents, bien que favorables, souhaitent être davantage impliqués. Les mécanismes de retour d'information restent informels et non anonymes, mais des efforts sont en cours pour les structurer et impliquer davantage les jeunes dans ce processus. Le projet consolide les réseaux de jeunes, garantissant leur pérennité et soutenant leur plaidoyer en faveur de politiques locales, tout en intégrant de manière continue une approche transformatrice du genre.

Le projet a progressé dans la remise en question des normes de genre, l'autonomisation des jeunes femmes et l'amélioration de leurs conditions, notamment à travers l'éducation et le leadership. Cependant, les normes profondément ancrées, en particulier en milieu rural, et les

obstacles dans les secteurs dominés par les hommes demeurent. Les efforts visant à impliquer les garçons et les hommes dans la redéfinition de la masculinité sont encourageants, mais un travail supplémentaire est nécessaire auprès des hommes adultes. En particulier, les répondants ont noté que même si leurs pères sont devenus plus tolérants à leur participation aux activités du projet, ils restent émotionnellement distants et déconnectés. Beaucoup ont exprimé que, bien que le projet ait favorisé leur développement personnel et leur prise de conscience, il les a aussi rendus plus conscients du manque de communication ouverte et affectueuse au sein de leurs familles. Certains ont partagé leur désir d'avoir une relation plus sincère et ouverte avec leurs parents, voyant le projet comme une opportunité d'aider leur famille, en particulier leurs pères, à être plus réceptifs à l'expression des émotions, tout comme il les a aidés eux-mêmes.

Bien que des avancées aient été réalisées en matière de diversité, la discrimination liée à l'âge et l'exclusion des jeunes déscolarisés restent des défis.

1.4.4. Équateur

L'évaluation à mi-parcours met en évidence les progrès du projet dans l'atteinte de ses objectifs et résultats. Les conclusions démontrent des améliorations mesurables dans tous les résultats ciblés, en particulier en matière de développement des compétences de vie, de prise de décision éclairée concernant les DSSR et d'autonomisation économique par l'entrepreneuriat. Cependant, des défis tels que la faible estime de soi des participants, les mandats flous des mécanismes de protection, le manque d'opportunités d'emploi locales et le fort roulement du personnel institutionnel soulignent la nécessité d'une approche plus cohérente et durable.

Les conclusions révèlent que le projet a progressé dans la sensibilisation des enfants, adolescents et jeunes (EAJ) aux violences basées sur le genre (VBG), aux DSSR et aux services de protection, tout en favorisant des changements culturels au sein des communautés ciblées. Les activités du programme en matière de DSSR ont joué un rôle clé en dotant les EAJ de connaissances pratiques, comme l'utilisation des contraceptifs, et en encourageant une prise de décision éclairée sur leurs objectifs de vie, bien que les grossesses précoces et les normes néfastes demeurent des défis majeurs. De plus, le projet a eu un impact positif sur les normes culturelles, favorisant un partage plus équitable des rôles au sein des foyers et des attitudes plus inclusives parmi les familles, bien que des résistances liées aux croyances religieuses persistent. Malgré ces réussites, des lacunes subsistent dans les connaissances et la confiance des EAJ envers les services de protection, ce qui souligne la nécessité d'une éducation plus claire et adaptée au contexte sur l'accès à ces systèmes, ainsi que des efforts pour les renforcer.

Les EAJ jouent un rôle actif à toutes les étapes du projet, contribuant de manière significative à la conception, à la planification et à la mise en œuvre. Des approches flexibles et centrées sur les participants garantissent que les activités répondent à leurs intérêts tout en poursuivant des objectifs de transformation du genre. Les opportunités de leadership, telles que la modération des activités et la coordination des clubs de jeunes, permettent aux participants d'assumer des rôles actifs. Cependant, des défis comme les conflits d'horaires et le manque d'infrastructures persistent, soulignant la nécessité de solutions adaptées pour renforcer l'inclusivité et la faisabilité des activités. Les activités du projet renforcent l'estime de soi, le leadership et l'engagement communautaire des EAJ, avec des ateliers de planification de vie et d'entrepreneuriat qui les aident à développer leur confiance et leurs compétences, notamment en prise de parole en public et en définition d'objectifs. Des méthodes ludiques et interactives maintiennent un niveau élevé d'engagement, et les parents remarquent une motivation accrue chez leurs enfants. Les EAJ peuvent donner leur avis sur les activités via différents canaux, notamment une boîte à suggestions anonyme et des consultations fréquentes avec les modérateurs. Les jeunes se sentent écoutés, comme en témoigne l'exemple du retour des garçons, qui a conduit à des sessions CDC plus dynamiques. Ces mécanismes renforcent l'adaptabilité du projet

tout en favorisant l'appropriation et la confiance des participants. La collaboration avec les OSC, comme MPSN, renforce le plaidoyer des jeunes et leur leadership. MPSN aide les jeunes filles à devenir des leaders communautaires et à défendre l'égalité de genre. Des activités conjointes, comme les foires de la Journée des femmes, s'alignent sur les objectifs du projet. Cependant, des défis tels que le manque de cartographie des OSC et le roulement du personnel entravent la pérennité des partenariats. Des efforts sont en cours pour combler ces lacunes et élargir la collaboration avec les acteurs locaux afin d'assurer un impact durable.

L'évaluation des progrès vers l'ambition transformatrice du genre du projet a été limitée par l'absence d'analyse du Plan Gender Transformative Marker lors de la mise en œuvre. L'équipe de PIE a confirmé que cela deviendrait une priorité après l'évaluation.3 Lors de l'atelier de transition et de la collecte des données, des avancées ont été mises en évidence dans des domaines clés, bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires pour relever les défis persistants. En ce qui concerne les normes de genre, le projet a réussi à modifier les perceptions des rôles des femmes et de l'expression émotionnelle des hommes, mais des obstacles subsistent au sein des foyers des participants, où certaines pratiques nuisibles perdurent. Le projet a démontré son impact en renforçant l'autonomie des jeunes femmes, notamment en élargissant leurs aspirations au-delà des rôles traditionnels, avec de nombreuses participantes poursuivant des études supérieures et des initiatives entrepreneuriales. Concernant leurs conditions et leur position, le partenariat avec CODESPA a permis aux jeunes femmes d'acquérir des compétences en littératie financière et en entrepreneuriat, mais l'expansion de ces activités et l'offre de formations en marketing digital pourraient renforcer davantage leur autonomisation économique. En matière de diversité, le projet a sensibilisé à la marginalisation, mais reconnaît qu'il reste du travail à faire pour promouvoir l'inclusivité. Pour ce qui est du travail avec les garçons et les hommes, des progrès ont été observés dans l'évolution des masculinités, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour impliquer les pères dans une parentalité positive. Les actions proposées incluent des activités de renforcement du lien père-enfant, des ateliers sur la paternité active et des incitations à la participation. Enfin, bien que le projet ait établi des partenariats avec les institutions et communautés locales, des défis liés à la continuité et au scepticisme communautaire subsistent. Pour y remédier, l'atelier a recommandé de formaliser les partenariats et d'organiser des événements dirigés par les jeunes afin d'accroître l'implication des familles et la sensibilisation.

1.4.5. Bénin

L'évaluation à mi-parcours reflète des progrès positifs vers l'objectif du projet, bien que plusieurs défis contextuels et certaines lacunes dans les approches du projet continuent d'affecter les résultats. En ce qui concerne l'indicateur prioritaire 1 (indicateur d'effet), deux composantes spécifiques (inclusion des membres handicapés dans les clubs et participation des jeunes aux réseaux sociaux en ligne) font baisser la valeur globale de l'indicateur. Le projet a rencontré des difficultés dans l'engagement des jeunes et l'intégration des jeunes vivant avec un handicap dans les groupes de jeunes existants (bien que certains aient été intégrés avec succès dans les groupes du CoC). Cela était en partie imputable à des problèmes d'échelle, car le recrutement à grande échelle était un défi. De plus, en raison de la faible pénétration des outils de communication numérique, il a été observé qu'une méthode alternative d'évaluation des échanges entre groupes de jeunes devrait être incluse à l'avenir. Le projet a réalisé des progrès significatifs en matière d'inclusion dans l'éducation, qui ne se sont pas reflétés dans l'analyse des indicateurs (sous le résultat 1), illustrant un échec au niveau méthodologique. Concernant l'indicateur prioritaire 4 (SRHO1.1.1), le projet a montré une faible performance en matière de connaissances précises sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes de 14 à 24 ans, car les parents et les enfants ont rencontré des difficultés de dialogue sur ces sujets, limitant l'accès à des informations claires et précises. Il a été jugé nécessaire

-

³ Réunion d'évaluation, Équateur

de revoir les approches de sensibilisation en mettant davantage l'accent sur les grossesses précoces, la santé reproductive et les méthodes contraceptives.

Le projet a montré des difficultés à engager les hommes et les garçons dans des activités en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de normes sociales positives. Il était également difficile pour les jeunes de signaler les problèmes de violence rencontrés dans les communautés. Bien que la connaissance des risques se soit améliorée, les filles ont moins confiance en elles pour signaler officiellement les abus que les garçons. La peur de la stigmatisation communautaire et le manque de suivi des cas signalés sont parmi les raisons pour lesquelles les victimes se sentent découragées de signaler. Les mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille soutenus par le projet ont également rencontré des difficultés pour mener à bien leur mission d'identification, de référencement et de suivi de la gestion des cas de violence rencontrés dans les communautés. Des points d'action pertinents ont été discutés lors de l'atelier Bridge pour aborder ces défis.

L'évaluation des progrès réalisés par rapport à l'AoGD a été positive. Sur la base d'une analyse approfondie des résultats de l'évaluation quantitative à mi-parcours, il apparaît que le projet Impact-Elle, ses partenaires et les activités mises en œuvre contribuent à créer un environnement favorable à l'apprentissage pour les adolescents et les jeunes. Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions sur l'impact, l'impact a été rapporté au niveau individuel et le projet a mis en place un processus structuré pour le recrutement des jeunes dans la formation professionnelle en collaboration avec les dirigeants communautaires. Des défis persistent sous la forme d'obstacles financiers à la participation, de transport vers les centres de formation et de subsistance pendant la période de formation. En outre, la durée du cours constitue également un défi. La brièveté signifie que le contenu est limité et que les EAJ nécessitent un soutien de suivi supplémentaire.

La participation significative des EAJ au niveau du projet est limitée, cependant, la participation des EAJ au niveau des activités est forte. Les EAJ ont été impliqués dans la mise en œuvre des activités les concernant, principalement dans le cadre du choix des formations et de l'Association d'Epargne et de Crédit pour les Jeunes (AJEC) et de l'Association Villageois d'Epargne et de Crédit (AVEC). Cela a conduit à une augmentation des capacités de prise de décision et de leadership au sein de la famille et de la communauté. Les jeunes rapportent également une amélioration significative de leur confiance en eux grâce à la formation aux compétences de vie et à la sensibilisation. Des retours d'information sont régulièrement recueillis par les animateurs dans la communauté et par le biais des boîtes à suggestions dans les écoles. Plusieurs adaptations ont été apportées, notamment des améliorations dans l'accès aux kits de démarrage, une meilleure planification des formations et une plus grande prise en compte des contraintes financières des jeunes. Bien que ces retours d'information soient utilisés pour adapter certaines activités, leur intégration globale pourrait être renforcée, notamment en élargissant la participation des jeunes les plus marginalisés et en assurant une traçabilité complète des retours pour une évaluation continue de l'impact du programme.

Le projet a montré des progrès dans le changement des perspectives de genre et l'engagement des jeunes femmes dans des parcours d'autonomisation économique traditionnellement réservés aux hommes. Les formations aux compétences de vie, au genre et à la protection des enfants ont eu des effets positifs mesurables, réduisant les grossesses précoces, les mariages forcés et les discriminations liées au genre. Les sensibilisations adaptées aux besoins locaux ont permis une meilleure intégration des communautés dans les actions de protection. L'intégration de l'approche genre/protection/Droits et Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR) et autonomisation économique a également permis un changement de cap vers une meilleure acceptation par les jeunes et les communautés de l'égalité des sexes dans les sphères familiale et professionnelle. L'approche participative et le fort ancrage communautaire garantissent une meilleure acceptabilité des

-

 $^{^4}$ GDD, enseignants, Ze ; EIC_IFMA_partenaire ; EIC_Plan_Gender_Inclusion_Specialist

sensibilisations sur les droits et l'approche genre et les normes de genre parfois complexes à déconstruire. En particulier, la présence d'animateurs dans les villages et de points focaux VBG a assuré une réactivité accrue, une prévention efficace des violences et une meilleure acceptation communautaire des actions du projet.

1.4.6. Niger

L'évaluation à mi-parcours reflète des progrès positifs vers l'atteinte des résultats du projet, bien que certains défis continuent d'affecter les résultats, notamment l'atteinte à 100 % des indicateurs de niveau des résultats. Bien que de nombreux efforts aient été déployés pour sensibiliser les parents, les élèves et les enseignants, ainsi que pour former les enseignants sur la violence envers les enfants et les jeunes filles, un écart subsiste entre les connaissances acquises et leur mise en application. Les résultats concernant l'expérience des adolescents face à la violence, à la discrimination ou aux mauvais traitements à l'école sont contrastés : la situation s'est améliorée pour les garçons mais s'est détériorée pour les filles. Identifier les facteurs ayant favorisé une meilleure déclaration des violences chez les garçons, les jeunes garçons et les jeunes hommes pourrait constituer une base pour encourager un changement positif pour les filles, les jeunes filles et les jeunes femmes. Le projet a dépassé ses objectifs intermédiaires en matière d'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes non scolarisées, ce qui souligne l'efficacité des activités COPEEJ mises en œuvre. Cependant, il n'a pas atteint son objectif en matière de normes minimales pour les mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille.

L'évaluation des progrès par rapport à l'AoGD a été positive. L'évaluation a révélé que le projet a favorisé un environnement de soutien pour les adolescents et les jeunes. En effet, les parents et les familles ont démontré un fort soutien à la participation des jeunes filles aux activités du projet, et les maris ainsi que les belles-familles ont également encouragé et facilité la participation des adolescentes aux formations professionnelles. Les activités COPEEJ ont aussi généré des bénéfices sociaux significatifs pour les participants au projet, notamment le renforcement de la cohésion sociale entre les membres de l'AJEC/AVEC. En effet, ces membres se soutiennent mutuellement en cas d'événements heureux ou malheureux et contribuent même financièrement pour s'entraider.

Selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁵ la participation des jeunes au niveau des activités est au plus haut niveau (« Initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes. ») Cependant, au niveau de la conception stratégique du projet, la participation des jeunes est évaluée à l'échelle « assignée mais informée. » Les activités du projet ont directement contribué à améliorer la capacité des jeunes et des adolescents à prendre des décisions dans la sphère familiale et professionnelle. L'évaluation a identifié une amélioration de la consultation des jeunes filles par leurs parents et leurs frères aînés avant de prendre des décisions au sein du ménage. De plus, un renforcement général de la confiance des filles et des garçons soutenus par le projet a été observé.

Le projet a initié un progrès dans la lutte contre les inégalités de genre. Des changements de comportement sont également perceptibles au sein des ménages des adolescentes mariées en lien avec l'égalité des genres, leurs maris participent de plus en plus aux tâches domestiques. Bien qu'une tendance positive vers un changement normatif soit observée, dans le contexte du Niger, il s'agit d'un processus à long terme qui nécessitera des actions continues de sensibilisation, de formation et d'accompagnement des principaux acteurs communautaires et des participants afin de garantir une internalisation effective des connaissances et compétences acquises. Cela devra être complété par des actions de plaidoyer stratégique auprès des autorités politiques pour inscrire l'égalité des genres comme une priorité sur l'agenda du développement national. Des changements significatifs ont été

⁵ Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

identifiés chez les membres des communautés, notamment chez les leaders, les hommes et les jeunes garçons, en ce qui concerne leur compréhension des questions liées à la protection et aux droits des filles. Les CVPE ont joué un rôle clé dans ces changements grâce à leurs actions au niveau communautaire. Toutefois, étant donné leur non-conformité aux normes des CVPE, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer leur qualité et leur efficacité, afin de mieux les utiliser comme levier de changement au sein de la communauté.

Grâce à l'introduction de l'approche de formation professionnelle et d'autonomisation économique des jeunes filles et adolescentes, le projet a renforcé leurs capacités techniques dans divers métiers et, surtout, leur aptitude à mener des activités économiques et à générer des revenus. Les jeunes filles et adolescentes ont pu améliorer leurs conditions de vie et soutenir leur famille, devenant ainsi des modèles pour leurs pairs au sein de la communauté. Face au succès de cette approche, une forte demande s'est créée au sein des communautés ciblées, ce qui met en évidence un potentiel important pour une mise à l'échelle du projet.

1.4.7. Sénégal

L'évaluation à mi-parcours a révélé des progrès notables mais aussi des défis persistants dans la mise en œuvre du projet. Le projet a montré des difficultés à impliquer les hommes et les garçons dans des activités en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de normes sociales positives. Il était également difficile pour les jeunes de signaler les problèmes de violence rencontrés dans les communautés. Bien que la connaissance des risques se soit améliorée, les filles ont moins confiance en elles pour signaler officiellement les abus que les garçons. La peur de la stigmatisation communautaire et le manque de suivi des cas signalés sont parmi les raisons pour lesquelles les victimes se sentent découragées de signaler. Les mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille soutenus par le projet ont également rencontré des difficultés pour mener à bien leur mission d'identification, de référencement et de suivi de la gestion des cas de violence rencontrés dans les communautés. Des points d'action pertinents ont été discutés lors de l'atelier Bridge pour aborder ces défis.

L'évaluation des progrès par rapport à l'AoGD a été mitigée, car même si le projet a obtenu de très bons résultats par rapport aux quatre indicateurs COPEEJ du Résultat 2, les données qualitatives recueillies dans le cadre de cette évaluation mettent en lumière les domaines à améliorer. Le projet a partiellement créé un environnement propice à l'apprentissage. Les activités de sensibilisation ont peut-être conduit à une augmentation des inscriptions aux cours, mais cela s'est limité au témoignage d'une seule personne. Un examen de l'impact du cours de courte durée serait utile pour comprendre si un cours plus long pour quelques personnes pourrait avoir plus d'impact. La satisfaction des jeunes à l'égard du soutien fourni par le projet est mitigée, bien que beaucoup aient reconnu les avantages de la formation. Certains jeunes ont exprimé leur gratitude pour les compétences acquises, telles que la rédaction de plans d'affaires et les techniques de marketing, qui leur ont donné plus de confiance. Le taux de satisfaction en général a cependant été limité par des attentes non satisfaites, en particulier en ce qui concerne le suivi post-formation. Les modules de formation sont complémentaires, ce qui est utile pour EAJ pour se faire une idée complète de la façon de gérer une entreprise, mais l'impact est à nouveau limité par la nature à court terme du cours. Alors que le budget n'est pas suffisant pour envisager une formation de longue durée avec un certificat reconnu par l'État, les formations de courte durée limitent le contenu qui peut être délivré.

L'évaluation a constaté de bons niveaux de participation et d'implication des jeunes dans le projet. Selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁶ la participation des jeunes aux activités est au plus haut niveau (initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes). Au sein de leurs propres

⁶Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

communautés, les jeunes ont renforcé leur rôle de leadership grâce aux compétences acquises lors de la formation. Certains ont mené des activités de sensibilisation sur des questions sociales qui ont conduit à des actions politiques au niveau local, notamment une initiative sur l'accès aux serviettes hygiéniques dans les écoles. La formation a également favorisé leur confiance en soi et leurs capacités de prise de décision au sein de leurs familles, notamment une communication positive avec les parents. Cependant, leur implication dans la prise de décision et la planification des activités du projet était marginale et parfois uniquement axée sur le compte rendu ou la réalisation d'activités. Les jeunes ont fourni des commentaires sur la formation, mais l'absence de mécanismes solides de retour d'information a empêché l'intégration de leurs points de vue dans l'amélioration du projet.

Le projet a eu un impact notable sur les normes et attitudes liées au genre, ainsi qu'une forte appréciation de l'égalité des genres et de la formation à l'inclusion par les participants, notamment une plus grande inclusion des filles dans des espaces traditionnellement dominés par les garçons. Le projet a sensibilisé les communautés aux VBG et aux droits des enfants et des jeunes. La formation sur la masculinité positive et la communication autour des violences sexuelles a transformé les perceptions et les comportements dans plusieurs communautés, notamment en termes de stéréotypes de genre liés à l'emploi des filles et des femmes. Cependant, la communication du projet sur la masculinité positive et les VBG reste limitée, et la nécessité de diversifier les plateformes de communication pour atteindre des publics plus larges (au niveau de la communauté cible et au-delà) a été identifiée. Les jeunes ont également été encouragés à s'intégrer dans les structures de jeunesse existantes, afin de continuer à transmettre des messages sur les masculinités positives et l'égalité des genres au-delà du projet.

1.4.8. Tanzanie

Bien que le projet local dénommé Vijana Elimu Malezi na Ajira (VEMA) n'ait pas atteint ses objectifs d'évaluation à mi-parcours pour certains indicateurs, il est en bonne voie pour atteindre tous les indicateurs, à l'exception de l'indicateur de résultat 1.4 (% d'adolescents et de jeunes avec des besoins spécifiques déclarant recevoir le soutien supplémentaire dont ils ont besoin pour rester à l'école et obtenir de bons résultats d'apprentissage (IQEO4.1.4)), qui reste difficile à atteindre. Alors que le projet continue d'atteindre des étapes clés et de démontrer des preuves d'autonomisation des EAJ impliqués, les pratiques culturelles et traditionnelles ainsi que les normes de genre continuent d'affecter les résultats globaux des activités du projet. Peu d'efforts ont été faits pour comprendre les résultats de certains indicateurs de réalisation, notamment l'efficacité et l'accessibilité des structures et mécanismes de protection de l'enfance au niveau communautaire ainsi que les parcours de signalement des cas de violence. Les résultats qualitatifs ont également révélé une lacune dans les interventions ciblant les parents et les aidants, ainsi que dans l'intégration des agents de santé, qui, si elle était comblée, améliorerait considérablement l'efficacité des interventions au niveau scolaire, familial et communautaire.

Le projet VEMA a travaillé avec plusieurs parties prenantes et leaders communautaires pour mettre en œuvre des interventions visant à protéger les EAJ contre la violence. Pour ceux qui sont scolarisés et âgés de moins de 18 ans, la sensibilisation et l'information ont constitué la base de l'intervention, accompagnées de la mise en place d'un parcours de signalement des incidents. Cependant, la stigmatisation et la victimisation des survivants qui signalent des incidents existent encore en raison de relations de pouvoir inadéquates entre les victimes/survivants et les auteurs, entretenues par une faible compréhension des droits de l'enfant au niveau communautaire, associée à des pratiques culturelles rétrogrades et des dynamiques de pouvoir inégales résultant des normes de genre traditionnelles. Chez les jeunes non scolarisés, l'autonomisation économique et la formation aux compétences de vie se sont révélées efficaces pour leur permettre de faire des choix éclairés lorsqu'ils sont confrontés à des risques de violence dans leur environnement principal. Au niveau communautaire, les leaders communautaires et les pairs jeunes ont également soutenu les participants

du projet en veillant à leur sécurité dans leur milieu de vie. Cependant, la participation active et régulière des jeunes filles a été affectée par des facteurs sociaux tels que le mariage et les grossesses précoces, malgré les efforts du projet pour leur offrir un environnement d'apprentissage adapté aux jeunes et aux enfants.

Les jeunes ont été activement impliqués dans la mise en œuvre et la gestion des activités du projet. Bien que la plupart des activités aient été préconçues sur la base d'une évaluation des besoins réalisée auparavant, plusieurs occasions ont été saisies pour consulter les jeunes sur les activités proposées, la stratégie de mise en œuvre à adopter et les adaptations nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques de chaque groupe. Les EAJ ont participé au projet en groupes, où ils ont sélectionné de manière autonome leurs leaders et représentants, en choisissant ceux qui, selon eux, représenteraient le mieux leurs intérêts auprès de l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet. La diversité d'âge et de genre parmi les leaders sélectionnés témoigne de l'efficacité du projet à garantir l'inclusivité et la participation de tous les participants, assurant ainsi une représentation équitable des genres au sein du leadership. Cependant, comme mentionné précédemment, l'inclusion des participants en situation de handicap demeure problématique.

Bien que le projet ait démontré son efficacité à remettre en question les normes de genre rétrogrades parmi ses participants, les membres de la communauté, au sens large, restent influencés par les définitions culturelles et traditionnelles des rôles des hommes et des femmes dans la société. Les participants ayant suivi les activités du projet ont démontré de l'assurance et une connaissance suffisante de leurs droits, leur permettant de s'exprimer et de défendre leurs points de vue sur les questions qui les concernent. Les hommes et les garçons impliqués dans le projet ont également soutenu les filles et les jeunes femmes en les encourageant à occuper des rôles de leadership. De plus, les garçons et les hommes ont commencé à partager les tâches domestiques de manière équitable avec les filles et les femmes, sans les assigner en fonction du genre. De la même manière, les jeunes hommes et les jeunes femmes ont choisi des formations professionnelles qui, selon les normes sociétales, n'étaient traditionnellement pas associées à leur genre. Bien que le projet ait visé à garantir la diversité en termes d'âge, de genre, de niveau d'éducation et de handicap parmi ses participants, l'intégration des personnes en situation de handicap a continué à poser des défis. Parmi ceux que le projet a pu atteindre, les interventions ont été menées dans des environnements adaptés aux enfants et aux jeunes afin de leur permettre de s'exprimer librement et de participer pleinement aux activités du projet, sans crainte ni sentiment de discrimination.

1.4.9. Vietnam

Les évaluations quantitatives et qualitatives montrent que le projet progresse bien par rapport à ses objectifs à moyen terme et qu'il est en bonne voie pour atteindre ses résultats d'ici 2026. Les résultats montrent que des progrès considérables ont été réalisés sur les résultats 1 et 3. Les EAJ participent de manière significative aux activités du projet telles que les clubs des champions de changement (CDC) et les comités d'enfants. Ces activités ont montré des améliorations de l'estime de soi et de la confiance en soi pour les garçons et plus encore pour les filles. Il y a eu des retards notables sur le résultat 2, cependant, principalement en raison d'un manque de compréhension du type de formation que les EAJ souhaitent recevoir et des aspects pratiques de la recherche d'un partenaire de formation qui peut dispenser la formation à proximité des foyers des EAJ. Maintenant que ce défi a été surmonté et qu'une formation a déjà été dispensée, PIV peut s'attendre à voir des progrès dans ce domaine au cours de la prochaine moitié du projet. En outre, certains indicateurs qui ont été dépassés devraient être revus pour augmenter la difficulté ou pour se développer afin d'avoir une réflexion plus approfondie sur la réalisation.

Les modèles de projet sur la protection de l'enfance, la violence sexuelle et sexiste et l'engagement des parents/tuteurs ont fonctionné de manière efficace et efficiente. PIV a formé

et diffusé des informations aux partenaires pour les aider à entreprendre des activités visant à répondre aux divers besoins et risques de protection. Il communique bien et entretient de solides relations avec les parties prenantes de l'ensemble du projet, y compris le Département de l'Education et de la Formation (DEF), ce qui contribue à garantir que les modèles sont bien mis en œuvre et que des adaptations peuvent être apportées si nécessaire. Le modèle du club CDC est particulièrement efficace car il atteint un grand nombre de personnes grâce à un effet d'amplification puisque les EAJ partagent leurs connaissances avec leurs pairs. En plus, le modèle est efficace car les EAJ signalent des niveaux de confiance accrus acquis en concevant et en réalisant des activités sur des sujets qui les intéressent. De même, le modèle d'engagement des parents/tuteurs dans des activités de formation et de sensibilisation a créé un environnement positif au sein du foyer et de la communauté. Les parents/tuteurs ont également déclaré avoir partagé leurs expériences et leurs connaissances avec leurs pairs, ce qui a également eu un effet d'impact amplifié.

En ce qui concerne les résultats 1 et 3, le personnel du projet, les partenaires, les enseignants, les EAJ et les parents/tuteurs ont tous convenu que la participation des EAJ était significative et que les EAJ étaient motivés par le fait de contrôler les activités. Ils ont eu plusieurs occasions de participer à la conception des activités et de concevoir les activités eux-mêmes. En effet, c'est la principale raison de leur motivation à participer au projet. Une suggestion pour la seconde moitié du projet consistait à ajouter ou à proposer des activités existantes dans la langue Vân Kiều afin que les EAJ de la communauté Vân Kiều se sentent plus confiants lors de la réalisation des activités. Bien qu'il existe plusieurs mécanismes de rétroaction en place, davantage de travail pourrait être fait au niveau de l'école, pour définir les mécanismes de rétroaction et s'assurer que les EAJ comprennent quel type de rétroaction serait utile et pour fournir une formation aux enseignants pour recevoir une rétroaction de manière positive.

L'équipe du projet a bien fait de rester sur la bonne voie pour atteindre l'ambition de transformation du genre du projet, compte tenu des retards importants dans la mise en œuvre. Les domaines dans lesquels le projet a bien fonctionné comprennent l'influence sur les normes et les attentes discriminatoires liées au genre grâce à des activités phares telles que le club des CDC et divers comités d'enfants. Le projet a également bien fonctionné dans la création d'un environnement favorable grâce aux clubs de parents, à la formation des enseignants et à l'engagement d'autres parties prenantes, y compris les autorités locales. Ces domaines de haute performance devraient être reproduits lors de l'expansion dans le nouveau site du projet. Il existe cependant des domaines à développer davantage, notamment la diversité des participants au projet et le travail avec les garçons et les hommes. Les activités prioritaires ont été définies dans le plan d'action, élaboré dans le cadre de l'atelier Bridge.

1.5. Recommandations prioritaires sélectionnées

1.5.1. Niveau mondial

Créer des communautés de pratique et faciliter les visites d'échange entre le personnel du projet : cela profiterait à tous les pays du programme DGD et unifierait les approches entre les pays.

Introduire un processus systématique de révision et d'adaptation des programmes et des projets : les évaluateurs n'ont pas trouvé de preuve de l'existence d'un processus systématique d'examen et d'adaptation lié à la planification des projets.

Soutenir des projets visant à intégrer de meilleurs mécanismes de collecte, de documentation et de restitution des retours d'information : en fournissant des conseils pratiques, de formations courtes ou des séances d'information sur l'importance de recueillir, de documenter, de suivre et de fournir des mises à jour sur la prise en compte des retours d'information.

Revoir l'approche du capital d'amorçage et des kits de démarrage dans le cadre du modèle COPEEJ: deux éléments doivent être revus: 1. qui reçoit le capital d'amorçage et les kits de démarrage? Et 2. Comment le capital d'amorçage est-il contrôlé?

Harmoniser les outils d'évaluation de fin de parcours : il a été noté qu'avant la réalisation des études à mi-parcours dans tous les pays, des outils ont été préparés (dans différentes langues) et partagés afin que tous les consultants adoptent la même approche.

1.5.2. Niveau national

Belgique

Définir stratégiquement l'orientation géographique du projet : tout en maintenant une couverture géographique significative (à travers les régions linguistiques du pays, (semi-)rurales et urbaines), envisager un recentrage pour permettre des activités qui se renforcent mutuellement.

Effectuer une évaluation des risques de protection des EAJ vulnérables : évaluer comment la participation aux activités de plaidoyer et de campagne du PIB peut affecter et mettre en danger les EAJ vulnérables, désagrégé en fonction des critères de vulnérabilité.

Améliorer l'engagement sur les réseaux sociaux : Améliorer la présence du PIB sur les réseaux sociaux, en particulier sur TikTok, qui est le canal préféré des EAJ.

Bolivie

Développer et mettre en œuvre un mécanisme de retour d'information anonyme et systématisé : le projet manque actuellement d'un mécanisme structuré permettant aux participants de fournir des commentaires anonymes.

Organiser des séances d'engagement communautaire pour sensibiliser au rôle et à l'importance des services de protection communautaire : les données révèlent que ces mécanismes de protection ne sont pas toujours respectés ou reconnus comme faisant autorité, en particulier à La Paz.

Renforcer et élargir les activités intergénérationnelles : les participants ont souligné l'impact positif des activités intergénérationnelles les impliquant, eux-mêmes et leurs parents.

Équateur

Résoudre les conflits d'horaire pour améliorer la participation et la continuité des EAJ dans le projet : pour assurer une participation significative et une continuité entre les participants, les activités doivent être programmées en soirée ou le week-end.

Renforcer les capacités des leaders communautaires et des bénévoles sur les mécanismes de protection : pour combler les lacunes dans la connaissance de la confiance dans les mécanismes de projection, PIE pourrait organiser une session de formation ciblant spécifiquement les leaders communautaires et les bénévoles sur les cadres juridiques et les mécanismes de protection.

Former les anciens participants d'EdL et de CDC à devenir des facilitateurs : pour garantir que l'impact du projet se transmet aux jeunes générations, il serait pertinent d'encourager les anciens participants d'EdL et de CDC à devenir des facilitateurs.

Bénin

Adapter les cours aux besoins des différents groupes de EAJ : cela pourrait fonctionner de deux manières :

- En fonction des ressources financières disponibles, élargir les cours de rattrapage pour inclure un plus grand nombre de matières afin de mieux répondre aux besoins éducatifs des enfants.
- Orienter les apprentis ayant un faible niveau d'alphabétisation vers une formation accélérée susceptible d'améliorer leur participation effective à la formation afin que celle-ci puisse être adaptée à leurs besoins.

Gérer les attentes des jeunes en partageant un calendrier de distribution des kits d'installation afin de leur permettre de mieux anticiper leur installation et de démarrer leurs activités économiques dans de meilleures conditions dès la fin de leur formation.

Aborder les barrières financières pouvant affecter la rétention dans les cours : une option pour aborder un obstacle clé, l'argent pour les repas, pourrait être la mise en place d'un système de cantine coopérative, en impliquant des mères membres d'AVEC ou d'un autre système au sein des centres afin de compenser le manque de repas pendant la formation.

Niger

Renforcer les actions de sensibilisation pour les élèves et leurs enseignants sur l'approche de gouvernance scolaire afin d'améliorer le pourcentage d'écoles et d'espaces/centres d'apprentissage qui respectent les normes nationales/globales définies pour un environnement accessible, sûr et protégé (IQEO4.2.3). Les fonds pourraient être canalisés pour soutenir les écoles afin qu'elles respectent les normes environnementales et techniques, rendant ainsi l'accès à l'école et aux installations d'apprentissage plus acceptable.

Poursuivre les actions de sensibilisation communautaire sur les droits de l'enfant et mettre en place un mécanisme de « parents modèles » qui défendent la protection des droits des enfants et peuvent inspirer d'autres membres de la communauté à prendre également des mesures pour le changement. En effet, bien qu'il y ait un bon niveau de connaissance des droits des enfants et des adolescents (y compris des filles), les actions concrètes visant à opérationnaliser ces connaissances restent limitées.

Impliquer les EAJ du Conseil Consultatif National pour les Enfants et les Jeunes du Niger (CCNEJ) dans les discussions sur la conception du projet afin d'améliorer la participation significative des EAJ à la prise de décisions stratégiques concernant le projet.

Maximiser l'efficacité des comités CVPE. Pour améliorer les résultats liés aux changements de comportement, le projet pourrait augmenter les incitations pour les membres des comités CVPE par la mise en place d'activités économiques de groupe.

Sénégal

Poursuivre les efforts et revoir leur efficacité pour engager davantage de garçons et de jeunes hommes dans des activités visant à garantir des changements de comportement positifs et un changement des normes de genre : Il a été souligné dans le cadre de l'étude quantitative à miparcours et de l'atelier Bridge que le projet peine à engager les garçons et les jeunes hommes. Cela permettrait de remédier à la sous-performance des garçons et des hommes concernant les indicateurs de résultats LDI 1 et 2.

Réactiver et renforcer les CCPE: Fournir des ressources et des formations pour une meilleure gestion des cas de violence et se concentrer sur l'assurance que les mécanismes de signalement sont adaptés aux EAJ. Cela pourrait impliquer un plus grand engagement des CCPE auprès des EAJ pour renforcer leur confiance dans le signalement des problèmes de protection. Cela contribuerait à remettre le projet sur la bonne voie pour atteindre les indicateurs de résultats PROO1.1.1 et PROO1.4.1.

Mettre en œuvre des actions pour améliorer la capacité des adolescents et des jeunes, en particulier des adolescentes et des jeunes femmes, à identifier et à traiter la violence liée à l'école et la violence basée sur le genre (VBG), y compris les différents types de violence (y compris émotionnelle, économique et négligence).

Tanzanie

Répondre aux contraintes logistiques et financières rencontrées par les matrones et les enseignants lorsqu'ils répondent à et traitent les cas de violence.

Réexaminer l'approche du changement de comportement utilisée pour renforcer les activités de sensibilisation communautaire et promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion des garçons et des filles dans les activités sociales et économiques. Cela permettra de lutter contre la persistance des normes de genre nuisibles.

Identifier et inclure les personnes en situation de handicap dans le projet. Le projet a besoin des services d'un expert en handicap et en inclusion pour identifier les différents handicaps qui existent dans la communauté et la manière dont ces personnes peuvent être intégrées aux activités du projet.

Vietnam

Réexaminer les objectifs des indicateurs pour assurer qu'ils constituent un véritable défi pour la seconde moitié du projet : en particulier ceux qui ont été dépassés, afin d'assurer qu'ils sont réalistes et qu'ils fournissent des données significatives pour les futures adaptations du projet.

Mettre en œuvre un journal et un outil de suivi des commentaires systématisés : celui documenterait systématiquement tous les commentaires reçus, pourquoi ils ont été reçus et les groupes de participants concernés au projet.

Offrir une formation aux enseignants et une session conjointe pour les enseignants et les EAJ sur le processus de retour : l'évaluation a révélé que les enseignants bénéficieraient d'une formation sur la manière de recevoir les retours des étudiants.

2. Introduction et contexte

L'autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes est un élément essentiel des objectifs de développement durable (ODD). Ils sont considérés à la fois comme des acteurs clés dans la réalisation de nombreuses cibles identifiées dans les ODD d'ici 2030 et comme l'un des principaux groupes bénéficiaires. Comme l'indique le Rapport mondial sur la jeunesse des Nations Unies, les jeunes sont des acteurs essentiels dans le développement des ODD et de l'agenda 2030 et « continuent à être engagés dans les cadres et les processus qui soutiennent sa mise en œuvre. » À cette fin, il est essentiel d'aider les jeunes à devenir des acteurs économiques et sociaux actifs dans leurs communautés. De plus, les ODD accordent une attention particulière à l'égalité des sexes et à l'autonomisation sociale et économique des femmes. Plus de détails sur le programme et ses objectifs peuvent être trouvés dans les termes de référence de l'évaluation, à l'annexe 1.

Conformément aux priorités ci-dessus, PI Belgique (PIB) a lancé le programme « Autonomisation économique et émancipation sociale des adolescentes et des jeunes » (10-24), du nom de son principal donateur, la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD), en 2022 et qui se poursuivra jusqu'en 2026.

2.1. Présentation et contexte du projet

En 2022, PI Belgique a lancé le « Programme DGD 22-26 », qui se déroulera jusqu'en 2026. Le programme est mis en œuvre dans huit pays : Belgique, Bénin, Bolivie, Équateur, Niger, Sénégal, Tanzanie et Vietnam, sur quatre continents : l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Sud. Il est mis en œuvre en Belgique par PIB, par les BP de PI dans tous les autres pays, ainsi que par plus de 14 partenaires et réseaux locaux. Bien que les résultats spécifiques pour chaque pays diffèrent, la stratégie globale du programme DGD est de « contribuer à l'autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des adolescentes et des jeunes femmes. »⁸ Ainsi, bien que l'accent soit mis sur les adolescents et les jeunes, le programme se focalise sur l'autonomisation sociale et économique des jeunes femmes et des filles. Le programme repose sur trois stratégies clés de PI :

- 1. Une approche fondée sur les droits de l'homme avec la participation des groupes cibles comme principaux acteurs du changement.
- 2. Le principe d'inclusion : le programme cible les adolescentes et les jeunes femmes de 10 à 24 ans, particulièrement celles qui sont vulnérables à la discrimination et à la violence.
- Stratégies de mise en œuvre pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité des sexes et remodeler les relations de genre et de pouvoir, dans le but de réaliser les droits des filles et l'égalité des sexes.

Trois des domaines de spécificité mondiale de Plan International (AoGD) auxquels ce programme a été convenu de contribuer sont la PCV, les compétences et opportunités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes (COPEEJ) et l'éducation inclusive de qualité (IQE). L'évaluation porte sur les voies de changement suivantes, qui sont liées aux AoGD:

- 1. Les filles, les adolescentes et les jeunes femmes bénéficient d'une protection contre toutes les formes de violence, y compris la violence sexiste, dans leurs communautés.
- 2. Les adolescentes et les jeunes femmes ont accès aux compétences et aux opportunités nécessaires à leur autonomisation économique.

⁷Nations Unies. Rapport mondial sur la jeunesse : Les jeunes et le programme de développement durable à l'horizon 2030. 2018. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>.

⁸Etude à mi-parcours du DGD

3. Les adolescentes et les jeunes femmes ont accès à une éducation inclusive de qualité et s'épanouissent dans des environnements scolaires exempts de violence.

Le programme est doté d'une théorie du changement (ToC) globale et de ToC spécifiques à chaque pays. La ToC globale est présentée dans la figure 1. Les ToC par pays sont présentées dans <u>l'annexe 2.</u> La ToC au niveau du programme présente clairement les intrants et l'approche, les parties prenantes, la sphère de contrôle, la sphère d'influence, la sphère d'intérêt, les résultats et l'impact escomptés. Un aperçu du projet par pays est présenté dans le tableau 1. Cet aperçu comprend les montants budgétisés, les groupes ciblés, le calendrier, les objectifs et les résultats.

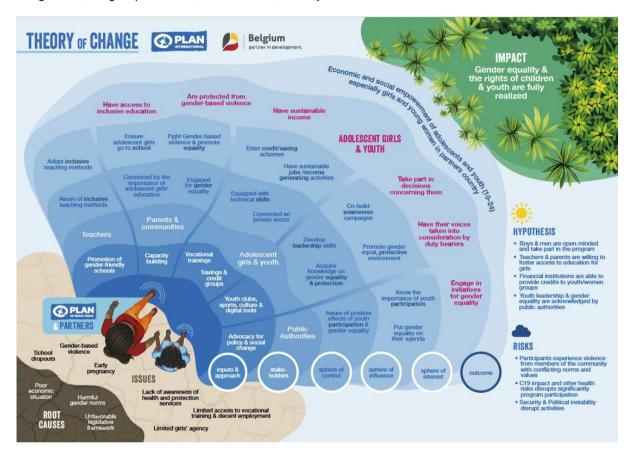


Figure 1: ToC du programme DGD

Les groupes cibles par pays et les participants au programme sont répertoriés dans le tableau cidessous.

Tableau 1. Groupes cibles et participants au programme

Pays	Groupes cibles					
Belgique	 300 jeunes militants en Belgique (10 à 24 ans) 100 citoyens bénévoles engagés 8 écoles 100 dirigeants politiques 200 acteurs de la société civile organisée et des organisations de jeunesse Grand public (18 000 jeunes) Les médias 					

Bolivie	 2 742 adolescentes et jeunes femmes (15-24 ans) 2 353 adolescents et jeunes hommes (15-24 ans) 365 parents, autorités locales, enseignants et animateurs
Équateur	 3667 adolescentes et jeunes (10-24 ans) 3191 adolescents et jeunes de sexe masculin (10-24 ans) 2666 parents, soignants et bénévoles communautaires
Bénin	 3 913 adolescentes et jeunes femmes (10-24 ans) 4 188 adolescents et jeunes hommes (10-24 ans) 2 555 femmes et 3 679 hommes (parents, enseignants, associations de parents d'élèves, chefs traditionnels, autorités locales/nationales, mécanismes de protection communautaire, services de l'État et centres de formation)
Niger	 11 500 adolescentes et jeunes femmes 9 000 adolescents et jeunes hommes (10-24 ans) 365 femmes et 675 hommes (parents, enseignants, leaders communautaires et religieux, MPEBC et élus locaux)
Sénégal	 10 350 adolescentes et jeunes femmes 7 500 adolescents et jeunes hommes 20 représentants des collectivités locales 150 femmes et 100 hommes en apprentissage 150 parents 45 membres des comités locaux de protection
Tanzanie	 4 930 adolescents (10-18 ans) (dont 58 % de filles) 1 000 jeunes (60 % de filles) (18-24 ans) 4 038 (64 % de femmes) enseignants, parents/tuteurs, dirigeants communautaires, maîtres artisans, membres de comités de développement et de comités de protection de l'enfance, agents des services de police chargés des questions de genre.
Vietnam	 5 838 adolescents et jeunes issus de minorités ethniques (11-24 ans) 300 enseignants 40 formateurs du Centre d'EFTP 120 employeurs locaux 60 agents de santé communaux 900 parents

Au cours de la première année du programme, un avenant au contrat a été convenu avec le donateur contenant les adaptations suivantes :

- Le projet au Rwanda a été retiré du programme DGD.
- Les budgets des projets pour la Belgique, la Bolivie, l'Équateur, la Tanzanie et le Sénégal ont été réduits.
- La durée des programmes en Bolivie, en Équateur, au Sénégal et en Tanzanie a été réduite de cinq à quatre ans avec les dates de début reportées suivantes par rapport à la date de début initiale de janvier 2022 :
 - o Bolivie juillet 2022
 - Équateur juin 2022
 - o Sénégal mai 2022
 - o Tanzanie août 2022

À la suite des réductions budgétaires, plusieurs changements ont été apportés au programme dans différents pays.

• Le nombre de partenaires a été réduit de trois à deux en Équateur et de deux à un en Tanzanie.

- Le nombre de bénéficiaires en Bolivie a été réduit de 30 %.
- En Belgique, le nombre de bénévoles a diminué de 20 % et le nombre de jeunes sensibilisés aux campagnes de PI de 28 %. Le nombre de thèmes a été réduit de 5 à 4 et PI n'a pas fourni directement de formation aux autres ONG (mais aux jeunes d'autres organisations).9

De plus amples détails sur les projets dans chaque pays sont présentés dans le tableau ci-dessous, y compris les lieux de mise en œuvre, le budget, les groupes cibles et les bénéficiaires, le calendrier et les résultats escomptés.

⁹ Documentation fournie. Note - Plan International Belgique - Principales modifications du programme 2022-2026.

Tableau 2. Aperçu des projets par pays

Pays	Budget	Groupes cibles/bénéficiaires	Laps de temps	Résultats et effets du programme
		Adolescents et jeunes de 10 à 24 ans	Janvier 2022 - Décembre 2026	Résultat : La société belge et les dirigeants politiques soutiennent les recommandations co-construites avec les jeunes militants de PI en faveur des droits des enfants et des filles et de l'égalité des genres dans le cadre de la solidarité internationale et des objectifs de développement durable.
Belgique	1 990 121,26 EUR			Résultat 1 : Les jeunes activistes acquièrent des compétences fondamentales et sont accompagnés par des bénévoles et des écoles pour devenir acteurs de changement pour le respect des droits des enfants, des filles et de l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des ODD.
(sans tout le pays)				Résultat 2 : Les dirigeants politiques, la société civile organisée et le monde éducatif contribuent à un environnement favorable à la mobilisation des jeunes, aux droits des enfants, des filles et à l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des objectifs de développement durable.
				Résultat 3 : Les jeunes formulent collectivement des recommandations pour un changement politique et social en faveur des droits des enfants, des filles et de l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des ODD.
		7 Adolescents et jeunes de 15 à 24 ans	Juillet 2022 - Juin 2026	Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (15-24 ans), bénéficient d'une formation professionnelle et de compétences de vie, améliorant leurs opportunités d'autonomisation économique et sociale, avec résilience, égalité des sexes et inclusion dans des environnements exempts de discrimination, d'exploitation et de violence.
				Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les femmes, disposent des compétences techniques/technologiques et organisationnelles nécessaires pour gérer leurs propres entreprises économiques et/ou obtenir un emploi décent.
Bolivie (3 communes à La Paz et 3 communes à Santa	1 110 235,87 EUR			Résultat 2 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les femmes, dotés de compétences de vie et de capacités d'organisation développées, prennent des décisions éclairées pour prévenir les grossesses non désirées et influencer l'exercice de leurs droits et une vie sans violence.
Cruz de la Sierra)				Résultat 3 : Les adolescents et les jeunes disposent d'un environnement favorable, à différents niveaux de l'État et de la société civile, qui est sensibilisé et promeut et met en œuvre des normes, des politiques publiques, des pratiques et des attitudes en faveur des droits sociaux et économiques des adolescents et des jeunes.
				Résultat 4 : Les capacités des partenaires de mise en œuvre sont renforcées et des actions conjointes avec des ONG belges sont développées pour améliorer l'autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes.

Bénin (5 communes de l'Atlantique, 1 commune du Littoral et 5 communes de l'Atacora)	2 000 165,45 EUR	Adolescents et jeunes de 10 à 24 ans	Janvier 2022 - Décembre 2026

1 122 559,81

EUR

Adolescents et ieunes

de 10 à 24 ans

Juin 2022 -

Mai 2026

Équateur

Bolivar)

(9 communes à Los

Rios et 8 communes à

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les jeunes filles, améliorent leurs chances d'autonomisation sociale, culturelle et économique, dans un environnement plus résilient et exempt de violence.

Résultat 1 : Les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) renforcent leurs capacités de base nécessaires pour agir en tant que moteurs efficaces du changement, dans le respect des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'inclusion.

Résultat 2 : Les environnements familiaux et communautaires assument leur rôle de protection des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes (10-24 ans), notamment contre les violences basées sur le genre, les grossesses précoces ainsi que les unions précoces et forcées.

Résultat 3 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les femmes (de 15 à 24 ans), développent des compétences pour exercer leur autonomie économique, que ce soit par un emploi rémunéré ou un travail indépendant.

Résultat 4 : Renforcement des capacités des partenaires et promotion des synergies et complémentarités.

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10 à 24 ans), bénéficient d'une éducation inclusive de qualité et d'une formation professionnelle et deviennent économiquement indépendants, dans un environnement protecteur et égalitaire entre les sexes.

Résultat 1: Les adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes vulnérables, bénéficient d'alternatives éducatives dans un environnement d'apprentissage accessible, protecteur et sûr par des du acteurs du secteur éducatif et la communauté, et améliorent leurs résultats aux examens nationaux du primaire et du secondaire.

Résultat 2: Les adolescents et les jeunes de 14 à 24 ans, particulièrement les adolescentes et les jeunes femmes, disposent des compétences techniques et managériales et des matériels de production adéquats pour obtenir un emploi productif ou créer et développer une unité économique dans un environnement protecteur.

Résultat 3: Les adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, comprennent les risques de protection, notamment le VBG et la violence domestique, et sont soutenus par leurs parents et tuteurs, les autorités locales et nationales et les acteurs communautaires pour jouir de leurs droits.

Résultat 4 : ONG ou structures partenaires du programme y compris les ONG belges/ACNG qui disposent des compétences techniques nécessaires et qui travaillent efficacement dans un ou tous les domaines en synergie ou en complémentarité avec un ou plusieurs partenaires du programme.

				et de leurs parents.
Niger (50 villages à Dosso et Maradi)	1 702 733,99 EUR	Adolescents et jeunes de 10 à 24 ans	Janvier 2022 - Décembre 2026	Résultat 2 : Les adolescents, notamment les filles (12-18 ans), bénéficient d'une éducation inclusive de qualité dans un environnement qui autonomise les filles et engage les garçons pour parvenir à l'égalité des sexes.
				Résultat 3 : Les filles et les jeunes filles (14-24 ans) non scolarisées acquièrent une autonomie économique et bénéficient de compétences de vie qui améliorent leur statut social.
				Résultat 4 : Les ONG et structures partenaires du programme, y compris les ONG/ACNG belges, disposent des compétences techniques nécessaires et travaillent efficacement dans un ou tous les domaines en synergie ou en complémentarité avec un ou plusieurs partenaires du programme.
		Adolescents et jeunes de 10 à 24 ans	Mai 2022 - Avril 2026	Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10-24 ans), s'épanouissent et sont protégés, y compris dans les environnements scolaires et professionnels, et accèdent à des opportunités éducatives, professionnelles et économiques durables.
Sénégal				Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, bénéficient d'un environnement scolaire sûr, inclusif et égalitaire et sont renforcés pour identifier et combattre la violence et les VBG dans les écoles.
(11 communes à Thiés et 16 communes à	1 427 577,09 EUR			Résultat 2 : Les jeunes (15-24 ans), en particulier les jeunes femmes, développent leurs compétences et les utilisent pour exercer un travail rémunéré ou indépendant.
Kaolack)				Résultat 3 : Les parents, les jeunes et les autres acteurs communautaires, les autorités s'engagent à offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes et propice à leur émancipation et à leur autonomisation.
				Résultat 4 : Les capacités des partenaires de mise en œuvre, ainsi que les synergies et complémentarités.
Tanzanie (Ilémela, 2 districts de Nyamagana, et (Mwanza)	1 124 200,63 EUR	Adolescents et jeunes de 10 à 24 ans	Août 2022 - Juillet 2026	Résultat : Une société dans laquelle les droits des enfants, des adolescents et des jeunes sont pleinement réalisés dans le respect de l'égalité des sexes.

Résultat: Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans, sont autonomes économiquement et socialement, et épanouies dans un environnement

Résultat 1 : Les filles et les jeunes femmes (10-24 ans) jouissent de leurs droits et vivent dans des communautés protectrices grâce au renforcement de leurs capacités, des membres de la communauté

protecteur et égalitaire entre les sexes et ont accès à des opportunités économiques durables.

les jeunes femmes, se sentent	en	, sécurité	à	ľécole,	apprennent	dans	un	environnement propice et	
reçoivent un soutien supplémen	taire	si néces	sa	aire.					

Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes marginalisés (10-18 ans), en particulier les adolescentes et

Résultat 2: Les jeunes, en particulier les jeunes femmes (15-24 ans) sans compétences professionnelles ou ayant des compétences limitées en matière d'employabilité, développent et s'appuient sur des compétences axées sur le marché pour rechercher des opportunités de travail décent, un emploi salarié ou un travail indépendant.

Résultat 3 : Les familles et les communautés sont engagées à mettre fin à la violence contre les adolescents et les jeunes (10-24 ans) et à garantir que les survivants de la violence reçoivent des services de protection de qualité adaptés à leur âge et à leur sexe.

Résultat: Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes issues de minorités ethniques (11-24 ans), sont économiquement et socialement habilités à apprendre et à s'épanouir dans un environnement protecteur et à vivre à l'abri de la violence, y compris dans les environnements scolaires et professionnels.

Résultat 1 : Les adolescentes et adolescents issus de minorités ethniques âgés de 11 à 18 ans bénéficient d'un environnement éducatif favorable et sont habilités à faire des choix positifs dans un environnement scolaire égalitaire et protecteur.

Résultat 2 : Les jeunes issus de minorités ethniques, en particulier les jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans, ont la possibilité de rechercher des opportunités de travail décent de leur choix, qu'il s'agisse d'un emploi salarié ou d'un travail indépendant.

Résultat 3 : Les adolescentes et les jeunes femmes issues de minorités ethniques âgées de 11 à 18 ans s'épanouissent dans un environnement favorable et protecteur et vivent à l'abri de la violence, à la maison et dans leur communauté.

(9 communes à Quảng Trị et 5 communes à Lai Chau) 1 620 744,90 EUR

Adolescents et jeunes de 11 à 24 ans

Janvier 2022 - Décembre 2026

2.2. Analyse du contexte

Une analyse du contexte est présentée pour chaque pays du programme DGD afin d'illustrer les changements contextuels survenus depuis le début du programme et qui pourraient avoir eu un impact sur les projets.

En Belgique, en 2022, au début du projet, les restrictions liées au COVID ont été enlevées. Ces restrictions ont cependant eu un impact négatif sur les jeunes et sur la relation que PIB avait développée avec eux. Le contexte post-COVID a également eu un impact sur les écoles, avec des pénuries d'enseignants, une surcharge et des contraintes qui ont réduit l'espace de mobilisation à long terme des élèves dans les écoles. Au niveau politique, PIB a maintenu des relations solides avec le ministère des Affaires étrangères - détenu depuis 2020 par le parti socialiste Vooruit - et les niveaux administratifs. Comme celles avec les jeunes, les relations avec les députés ont cependant également été tendues par le COVID. La scène politique, et par la suite la collaboration du PIB avec les décideurs politiques, ont été dominées par les prochaines élections législatives de 2024. L'ambition du programme de mettre en œuvre un « nouveau récit », où la réalité vécue des jeunes belges devient un point d'entrée pour le travail de plaidoyer en faveur de la solidarité internationale, a été en outre impactée par un contexte général de crises politiques et sociales, conduisant à un recentrage national des débats sociétaux et laissant moins de place à la solidarité internationale. En conséquence, la mobilisation des jeunes, les synergies entre les programmes locaux et le programme DGD, ainsi que la collaboration avec les écoles, se sont révélées plus complexes que prévu, entraînant des retards au cours de la première année du programme. Au niveau de la mise en œuvre du programme, la réaffectation des responsabilités du personnel et la rotation du personnel au sein de la direction du programme PSC de Plan ont déstabilisé le lancement du programme et sa mise en œuvre ultérieure, y compris l'établissement de relations avec les jeunes et les adultes bénévoles. 10

Depuis 2022, la Bolivie a été confrontée à de nombreux défis, notamment en raison de la stagnation économique et des graves impacts de la pandémie de COVID-19 et du changement climatique. Après la démission d'Evo Morales en 2019, le gouvernement du président Luis Arce s'est concentré sur la reprise économique, mais le pays continue de lutter contre une inflation élevée, des pénuries de carburant et des taux de chômage. En outre, le changement climatique a exacerbé les problèmes existants, avec l'intensification des incendies qui sont devenus une préoccupation pressante. En octobre 2024, des incendies de forêt en Bolivie ont ravagé plus de 10 millions d'hectares de terres, affectant gravement les communautés agricoles qui dépendent de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. Cependant, les incendies se sont principalement produits en dehors des sites du projet, minimisant l'impact sur le projet. Les sécheresses, également liées au changement climatique, ont encore mis à rude épreuve ces communautés, plusieurs participants envisageant de s'éloigner de l'agriculture en raison de la baisse de la productivité. En outre, la Bolivie est politiquement polarisée, ce qui pose un défi important aux partenaires du projet dans leurs efforts pour établir un partenariat durable et neutre avec les autorités locales. En 2023 et 2024, des manifestations et des blocages de routes organisés par des partisans d'Evo Morales ont perturbé diverses activités du projet visant à développer les communautés. Ces blocages ont eu un impact considérable sur les opérations du projet, car le personnel n'a pas pu atteindre les communautés ciblées, en particulier à Santa Cruz.

Depuis 2022, **l'Équateur** est confronté à d'importantes préoccupations économiques et sécuritaires, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19. En 2023, celles-ci ont conduit à des élections présidentielles anticipées, qui ont abouti à la victoire de Daniel Noboa. Au cours des premiers mois du

¹⁰Leçons informe 'Lead for Rights' 2022, Plan International Belgique ; Leçons informe 'Lead for Rights' 2023, Plan International Belgique ; Rapport narratif 2022, Programme DGD 2022-2026, Plan International Belgique

projet, des contacts ont été noués avec les coordinateurs de district des Ministères de la santé publique et de l'inclusion économique et sociale, les présidents des gouvernements paroissiaux autonomes décentralisés et les représentants des institutions de garantie des droits, telles que le Conseil de protection des droits (dirigé par le maire) et les conseils de protection des droits, qui dépendent du représentant du Conseil. Le changement de gouvernement a conduit à la nomination de nouvelles autorités locales dans les provinces de Los Rios et de Bolivar. En conséquence, le projet a dû rétablir les relations avec les nouvelles personnes nommées. En janvier 2024, l'activité des cartels de la droque s'est intensifiée, entraînant l'éclatement d'un conflit interne entre le gouvernement et les groupes criminels actifs. Depuis lors, l'état d'exception a été décrété dans de nombreuses zones à haut risque du pays, ce qui a justifié l'octroi de pouvoirs exceptionnels aux forces militaires et policières. L'état d'exception a particulièrement touché la province de Los Ríos. La province a connu une augmentation de la criminalité couplée à l'imposition d'un couvre-feu et de mesures de sécurité qui ont eu un impact sur la faisabilité des activités du projet, entraînant plusieurs reports et annulations. En outre, depuis septembre 2024, de graves pénuries d'énergie, imposées par le gouvernement pour faire face à l'escalade d'une crise énergétique, ont provoqué des pannes de courant généralisées dans tout le pays. Lors de la collecte de données à Los Ríos, les pannes de courant ont duré huit à dix heures par jour, coïncidant avec un couvre-feu à 22 heures. Cela affecte considérablement la capacité des participants au projet et de leurs communautés à prendre part au projet, car les coupures de courant ont lieu aux heures de travail et d'étude.

Depuis 2022, plusieurs événements politiques, contextuels et sécuritaires ont eu un impact sur le programme au Bénin. Sur le plan politique, les élections législatives de janvier 2023, qui se sont déroulées dans le calme, ont abouti à l'élection d'un nombre record de 28 femmes députées, ce qui reflète une évolution positive de la représentation politique des sexes. D'importants changements administratifs ont également eu lieu, tels que la restructuration des Centres de Protection Sociale (CPS) en Guichets Uniques de Protection Sociale (GUPS) et la nomination de nouveaux directeurs départementaux de l'éducation, qui ont nécessité des ajustements dans l'engagement des parties prenantes. Sur le plan contextuel, les documents du projet et les partenaires ont également mis en évidence des défis économiques tels que la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant. Ces défis ont été en partie dus à la pandémie de COVID et à l'inflation mondiale, qui ont mis à rude épreuve les budgets des ménages, affectant parfois la participation des communautés aux activités du projet lorsque la participation était volontaire ainsi qu'à l'augmentation des coûts budgétaires du projet. En outre, les inondations dans des zones comme So-Ava ont perturbé le fonctionnement des écoles et l'accès aux interventions du projet. Les menaces à la sécurité, notamment les attaques de groupes armés non étatiques dans les régions du nord (par exemple, Kerou et Tanquiéta), ont entraîné des déplacements de populations et limité la portée du projet. Le projet a été adapté pour mettre davantage l'accent sur la lutte contre les vulnérabilités et le maintien de l'engagement communautaire dans des circonstances difficiles.

Le Niger est confronté à une situation de vulnérabilité chronique, notamment dans les régions de Dosso et de Maradi. Environ 4,3 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, avec plus de 370 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. L'insécurité demeure un problème, affectant l'éducation des enfants. En juin 2023, 958 écoles primaires restent fermées, sur 17 977 dans tout le pays, affectant l'éducation de 81 510 enfants. L'insécurité est particulièrement problématique dans la région de Maradi, qui enregistre des cas de violence, de banditisme et d'enlèvement. Cependant, cela n'a pas affecté les opérations du projet en 2023. Le 26 juillet 2023, un coup d'État a eu lieu au Niger, où la garde présidentielle a destitué et détenu le président Mohamed Bazoum. En réponse au coup d'État, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé des sanctions

¹¹ ECHO (2023). Niger - Fermetures d'écoles, mise à jour (DG ECHO, Ministère de l'Éducation, Cluster Education) (ECHO Daily Flash du 06 juin 2023). Disponible sur : <u>Lien</u>

¹² Documentation fournie. NER290_Rapport_Annuel_2023_PQ22-26_VF.

¹³ Mednick, S. (2023). Des soldats déclarent le général du Niger chef d'État après qu'il a mené un coup d'État et détenu le président. AP. Disponible sur : <u>Lien</u>

contre le Niger. Onze des quinze États membres de la CEDEAO ont fermé toutes les frontières avec le Niger et suspendu les transactions financières. Les sanctions ont entraîné un ralentissement considérable des opérations bancaires et des pénuries de produits pharmaceutiques, de denrées alimentaires importées et d'électricité. En février 2024, la CEDEAO a levé les sanctions contre le Niger, invoquant des raisons humanitaires. Le coup d'État et les sanctions qui en ont résulté ont eu un impact majeur sur les activités du projet à travers la suspension des sorties sur le terrain et des réunions/ateliers, la fermeture des bureaux de PI Niger (PIN) et des retards dans la formation des filles et des jeunes femmes dans le secteur de la couture. En outre, les effets du changement climatique ont fortement affecté les moyens de subsistance des communautés rurales, qui dépendent principalement de l'agriculture et sont peu diversifiés. Les inondations et les pluies torrentielles de juillet 2023 ont détruit plus de 12 000 maisons à travers le pays et les cultures et ont entraîné des déplacements massifs. La région de Maradi a été la plus touchée par ces événements, avec 48 027 personnes touchées.

Depuis 2022, **le Sénégal** a connu des développements politiques importants, notamment des élections présidentielles en mars 2024 et des élections législatives en novembre 2024 (lors de l'évaluation à miparcours), qui ont consolidé le pouvoir de Bassirou Diomaye Faye sous une nouvelle administration. Malgré quelques troubles civils pendant cette période, le Sénégal reste un pays relativement stable dans une région de plus en plus marquée par la volatilité et l'insécurité. Plusieurs changements dans le paysage institutionnel ont eu un impact sur les opérations du projet. La décentralisation de l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) au niveau départemental a offert l'occasion d'une coordination plus étroite dans le secteur de la protection de l'enfance avec d'autres initiatives de protection de l'enfance à base communautaire soutenues par Plan et le programme DGD. En outre, des défis sont apparus en raison de la non-fonctionnalité de certains Comités Communaux de Protection de l'Enfance (CLPE) (et également au niveau départemental), qui ont nécessité une revitalisation et un renforcement des capacités pour améliorer la protection de l'enfance au niveau communautaire.

Bien que les perspectives économiques de **la Tanzanie** soient globalement positives, cela ne s'est pas traduit par une réduction de la pauvreté. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation du nombre de personnes classées comme « non pauvres », vivant juste au-dessus du seuil de pauvreté, et a exacerbé les problèmes liés aux droits des femmes et des filles.²⁰ De plus, le phénomène El Niño a causé de fortes pluies pendant deux saisons consécutives de pluie, d'octobre 2023 à mars 2024. Cela a entraîné une série d'inondations et de glissements de terrain à travers le pays.²¹ Les problèmes sociaux tels que les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés (MPFEU), les grossesses précoces et l'accès limité des filles à l'éducation persistent en raison des normes sociales patriarcales.²² La violence sexiste reste un problème dans le pays, en particulier dans les écoles, 46,2 % des femmes ont subi des violences physiques ou sexuelles dans des contextes de VC.²³ La Banque mondiale estime que les risques liés au changement climatique pourraient menacer l'accès à l'eau et le développement économique en Tanzanie et potentiellement plonger 2,6 millions de personnes dans la pauvreté.²⁴ Malgré le développement, les jeunes tanzaniens manquent de connaissances sur les politiques et les

¹⁴ Documentation fournie. NER290_Rapport_Annuel_2023_PQ22-26_VF.

¹⁵ Asadu, C. (2024). Des soldats déclarent le général du Niger chef d'État après qu'il a mené un coup d'État et détenu le président. *AP*. Disponible sur : Lien

¹⁶ Documentation fournie. NER290_Rapport_Annuel_2023_PQ22-26_VF.

¹⁷ Groupe de la Banque mondiale (ND). Niger : aperçu du pays. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

¹⁸ UN OCHA (2023). Niger: Flash update - Floods (au 11 septembre 2023). Disponible sur: Lien

¹⁹ UN OCHA (2023). Niger: Flash update - Floods (au 11 septembre 2023). Disponible sur: Lien

²⁰ Documentation fournie. PLAN_ToC_TZN.

²¹ Banque Mondiale (2024) Rapport sur les relations économiques internationales et la coopération au développement. Disponible sur : <u>Lien</u>

²² Documentation fournie.2. PLAN_ToC_TZN.

²³ ONU Femmes (2016). Base de données mondiale sur la violence à l'égard des femmes. Disponible à l'adresse suivante : Lien

²⁴ Groupe de la Banque mondiale (2024). Rapport sur le climat et le développement en Tanzanie. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

lois, et ils ont un accès limité aux opportunités d'emploi formel.²⁵ Par rapport aux autres pays de la région, la Tanzanie jouit d'une relative stabilité politique. En 2023, une épidémie de la maladie de Marburg dans la région de Kagera a ralenti les activités du projet en raison d'une interdiction des grands rassemblements.²⁶ La région de Kagera se trouve à environ 420 kilomètres de la ville de Mwanza. Sinon, depuis 2022, aucun développement politique, économique ou social majeur n'a entravé ou impacté les opérations du programme.²⁷ Il n'y a pas eu non plus de changement au niveau des partenaires au cours de la période de référence.

Le Vietnam a connu une réussite économique après les réformes économiques du Đổi Mới de 1986, passant de l'un des pays les plus pauvres du monde à une économie à revenu intermédiaire en une seule génération.²⁸ Malgré sa croissance et ses efforts pour réduire la pauvreté, la pauvreté touche de manière disproportionnée les foyers appartenant à des minorités ethniques, qui représentent 50 % des pauvres du pays et près des deux tiers de la population extrêmement pauvre du Vietnam.²⁹ Les stéréotypes sexistes traditionnels posent un défi aux femmes et aux filles issues de minorités ethniques, qui sont censées participer à la fois à la population active et aux tâches ménagères, et connaissent des taux élevés d'analphabétisme.³⁰ Des normes patriarcales profondément ancrées contribuent au MPFEU et aux grossesses précoces.31 Environ 30 % des jeunes femmes issues de minorités ethniques âgées de 15 à 19 ans sont mariées au Vietnam. 32 La violence sexiste est répandue dans les espaces privés et publics, 58 % des femmes au Vietnam étant victimes de violences physiques, émotionnelles et sexuelles au cours de leur vie.³³ Le nouveau décret 58/2022/ND-CP du gouvernement vietnamien, mis en œuvre en 2022, concernait l'enregistrement et la gestion des activités des ONG dans le pays et a continué d'affecter les progrès d'approbation du programme à Kontum. En réponse à cela, PI Vietnam, en discussion avec le Bureau National Belge (BNB) et en accord avec le donateur (DGD), a décidé de déplacer le lieu du projet de la province de Kontum à la province de Lai Chau, en se concentrant sur des problèmes similaires tels que la pauvreté, la violence sexiste et le mariage précoce forcé des enfants.³⁴Les partenariats avec l'Institut de gestion et de développement durable et l'Union des femmes de Kontum ont été annulés en raison du processus d'approbation prolongé. Sinon, aucun développement politique ou stratégique majeur n'a été signalé comme ayant eu un impact sur le programme pour la période de référence.

2.3. Objectifs et buts de l'évaluation

Bodhi Global Analysis a été mandaté par PIB pour concevoir et réaliser une évaluation à mi-parcours du programme DGD dans les huit pays suivants : Belgique, Bolivie, Équateur, Bénin, Niger, Sénégal, Tanzanie et Vietnam. L'objectif de l'évaluation était de mettre en place un processus d'apprentissage participatif pour le personnel de PI et les partenaires qui font partie du programme DGD.

L'évaluation a commencée en mai 2024 et s'est terminée en février 2025. Elle a été divisée en trois phases : lancement (mai-août 2024), collecte de données (octobre-décembre 2024) et analyse et rapport (décembre 2024-février 2025).

 $^{^{25}}$ Documentation fournie.2. PLAN_ToC_TZN.

²⁶ Documentation fournie. TZA100284 - Rapport narratif annuel VEMA 2023_FINAL_07062024.

²⁷ Documentation fournie. TZA100284_VEMA_Rapport narratif_août-décembre 2022_FINAL; Documentation fournie. TZA100284 - Rapport narratif annuel VEMA 2023_FINAL_07062024.

²⁸ Groupe de la Banque mondiale (ND). La Banque mondiale au Vietnam. Disponible à l'adresse suivante : Lien

²⁹ Documentation fournie. PLAN_ToC_VNM .

³⁰ Thi HD, Huong TBT, Tuyet MNT, Van HM (2023). Normes socioculturelles et égalité des sexes des minorités ethniques au Vietnam. *J Disparités raciales et ethniques en matière de santé* . Disponible à l'adresse suivante : Lien

³¹ Thi HD, Huong TBT, Tuyet MNT, Van HM (2023). Normes socioculturelles et égalité des sexes des minorités ethniques au Vietnam. *J Disparités raciales et ethniques en matière de santé* . Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

 $^{^{32}}$ Documentation fournie. PLAN_ToC_VNM .

³³ Documentation fournie. PLAN_ToC_VNM .

³⁴ Documentation fournie. VNM496_Rapport narratif_JanDec23_FINAL

Les résultats de l'évaluation à mi-parcours seront partagés avec le PIB, les bureaux de pays du PI, les autres parties prenantes et les organisations/réseaux partenaires du programme. Les recommandations de l'évaluation devraient servir de leçon qui seront utilisées pour d'éventuelles adaptations et de nouveaux éléments du programme DGD en cours pour les années restantes du cadre en cours et potentiellement les prochains cadres. Les éléments clés et les recommandations de cette évaluation à mi-parcours seront partagés avec le principal donateur du programme DGD, la Coopération belge au développement.

Les objectifs de l'évaluation ont été adaptés à chaque pays afin de refléter les réalités opérationnelles et contextuelles de chacun. Au niveau mondial, ils comprenaient cependant :

- Considérer les valeurs de référence, cibles et réelles des indicateurs du programme à miparcours du programme, et explorer pourquoi certaines cibles n'ont pas été atteintes ou ont été dépassées grâce à la triangulation de différentes sources de données, à l'analyse des changements de contexte et à la consultation des principales parties prenantes;
- Répondre à une question d'évaluation spécifique liée à l'un des AoGD du programme et décrire l'état d'avancement du résultat correspondant;
- Évaluer l'efficacité des méthodologies et des approches utilisées pour impliquer les jeunes et améliorer leur participation et leur leadership;
- Évaluer l'état d'avancement de l'ambition transformatrice du genre du programme.

L'équipe d'évaluation était composée de :

- Charlotte Wiseman, chef d'équipe et responsable pays pour la Belgique et le Vietnam. Elle a été épaulée par les consultants nationaux en Belgique, Virginie Vuylsteke, et au Vietnam, Le Van Son, qui ont entrepris la collecte de données en français, néerlandais et vietnamien.
- Dr Benedetta Zocchi, responsable pays pour la Bolivie et l'Équateur. Elle a été aidée dans la collecte de données par des assistantes de recherche locales, Zulma Carvaja Guzman en Bolivie et Nerea Rivera Aranaë en Équateur.
- Mathilde Guntzberger, Responsable Pays pour le Bénin, le Niger et le Sénégal. Elle a été épaulée par une équipe de consultants nationaux parlant les langues locales, dont Christelle Sgbedji et Raulinth Segbedji au Bénin, Ibrahim Hamidou et Mounkaila Hadiza au Niger, et Dior Deng et Aminata Daff au Sénégal. Laura Le Ray a assuré la fonction de Responsable Pays pour le Bénin, le Niger et le Sénégal pendant deux semaines au début de l'évaluation et pendant la phase d'analyse et de rapportage lorsque Mathilde Guntzberger a quitté l'équipe d'évaluation.
- Hillary Owinyo, responsable pays pour la Tanzanie. Il a été assisté par l'assistant de recherche de Bodhi, Narimaan Samir, pour la collecte des données.

2.4. Définitions de la participation au EAJ

Le tableau suivant répertorie les dimensions de la participation des jeunes, telles qu'identifiées par Save the Children, conformément à la CDE.

Tableau 3. Dimensions de la participation des jeunes

Exigence	Définition
Transparent et informatif	Il existe suffisamment d'informations pour les adolescentes et les jeunes femmes (AJF) et les garçons sur le processus du projet (objectif, temps et efforts nécessaires pour s'engager et résultats potentiels), sur les personnes qui seront impliquées et sur les

Exigence	Définition
	modalités de leur participation pour qu'ils puissent prendre une décision éclairée quant à leur participation et à la manière dont elles le feront. ³⁵
Volontaire	La participation des adolescentes et des jeunes femmes, des garçons ou des personnes ayant d'autres identités de genre est éclairée et volontaire, plutôt que par obligation, et des efforts sont faits pour garantir qu'elles ne ressentent pas de pression de la part des adultes. ³⁶
Respectueux	Les engagements de genre des adolescentes et des jeunes femmes et des garçons (étudier, travailler, jouer, etc.) sont respectés et pris en considération pour éclairer la conception et le calendrier des activités. ³⁷
Pertinent	Il existe un espace sûr et des opportunités sont offertes pour mettre en évidence, analyser et planifier des moyens de résoudre les problèmes qu'ils identifient eux-mêmes comme pertinents et importants. ³⁸
Adapté aux enfants	Les AJF et les garçons sont encouragés à travailler ensemble dans des groupes de pairs pour se soutenir mutuellement et faire avancer leurs propres idées et initiatives et explorer les problèmes en utilisant leurs formes de communication préférées et des outils adaptés aux enfants. ³⁹
Compris	Les AJF, les garçons et les jeunes hommes de différents sexes, âges, capacités et origines ont la possibilité de participer. 40
Soutenu par la formation	Les AJF ont la possibilité de hiérarchiser et d'accéder à leurs besoins de formation et il existe des plans et des budgets pour soutenir le renforcement des capacités des AJF, des garçons et des jeunes hommes sur les droits des enfants et des femmes, la participation, l'égalité des sexes, l'inclusion et d'autres sujets identifiés par eux. ⁴¹
Sûr et sensible au risque	Les politiques de protection de l'enfance et les codes de conduite appliqués, les risques associés à la participation des adolescentes et des jeunes femmes et/ou des garçons ont été identifiés et des efforts ont été faits pour les minimiser en collaboration avec les adolescents et les jeunes. ⁴²
Responsable	Le projet dispose d'un mécanisme de rétroaction adapté aux adolescents et les adolescentes et les jeunes femmes ainsi que les garçons connaissent son objectif, comment y accéder et comment l'utiliser. ⁴³

³⁵ Save the Children (2021). *Les neuf exigences fondamentales pour une participation significative et éthique des enfants*, p.3. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

³⁶ Ibid, p.4.

³⁷ Ibid, p. 5

³⁸ Ibid, p.6

³⁹ Ibid, p.7

⁴⁰ Ibid, p.8

⁴¹ Save the Children (2021). Les neuf exigences fondamentales pour une participation significative et éthique des enfants, p. 910 . Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

⁴² Ibid, p.10.

⁴³ Ibid, p.11.

3. Approche féministe et participative

Cette évaluation a adopté une approche féministe et participative pour mener une évaluation, mais elle n'est pas entièrement féministe car, en raison de contraintes budgétaires, certains éléments essentiels à une évaluation féministe, tels que la lutte contre les déséquilibres de pouvoir et le renforcement des capacités pour autonomiser les groupes marginalisés, n'ont pas pu être pleinement réalisés. Malgré ces limites, l'évaluation est restée attachée aux approches participatives et à la participation des enfants, des jeunes et des adolescents (EJA).

Approche féministe

L'évaluation a été conforme aux principes féministes suivants, issus des principes de leadership féministe de PI :

- Conscience de soi et courage : les équipes PI et Bodhi ont réfléchi aux différentes forces et domaines de développement de chaque partie prenante et se sont engagées à apprendre et à réaliser l'évaluation en partenariat avec les BP.
- 2. Transparence et responsabilité: Les questions d'évaluation ont été élaborées conjointement par Bodhi et les bureaux de pays du PI. En outre, plusieurs parties prenantes, dont EAJ, les partenaires de mise en œuvre et les bureaux de pays, ont été invités à participer à des consultations techniques et avec les parties prenantes pour examiner et contribuer aux questions d'évaluation et aux outils de collecte de données.
- 3. **Diversité**: Bodhi a reconnu les avantages de la diversité en veillant à ce que l'équipe d'évaluation travaille en étroite collaboration avec les bureaux de pays et fasse appel à des consultants basés dans les pays de mise en œuvre. Cela a permis de garantir que le processus d'évaluation reflète diverses réalités locales et soit inclusif.
- 4. Tolérance zéro à l'égard de la discrimination et du harcèlement sexuel : PI et Bodhi ont tous deux une approche de tolérance zéro à l'égard de la discrimination et du harcèlement sexuel. Plusieurs mesures de protection ont été mises en place pour garantir qu'aucun de ces cas ne se produise au cours de cette évaluation.
- 5. Lutte contre les préjugés : Au cours de cette évaluation, le PI et Bodhi se sont engagés à reconnaître leurs préjugés inconscients et à les maîtriser. Bodhi a inclus plusieurs niveaux d'assurance qualité et a mené la collecte de données en binôme pour garantir l'objectivité.
- 6. **Commentaires**: PI et Bodhi ont créé plusieurs plateformes de commentaires au cours de cette évaluation. Les BP ont été encouragés à donner leur avis sur les performances de Bodhi. Les participants au programme ont été encouragés à donner leur avis sur le programme, le personnel de PI et les partenaires.

Participation de EAJ

Le personnel de PI BP, les partenaires du projet et les participants, y compris EAJ, sont les principales parties prenantes qui ont pris part à cette évaluation et en ont indirectement bénéficié. Il était important que ces parties prenantes participent activement pour garantir que PI et Bodhi respectent leurs engagements d'utiliser des principes féministes et participatifs dans la conduite de cette évaluation. Des approches participatives ont été intégrées tout au long de l'évaluation, contribuant ainsi à renforcer la participation de EAJ en utilisant les stratégies suivantes :

- Assurer que l'évaluation a utilisé des méthodes d'évaluation adaptées aux EAJ pour s'assurer qu'elles étaient adaptées à leur âge et à leurs diverses capacités (par le biais de discussions de groupe interactives, de jeux et de vignettes)
- Adapter les outils de collecte de données au contexte et aux profils des répondants en validant le contenu des outils avec les facilitateurs et partenaires de première ligne

- Développer des outils d'évaluation visant à saisir certains des changements transformateurs de genre qui se produisent au cœur de l'approche et des stratégies du programme, en documentant, par exemple, la contribution du programme aux besoins pratiques et stratégiques clés des femmes, des filles et d'autres groupes exclus des services traditionnels, en documentant le potentiel du programme à contribuer à la transformation de genre à travers l'autonomisation socio-économique, la participation, le leadership et la protection des femmes.
- Élaborer des stratégies d'évaluation visant à créer des espaces sûrs et inclusifs pour que les femmes et les filles puissent faire entendre leur voix et contribuer au réalignement des programmes (par le biais d'espaces réservés aux femmes et aux filles, de guides de questions visant à minimiser les préjudices et les retraumatisations)
- Inviter EAJ à participer à l'atelier Bridge afin qu'ils puissent partager leurs expériences dans un endroit sûr et contribuer directement au processus de planification et de conception de la seconde moitié du programme.

4. Méthodologie d'évaluation

Durant la phase de démarrage, Bodhi, en collaboration avec le BNB et les BP, a entrepris une série de séances de cadrage méthodologique. Ces séances se sont déroulées sous la forme de réunions de démarrage et de consultations des parties prenantes. La réunion de démarrage avec le BNO et les BP a permis de s'assurer que les attentes de l'équipe Bodhi et PI étaient alignées et de lancer la collaboration dans une direction convenue avec les méthodes de travail établies. Les consultations des parties prenantes ont ensuite permis de s'assurer que le BP, le personnel du projet et les parties prenantes sélectionnées (partenaires et participants au projet) étaient présentés à l'évaluation et participaient à la sélection des questions d'évaluation et à la formulation des sous-questions. Ces consultations ont également permis d'examiner et de fournir un retour d'information itératif sur l'échantillon, les participants à l'évaluation, les méthodes et outils de collecte de données, ainsi que sur les évaluations des risques de sauvegarde et les aspects logistiques de la collecte de données dans chaque pays.

À la suite de ces consultations, Bodhi a utilisé une approche mixte (utilisant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives) pour recueillir des informations à partir de sources de données primaires et secondaires afin d'éclairer l'évaluation du programme DGD. Plus précisément, les données ont été collectées via (1) un examen des documents du programme et des données quantitatives de l'enquête à mi-parcours ; (2) des GDD ; (3) des entretiens avec des informateurs clés (EIC) ; et (4) un atelier Bridge dans chaque pays. Toute la collecte de données a été menée dans le but de fournir des recommandations pratiques et des exemples de bonnes pratiques aux équipes du programme aux niveaux mondial et national.

La collecte des données a été suivie d'une série de réunions :

- Réunions de débriefing avec les équipes de projet et les directeurs de pays immédiatement après la collecte des données pour partager les réflexions, les progrès, les résultats préliminaires et les prochaines étapes.
- Réunions de validation avec les équipes de projet et les partenaires pour discuter et trianguler les conclusions et recommandations préliminaires du rapport d'évaluation préliminaire et fournir des commentaires pour le rapport d'évaluation final. Cette réunion permettra de s'assurer que les résultats analytiques sont alignés sur les expériences et les perceptions des parties prenantes.
- **Réunions de restitution** avec les équipes du projet et les participants pour partager une version finale des conclusions et recommandations et remercier chacun pour la participation.

4.1. Critères d'évaluation

La matrice d'évaluation et les questions de recherche suivantes ont constitué la base de notre approche au niveau mondial. Chaque pays a personnalisé les questions de recherche et a développé des sousquestions qui répondent et reflètent les environnements contextuels, opérationnels et programmatiques spécifiques à leurs interventions. Une version détaillée de la matrice d'évaluation au niveau mondial et national, y compris les sources de données qui ont alimenté chaque évaluation, est disponible à <u>l'annexe 3</u>. Le document cadre comporte un onglet pour chaque pays où se trouvent des sousquestions d'évaluation personnalisées pour chaque pays.

Tableau 4 : Matrice d'évaluation au niveau mondial et questions de recherche

		Pays						
Questions de recherche	Belgique	Bolivie	Équateur	Bénin	Niger	Sénégal	Tanzanie	Vietnam
Progrès vers l	les indicateu	rs du cadre	logique					
Dans quelle mesure les objectifs du cadre logique du programme ont-ils été atteints, dépassés ou non atteints et pourquoi ?	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х
Quelles sont les raisons possibles de l'écart dans la réalisation des objectifs ?								
Examiner la manière dont chaque pays fonctionne par ra	apport aux d	omaines de	spécificité m	ondiale di	u Plan inte	ernational (A	oGD)	
Protection contre la violence : Dans quelle mesure les modèles de programme de protection de l'enfance et de violence sexuelle et sexiste (VSS) de PI ont-ils été intégrés dans le programme, à tous les niveaux ?			Х				Х	Х
COPEEJ: Dans quelle mesure les participants COPEEJ ont-ils développé depuis le début de leur formation des connaissances et des compétences accrues (vie, entrepreneuriat/professionnel, formation)? Existe-t-il des écarts entre les sexes dans ces résultats? Comment ces écarts s'expliquent-ils?		Х		Х	Х	Х		
Évaluer les approches et les méthodologies utilisées	pour cibler	les jeunes e	t améliorer le	eur particij	oation et le	eur leadersh	ip	
Participation	Х	Х	Х	Χ	Χ	Х	Х	Χ
Qu'est-ce qui motive les jeunes âgés de 1 à 7 ans à participer aux activités du programme (avec une analyse différenciée selon le sexe et l'âge) ? Comment le programme peut-il inciter les jeunes âgés de 1 à 7 ans à participer plus efficacement aux activités de notre projet (avec une analyse différenciée selon le sexe et l'âge) ?								
De quelle manière les EAJ sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation du programme (avec une analyse différenciée selon le sexe et l'âge) ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative (avec une analyse différenciée selon le sexe et l'âge) ?								

Comment les équipes de programme collectent-elles des informations sur la								
participation des EAJ (avec une analyse différenciée selon le sexe et l'âge)?								
Comment pouvons-nous être plus inclusifs dans le recrutement des jeunes ?								
Satisfaction	Χ	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Χ
Quel est le niveau de satisfaction du EAJ (comparatif entre pays, avec une ventilation par sexe, âge et handicap) ?								
Quelle est l'influence des activités du programme mises en œuvre et des ressources mobilisées sur (i) l'estime de soi des jeunes, (ii) la mobilisation et l'intérêt des jeunes, (iii) l'implication des jeunes (en tant que leader ou participant) dans les activités communautaires ? (comparatif avec une désagrégation par sexe, âge et handicap)								
Comment et dans quelle mesure les approches ou méthodologies d'autonomisation des jeunes ont-elles contribué au pouvoir de plaidoyer, à l'autonomie et à la durabilité des organisations dirigées par des jeunes dans la région/le pays ?								
Retour	Х	Х	Χ	Х	Х	Х	Х	Х
Les mécanismes de feedback sont-ils adaptés au EAJ dans toute sa diversité ? Dans quelle mesure ont-ils été utilisés par le EAJ depuis le début du programme ? Quelle est la nature du feedback reçu du EAJ ? Dans quelle mesure est-il enregistré ? Que fait-on du feedback ?								
Solidarité internationale	Х		Х	Х	Х	Х		
Comment le programme peut-il favoriser les échanges entre le EAJ en Belgique et dans d'autres pays ?								
Évaluer l'état d'avancement	de l'ambit	tion de transt	formation d	u genre				
Comment les six éléments clés de la programmation et de l'influence transformatrices en matière de genre sont-ils mis en œuvre dans le programme ? Quels sont les principaux enseignements tirés jusqu'à présent ?	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х
Dans quelle mesure le volet du programme relatif à l'autonomisation économique des jeunes permet-il de traiter systématiquement les aspects		Х		Х	Х	Х		

transversaux du genre et de l'inclusion ? Quels éléments peuvent être renforcés à l'avenir ?								
Quel a été le rôle des tuteurs hommes et femmes dans la participation des jeunes femmes aux associations d'épargne et de crédit pour les jeunes (AJEC) et aux activités d'autonomisation économique des jeunes ? Comment cela a-t-il évolué/est-il resté le même ?		Х	Х	Х	Х	Х	Х	
Les différentes parties prenantes décrivent-elles les formations, les séances de renforcement des capacités, les activités concrètes liées à l'égalité des sexes et à l'inclusion comme bénéfiques ? De quelle manière et pourquoi ?	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х	Х
De quelle manière les garçons et les hommes membres des mécanismes communautaires de protection de l'enfance (MCPE) exercent-ils une influence positive sur l'égalité des sexes et la protection au sein des communautés ? Dans quelle mesure sont-ils alliés aux jeunes femmes et aux filles dans la lutte contre la violence ?		Х	Х	Х	Х	X	Х	Х

4.2. Stratégie d'échantillonnage

Les informateurs clés ont été sélectionnés de manière ciblée, en fonction de leur position et de leur rôle vis-à-vis des projets et des participants. Les membres des groupes de discussion ont été sélectionnés en fonction de leur profil, de leur disponibilité, de leur volonté de participer, et de manière aléatoire à partir de listes de participants au programme. Les organisations partenaires et le personnel du PI ont été informés à l'avance de la collecte de données et ont identifié les personnes désireuses de participer et disponibles.

4.2.1. Lieux de collecte des données

La collecte des données a eu lieu dans un seul lieu dans tous les pays du programme, à l'exception de la Belgique, où elle s'est déroulée dans tout le pays. Les lieux suivants ont été choisis avec une justification ajoutée ci-dessous.

- En Bolivie, le département de Santa Cruz de la Sierra a été choisi parce que la Fundación Trabajo Impresa, le partenaire de mise en œuvre, est impliquée dans la mise en œuvre des activités du projet dans cette province depuis une longue période.
- En Équateur, c'est la province de Los Ríos qui a été choisie, car c'est là que les deux partenaires de mise en œuvre, la Fondation CODESPA et la Fondation de Waal, ont activement participé à la réalisation des activités du projet.
- Au Bénin, le département de l'Atlantique a été choisi en tenant compte des critères d'accessibilité et des ressources d'évaluation.
- Au Niger, la collecte de données a eu lieu dans la région de Dosso en raison de l'avancement du programme COPEEJ, étant donné que l'évaluation se concentre sur l'AoGD COPEEJ.
- Au Sénégal, cela s'est déroulé dans la région de Thiés, car le COPEEJ AoGD était le programme le plus avancé dans cette zone.
- La région de Mwanza a été choisie en Tanzanie car toutes les activités du projet étaient situées dans la région de Mwanza.
- Au Vietnam, le district de Huong Hoa dans la province de Quang Tri a été choisi pour la collecte de données car les activités n'ont été mises en place qu'à Quang Tri, malgré l'existence de deux sites de projet.

4.3. Méthodes de collecte de données

En utilisant une approche à méthodes mixtes, des informations ont été recueillies à partir de sources de données primaires et secondaires pour éclairer l'évaluation du programme DGD. La collecte de données primaires comprenait des discussions de groupe participatives et des entretiens avec des informateurs clés, ainsi qu'un atelier Bridge dans chaque pays avec le personnel du projet PI BP, les partenaires et EAJ.⁴⁴ Des données secondaires, issues d'un examen complet des documents du programme et du projet, ont également été utilisées pour compléter les données primaires. Toute la collecte de données a été menée dans le but de fournir des recommandations pratiques et des exemples de bonnes pratiques aux équipes du programme aux niveaux mondial et national.

Examen des documents

Une première analyse documentaire a été réalisée au cours de la phase de démarrage afin d'éclairer les consultations avec les bureaux de pays et les parties prenantes et de formuler des questions et

⁴⁴ Tous les pays n'incluaient pas les partenaires et EAJ. La répartition exacte des participants est présentée à l'annexe 4.

sous-questions de recherche appropriées pour la collecte de données. Les documents examinés comprenaient la proposition de projet, les ToC spécifiques à chaque pays, les rapports narratifs et les rapports annuels, ainsi que les ressources liées au genre et à l'inclusion, à la participation des enfants et des jeunes, à la protection, à la PCV AoGD et au S&E de PI. La liste complète des documents disponibles a été annexée au présent rapport.

Entretiens avec des informateurs clés

Les EICs ont été menés à l'aide de guides d'entretiens modulaires semi-structurés dans lesquels les enquêteurs ont développé des conversations avec les parties prenantes, en sondant les domaines de connaissances, tout en laissant un espace pour les commentaires et la discussion des participants. Les domaines d'enquête étaient similaires aux guides des groupes de discussion, ce qui a permis une triangulation des résultats. Au total, 70 EICs ont été menés dans les huit pays du projet, avec le personnel du projet et des partenaires, les enseignants, les parents et les tuteurs, les partenaires gouvernementaux et les dirigeants des EAJ.

Dans certains contextes, les entretiens avec les informateurs clés ont été menés sous forme d'entretiens de groupe. Cette démarche a permis aux organisations impliquées dans l'évaluation de faire preuve de souplesse dans le choix des principaux participants. Elle a également permis à l'évaluation de tenir compte des dynamiques de pouvoir et des lacunes dans les connaissances institutionnelles. Elle a contribué à atténuer les dynamiques de pouvoir en répartissant l'influence entre les participants, favorisant ainsi une représentation plus équilibrée des points de vue. Elle a permis la mise en commun de connaissances complémentaires provenant de divers informateurs, ce qui a conduit à une compréhension plus complète des questions d'évaluation. Les ElCs ont également permis de gagner du temps, en permettant la collecte simultanée de données et en réduisant la redondance. Cela était particulièrement important en raison de la taille limitée de l'échantillon de cette étude qualitative.

Discussions de groupe

Les GDDs ont permis de mieux comprendre un problème complexe dans lequel plusieurs représentants d'un même groupe peuvent avoir des expériences et des points de vue différents. Au total, 58 GDDs ont été menées avec des EAJ, des parents et des tuteurs, ainsi que d'autres intervenants communautaires.

Lorsque cela était approprié et nécessaire, les discussions de groupe ont été désagrégées par sexe et par groupe d'âge. Cette ventilation a permis à l'équipe de recueillir des données de qualité et de garantir que le processus était respectueux et responsabilisant pour les raisons suivantes :

- les structures patriarcales et les normes sexistes fortes qui prévalent dans de nombreux contextes limitent la capacité des femmes et des filles à s'exprimer ouvertement devant les hommes et les garçons, en particulier sur des sujets sensibles comme la violence sexiste et les inégalités entre les sexes, qui ont été étudiés dans cette évaluation. Les femmes et les filles peuvent se sentir intimidées ou incapables de contredire les hommes dans des contextes où femmes et hommes sont presents;
- certains groupes d'âge, comme les adolescentes, peuvent ne pas se sentir à l'aise pour parler devant des femmes plus âgées ;
- chaque sous-groupe fournirait des données qui reflètent mieux la diversité des opinions et des expériences; et
- les questions et les approches de facilitation devaient être adaptées aux capacités spécifiques de chaque groupe d'âge.

Les GDD étaient engageantes et adaptées aux enfants et aux jeunes afin de maximiser la qualité des contributions fournies lors de ces sessions. Dans chaque pays, Bodhi a déployé des équipes de

recherche qualitative dotées des connaissances et des compétences éthiques et de facilitation appropriées pour mener des recherches de qualité impliquant les enfants et les jeunes. Cela impliquait de créer un espace sûr pour eux, y compris les jeunes femmes et les filles, afin qu'ils se sentent en sécurité pour participer et contribuer de manière significative. Les discussions de groupe ont été menées dans la langue maternelle des participants, les outils des discussions de groupe ont été traduits et les animateurs ont mobilisé des techniques d'engagement adaptées aux enfants et aux jeunes (utilisation d'un langage pertinent, de jeux et de vignettes) pour garantir la pertinence par rapport aux besoins et aux expériences vécues des enfants et des jeunes. Les guides des discussions de groupe sont annexés au présent rapport.

Atelier Bridge

Bodhi a animé un atelier d'exercice de passerelle d'une journée dans chaque pays avec le BP du PI et une combinaison de partenaires du projet et de EAJ. L'objectif de cet atelier était de permettre aux participants de réfléchir collectivement aux progrès réalisés et aux réalisations de leurs projets à miparcours. Il a également permis d'identifier les domaines dans lesquels les projets pourraient être améliorés et de créer un plan d'action à court terme pour les remettre sur les rails.

Les objectifs de cet atelier étaient doubles :

- 1. Évaluer les progrès réalisés à mi-parcours en termes de réalisation des indicateurs et de domaines d'apprentissage prioritaires pour Plan et ses partenaires,
- 2. Faciliter une discussion sur les domaines suggérés pour l'amélioration de l'approche genre et inclusion déployée jusqu'à présent dans le cadre du programme.

Pour atteindre ces objectifs, l'atelier a été divisé en une « session cible du cadre logique » le matin et une « session genre et inclusion » l'après-midi.

4.3.1. Taille d'échantillon atteinte

Les tailles d'échantillon suivantes ont été obtenues lors de la collecte de données. Une liste complète comprenant une ventilation par âge et par sexe est incluse en annexe.

Tableau 5. Tailles des échantillons

Méthode	Taille totale de l'échan tillon	Belgiqu e	Bolivie	Équateu r	Bénin	Niger	Sénégal	Tanzanie	Vietnam
EICs	70	8	8	9	5	8	14	10	8
GDDs	58	6	7	8	9	6	8	8	6
Atelier	8	1	1	1	1	1	1	1	1

4.4. Analyse des données

La matrice d'évaluation a guidé l'analyse des données. L'analyse a eu lieu tout au long du processus de collecte des données, avec des débriefings quotidiens et hebdomadaires réguliers au sein de l'équipe Bodhi pour identifier les thèmes et les tendances émergents. Après la transcription et le nettoyage des données, l'équipe d'évaluation a procédé à l'analyse. Les données ont été analysées à travers une optique intersectionnelle, qui tient compte des facteurs démographiques, socioéconomiques et de genre pertinents. La désagrégation des données a été utilisée dans l'analyse et affichée tout au long du rapport pour montrer les différences d'expérience propres aux groupes de

bénéficiaires et de parties prenantes. Les informations provenant des différentes sources de données ont été triangulées tout au long du processus afin de vérifier la cohérence des résultats (ou quand ils diffèrent et pourquoi) entre les différents types de participants et les différents lieux.

L'analyse a été réalisée à la fois au niveau mondial et au niveau national. Elle a permis une réflexion approfondie et des recommandations spécifiques au niveau national, tout en garantissant leur applicabilité à l'apprentissage entre pays et entre programmes.

En utilisant NVivo et le codage manuel, Bodhi a codé les entretiens qualitatifs selon un schéma prédéfini qui correspond à la matrice d'évaluation. Les modèles, thèmes et relations émergents ont été identifiés et étiquetés, permettant à des modèles récurrents d'émerger des textes. Les données ont été triangulées et les cas négatifs ou déviants au sein d'un ensemble de données typique ont été analysés pour améliorer la fiabilité et la validité. Toutes les différences constatées dans les modèles de réponse des participants ont été analysées et ont donné lieu à une discussion avec les BP et les partenaires lors de la validation pour explorer les raisons de ces différences.

4.5. Assurance qualité et traitement des données

Bodhi a mis en place un système de contrôle de la qualité à plusieurs niveaux au niveau de l'organisation et du projet. Ce système a été conçu pour garantir que les données des participants étaient protégées et sécurisées tout au long du cycle de vie de la recherche. Le système a également été conçu pour garantir que la collecte des données était effectuée de manière rigoureuse, produisant des résultats de la plus haute qualité possible.

Bodhi a assuré le strict respect de la gouvernance et de la gestion du projet. Pour assurer le contrôle de la gualité, nous avons :

- Tenue d'une documentation détaillée : enregistrement de l'ensemble du processus de recherche, y compris les méthodes de collecte de données, les procédures d'analyse et les procès-verbaux des réunions dans des dossiers appropriés sur notre Google Drive pour garantir la transparence.
- Décisions documentées: notes écrites de toutes les décisions et suivi par un e-mail de confirmation pour garantir que des enregistrements précis des étapes convenues ont été conservés.
- Réalisation d'examens internes : une série de contrôles internes des projets pour vérifier la fluidité, l'exactitude et la cohérence du contenu.
- Relecture externe effectuée : la version finale a été relue par un chercheur externe au sein de l'équipe de Bodhi pour garantir la lisibilité et la cohérence.

4.6. Éthique de la recherche

L'approche de gestion et de recherche s'appuyait sur les valeurs fondamentales de Bodhi, à savoir la rigueur intellectuelle, l'objectivité et l'intégrité de la recherche, ainsi que sur le cadre de référence pour une gestion éthique des relations avec les clients (MER) du PI. Nous avons adhéré à la neutralité, à l'honnêteté dans le processus, l'approche et la conduite, aux valeurs multiculturelles et au professionnalisme.

Conformément aux exigences du PI et du gouvernement national, l'approbation de cette recherche a été sollicitée à la fois en interne et en externe auprès du PI.

 En interne, Bodhi a demandé l'approbation éthique par l'intermédiaire du Comité d'Éthique de la Recherche (CER) car elle répondait aux critères énoncés dans le guide Comment demander l'approbation éthique auprès de CER de l'IP. Cela impliquait de travailler avec les bureaux

- nationaux pour compiler conjointement toute la documentation nécessaire à la candidature, notamment : le formulaire de demande d'éthique, les termes de référence de l'évaluation, le rapport initial et les évaluations des risques de protection, les fiches d'information et les formulaires de consentement, ainsi que les outils de collecte de données pour chaque pays.
- En externe, Bodhi a déposé une demande auprès du Ministère de la santé publique, de la population et des affaires sociales, du Comité national d'éthique de la recherche en santé du Niger et du Bureau national des statistiques de Tanzanie pour obtenir les autorisations de recherche nécessaires. Il a été convenu que les autorisations de recherche en cours dans d'autres pays incluraient toute collecte de données effectuée dans le cadre de cette évaluation.

Le consentement éclairé des participants adultes et des parents/tuteurs des participants de moins de 18 ans a été obtenu par écrit ou verbalement. Le consentement écrit ou verbal a été obtenu des participants de moins de 18 ans. Les participants ont été correctement informés des avantages et des risques de leur participation au processus de recherche.

4.7. Sauvegarde

Bodhi a assuré que toutes les informations fournies étaient confidentielles. Aucune donnée personnelle sensible n'a été collectée et les noms des participants n'apparaissent pas dans ce rapport.

- L'ensemble du personnel de PI et Bodhi a suivi une formation et un briefing sur la PSEA et la protection, et a adhéré à la politique de protection.
- Des fiches de consentement et d'information ont été partagées avec les jeunes et leurs parents et tuteurs afin d'éviter tout malentendu quant aux avantages perçus de la participation.
- Les participants recevront une liste de services d'orientation et de mécanismes de signalement auprès desquels ils pourront demander de l'aide pour tout problème pénible qui pourrait être soulevé dans le cadre des discussions.
- Toutes les notes et commentaires reçus resteront anonymes afin de protéger l'identité du participant.
- Aucun enregistrement ne sera effectué afin de protéger l'identité des participants et de permettre des discussions libres et ouvertes.
- Les horaires et lieux de collecte des données seront convenus au préalable avec les participants afin de minimiser les impacts négatifs tels que l'absence du travail ou de l'école.
- Toutes les questions ont été conçues par des chercheurs formés et expérimentés (ayant l'expérience de travailler avec des EAJ), elles seront soumises à une procédure éthique rigoureuse. Elles ont été conçues conformément aux meilleures pratiques de recherche avec EAJ et aux politiques de PI.

Plusieurs mesures de protection ont été mises en place pour cette évaluation afin de garantir que PI et Bodhi respectent leur devoir de protéger toutes les personnes impliquées contre tout préjudice résultant de l'évaluation. Il s'agissait notamment de politiques de protection strictes, de lignes directrices, de listes de contrôle et de codes de conduite ; d'évaluations des risques de protection ; de formations pour toute l'équipe ; et de protections strictes pour la collecte de données, y compris le recrutement de collecteurs de données.

Ce travail a été entrepris dans le strict respect des principes de protection Bodhi qui sont tirés des principes du UK Research Integrity Office (UKRIO) et du <u>code de pratique de la recherche de l'UKRIO</u>, ainsi que des **directives de protection de PI dans MER** et de la **politique mondiale de PI sur la protection des enfants et des jeunes**.

Des mesures de protection supplémentaires ont été mises en place concernant l'évaluation des domaines sensibles de la violence sexuelle et sexiste et de la protection de l'enfance. Nous comprenons que toute recherche dans ce domaine peut nuire au bien-être physique, psychologique et

social de toutes les personnes impliquées. Cela peut inclure un nouveau traumatisme pour les utilisateurs du programme et un traumatisme secondaire pour le personnel et les partenaires. Nous avons donc conçu l'étude pour qu'elle soit mise en œuvre conformément aux <u>recommandations</u> <u>éthiques et de sécurité de l'OMS pour la recherche, la documentation et le suivi des violences sexuelles dans les situations d'urgence et avons intégré ces principes dans notre propre pratique d'évaluation.</u>

La sécurité de toutes les personnes impliquées dans la collecte de données était de la plus haute importance. Dans le cadre du processus d'évaluation éthique, **des évaluations des risques liés à la protection** ont été menées dans chaque pays et mises à jour à la fin de la collecte de données afin de comprendre les risques liés à la conduite de cette évaluation sur les répondants et les évaluateurs. Les risques identifiés ont été atténués et, dans les cas extrêmes, évités. Chaque bureau de pays de l'IP a participé aux évaluations et a fourni un soutien continu par l'intermédiaire de son point focal de protection. Les évaluations sont annexées au présent rapport.

L'ensemble du personnel et des consultants bénéficieront d'une formation en ligne sur la protection des données et d'un briefing en personne du point focal de protection des données du bureau de PI. Cela permettra de garantir que les incidents de protection sont évités en premier lieu et que l'équipe sait comment agir dans le cas où elle est témoin d'un incident de protection ou qu'un incident lui est signalé.

L'équipe Bodhi a été soumise à des vérifications d'antécédents et de police dans la mesure du possible dans le cadre de son processus de sélection. Ils ont l'expérience de travailler avec des enfants et sur des sujets sensibles tels que la violence sexuelle et sexiste/la protection de l'enfance et ils recevront les informations nécessaires pour s'assurer que les répondants soient orientés vers les services de soutien disponibles si nécessaire. Bodhi a également veillé à ce que l'équipe soit équilibrée en termes de genre, avec au moins un membre du même sexe que les participants afin de tenir compte de toute dynamique de pouvoir involontaire et de garantir que les participants se sentent en sécurité et à l'aise pour partager leurs expériences.

4.8. Limites

Toutes les limitations ont été documentées avec leurs mesures d'atténuation dans le tableau 6. La majorité des limitations ont été gérées grâce à des mesures d'atténuation convenues entre l'équipe Bodhi, le PI BNO et les BP de PI. Lorsque des limitations n'ont pas pu être surmontées, elles ont été notées tout au long du rapport. La limitation la plus significative était la taille réduite de l'échantillon, ce qui a signifié qu'une seule localité du projet pouvait être échantillonnée pour les données primaires, ce qui limite la généralisabilité des résultats à d'autres localités du projet.

Tableau 6. Lacunes et limites

Lacunes/Limites	Description	Mesures d'atténuation
Sécurité	Au moment de la collecte des données en Équateur, la province de Los Ríos était soumise à un couvre-feu à partir de 22 heures en raison de la forte prévalence de l'activité criminelle. De plus, les coupures de courant quotidiennes rendaient les activités nocturnes dangereuses.	Les modalités de déplacement ont été coordonnées par des prestataires agréés par Plan, garantissant un transport sûr et efficace pour l'équipe d'évaluation et les participants. Pour minimiser les déplacements, les séances de collecte de données avec les participants ont été planifiées de manière stratégique sur deux jours au même endroit. L'équipe a travaillé exclusivement pendant la journée, terminant chaque jour son travail à 17 heures et retournant à l'hôtel pour assurer sa sécurité.
Échantillonnage	Dans tous les pays, un seul domaine de mise en œuvre a été choisi en raison du budget limité disponible pour l'évaluation. Cela a limité la taille de l'échantillon et la validité des résultats dans les différents lieux du projet. En Belgique, le projet ne disposait pas des coordonnées de nombreux participants, ce qui a réduit le nombre de participants pouvant être contactés pour les discussions de groupe. Ceci, combiné aux faibles taux de réponse pour des discussions de groupe spécifiques de la part des participants auxquels l'équipe d'évaluation avait accès, a fait que certaines discussions de groupe avaient un nombre limité de participants. De plus, les participants aux activités étaient également relativement peu nombreux, ce qui a limité la taille de l'échantillon. En Équateur, quatre participants adultes sur 20 ont participé à la fois aux groupes de discussion avec leurs parents et aux groupes de discussion avec des bénévoles, car ils pouvaient parler du programme dans les deux cas. En Bolivie, de nombreux problèmes de planification et des absences ont entraîné une faible participation des garçons et des parents. L'échantillon final du groupe de discussion comprend sept garçons et trois parents (toutes des femmes).	Dans la mesure du possible, les ateliers de transition ont impliqué des partenaires et des participants de tous les lieux, soit en personne (Bolivie, Équateur), soit en utilisant la communication en ligne (Sénégal) pour l'atelier final, permettant la participation des responsables de la mise en œuvre du programme de toutes les zones du projet. En Belgique, des documents de projet supplémentaires ont été consultés pour obtenir une image plus précise de la mise en œuvre du projet. En Équateur, l'équipe d'évaluation a effectué une visite d'une journée à Simiatug pour rencontrer l'organisation Runakunapa. Les questions des deux groupes de discussion ont été adaptées pour refléter les différentes capacités des participants. En Bolivie, un groupe de discussion supplémentaire a été mené avec trois participants au projet de La Paz qui sont venus à Santa Cruz pour l'atelier Bridge. Un entretien avec un jeune participant masculin a été mené pour augmenter l'échantillon de garçons.
Données et documentation MEG	Dans certains pays (Bénin, Sénégal), l'atelier passerelle n'a pas couvert la session sur le marqueur transformateur de genre (MEG) car dans certains contextes, un MEG mis à jour avait été réalisé récemment (Bénin).	Lorsque les données n'étaient pas disponibles, la priorité a été donnée à la réflexion en équipe sur les stratégies nécessaires pour mettre le programme sur la bonne voie pour atteindre les indicateurs d'impact/résultat clés (Sénégal, Équateur).

Lacunes/Limites	Description	Mesures d'atténuation
	En Équateur, le marqueur MEG n'a été finalisé qu'au stade de la conception, mais pas au stade de la mise en œuvre, ce qui limite l'analyse comparative fondée sur les données entre la conception et la phase intermédiaire. Chacun des six domaines du MEG a été discuté en détail lors de l'atelier Bridge.	La priorité a été donnée aux mesures de protection. En Équateur, la session du MEG a été accélérée pour que EAJ puisse partir à 5h30. En Bolivie, la session du MEG a été avancée au matin pour que EAJ ait le temps de rentrer chez lui à la lumière du jour.
	En Équateur, le conseiller en genre et inclusion s'est joint virtuellement, mais n'était que partiellement disponible en raison de problèmes de connectivité causés par des pannes de courant.	
	Certains pays ont fait appel à la participation des jeunes (Sénégal, Équateur, Bolivie) et d'autres non (Bénin, Niger, Belgique) en raison de considérations éthiques liées au temps et aux ressources nécessaires pour impliquer les jeunes de manière sûre et significative.	
Manque de données	Dans les pays francophones, l'analyse des indicateurs de suivi et d'évaluation s'est basée sur le rapport quantitatif à mi-parcours qui a été partagé avec chaque chef d'équipe avant la collecte des données et avant l'atelier final. Cependant, ceux-ci n'incluaient pas tous les indicateurs ; pour les pays francophones par exemple où COPEEJ avait été choisi comme thème clé pour l'évaluation qualitative, les indicateurs COPEEJ n'avaient pas été collectés, ce qui ne nous a pas permis de trianguler les données qualitatives et quantitatives. Au lieu de cela, les données ont été triangulées par type de participant (par exemple, jeunes, parents, tuteurs et enseignants).	Des données qualitatives ont été collectées aux fins du présent rapport. Toutefois, en raison de la faible taille de l'échantillon, la généralisabilité des données ne peut être vérifiée.
	En Bolivie et au Sénégal, la fiabilité de l'étude quantitative a été remise en question en raison de difficultés de collecte de données, notamment de blocages routiers généralisés. L'échantillon n'était pas représentatif, car il comprenait à la fois des EAJ participant au projet et d'autres participant à des activités menées par des partenaires ou par le PIB.	
Retards dans la réception des rapports quantitatifs à mi- parcours	réalisées avant les études qualitatives. Cela aurait permis à l'équipe de recherche	Pour tenir compte des retards dans les rapports quantitatifs, l'équipe Bodhi a intégré des questions générales sur les réalisations des indicateurs dans les EIC et a organisé une session spécifique au sein de l'atelier Bridge sur les réalisations des indicateurs pour explorer le contexte dans lequel des progrès avaient été réalisés dans les discussions avec l'équipe du projet et les partenaires (dans certains cas).
Mangue de	En Belgique, les données disponibles étaient insuffisantes au début de	L'équipe d'évaluation du responsable du pays Belgique a eu plusieurs discussions avec l'équipe PIB

l'évaluation. Le rapport narratif 2022 était à l'état de projet et aucun rapport pour comprendre l'avancement du projet et a inclus des questions spécifiques sur l'avancement au

sein des EIC.

Manque

documentation

narratif 2023 n'était disponible.

Constats et conclusions

Cette section est présentée aux niveaux mondial et national. Chaque sous-section est présentée en fonction des objectifs de l'évaluation : évaluation des progrès par rapport au cadre logique, des progrès et de l'alignement sur les Objectifs de développement durable, de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes et de l'ambition transformatrice du programme en matière de genre. Les conclusions sont également présentées aux niveaux mondial et national.

5.1. Analyse globale

5.1.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Remarque de PI Belgique : Les évaluateurs et les auteurs de ce rapport ont calculé le nombre et le pourcentage des résultats atteints, ainsi que le nombre et le pourcentage des résultats obtenus, en incluant dans le dénominateur les indicateurs qui n'ont pas été mesurés à mi-parcours. Pour plus d'informations, voir le tableau ci-dessous.

Cette section comprend une analyse des progrès réalisés au niveau du programme par rapport aux objectifs du cadre logique. Elle met en évidence les tendances, les réalisations et les défis notables rencontrés par plusieurs pays. Les indicateurs de résultats et de réalisation ont été analysés dans le cadre de cette évaluation. Les indicateurs du domaine de résultats 4 n'ont pas été inclus dans cette évaluation.

En général, le programme DGD progresse bien par rapport aux objectifs du cadre logique dans tous les pays, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Le programme comporte 41 indicateurs de niveau de résultat et 112 indicateurs de niveau de résultat, soit un total de 153, soit une moyenne d'environ 20 indicateurs par projet (en Belgique, où il y a moins d'indicateurs). Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 38 % des indicateurs. Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 62 % des indicateurs.

Tableau 7 : Réalisation des indicateurs du cadre logique par pays

Pays/Projet	# Résultat des Indicateurs	# & % Résultat Obtenu	# Résultats des Indicateurs	% Résultat Obtenu	% total atteint
Belgique	3	1/3 - 33%	10	7/10 - 70%	61.54%
Bolivie	5	2/5 - 40%	16	9/16 - 56%	52.38%
Bolivie, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés ⁴⁵	5	2/5 – 40%	14	8/14 - 57.14%	10/19 - 52.6%

⁴⁵ Ajout par PI Belgique en juin 2025 – sans les indicateurs qui n'avaient pas été mesurés au moment de l'évaluation (les indicateurs du Résultat 4 furent mesurés 6 mois plus tard)

Equateur	5	5/5 - 100%	12	11/12 - 92%	94.12%
Equateur, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	3	3/3 – 100%	8	7/8 – 87.5%	10/11 – 90.9%
Bénin	7	1/7 - 7%	14	5/14 36%	28.57%
Benin, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	2	1/2 - 50%	8	6/8 – 75%	7/10 – 70%
Niger	6	6/6 - 100%	14	8/14 - 57%	70%
Niger, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	6	4/6 – 66.67%	11	7/11 – 63.64%	11/17 – 64.7%
Sénégal	5	2/5 - 40%	16	9/16 - 56%	52.38%
Sénégal, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	5	2/5 – 40%	13	8/13 – 61.5%	10/18 – 55.6%
Tanzanie	5	0/5 - 0%	15	8/15 - 53%	40%
Tanzanie, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	2	0/2 – 0%	11	8/11 – 72.7%	8/13 – 61.5%
Vietnam	5	1/5 - 20%	15	11/15 - 73%	60%
Vietnam, sans les indicateurs n'ayant pas été mesurés	4	1/4 – 25%	12	10/12 – 83.3%	11/16 - 68.75%

Les réalisations notables au niveau des résultats incluent les projets mis en œuvre en Équateur et au Niger, qui ont tous deux atteint 100 % de leurs objectifs et méritent d'être félicités pour

leur succès. Le projet en Bolivie et au Sénégal ont atteint 40 % de leurs indicateurs de niveau de résultat et le projet en Belgique a atteint 33 %. Les projets au Vietnam, au Bénin et en Tanzanie ont atteint respectivement 20, 7 et 0 %. Il convient toutefois de noter que certains indicateurs à ce niveau n'ont pas été mesurés à ce stade et peuvent fausser les niveaux de réalisation.

Les réalisations notables au niveau des résultats comprennent les projets mis en œuvre en Équateur (92 % atteints), au Vietnam (73 % atteints) et en Belgique (70 % atteints). Là encore, ces projets doivent être félicités pour leurs réalisations. Les projets mis en œuvre au Niger ont atteint 57 %, la Bolivie et le Sénégal ont tous deux atteint 56 % et la Tanzanie a atteint 53 % des cibles des indicateurs de résultat à mi-parcours. Le Bénin a atteint 36 % des cibles des indicateurs. Cela est dû au grand nombre d'indicateurs qui n'ont pas été mesurés à mi-parcours. Des détails sur les indicateurs spécifiques atteints par pays sont énumérés dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8 : Analyse des indicateurs du cadre logique par pays

Pays	Indicateurs Réalisations	Analyse
Belgique	1/3 des indicateurs de résultats ont été atteints. Les indicateurs suivants n'ont pas été atteints : - Indicateur 2 - Indicateur 3 7/10 Les indicateurs de résultats ont été atteints à mi-parcours. Les indicateurs suivants n'ont pas été atteints : - Indicateur 5 - Indicateur 6 - Indicateur 10	Bien qu'un seul indicateur de résultat ait été atteint, des progrès importants ont été réalisés par rapport aux deux indicateurs non atteints. L'indicateur 3 a été retardé en raison des élections politiques et devrait donc progresser davantage au cours de la seconde moitié du projet et ne constitue donc pas un motif d'inquiétude. Les résultats obtenus par les indicateurs correspondent bien aux progrès réalisés dans le cadre du projet. L'analyse au niveau national a montré qu'il fallait accorder plus d'attention à l'approche de recrutement des écoles focalisée sur le genre et à l'approche d'inclusion obligatoire des élèves dans les sessions. Une attention plus grande est également requise pour l'activité des volontaires éducatifs, en particulier pour ce qui leur arrive après leur formation.
Bolivie	2/5 des indicateurs de résultats ont été atteints. Les indicateurs suivants n'ont pas été atteints: - SOYI1.1.2 - LDI 1 - LDI 2 9/14 Les indicateurs de résultats ont été atteints. Les indicateurs suivants n'ont pas été atteints: - SOYO1.1.2 - SOYO1.1.3 - SOYO1.1.1 - LDI 3.2 (# opportunités économiques générées par les jeunes, en particulier les femmes) - LDI 3.3. (mécanismes de protection communautaire renforcés)	Au cours de l'atelier Bridge, la fiabilité de l'étude quantitative a été remise en question en raison des difficultés de collecte de données, notamment des blocages routiers généralisés. L'échantillon n'était pas représentatif, car il comprenait à la fois des EAJ participant au projet et d'autres personnes participant à des activités menées par des partenaires ou par le PIB. Les indicateurs COPEEJ mesurant l'employabilité ont été mal calculés, car la collecte des données a eu lieu alors que les processus de formation à l'employabilité venaient juste de commencer. Il a été noté que cela a probablement causé une confusion chez les participants au moment de remplir l'outil. Cela explique les indicateurs non atteints au niveau des résultats et des effets. En outre, il a été noté que le programme de soutien au capital d'amorçage mentionné découlait d'autres projets mis en œuvre par le PIB, plutôt que d'une politique publique.
Équateur	5/5 indicateurs de résultats ont été atteints.	Les raisons de la sous-performance de Bolívar sont à la fois opérationnelles, compte tenu de la difficulté de

Pays	Indicateurs Réalisations	Analyse
	11/12 Indicateurs de résultats atteints à mi-parcours. Un indicateur a été mal calculé et est donc considéré comme non atteint à ce stade : - LEAO1.3.2 Ventilés par localité, tous les indicateurs ont été atteints à Los Rios. Trois indicateurs n'ont pas été atteints à Bolívar. - LEAO1.1.1 - PROO1.4.1 - PROO3.3.1	la région montagneuse, et culturelles. L'équipe a sous-estimé la difficulté d'opérer dans un tel environnement et les objectifs à moyen terme ont peut-être été trop ambitieux.
Bénin	1/7 des indicateurs de résultats a été atteint. LDI1 n'a pas été atteint. Cela est dû au fait que les cinq indicateurs restants n'ont pas été mesurés à miparcours : - LDI 3 - LDI 4 - LDI 5 - SOYI1.1.1 - SOYI1.1.2 5/14 des indicateurs de résultats ont été atteints à mi-parcours. Un indicateur n'a pas été atteints : - LDI 8 Sept indicateurs n'ont pas été mesurés à mi-parcours : - LDI 6 - LDI 9 - SOYO1.1.2 - SOYO1.1.3 - SRHO1.1.1 - LDI 10 - LDI 11	Parmi les indicateurs mesurés, de bons progrès ont été signalés sans motif d'inquiétude majeur. Les indicateurs de résultats et de performance n'ont pas été mesurés en raison du fait que le cycle CEC était dans sa première année, et par conséquent, des données insuffisantes étaient disponibles pour rendre compte de ces indicateurs à la mi-parcours. De plus, l'LDI 9 n'a pas été mesuré car les kits d'installation n'avaient pas encore été distribués, et le SRHO1.1.1 n'a pas été mesuré car les EAJ n'avaient pas encore traversé un cycle complet de l'intervention.
Niger	6/6 indicateurs de résultats ont été atteints. 8/14 Les indicateurs de résultats ont été atteints à mi-parcours. Un indicateur inclus ici ne semble pas avoir de cible :	Le projet progresse très bien par rapport à ses objectifs de résultats à mi-parcours, atteignant les six indicateurs. Quatre indicateurs n'ont pas été mesurés en raison de retards dans les activités du projet.

Pays	Indicateurs Réalisations	Analyse
Sénégal	2/4 des indicateurs de résultats ont été atteints. Trois indicateurs n'ont pas été atteints : - LDI 1 - LDI 2 - LDI 3 4/16 Les indicateurs de résultats ont été atteints. Cinq indicateurs n'ont pas été atteints : - PROO1.1.1 - PROO1.4.1 - IQEO5.1.1 - IQEO4.1.6 - PROO3.5.1 Deux indicateurs n'ont pas été mesurés : - LDI 4 - LDI 5	Le Sénégal a connu des retards importants dans le démarrage des activités et des complications dans l'échantillonnage pour la collecte des données quantitatives. Certains indicateurs ont des valeurs de référence anormalement élevées (en raison d'une sélection biaisée des participants), ce qui conduit à une surestimation potentielle des objectifs à moyen terme. Malgré ces défis, le projet a obtenu de bons résultats par rapport aux indicateurs COPEEJ, mais a dû faire face à de plus grandes difficultés pour atteindre les indicateurs PCV et IQE, qui se sont reflétés dans les réalisations des indicateurs de résultats et d'effets.
Tanzanie	0/5 Les indicateurs de résultats ont été atteints. Un seul indicateur a été mesuré et n'a pas été atteint :	Le projet montre une tendance plus large vers la nécessité de se concentrer davantage sur l'inclusion des enfants et des adolescents ayant des besoins spéciaux. Cela s'est traduit par le non-respect de l'IQEO4.1.4. Les deux indicateurs COPEEJ (SOYO1.3.1 et SOYO1.3.2) n'ont pas été mesurés car la mise en œuvre de l'intervention de formation professionnelle a commencé tard dans le projet. L'indicateur PCV PROO2.1.1 a été manqué de très peu et ne constitue donc pas un motif d'inquiétude.
Vietnam	1/5 des indicateurs de résultats ont été atteints. Trois indicateurs n'ont pas été atteints : - SOYI1.1.1 - LDI 1 - LDI 2 Un indicateur n'a pas été mesuré : - PROI1.1.3 11/15 Les indicateurs de résultats ont été atteints. Un indicateur n'a pas été atteint : - PROO1.1.1 Deux indicateurs n'ont pas été mesurés : - LDI 3 - LDI 4	La majorité des indicateurs au niveau des résultats ont été atteints par le projet à mi-parcours. Certains indicateurs ont largement dépassé leurs cibles et il est recommandé de réviser les cibles et indicateurs finaux, notamment : SOYO1.1.1 ; PROO3.3.1 ; IQEO6.5.1 ; SOYO1.1.2 ; SOYO6.1.1 ; SOYO6.2.1 et SOYO2.1.1. Le cas échéant, les objectifs devraient être augmentés.

Le tableau ci-dessous montre une analyse des réalisations des indicateurs par AoGD. Les indicateurs les plus courants inclus dans les projets étaient des indicateurs définis localement montrant

que le programme DGD a été bien adapté à l'environnement opérationnel et contextuel local. Par la suite, 40 indicateurs COPEEJ et 30 indicateurs PCV ont été inclus dans les projets. Le tableau cidessous montre que les taux de réalisation les plus élevés ont été constatés pour les indicateurs LEAD et PCV et les taux les plus faibles pour LDI et DSSR. En retirant les indicateurs non mesurés à miparcours. Généralement, la même tendance se maintient avec LEAD et DSSR obtenant un score de réalisation de 100 % de réalisation, COPEEJ 81,25 % et PCV 75,86 %. Les AoGD les moins bien notés étaient LDI (57,69 %), et IQE (69,23 %).

Tableau 9 : Réalisation des indicateurs par AoGD

AoGD	Nombre d'indicateurs inclus dans le projet ⁴⁶	Indicateurs respectés à mi- parcours	Des indicateurs non atteints à mi- parcours	Non mesuré
IQE	15	9 - 60%	4 - 26,67%	2 - 13,33%
PLOMB	5	4 - 80%		1 - 20%
PCV	30	22 - 73,33%	7 - 23,33%	1 - 3,33%
COPEEJ	40	26 - 65%	6 - 15%	8 -20%
Santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR)	3	2 - 66,67%		1 - 33,33%
LDI	47	11 - 31,91%	15 - 23,4%	21 - 44,68%
Total	140	77	29	34

Le programme a récemment bénéficié de l'adoption d'un cadre logique au niveau du programme, qui rassemble tous les cadres logiques au niveau des pays/projets. Cela permet de centraliser toutes les informations pour un accès et une visualisation faciles dans tous les pays afin d'identifier les tendances, les modèles et les domaines qui nécessitent une attention particulière et une gestion plus étroite de la part du spécialiste du suivi et de l'évaluation au niveau du programme.

5.1.2. Évaluation des progrès et de l'alignement des objectifs de développement durable

Cette section fournit un aperçu général de la couverture et de l'alignement de l'AoGD, ainsi qu'une analyse transnationale par AoGD.⁴⁷ Elle met en évidence les domaines de réussite notables (ce qui fonctionne bien) et les défis rencontrés par plusieurs pays. Ces tendances et modèles mettent en évidence les réussites du projet et les adaptations qui pourraient être apportées à la conception standard des activités.

Protection contre la violence

Cet objectif prioritaire concerne la protection des filles, des adolescentes et des jeunes femmes contre toutes les formes de violence, y compris la violence sexiste, dans le cadre du processus de changement de leur communauté. Les pays suivants ont choisi de se concentrer sur cet objectif prioritaire pour

⁴⁶Ce tableau n'inclut pas les indicateurs utilisés en Belgique

⁴⁷La Belgique n'a pas été incluse dans cette analyse

l'évaluation : l'Équateur, la Tanzanie et le Vietnam. Parmi les réalisations notables dans ce domaine, on peut citer :

La plupart des participants au projet, en particulier EAJ, ont signalé une amélioration de leur compréhension des DSSR et de la VBG. Les participants de tous les pays ont noté que leur compréhension de ces questions s'était grandement améliorée. Dans tous les pays, EAJ et les parents et tuteurs ont déclaré que leurs connaissances et leurs attitudes s'étaient considérablement améliorées et que les modèles de programme tels que les clubs CDC et les dialogues intergénérationnels étaient la force motrice de ces réalisations. Particulièrement en Équateur, le modèle de zona libre de embrazo adolescente (zone libre de grossesses entre les adolescentes) ZLEA a été mentionné par les EAJ comme les aidant à réfléchir aux conséquences et risques associés à la pratique de rapports sexuels non protégés, notamment les grossesses précoces. Plus précisément, une participante de 17 ans a expliqué : « J'ai appris que les grossesses précoces affectent notre vie et ce qu'on peut faire par la suite. Par exemple, je devrais subvenir aux besoins de mon enfant, donc je ne pourrais peut-être pas étudier. C'est pourquoi il vaut mieux d'abord avoir un travail et ensuite avoir un bébé. »48

Il n'était cependant pas certain que les modèles utilisés aient réellement entraîné un changement dans les pratiques liées à la VBG parmi les bénéficiaires, pour deux raisons : 1) parce que ces données n'ont pas été collectées dans le cadre de l'évaluation quantitative à mi-parcours ; et 2) parce que lorsque les données ont été collectées dans le cadre de l'évaluation qualitative, par exemple au Vietnam, il n'était pas clair si l'absence de signalement de VBG était due à l'absence d'incidents de VBG ou si les mécanismes de signalement ne fonctionnaient pas ou que le public était réticent à les utiliser.

Les défis mentionnés dans les différents pays/projets comprenaient :

- Renforcement des mécanismes communautaires de protection de l'enfance (MPEBC):
 bien que des progrès aient été réalisés dans tous les pays pour établir, revitaliser et former les
 membres des MPEBC, des difficultés ont été signalées au Vietnam, où les niveaux de
 connaissances restent faibles, et en Équateur, où les EAJ manquent de capacité et de
 confiance pour approcher les MPEBC.
- En Tanzanie, des défis plus opérationnels et contextuels ont été notés, par exemple le calendrier des activités de sensibilisation des parents et des tuteurs et la nature des participants issus de milieux socio-économiques défavorisés, ce qui entraîne des taux élevés de MPFEU.
- Il est trop tôt pour évaluer si les modèles utilisés réussissent à faire évoluer les pratiques en matière de VBG. Une mesure plus précise à ce stade du programme pourrait consister à évaluer si les attitudes à l'égard de la VBG ont changé. Par exemple, si la VBG est positive ou négative, les perceptions de risque, si elle est parfois justifiée et la stigmatisation associée. La mesure et tout changement dans les pratiques en matière de VBG devraient être mesurés vers la fin du programme.

Compétences et opportunités pour l'autonomisation économique des jeunes

Ce projet d'objectifs stratégiques concerne les adolescentes et les jeunes femmes qui ont accès aux compétences et aux opportunités nécessaires à leur autonomisation économique. Les pays suivants ont choisi de se concentrer sur ce projet d'objectifs stratégiques pour l'évaluation : la Bolivie, le Bénin, le Niger et le Sénégal. Dans chaque pays, les modèles COPEEJ sont adaptés au contexte national et sont donc mis en œuvre de manière légèrement différente. Par exemple, la durée et la portée de la formation sont différentes. Le projet du Sénégal propose une formation de courte durée qui vise à atteindre un grand nombre de personnes, tandis que le Bénin propose des formations de courte et de longue durée.

-

⁴⁸ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

Dans tous les pays, les jeunes qui ont suivi le cours étaient généralement satisfaits du contenu du cours, de la création d'espaces d'apprentissage sûrs et d'une bonne combinaison de compétences techniques et générales proposées. La durée du cours était l'aspect qui revenait le plus dans les données. Les cours plus longs sont de loin préférés aux cours courts car ils donnent aux étudiants le temps de développer une compréhension et une confiance plus approfondies avant de tenter de participer à des AIG.

En Bolivie, les participants ont constaté une amélioration de leur estime de soi. Une jeune femme de la région de La Paz a déclaré : « J'avais l'habitude de me regarder dans le miroir et de me demander : « Qu'est-ce que tu vas accomplir dans la vie ? » Lorsque j'ai commencé à participer aux séances de formation, on m'a appris à m'accepter en tant que personne. Je ne m'exprimais pas beaucoup, je ne parlais pas et quand je le faisais, je le faisais très doucement. Je suis reconnaissante au projet pour ce que je suis aujourd'hui. Ils ont tellement de patience pour nous aider à acquérir la confiance nécessaire pour parler. »⁴⁹

La création d'un environnement sûr et exempt de tout jugement est considérée comme essentielle pour susciter et maintenir la motivation à apprendre et à aborder les normes sexistes en s'engageant dans des professions non traditionnelles. Par exemple, un jeune garçon au Bénin a déclaré : « J'ai appris à coiffer les hommes, mais aujourd'hui, comme les hommes et les femmes peuvent faire les mêmes choses, j'apprends à coiffer les femmes. Avant, je n'avais pas le courage de m'inscrire à cette formation, car ce n'est pas un métier pour les hommes. »⁵⁰

Il a été généralement admis que le développement de compétences générales et d'un état d'esprit positif est essentiel pour s'engager dans des activités intergouvernementales après la fin de la formation. Ce constat a été relevé en Bolivie et au Sénégal.

En ce qui concerne la durée de la formation, les formations courtes ne sont généralement pas considérées comme aussi efficaces que les formations longues. Cette constatation a été observée au Bénin et au Sénégal, bien qu'il convienne de noter que des cours de courte durée ont été utilisés pour identifier des candidats prometteurs en vue d'une entrée dans des cours à plus long terme, et que la durée des cours est limitée par les ressources financières disponibles. Ceux qui n'ont pas été sélectionnés pour être transférés vers la formation longue ont eu le sentiment de manquer de confiance et de compétences pour mettre pleinement en œuvre ce qu'ils avaient appris. C'est ce qu'a déclaré au Sénégal un directeur de centre de formation : « C'est bien de les former, mais il faut les accompagner » par la suite, ce qui reflète un manque de soutien post-formation pour traduire les connaissances acquises en résultats concrets.⁵¹

Parmi les autres réalisations notables à l'échelle du pays et des projets dans ce domaine, on peut citer .

Contrairement aux autres pays, la Bolivie propose aux jeunes femmes un éventail de compétences et de formations non traditionnelles, ce qui est généralement perçu comme une garantie d'égalité des sexes dans le choix des sujets de formation. Cependant, elle semble avoir négligé d'offrir des possibilités de formation ou de développement des compétences aux jeunes hommes dans des domaines traditionnellement considérés comme féminins ; par exemple, deux garçons d'El Torno ont partagé leur passion pour la cuisine et ont exprimé un fort désir de participer à une formation qui pourrait les aider à démarrer leur propre entreprise de cuisine. Il convient de noter que de nombreux garçons de Laz Paz ont participé à une formation culinaire (les données n'ont pas été collectées à cet endroit dans le cadre de cette évaluation qualitative).

⁴⁹ GDD 6, Participants mixtes du district de La Paz

⁵⁰FDG JH FP Ouidah

⁵¹Directeur du EIC, CFP Khombole

- Une bonne pratique dans tous les pays a été de fournir aux participants un capital d'amorçage ou des kits de démarrage/installation afin de réduire les obstacles financiers à la création de leur propre entreprise. C'est une très bonne pratique car elle réduit une partie du fardeau ressenti par les parents ou les partenaires qui aidaient leurs enfants ou partenaires à créer une petite entreprise. Elle a également aidé les jeunes qui ne pouvaient pas être soutenus par leurs parents ou leurs parents de cette manière en raison de pressions financières. Ce groupe est sans doute celui qui a le plus besoin de soutien et qui serait le plus touché. Cependant, comme cela a été noté en Bolivie, il faut mettre en place un processus de suivi pour garantir que le capital d'amorçage est utilisé aux fins prévues. La recherche et l'action des commentaires des participants sur ces domaines seraient bénéfiques pour les projets car elles permettraient aux participants d'accéder au soutien dont ils ont besoin pour faire de leur AGR une réussite.
- Un domaine de pratique prometteur est la combinaison de compétences techniques et de compétences de vie ou professionnelles. Cette combinaison est particulièrement importante pour conserver son emploi et être propriétaire d'une entreprise, car des compétences de vie/douces et professionnelles sont nécessaires pour s'engager de manière significative dans des activités génératrices de revenus (AGR), comme mentionné ci-dessus.
- L'ancrage communautaire s'est également révélé être une bonne pratique au Bénin. Cela est dû à la présence de facilitateurs issus des communautés. On suppose, mais cela n'est pas mentionné dans les données, que cela contribue également à créer un environnement propice à l'apprentissage.

Les défis mentionnés dans les différents pays/projets étaient les suivants :

Un défi mentionné dans plusieurs pays de la zone COPEEJ, concernant les adolescentes et les jeunes femmes, était l'existence d'obstacles financiers et la persistance d'obstacles sociaux à leur participation. Dans tous les pays, les participants ont noté qu'ils avaient toujours besoin du soutien financier de leur famille pour participer aux activités, que ce soutien financier serve à couvrir les frais de transport vers le lieu de formation ou à se procurer des repas pendant leur séjour dans les centres de formation. Malgré le travail effectué dans le cadre des projets pour créer un environnement favorable et s'attaquer aux normes sociales néfastes qui empêcheraient les jeunes de s'engager dans la formation COPEEJ, les changements prennent beaucoup de temps à s'installer dans ce domaine.

En Bolivie, il a été observé qu'il est encore difficile pour les femmes de s'engager dans des activités rémunératrices, notamment dans l'emploi, à cause de barrières sociales. En Bolivie, on a noté que « lorsque les femmes ont un enfant, comme nous sommes encore démodés, elles doivent rester à la maison, donc elles choisissent l'entrepreneuriat pour pouvoir rester avec leurs enfants ». 52 Une approche multidimensionnelle de cet obstacle pourrait s'avérer fructueuse. Par exemple, il faudrait mettre davantage l'accent sur la lutte contre ces normes sexistes néfastes et renforcer le soutien aux activités entrepreneuriales en combinaison avec un soutien innovant en matière de garde d'enfants. Au Niger, il a également été souligné que l'on attend toujours des jeunes femmes et des filles qu'elles effectuent plusieurs tâches ménagères, et que même si cela ne les empêche pas de participer aux activités du projet, cela pourrait présenter des défis pour s'engager librement dans des activités rémunératrices (y compris en matière de gestion du temps).

Au Bénin, au Niger et au Sénégal, il a été constaté que l'inclusion d'un large éventail d'élèves ayant des niveaux d'alphabétisation différents n'était pas la manière la plus efficace de former. Il a été constaté que deux types de formation peuvent être plus efficaces et garantir que les élèves se sentent à l'aise pour apprendre à un rythme qui leur convient. Par exemple, ceux qui ont un faible niveau d'alphabétisation bénéficieraient de cours supplémentaires pour établir un niveau de connaissances de base avant de se plonger dans le contenu principal de la formation.

-

⁵² Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

Éducation inclusive de qualité

Aucun des pays n'a choisi de se concentrer sur cet AoGD, c'est pourquoi l'évaluation ne fait aucun commentaire à ce sujet.

5.1.3. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Cette section présente un aperçu et une analyse de l'efficacité des mécanismes de participation, de motivation, de retour d'information et d'échange des EAJ qui existent dans les pays/projets du programme DGD. Les meilleures pratiques et les domaines à améliorer sont également mis en évidence. Ces éléments peuvent être utilisés pour tirer des leçons et corriger les erreurs pour la seconde moitié du programme.

Quel est le niveau de participation significative au programme DGD ?

Les évaluateurs ont trouvé peu de preuves d'une participation significative des jeunes en milieu rural à la conception du programme ou des projets au niveau des pays. Cela inclut la manière dont les ensembles d'activités sont conçus et liés entre eux, les pays qui devraient être inclus dans le programme, les lieux sur lesquels chaque projet de pays devrait se concentrer et la manière dont les ToC au niveau du programme et du projet sont conçus. En outre, il semble y avoir un manque de contribution des jeunes en milieu rural lorsqu'il s'agit de convenir de qui devrait participer aux activités et pourquoi. Le choix des lieux et des participants semble être basé sur l'analyse du projet et les exigences des IP et des donateurs. Il s'agit d'une base solide pour concevoir un programme. Cependant, pour l'améliorer et encourager une plus grande appropriation des jeunes en milieu rural, la contribution à la phase de conception pourrait être un moyen d'accroître la participation et leadership des jeunes au niveau du programme et du projet.

Un exemple de bonne pratique a été trouvé au Vietnam et en Bolivie (mais pas de manière systématique), où l'équipe du projet a organisé un dialogue annuel avec EAJ pour recueillir les commentaires des participants afin de guider et d'adapter la planification future. ⁵³ De plus, l'approche consistant à créer un Comité consultatif de la jeunesse pour participer à la prise de décision au Sénégal est un exemple de bonne pratique. Ces pratiques pourraient être intégrées dans d'autres projets DGD pour accroître l'appropriation, le leadership et l'influence du programme.

Il existe de solides preuves de la participation significative des jeunes à la conception et à la mise en œuvre d'activités spécifiques. Voici quelques exemples de bonnes pratiques :

- Les clubs Champions de Changement (CDC) où les EAJ sont chargés de convenir des sujets ou des thèmes de leurs activités et de réaliser eux-mêmes certaines de ces activités. La participation des adultes se limite à la formation, à l'animation et à l'orientation des EAJ lorsqu'ils demandent de l'aide. Ce modèle est bien établi dans tous les pays et constitue un exemple de bonne pratique qui mérite d'être souligné. Cela a été observé en Tanzanie, en Belgique et au Vietnam.
- En Bolivie, la formation COPEEJ a permis à EAJ de participer à une séance de brainstorming pour identifier et convenir des opportunités de marché afin de définir l'orientation de la formation. Cette activité a été animée par un adulte, mais la discussion et les accords finaux ont été confiés au EAJ. Des exemples de cette approche ont également été signalés au Niger et au Vietnam.
- Les volontaires éducatifs en Belgique ont le potentiel de devenir un exemple de bonnes pratiques. Il s'agit d'un bon exemple de participants qui proposent des activités destinées aux EAJ. Actuellement, l'activité est proposée par des adultes, mais elle pourrait être proposée par

-

 $^{^{53}}$ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

des jeunes. La manière dont l'activité est actuellement proposée nécessite toutefois une plus grande attention pour maintenir l'engagement et la motivation des volontaires éducatifs, car ils manquent actuellement d'un bon niveau de formation sur le terrain et d'un suivi de la part de l'équipe PIB.

Selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁵⁴ la participation des jeunes à l'activité est à son niveau le plus élevé : **prise de décision par les jeunes et prise en commun avec les adultes**. Il existe un partenariat solide entre le projet et les participants. Au niveau de la conception du programme et du projet, la participation des jeunes à l'activité est généralement au niveau le plus bas : **Affectée mais informée**. Cependant, des exemples de bonnes pratiques ont été trouvés au Vietnam, en Bolivie et au Sénégal au niveau du projet, ce qui suggère que ces pays ont atteint le niveau de « consultation et d'information ».

Qu'est-ce qui motive EAJ à participer au programme DGD ?

Les évaluateurs ont identifié deux types notables de motivation : 1. La motivation pour commencer à s'engager dans le projet ; et 2. La motivation pour maintenir l'engagement dans le projet.

La motivation principale pour commencer à s'engager dans le projet a été rapportée comme suit :

- Intérêt personnel : dans tous les pays, les jeunes adultes étaient extrêmement motivés par l'acquisition de connaissances qu'ils considéraient comme importantes et qui avaient un impact direct sur eux. Par exemple, une formation visant à pouvoir participer à des AGR ou à réduire la violence sexiste qui se produit dans leur localité immédiate. Les jeunes adultes étaient moins motivés par des impacts qu'ils percevaient comme indirects pour eux. Par exemple, le mandat de solidarité internationale.
- La participation à des activités contribuant à une cause à laquelle ils croient est, dans une moindre mesure, un facteur de motivation. Les EAJ de plusieurs pays ont cité ce facteur comme un facteur de motivation. Cela signifie que les activités peuvent maintenir la motivation des EAJ s'ils s'adressent à des groupes cibles qui ont déjà un intérêt pour les sujets abordés.

Il a été constaté que la motivation à maintenir l'engagement envers le projet était liée à la soif de connaissances, à l'appropriation des activités et à la limitation des obstacles financiers à l'engagement. Elle est également liée au maintien d'une communication régulière avec le projet et du soutien de celuici ainsi qu'à une implication régulière dans les activités.

- Soif de connaissances: en Tanzanie, on a constaté que les jeunes adultes étaient motivés par une soif de connaissances sur des sujets qui les concernaient. Les discussions avec leurs pairs ont également été signalées comme un facteur de motivation clé, car ils peuvent interagir et parler librement avec des personnes de leur âge.
- Appropriation des activités: au Vietnam, la motivation était principalement liée à l'appropriation et à la capacité de diriger et de réaliser des activités. De même, les EAJ en Équateur et au Vietnam ont indiqué que la motivation était maintenue grâce à l'intégration d'activités favorables aux EAJ, par exemple des jeux, des quiz et des concours de dessin. Ces activités ludiques ont permis de maintenir l'attention et l'intérêt des EAJ.
- Les EAJ, les parents et le personnel des centres de formation des pays qui ont choisi de se concentrer sur l'AoGD COPEEJ pour cette évaluation : la Bolivie, le Bénin et le Sénégal ont signalé des obstacles financiers. Indépendamment de la fourniture de capital d'amorçage et de kits de démarrage, ceux-ci ne sont pas disponibles pour tous les jeunes et il reste donc à l'individu la charge de couvrir les coûts de démarrage de sa propre entreprise et de prise en charge des frais de transport et de repas pendant son séjour dans les centres de

⁵⁴ Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

formation. En outre, au Sénégal, un problème clé est également le coût des formations certifiées et reconnues par l'État, qui sont onéreuses. En comparaison, en Tanzanie, les EAJ étaient motivés par la perspective d'une indépendance financière.

 Les volontaires éducatifs en Belgique ont signalé un manque de communication et de soutien régulier. Ils ont indiqué qu'ils étaient prêts et disposés à travailler pour mener à bien des activités dans le cadre du projet, mais qu'ils n'avaient pas été contactés par le projet pour entreprendre des activités.⁵⁵

Quels mécanismes de rétroaction sont utilisés dans le programme DGD ?

Bien que tous les projets du programme DGD visent à recueillir des commentaires par le biais de diverses méthodes, il n'existe aucune preuve de documentation, de suivi et de mise en œuvre systématiques des commentaires à tous les niveaux. Quatre pays disposent de mécanismes de retour au niveau des projets : les dialogues annuels des EAJ au Vietnam, qui sont bien établis, le comité consultatif des jeunes au Sénégal, les réunions de réflexion avec le personnel et les participants du projet en Tanzanie, et les enquêtes trimestrielles en ligne en Bolivie à partir de septembre 2024. Tous les autres mécanismes de retour ne sont présents qu'au niveau des activités et incluent quelques exemples de bonnes pratiques :

- Les boîtes à suggestions étaient présentes dans les écoles dans le cadre de nombreux projets, mais les preuves de leur efficacité semblaient limitées. Des preuves de la présence de boîtes à suggestions ont été trouvées en Équateur, au Bénin, en Tanzanie et au Vietnam.
- Des questionnaires post-formation sont demandés aux EAJ au Sénégal, mais ces derniers ont indiqué que ces questionnaires ne sont pas utilisés de manière systématique. Néanmoins, ce problème a été atténué par la collecte de commentaires verbaux, enregistrés dans une base de données en ligne pour garantir une réponse rapide.
- Le retour d'information verbal aux membres de l'équipe de projet des enseignants est également une méthode fréquemment utilisée lors de l'évaluation. Cette méthode semble acceptable pour obtenir un retour d'information de la part de participants confiants.

5.1.4. Progrès vers l'ambition transformatrice du genre du programme

Dans l'ensemble, le programme DGD a un fort potentiel pour atteindre son ambition de transformation des genres. Selon le marqueur de transformation des genres du PI, il existe six éléments de transformation des genres et quatre niveaux de potentiel : aucun potentiel, potentiel faible, potentiel moyen et potentiel élevé. Chaque élément est répertorié ci-dessous avec la description du potentiel élevé.

- Normes de genre : dialogue communautaire personnalisé et engagement médiatique et/ou politique sur les normes de genre clés
- Agence : Travaille avec les filles pour agir et influencer le changement sur les questions thématiques et l'égalité des sexes
- Travailler avec les garçons et les hommes : mobiliser les garçons/jeunes/hommes adultes pour agir en faveur de l'égalité des sexes, des masculinités positives et de l'inclusion
- Condition et position : s'attaque aux barrières liées au genre pour améliorer la condition et la position des filles et des jeunes femmes
- **Diversité**: Travail avec des groupes vulnérables/exclus adaptés au sexe, à l'âge et aux multiples facteurs d'exclusion
- Environnement favorable : le projet renforce les structures sociétales, les systèmes et la société civile pour permettre l'égalité des sexes et l'inclusion

-

 $^{^{55}}$ EIC 8, Bénévole du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique

Tableau 10: Scores MEG par pays/projet au stade de la mise en œuvre

Pays	Normes de genre	Agence	Travailler avec les hommes et les garçons	État et position	Diversité	Environnemen t favorable	Score	Potentie I global
Belgique	Haut	Haut	Haut	Haut	Moyen	Moyen	65%	Haut
Bolivie	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen		
Équateur 56	Haut	Haut	Moyen	Moyen	Haut	Haut	65%	Haut
Bénin ⁵⁷	Haut	Haut	Haut	Moyen	Haut	Haut	65%	Haut
Niger ⁵⁸	Moyen	Moyen	Haut	Haut	Haut	Moyen	65%	Moyen
Sénégal	Haut	Moyen	Haut	Moyen	Haut	Moyen	65%	Haut
Tanzanie	Moyen	Haut	Haut	Haut	Haut	Moyen	65%	Haut
Vietnam	Haut	Haut	Moyen	Haut	Moyen	Haut	65%	Haut

Les domaines sur lesquels tous les projets pourraient se concentrer au cours de la prochaine moitié du programme comprennent la diversité et le travail avec les garçons et les hommes.

Comment la diversité est-elle assurée lors de la planification des activités ?

Le programme réussit très bien à mobiliser les EAJ et d'autres participants issus de minorités ethniques et de communautés, ce qui est un domaine d'intérêt du projet. Les équipes du projet ont pris grand soin d'identifier les obstacles et les défis qui peuvent empêcher l'engagement des EAJ et leur participation significative aux activités. Il existe des défis mineurs dans ce domaine, que les équipes du projet ont identifiés et sur lesquels elles travaillent dans le cadre de la mise en œuvre continue du projet, par exemple le travail dans des langues et des normes culturelles différentes selon les communautés.

La même attention doit être portée aux efforts visant à impliquer une base de participants plus diversifiée dans le projet EAJ. Par exemple, les projets ne mobilisent que peu de personnes handicapées et peu de personnes issues des communautés LGBTQ+. Cette lacune a été constatée en Belgique, en Équateur et au Vietnam.

En Belgique, il a été signalé que les jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés ne sont pas spécifiquement concernés par le projet. Bien que le projet s'efforce d'inclure les jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés, les taux d'inclusion sont faibles. Les moyens suggérés pour améliorer cette situation incluent la rencontre des jeunes issus de milieux socio-économiques défavorisés là où ils se trouvent, dans leurs communautés et/ou sur des plateformes de médias sociaux comme TikTok.

L'implication et l'influence des garçons et des hommes

Mobiliser et maintenir l'intérêt des garçons et des hommes est un enjeu constant, comme rapporté en Belgique, en Équateur, au Bénin et en Tanzanie. Cela pourrait en partie être dû au fait que les garçons

⁵⁶ Les scores concernent la phase de conception. Un MEG a maintenant été réalisé pour la phase de mise en œuvre, cependant, il était trop tard pour l'inclure dans cette évaluation.

⁵⁷Les scores concernent la phase de conception

⁵⁸ Les scores concernent la phase de conception

et les hommes perçoivent le projet comme étant axé sur les filles/jeunes femmes. Les équipes du projet sont conscientes de cette problématique et déploient déjà des efforts pour y remédier avec des stratégies d'engagement plus efficaces.

Parmi les domaines de pratique prometteurs, on peut citer l'exemple de la Bolivie, où l'équipe du projet collabore avec un réseau de jeunes qui a aidé des garçons à remettre en question les stéréotypes et à exprimer leurs émotions, comme en témoignent les discussions de groupe. Par exemple, les participants ont souligné la redéfinition de la masculinité comme le fait de pleurer sans jugement ou d'aider à la cuisine. De plus, les modèles de clubs de futurs maris et d'écoles de maris développés au Niger constituent également de bonnes pratiques essentielles, car les garçons et les jeunes hommes engagés dans ces groupes sont devenus des agents positifs du changement dans les communautés ciblées.

Une autre activité qui semble avoir un impact positif sur la masculinité est le dialogue intergénérationnel, où les enfants et leurs parents sont invités à discuter des normes de genre et des questions de masculinité. Les participants ont indiqué que les dialogues constituaient un espace de discussion sûr, ce qui est extrêmement important pour tout type de discussion et de changement de comportement. Les pays/projets qui rencontrent des difficultés ou des résistances pour impliquer les hommes adultes sont l'Équateur et le Bénin, qui pourraient bénéficier de la mise en œuvre de dialogues intergénérationnels.

5.1.5. Conclusions

En général, le programme DGD progresse bien par rapport aux objectifs du cadre logique dans tous les pays. Le programme comporte 41 indicateurs de niveau de résultat et 112 indicateurs de niveau de résultat, soit un total de 153, soit une moyenne d'environ 20 indicateurs par projet (en tenant compte du fait que la Belgique dispose de beaucoup moins d'indicateurs). Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 38 % des indicateurs. Au niveau des résultats, le programme a atteint environ 62 % des indicateurs. Les réalisations notables au niveau des résultats comprennent les projets mis en œuvre en Équateur et au Niger, qui ont tous deux atteint 100 % de leurs objectifs de niveau de résultat et doivent être reconnus pour cette réalisation. Les réalisations notables au niveau des résultats comprennent les projets mis en œuvre en Équateur (réalisés à 92 %), au Vietnam (réalisés à 73 %) et en Belgique (réalisés à 70 %), et dont il convient de faire l'éloge pour ces résultats. Des plans d'action pour chaque pays/projet ont été élaborés et peuvent être trouvés à <u>l'annexe 8</u>. Dans l'ensemble, il est recommandé de revoir les indicateurs et les directives de calcul pour s'assurer que des cibles et des mesures réalistes sont en place pour la fin du programme.

Les progrès réalisés par rapport à deux des trois AoGD suggérés ont été inclus dans cette évaluation : PCV et COPEEJ. La plupart des participants ont noté des progrès positifs par rapport à l'AoGD PCV. Les participants ont noté que leur compréhension de la DSSR et de la VBG s'était améliorée. En ce qui concerne COPEEJ, des progrès très positifs ont été signalés par les participants de tous les pays/projets (à l'exception de la Belgique où il n'y a pas d'élément COPEEJ). Il s'agissait notamment d'offrir des compétences non traditionnelles et des options de formation aux jeunes femmes et un capital d'amorçage ou des kits de démarrage/d'installation aux participantes pour réduire les obstacles financiers à la création de leur propre entreprise. Néanmoins, des défis financiers persistent dans tous les pays/projets dans la mesure où le capital d'amorçage ou les kits de démarrage/d'installation ne sont pas fournis à tous les participants et n'éliminent pas complètement le coût financier de la participation aux activités de formation.

La participation des EAJ au niveau des activités est très élevée. Selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁵⁹ la participation des EAJ au niveau des activités est à son niveau le plus élevé

⁵⁹ Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

: les jeunes sont à l'initiative des participants et les décisions sont partagées avec les adultes. Il existe un partenariat solide entre le projet et les participants des EAJ. Les activités qui ont été signalées comme ayant la plus forte participation des EAJ comprenaient les clubs CDC, la formation COPEEJ et les bénévoles en éducation. La motivation des EAJ à s'engager dans des activités et à maintenir leur engagement a également été signalée comme élevée. L'acquisition de nouvelles compétences, la participation à des activités qui contribuent à une cause en laquelle ils croient et le fait de s'approprier les activités ont été cités comme des facteurs de motivation. La motivation a diminué lorsque les participants ne participaient pas aux activités régulières ou ne recevaient pas de mises à jour régulières. En outre, l'évaluation a révélé que les participants au projet étaient heureux de fournir des commentaires sur les activités du projet, mais qu'il n'existait aucun moyen systématique de documenter, de suivre ou de mettre en œuvre ces commentaires.

L'évaluation a révélé que le programme DGD avait de fortes chances de réaliser son potentiel de transformation en matière de genre. Tous les pays, à l'exception du Bénin, ont réalisé des évaluations MEG aux phases de conception et de mise en œuvre. Le Bénin a réalisé ses MEG au stade de la conception. Tous les pays (à l'exception de la Bolivie pour laquelle les sections de notation manquaient dans les MEG) ont obtenu un score de 65 %, ce qui se traduit par un potentiel global élevé. Les travaux sur les normes de genre, l'agence, la condition et la position, et les environnements favorables progressent bien. Les domaines sur lesquels se concentrer dans la prochaine moitié du programme comprennent : le travail avec les garçons et les hommes et la diversité. Comme indiqué dans l'analyse, dans tous les pays, le programme réussit très bien à impliquer les enfants et les jeunes issus de minorités ethniques et de communautés, ce qui est un domaine d'intérêt pour le projet. Une plus grande attention doit être accordée à l'engagement des enfants, des jeunes handicapés et des enfants issus de milieux socio-économiques défavorisés en Belgique en particulier. Il faudrait également augmenter les efforts pour impliquer les garçons et les hommes dans les domaines de la masculinité positive et plus particulièrement les hommes adultes à travers des dialogues intergénérationnels pour créer un espace sécurisant où les jeunes hommes peuvent s'engager avec eux.

5.2. Analyse de la Belgique

En Belgique, le programme DGD de PI a été mis en œuvre sous le titre « Lead for Rights ». Il met l'accent sur les filles, les garçons et les jeunes en tant que moteurs actifs du changement. Le lancement du projet a consolidé deux changements importants dans la manière dont Plan opère en Belgique : i) accroître la voix des jeunes dans le travail de plaidoyer et de campagne de Plan, ii) l'introduction d'un « nouveau récit », dans lequel PI tente de mobiliser les jeunes belges pour défendre les enjeux mondiaux et la solidarité internationale, en utilisant les expériences quotidiennes des jeunes belges comme point de départ pour combler le fossé Nord-Sud (approche I-You-We). Bien que le PIB ait une solide expérience dans la mobilisation des jeunes sur les questions internationales et sur les questions locales ayant un impact direct sur leur vie quotidienne et leur accès aux droits, cette combinaison de ces deux approches est nouvelle.

Le projet est mis en œuvre dans toute la Belgique, avec des activités dans les écoles, un Comité Consultatif des Jeunes (CCJ), des campagnes, des clubs CDC, avec peu ou pas de liens entre les activités. Il est mis en œuvre directement par le PIB, sans aucun partenaire de mise en œuvre. Le projet s'associe toutefois à des structures internationales et locales de la société civile et de participation des jeunes comme le Forum des Jeunes/Vlaamse Jeugdraad, Défense des Enfants International (DEI), l'UNICEF pour construire et organiser des campagnes et des événements.

5.2.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours afin de décrire les principaux progrès et défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à mi-parcours. Elle s'appuie sur les données de l'évaluation quantitative à mi-parcours. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Dans l'ensemble, le projet est sur la bonne voie et obtient des résultats globalement supérieurs aux attentes. Quelques domaines clés nécessiteront toutefois une attention particulière pour sa seconde moitié, à savoir la contribution à la participation structurelle des jeunes à la prise de décision autour des questions de solidarité internationale (indicateur 3 – 0 % de réalisation par rapport à l'objectif), la formation et le renforcement des capacités des jeunes (indicateur 5 – 84,5 % de réalisation par rapport à l'objectif), dans une moindre mesure, un soutien plus large des jeunes aux campagnes co-créées par les jeunes militants de Plan (indicateur 2 – 64 % de réalisation par rapport à l'objectif), l'augmentation du nombre d'écoles commençant la trajectoire « genre » (indicateur 6 – 50% de réalisation par rapport à l'objectif) et l'augmentation du nombre de dirigeants politiques ou de l'ANCG qui participent à la conférence annuelle (indicateur 10 – 94% de réalisation par rapport à l'objectif). La collecte de données qualitatives confirme que le projet a connu un grand succès dans les domaines où le PIB excelle au niveau local (plaidoyer et campagnes menées par les jeunes), mais qu'il a eu du mal à atteindre ses ambitions dans des domaines innovants (mobiliser les jeunes pour un plaidoyer lié à la solidarité internationale).⁶⁰

 $^{^{60}}$ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 3, Personnel du projet, Belgique ; Atelier Bridge

Résultat : la société civile et les dirigeants politiques belges soutiennent les recommandations coconstruites avec les jeunes activistes de Plan en faveur des droits des enfants, des droits des filles et de l'égalité des sexes dans le contexte de la solidarité internationale et des objectifs de développement durable

Le projet comporte trois indicateurs d'impact. Les indicateurs 1 et 2 ont montré un bon niveau de progrès et ont dépassé l'objectif fixé. L'indicateur 3 n'a pas été atteint. L'analyse suivante explore les raisons possibles de ce niveau de réalisation.

Tableau 11 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de la Belgique

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
Indicateur 1 : Nombre d'engagements politiques dans les domaines prioritaires du programme pris sur la base de recommandations co-construites avec les jeunes militants de Plan à partir de 2022	0	2	8	3
Indicateur 2 : Nombre de jeunes répondant positivement aux campagnes co-créées par les jeunes militants de PI (mobilisation) à partir de 2022	0	12 000	7 651	18 000
Indicateur 3 : Nombre d'initiatives qui structurent la participation des jeunes aux questions de solidarité internationale	0	1	0	2

Le projet a connu **des progrès mitigés par rapport aux résultats : l**es objectifs en matière d'engagement politique ont été atteints à 400 % en réaction aux recommandations co-construites avec les jeunes militants (indicateur 1). Le projet a eu du mal à rallier pleinement un public plus large de jeunes (64 % de réalisation par rapport à sa cible) autour des campagnes de solidarité internationale (indicateur 2), et a eu encore plus de mal (0 % de réalisation par rapport à sa cible) à structurer la participation des jeunes aux questions de solidarité internationale. La collecte de données qualitatives a confirmé que le projet progresse bien dans les domaines dans lesquels le PIB se sent à l'aise, à savoir le plaidoyer et les campagnes.⁶¹ Il avait cependant sous-estimé les défis liés à la mobilisation d'un grand nombre de jeunes autour des questions de solidarité internationale.⁶² Cela a eu un impact direct sur les progrès et la réalisation du résultat 1. Il convient de noter que cette cible a été atteinte à la fin de l'année 3.

En ce qui concerne **l'indicateur 3** et l'objectif du projet d'une **approche structurée de la participation des jeunes à la prise de décision sur les questions de solidarité internationale**, les défis identifiés incluent la priorisation stratégique interne (par exemple, en vue des élections nationales de 2024), la structure interne de l'équipe d'Enabel et les changements au sein de la direction politique (Ministère de la Coopération internationale). La collecte de données a cependant montré qu'il existe un **soutien solide à la participation des jeunes au niveau de l'élaboration des politiques**. ⁶³ Même si cela pourrait changer au niveau politique après les élections de 2024, l'engagement d'Enabel à renforcer la participation des jeunes se poursuivra jusqu'en 2025 et pourrait constituer une excellente opportunité, tout comme le positionnement du PIB en tant qu'organisation experte dans ce domaine. ⁶⁴

⁶¹ EIC 3, Personnel du projet, Belgique

⁶² EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 3, Personnel du projet, Belgique

⁶³EIC 5, Autorité locale, Belgique; EIC 6, Autorité locale, Belgique

⁶⁴EIC 5, Collectivité locale, Belgique

Résultat 1 : Les jeunes militants acquièrent des compétences fondamentales et sont accompagnés par des bénévoles et des écoles pour devenir acteurs de changement pour le respect des droits des enfants, des droits des filles et de l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des objectifs de développement durable.

Le projet a atteint l'un des trois objectifs à moyen terme de ce domaine de résultats. Une analyse des réalisations est présentée ci-dessous.

Tableau 12 : Réalisation des indicateurs pour la Belgique Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
Indicateur 4 : % de jeunes militants de Plan qui ont accru leurs capacités fondamentales pour devenir acteurs et actrices du changement pour le respect des droits des enfants et l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des ODD	N/A	60%	73%	75%
Indicateur 5 : Nombre de jeunes et de bénévoles formés ou accompagnés par le Plan pour devenir des activistes du changement à partir de 2022	0	200	169	400
Indicateur 6 : Nombre d'écoles ayant formellement démarré une trajectoire « genre » avec Plan (début du parcours = coaching 1) à partir de 2022	0	2	1	4

Il convient de noter que 73 % des participants à la collecte de données quantitatives ont déclaré avoir renforcé leurs capacités à devenir des acteurs du changement dans des domaines tels que les droits de l'enfant et l'égalité des sexes dans la solidarité internationale et les ODD (indicateur 4). Cela signifie que le projet réussit à équiper les jeunes pour qu'ils deviennent des acteurs du changement sur ces questions. Ce résultat est corroboré par des données qualitatives. Les jeunes interrogés ont déclaré avoir acquis une solide compréhension des questions liées au genre, des défis auxquels sont confrontés les jeunes dans les pays tiers, des compétences en leadership et une volonté (ou une action) de s'engager dans d'autres activités similaires.⁶⁵

Le résultat de « Lead for Change » a rencontré le plus grand défi pour atteindre le Résultat 1, et plus particulièrement sur les indicateurs 5 et 6, qui ont enregistré des taux de réalisation respectifs de 84,5 % et 50 %. La collecte de données qualitatives confirme que le plus grand défi persiste dans ce domaine. Comme mentionné ci-dessus, bien que PIB ait une expertise dans la mobilisation et la formation des jeunes pour des campagnes liées aux défis qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne locale, il a adopté une approche innovante dans le cadre du programme DGD en visant à le relier à la mobilisation des jeunes pour plaider en faveur de la solidarité internationale. Des objectifs ambitieux avaient été fixés sur la base des succès des projets précédents mobilisant les jeunes sur des questions locales les concernant directement, mais n'avaient pas pris en compte la complexité de la mobilisation des jeunes autour des questions de solidarité internationale à partir de leurs défis locaux vers les questions internationales. 66 Cela était encore plus difficile pour le grand nombre de jeunes ciblés. La situation était encore compliquée par le contexte social, économique et politique général⁶⁷- y compris un faible niveau persistant de sensibilisation des jeunes âgés de 15 à 19 ans sur des questions telles que le genre⁶⁸ et même une régression perçue des valeurs de tolérance chez les jeunes par un participant adulte. 69 Le personnel du projet a mentionné des défis liés à : i) la complexité et la sensibilité des thématiques couvertes (dynamique de genre, masculinités, décolonisation) d'une part ; et ii) aux exigences d'efficacité des donateurs, qui les obligent à traiter ces questions complexes

⁶⁵ GDD 1, EAJ, Bénin; GDD 2, EAJ, Belgique; FG 3; EAJ, Belgique; EIC 7, EAJ, Belgique

⁶⁶ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 3, Personnel du projet, Belgique

⁶⁷ Leçons apprises 'Lead for Rights' 2022, Plan International Belgique

⁶⁸ EIC 8, Bénévole du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique

⁶⁹ Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

avec des ressources très limitées, tant en termes de ressources humaines que de temps, alors que générer un impact durable sur ces questions est extrêmement exigeant dans les deux cas. ⁷⁰ Les EAJ qui ont participé ont également noté que PIB et les questions sur lesquelles il travaille sont perçus comme « centrés sur les filles » et pourraient être un facteur influençant le faible engagement des jeunes hommes et des volontaires. ⁷¹ Ceci est confirmé par la désagrégation des données quantitatives par sexe, qui indique une répartition par sexe de 45,6 % de femmes EAJ, 19,5 % d'hommes EAJ, 23,7 % de femmes adultes bénévoles et 11,2 % d'hommes adultes bénévoles selon l'indicateur 5.

Résultat 2 : Les dirigeants politiques, la société civile organisée et le monde scolaire contribuent à un environnement favorable à la mobilisation des jeunes, aux droits de l'enfant, des filles et à l'égalité des sexes dans le cadre des objectifs de solidarité internationale et de développement.

Le projet a atteint trois des quatre objectifs à moyen terme (et un objectif à terme) dans le cadre de ce domaine de résultats. Une analyse des réalisations est présentée ci-dessous.

Tableau 13 : Réalisation des indicateurs pour la Belgique Résultat 2

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
Indicateur 7 : Nombre d'écoles ayant officiellement achevé un parcours « École des droits de l'enfant » (primaire) ou « Écoles pour les droits » (secondaire) avec Plan International dans le cadre du partenariat	18	2	5	22
Indicateur 8 : Nombre de membres de l'ACNG ou d'organisations de jeunesse qui participent à des séminaires ou formations organisés par Plan à partir de 2022	0	120	140	200
Indicateur 9 : Nombre de dirigeants politiques qui prennent explicitement position en faveur de la consultation des jeunes sur les questions de relations extérieures de la Belgique	0	12	25	25
Indicateur 10 : Nombre de dirigeants politiques ou ANCG qui participent aux conférences annuelles de Plan International Belgique et UNICEF Belgique et sont renforcés dans leurs capacités à assumer leurs responsabilités envers les enfants	0	90	85	150

Le projet a été particulièrement efficace dans le cadre du résultat 2. Comme mentionné précédemment, il s'agit d'un domaine dans lequel PIB se sent particulièrement à l'aise.⁷² En outre, comme l'a signalé un membre du personnel, PIB a construit et bénéficie d'un « point de différenciation unique »⁷³ et les organisations partenaires et les acteurs politiques tiennent PIB en haute estime pour son expertise en matière de participation des jeunes et de droits de l'enfant dans la coopération internationale.⁷⁴ PIB pourrait bénéficier d'un environnement décisionnel favorable, avec des ministres du parti socialiste Vooruit pour toute la première moitié du projet,⁷⁵ et l'agence belge de coopération au développement Enabel étant sur sa propre voie pour accroître la participation des jeunes.⁷⁶ Alors que l'intérêt d'Enabel pour le renforcement de la participation des jeunes à leur prise de décision se poursuivra jusqu'en 2025, l'environnement politiquement favorable changera

⁷⁰ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

⁷¹ GDD 2, EAJ, Belgique

⁷² EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 3, Personnel du projet, Belgique

⁷³ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

⁷⁴ EIC 5, Autorité locale, Belgique ; EIC 6, Autorité locale, Belgique

⁷⁵ EIC 6, Collectivité locale, Belgique

⁷⁶ EIC 5, Collectivité locale, Belgique

probablement au cours de la seconde moitié du projet après les élections nationales de 2024. Pourtant, l'atelier Bridge a montré des indications claires que PIB a déjà planifié et pris des mesures pour atténuer ce problème. En outre, PIB a continué de réussir à mobiliser les acteurs de la société civile pour participer à ses événements. En examinant la ventilation des données pour l'indicateur 8, il convient de noter qu'un nombre nettement inférieur d'organisations de jeunesse ont participé. Enfin, il convient de noter que 93 % des dirigeants politiques qui prennent explicitement position en faveur de la consultation des jeunes sur les relations extérieures de la Belgique sont des femmes (indicateur 9).

53 ONG et 32 dirigeants politiques ont été impliqués dans le projet au cours de la première moitié de la mise en œuvre. Bien que cela signifie que l'indicateur 10 n'a pas été atteint, il n'a été manqué que de peu avec un taux de réalisation de 94 %. Cela pourrait être attribué au fait que les élections ont eu lieu au cours des six premiers mois de 2024, période pendant laquelle aucun engagement politique n'a eu lieu. En outre, en raison de la période couverte par le rapport, la Conférence annuelle de 2024 n'a pas été prise en compte dans ces résultats car elle s'est déroulée après la période couverte par le rapport.

Résultat 3 : Les jeunes portent collectivement des recommandations de changement politique et social pour les droits des enfants, des filles et l'égalité des sexes dans le cadre de la solidarité internationale et des objectifs de développement durable.

Le projet a atteint tous les objectifs à moyen terme (et un objectif à terme) dans ce domaine de résultats. Une analyse des réalisations est présentée ci-dessous.

Tableau 14 : Réa	lisation des indicateurs	s pour la Belgique Résultat 3
------------------	--------------------------	-------------------------------

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
Indicateur 11 : Nombre d'outils de plaidoyer ou de mobilisation co-construits avec des jeunes militants de Belgique et/ou des pays partenaires à partir de 2022	0	2	3	3
Indicateur 12 : Nombre de rencontres entre les jeunes et les dirigeants politiques et administrations concernés à partir de 2022	0	10	14	15
Indicateur 13 : Nombre de campagnes co-construites avec des jeunes activistes de Belgique et/ou de pays partenaires à partir de 2022	0	3	3	5

Le projet a dépassé ses objectifs à moyen terme et a presque atteint ses objectifs pour 2026 pour l'indicateur 11. Comme l'ont noté les employés du PIB qui ont participé, il s'agit de l'un des principaux domaines d'expertise du PIB.

Bien qu'il soit clair comment chaque activité contribue à chacun de ses domaines de résultats, il n'est pas clair comment elles renforcent mutuellement leur impact pour atteindre le résultat global. Le projet bénéficierait de la création de liens entre ses activités, en capitalisant sur la sensibilisation et la formation dans les écoles pour mobiliser les jeunes pour le plaidoyer et/ou le travail de campagne par exemple. Les résultats de la session sur le cadre logique de l'atelier Bridge ont été inclus dans les recommandations.

5.2.2. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Qu'est-ce qui motive EAJ à participer aux activités du projet ?

La motivation à participer aux activités du PIB varie dans une certaine mesure en fonction de l'âge et du type d'engagement.

Les participants au club CDC ont noté qu'au sein du groupe, chacune avait des types de motivation et d'attentes différents pour le projet. L'une des participantes a indiqué avoir spécifiquement choisi de travailler sur le genre lors de sa candidature au Semestre de Projet Européen (EPS), notant que « en tant que fille, i'ai le sentiment que c'est un sujet très important pour moi et sur lequel j'aimerais en savoir plus et avec lequel j'aime travailler »77, alors que la seconde ne l'a pas fait. L'échange avec des pairs d'horizons divers a également été un puissant facteur de motivation. 78 Les participantes à l'activité Mémorandum de Belgique ont fait état des facteurs de motivation suivants : un intérêt préexistant pour le sujet, le caractère international des activités PI, la possibilité de renforcer leurs connaissances sur le thème de la solidarité internationale et le fonctionnement des OING comme facteurs d'attraction. Il semble y avoir un consensus sur le fait que le principal facteur de motivation clé du projet était le voyage international, les jeunes déclarant clairement que les activités en Belgique étaient beaucoup moins motivantes.79 Un membre du CCJ, actif dans le groupe de travail de sensibilisation, a fait état d'une motivation quadruple : être en contact étroit avec d'autres jeunes, apprendre quelque chose qu'il ne connaissait pas beaucoup (c'est-à-dire les droits des femmes et des filles en Belgique et dans les pays du Sud), mobiliser les autres et s'engager dans des activités stimulantes. Ils ont découvert PI, son travail et les questions de genre et de solidarité internationale grâce à un autre jeune déjà impliqué dans les activités du PIB.80 II convient de noter que les membres du CDC et du CCJ qui ont été interrogés partagent des parcours similaires (étudiants de niveau universitaire, principalement en études sociales (droit, sciences politiques, psychologie, communication), et pour certains, étaient auparavant engagés dans des activités de PI et/ou de plaidoyer pour la jeunesse à travers les activités du CCJ, du Jeugdraad ou du Forum des Jeunes).

Les facteurs de motivation des participants européens ayant participé à des activités en Belgique sont relativement similaires : intérêt préalable pour la solidarité internationale et/ou les questions de genre, formation en sciences sociales, intérêt pour l'exposition internationale, activités amusantes et dynamiques (voyages, campagne TikTok, etc. par opposition à la rédaction de mémorandums ou de questionnaires), et enfin et surtout gain personnel (apprentissage, expérience professionnelle, compétences, interaction avec des jeunes partageant les mêmes idées). Les participants du Bénin, qui étaient tous actifs dans des groupes de jeunes militants avant de postuler pour participer au projet Mémorandum, la participation politique à ce projet a été un facteur de motivation très fort pour tous, mais particulièrement pour les participants masculins, notamment pour renforcer leurs compétences en leadership, rencontrer et s'exercer à la défense de leurs droits auprès des décideurs, et apprendre d'une organisation experte en matière de participation des jeunes et de l'expérience européenne à dupliquer au Bénin en vue des élections de 2026. Un participant a été motivé par l'opportunité de partager les réalités de son pays avec la jeunesse belge.81 Cela confirme une observation du personnel du projet PIB, selon laquelle PIB a une « argument de vente » grâce à son expertise en matière de plaidoyer et de campagnes menées par les jeunes. La capacité du PIB à enseigner aux jeunes comment construire une campagne et à leur offrir une expérience pratique est un facteur d'attraction pour mobiliser les jeunes.82 Cela a été corroboré par les jeunes eux-mêmes.83 Une étude menée par le PIB à la fin du projet précédent a cependant souligné que les jeunes perdent confiance dans les grandes ONG internationales et qu'ils recherchent un engagement concret qui donne des résultats et montre l'impact tangible immédiat de leur volontariat.84 Ce constat a été confirmé par les EIC, qui ont mentionné que les jeunes bénévoles sont surtout motivés par des impacts immédiats et tangibles tels que les dons de vêtements ou le travail dans une soupe populaire. L'évaluation n'a trouvé aucune preuve pour étayer cette affirmation. Toutefois, l'équipe de PI pourrait

-

⁷⁷ GDD 3, EAJ, Belgique

⁷⁸ GDD 3, EAJ, Belgique

⁷⁹ GDD 2, EAJ, Belgique

⁸⁰ EIC 7, EAJ, Belgique

⁸¹ Groupe de discussion 1, EAJ, Bénin

⁸² EIC 1, Personnel du projet, Belgique

⁸³ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique

⁸⁴ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

envisager d'intégrer TikTok dans ses campagnes de mobilisation des jeunes en tant que plateforme bénéficiant déjà d'un engagement des EAJ.

PIB a fourni des efforts pour impliquer **les jeunes marginalisés** (ayant un passé migratoire récent et difficile) dans ses activités de plaidoyer. Il a été signalé lors de la collecte de données qu'ils étaient surtout motivés par un **sentiment d'appartenance**, la possibilité d'exprimer leurs réalités vécues, souvent méconnues et banalisées, **de faire entendre leur voix** et de montrer qu'ils existent, ainsi que par le **désir d'être actifs de manière significative**. Les activités qu'ils ont trouvées les plus engageantes étaient les réunions avec les décideurs et le week-end d'atelier avec des jeunes de Belgique.⁸⁵

Lors de la collecte de données qualitatives, il a été noté que fournir aux jeunes des explications claires sur le **but de l'activité**, ainsi que **des retours sur l'impact de leur engagement**, est essentiel pour maintenir la motivation des jeunes. ⁸⁶ Les participants ont également noté que l'adaptation des aspects logistiques des activités aux contraintes des participants soutenait la motivation, par exemple en organisant des activités dans les universités ou les écoles qu'ils fréquentent, en adaptant les horaires aux emplois du temps des jeunes, etc. ⁸⁷

Il convient de noter qu'aucun participant individuel aux activités de la campagne n'a été invité à répondre à la collecte de données qualitatives,88 alors que les commentaires des adolescents qui ont participé à la campagne dans un cadre scolaire ont été recueillis par l'intermédiaire de leur enseignant. Ce dernier a spécifiquement noté que leur motivation provenait d'un désir de mobiliser et de sensibiliser les jeunes, de les sensibiliser et de les amener à agir.89 Bien que cela n'ait pas été directement abordé dans la collecte de données, d'autres discussions avec des participants adultes indiquent que la participation des jeunes scolarisés est principalement motivée par l'implication des équipes éducatives et par leur intérêt personnel pour les questions de genre et/ou de solidarité internationale. En d'autres termes, ils participent à des sessions obligatoires organisées par leur établissement, qui a identifié le genre comme un sujet à aborder. La collecte de données avec des participants adultes indique que les adolescents sont particulièrement intéressés par le « facteur plaisir » des activités et la nature interactive et participative des activités, la pensée créative, la co-création de campagnes et la réalisation de nouvelles choses. 90 Cela corrobore les directives de l'IP sur les clubs CoC, qui soulignent que les « accroches » favorisant l'engagement des jeunes sont particulièrement importantes pour la réussite du projet. Bien que ces résultats montrent qu'il n'existe aucune preuve de la motivation à participer aux séances à l'école étant donné leur caractère obligatoire, la nature interactive et participative des activités motive les EAJ à s'engager de manière significative dans le contenu de la séance lorsqu'ils sont là.

Les participants adultes signalent que le manque de suivi de la part du PIB a réduit leur motivation à s'engager pleinement, 91 tout comme le manque de lien avec le siège de Bruxelles 92 et la faible réactivité aux demandes de déploiement. 93 Les types de suivi et d'informations supplémentaires suivants peuvent servir à accroître la motivation : davantage d'informations sur ce que l'engagement impliquerait au début de l'engagement et un calendrier potentiel d'opportunités d'engagement auxquelles les volontaires pourraient s'inscrire à l'avance. De manière général, ils ont également noté que les

⁸⁵ EIC 4, Partenaire local, Belgique

⁸⁶ GDD 1, EAJ, Bénin ; GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique

⁸⁷ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

⁸⁸ Le Plan BNO n'avait pas collecté les adresses électroniques individuelles des participants à la campagne, empêchant ainsi la collecte de données.

⁸⁹ Groupe de discussion 6. EAJ. Belgique

⁹⁰ EIC 2, Personnel du projet, Belgique ; EIC 2, Personnel du projet, Belgique

⁹¹ GDD 6, EAJ, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique

⁹² EIC 8, Volontaire de projet, Belgique

⁹³ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique

changements dans la structure de l'équipe du PIB, et avec eux la perte de points de contact directs, ont conduit au désengagement de PIB avec les volontaires éducatifs en particulier.⁹⁴

Dans quelle mesure les EAJ sont-ils véritablement invités à participer à la conception, à la planification et à la mise en œuvre du projet ?

Bien que les jeunes n'aient pas été directement impliqués dans la conception du projet, le PIB a veillé à leur participation active à la planification et à la mise en œuvre des activités. Par exemple, les CDC (étudiants en échange universitaire) ont été directement impliqués dans la conception du parcours de l'école de genre, en élaborant un questionnaire pour évaluer la dynamique de genre dans les écoles secondaires ciblées. Ils participent également activement à la définition de la manière dont les campagnes sont menées (par exemple, définition des canaux, proposition d'activités), à l'identification et à la rédaction des priorités pour le plaidoyer mené par les jeunes auprès des décideurs, etc. 95 Les retours des participants sont également recueillis grâce à un suivi régulier tout au long de la mise en œuvre (par exemple, évaluation de chaque activité). 96

Le personnel du projet a indiqué qu'il apprenait continuellement de EAJ tout au long de la mise en œuvre du projet, 97 montrant son engagement à adapter ses méthodologies pour répondre aux commentaires, suggestions et préférences des EAJ participants. Cela a été corroboré par les participants EAJ et adultes à la collecte de données qualitatives. 98 Bien qu'un membre du personnel du PIB ait reconnu qu'il restait encore beaucoup à faire, 99 il est indéniable que l'ambition du projet porté par les jeunes est maintenue. PIB démontre ainsi son engagement à l'améliorer autant que possible, dans les limites des ressources allouées.

Comment le projet peut-il être plus efficace et inclusif pour inciter EAJ à participer à ses activités ?

Bien que PIB ait réussi à soutenir la diversité linguistique, ethnique, religieuse et la couverture géographique au sein de son CCJ et des écoles ciblées, le personnel du projet PIB reconnaît les difficultés à garantir une diversité significative (genre, vulnérabilité, contexte socio-économique, handicap) et l'inclusion dans les activités du projet.¹⁰⁰

Les données quantitatives montrent une **répartition déséquilibrée des sexes** parmi les jeunes et les adultes participant au projet, avec une forte majorité de femmes (cf. données désagrégées pour les indicateurs 5 et 9). Au moins deux participants à la collecte de données qualitatives ont souligné que la **perception du PIB et de ses thèmes de campagne comme étant « centrés sur les filles » constitue un obstacle à la motivation des jeunes hommes à participer** aux campagnes du PIB. Par exemple, le site internet du PI et les sites de médias sociaux sont tous axés sur les filles. Bien que cela correspond au mandat du PI, cela a néanmoins un impact lorsqu'on essaie de travailler avec des garçons. De plus, sur les six membres du CCJ interrogés, un seul est un jeune homme. Un participant a relayé les commentaires de jeunes hommes qu'il tente de mobiliser pour rejoindre les activités du PIB : « beaucoup de mes amis masculins, chaque fois que je leur parle de Plan, ils le voient comme une organisation pour les filles, et ils ne se sentent pas légitimes pour participer aux projets de Plan. »¹⁰¹ Il a suggéré d'identifier des thèmes de campagne qui parlent autant aux participants masculins qu'aux

 $^{^{94}}$ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique ; EIC 8, Volontaires du projet, Belgique

⁹⁵ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; GDD 1, EAJ, Bénin ; GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

⁹⁶ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique

⁹⁷ EIC 1, Personnel du projet, Belgique, EIC 2, Personnel du projet, Belgique, EIC 3, Personnel du projet, Belgique

⁹⁸ GDD 1, EAJ, Bénin ; GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

⁹⁹ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹⁰⁰ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹⁰¹ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; Atelier Bridge

participantes.¹⁰² Il a également été suggéré d'augmenter le nombre d'animateurs masculins et de travailler uniquement avec des groupes de garçons et uniquement avec des groupes de filles.¹⁰³

L'inclusion des jeunes marginalisés ou vulnérables (notamment ceux ayant vécu un traumatisme, un faible niveau d'alphabétisation ou des barrières linguistiques) requiert l'établissement de relations de confiance, tant avec PIB qu'avec les jeunes issus de milieux plus favorisés participant aux mêmes activités. Il faudrait également éviter de ne pas surcharger les jeunes marginalisés et/ou vulnérables. Cela pourrait se faire en s'associant à des associations communautaires spécialisées dans le travail avec les groupes marginalisés et/ou vulnérables et en adaptant collectivement les méthodologies à leurs besoins spécifiques. Parmi ceux-ci, la nécessité de faire un investissement temporel accru pour un renforcement supplémentaire des capacités a été notée, par rapport aux étudiants en droit ou en sciences politiques et sociales. L'utilisation d'outils différents et mieux adaptés (par exemple, le théâtre, les images et autres outils créatifs par rapport à un texte formel ou à une prise de parole en public dans des cadres de haut niveau) serait également bénéfique pour accroître la participation significative des groupes marginalisés. Doter les jeunes privilégiés ainsi que les décideurs des compétences générales nécessaires pour s'engager avec les groupes marginalisés/vulnérables serait essentiel au succès des activités par lesquelles ils co-créent des plaidoyers ou des campagnes, ainsi qu'investir le temps nécessaire pour créer une dynamique de groupe positive (qui a été signalée comme réussie dans la co-création entre les jeunes de Belgique et du Bénin.)¹⁰⁴ Enfin, une évaluation des risques de protection des EAJ vulnérables, ou une section plus détaillée de l'évaluation standard de protection existante de Plan International, serait également essentielle. 105 Cela donnerait aux partenaires plus de conseils lorsqu'ils s'engagent avec des groupes vulnérables tels que les réfugiés. Les EIC et l'atelier Bridge montrent en outre que le personnel de PI est conscient des obstacles à la participation des groupes socio-économiquement vulnérables. 106

Plus généralement, les suggestions faites pour encourager différents groupes de jeunes à participer aux activités du PIB incluent une meilleure communication avec et dans les écoles. 107 Travailler par l'intermédiaire des écoles pourrait en effet permettre l'accès à des jeunes d'horizons socio-économiques variés dans un cadre qui favorise l'apprentissage sans les surcharger. Une amélioration de la communication sur les réseaux sociaux, notamment par un renforcement de la présence de Plan sur TikTok, est une recommandation récurrente tant des jeunes que des adultes qui les accompagnent. 108 D'autres suggestions incluent la proposition d'activités adaptées aux préférences des différents groupes (par âge, intérêt, etc.) comme des activités interactives et plus pratiques pour les groupes d'âge plus jeunes ou les personnes ayant un faible niveau d'alphabétisation (dans les langues nationales) par exemple) ; la mobilisation d'ambassadeurs de projet d'horizons divers ; 109 et la recherche des jeunes là où ils se trouvent, à savoir dans les écoles, les universités, les associations sportives, etc., par exemple par le biais d'activités de sensibilisation. Il convient de noter que tous les participants bénévoles du secteur éducatif ont déclaré être disponibles et motivés pour être davantage mobilisés. 110 Une dernière recommandation est de s'associer à des organisations spécialisées dans l'emploi des jeunes. 111 Un membre du personnel du projet a

_

¹⁰² GDD 2, EAJ, Belgique

 $^{^{103}}$ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; Atelier Bridge

¹⁰⁴ GDD 2, EAJ, Belgique

¹⁰⁵ EIC 4, Partenaire local, Belgique. Il convient de noter que certains documents PI contiennent déjà des sections ou des directives relatives aux groupes spécifiquement vulnérables (cf. application au PI ERT, par exemple) et pourraient être utilisés à cette fin.

 $^{^{106}}$ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; Atelier Bridge

 $^{^{107}}$ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

¹⁰⁸ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

¹⁰⁹ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

¹¹⁰ EIC 8, Bénévole du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique

¹¹¹ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

remarqué que PIB n'est pas une organisation de jeunesse, mais une grande ONG internationale visant à mieux intégrer les jeunes dans son fonctionnement. Cependant, la mobilisation directe par PIB s'avère peu efficace : bien qu'elle produise des résultats, elle nécessite énormément de ressources, tant humaines que temporelles.¹¹²

Quel impact le programme a-t-il eu sur l'estime de soi des EAJ ?

La collecte de données qualitatives a démontré que les EAJ qui ont participé ont unanimement déclaré que leur participation aux activités du PIB avait renforcé leur estime de soi. Cela inclut une meilleure connaissance des questions de genre et de solidarité internationale¹¹³ (corroborée par des participants adultes impliqués dans le EAJ dans les écoles),¹¹⁴ conduisant à une plus grande confiance pour aborder ces questions avec les décideurs¹¹⁵ (corroborée par des participants adultes au niveau politique)¹¹⁶ et les pairs.¹¹⁷ Cela se traduit également par une plus grande confiance dans les compétences après avoir fait quelque chose de nouveau (c'est-à-dire développer un questionnaire sur un sujet inconnu, élaborer un mémorandum, co-créer un produit (mémorandum ou questionnaire) avec d'autres, s'adresser à des décideurs de haut niveau, etc.).¹¹⁸

La participation aux activités du Mémorandum a renforcé la confiance des participants **béninois**, non seulement en leurs capacités, mais aussi en leur droit de s'exprimer publiquement, de partager leurs préoccupations et suggestions avec les décideurs politiques, et de se sentir entendus. Un participant a indiqué que le projet avait renforcé ses compétences en leadership.¹¹⁹

Les membres du personnel du PI ont en effet noté une plus grande facilité pour les jeunes à exprimer leurs opinions au fur et à mesure de l'avancement du projet et des activités. Ils ont identifié le renforcement des compétences générales (par exemple, comment construire une campagne, etc.) et la création d'un espace sûr avec le droit de tester, d'échouer et de réessayer comment des éléments clés contribuant à cela. ¹²⁰ Cela a été largement corroboré par les jeunes eux-mêmes. ¹²¹ Un des participants a remarqué : « Je pense qu'ils nous ont vraiment fait confiance et qu'ils ont vu notre potentiel ; et je pense que c'est quelque chose qu'ils devraient continuer à faire : faire confiance aux étudiants parce que bien sûr, nous sommes jeunes et nous n'avons pas beaucoup d'expérience, mais nous pouvons toujours proposer des choses intéressantes et parfois penser d'une manière différente des autres. » ¹²²

Comment le projet a-t-il influencé la mobilisation et l'intérêt des EAJ ?

123 GDD 3, EAJ, Belgique

Une participante a déclaré que bien qu'elle avait une compréhension et une expérience limitées du travail de solidarité avant de participer aux activités des CDC, elle a choisi un projet à impact social pour son deuxième trimestre suite à son expérience avec PIB. Les deux participantes aux CDC ont indiqué qu'elles **envisageraient une carrière dans le secteur social** en fonction de leur expérience avec PIB.¹²³

```
112 EIC 3, Personnel du projet, Belgique
113 GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique
114 EIC 8, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique
115 GDD 2, EAJ, Belgique
116 EIC 5, Autorité locale, Belgique ; EIC 6, Autorité locale, Belgique
117 GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique
118 GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique
119 Groupe de discussion 1, EAJ, Bénin
120 EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 2, Personnel du projet, Belgique
121 GDD 1, EAJ, Bénin ; GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique
122 GDD 3, EAJ, Belgique
```

Les jeunes qui ont participé à la campagne ont également déclaré avoir gagné en confiance et en connaissances pour s'exprimer sur les questions de genre, et que signer le mur a été un moyen symboliquement fort de le faire. Le mur faisait partie d'une campagne de PI qui impliquait que les jeunes EAJ signent sur un mur physique. D'après l'échantillon limité, la participation aux campagnes ne semble toutefois pas avoir un impact significatif pour augmenter la motivation des participants à s'impliquer dans des initiatives promouvant l'égalité des sexes et les droits des EAJ. La raison invoquée est qu'ils manquaient de ressources, par exemple, de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à comprendre le contenu et les outils. Les la campagnes de capacité à s'engager et à campagnes de la campagnes de la campagne de la campagne de PI qui impliquait que les en campagnes de PI qui impliquait que les es l'en campagnes de PI qui impliquait que les est et les des les des la campagnes de PI qui impliquait que les est et les des les entres de la campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui impliquait que les est en campagnes de PI qui i

Les participants adultes actifs dans les écoles ont noté que des séances courtes d'environ 2 heures ne sont pas les plus adéquates pour créer un espace sûr pour aborder des questions sensibles liées aux normes de genre et à la violence basée sur le genre. En effet, il faut du temps pour démarrer une activité et créer une atmosphère de confiance. Une fois celle-ci établie, il ne reste pas beaucoup de temps pour les activités principales. De plus, les dynamiques de pouvoir liées au genre et les masculinités toxiques ont montré qu'elles avaient un impact négatif sur la participation significative des jeunes aux séances d'apprentissage et sur leurs parcours d'apprentissage. Les suggestions pour relever ces défis incluent l'utilisation de thèmes plus larges autour du bien-être comme points d'entrée, l'organisation de séances plus longues au lieu de multiplier les séances plus courtes (qui sont intensives en gestion de la dynamique de groupe, etc.)126 Il existe en outre un consensus parmi les bénévoles éducatifs interrogés sur le fait que les séances de 1,5 à 2 heures sont trop courtes pour avoir un impact durable sur les attitudes des jeunes à l'égard du genre. Cela nécessiterait davantage d'activités de suivi. 127 Les bénévoles éducatifs ont estimé que la formation théorique et les ressources qu'ils ont reçues étaient adéquates, 128 mais qu'ils avaient besoin d'une formation plus pratique. Compte tenu de la sensibilité du sujet, il a également été suggéré d'inclure une formation aux premiers secours psychologiques dans le programme des volontaires éducatifs afin d'accroître leurs compétences pour répondre aux signalements de violence sexiste ou d'autres types de violence et de harcèlement qui pourraient survenir dans les écoles qu'ils visitent. 129

Comment et dans quelle mesure les approches ou méthodologies d'autonomisation des jeunes ontelles contribué à la capacité de plaidoyer, à l'autonomie et à la durabilité des organisations dirigées par des jeunes en Belgique et ailleurs ?

Les jeunes participant au Mémorandum au Bénin ont indiqué avoir bénéficié d'une formation sur les techniques de communication et de facilitation. Les approches participatives et interactives utilisées par le PIB ont été particulièrement appréciées par les participants du Bénin. Ils ont estimé qu'ils avaient un rôle important à jouer dans le projet et que cela contribuait à renforcer leur confiance et leurs compétences (en leadership) pour défendre activement les priorités et les droits des jeunes dans leurs groupes de jeunes militants et communautés respectifs. En outre, l'environnement propice créé par le PIB pour que les jeunes puissent présenter leurs recommandations aux décideurs politiques de haut niveau a renforcé leur conviction que cela pourrait ou devrait être reproduit au Bénin. 130 Les jeunes béninois et belges ont exprimé leur sentiment d'avoir acquis les compétences nécessaires pour défendre leurs droits et présenter leurs priorités aux décideurs, un sentiment corroboré par les autorités locales, qui les ont jugés francs et capables d'articuler leurs idées de manière claire et structurée. 131 Alors que les jeunes béninois ont clairement exprimé que les compétences qu'ils ont acquises

¹²⁴ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

¹²⁵ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

¹²⁶ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique ; Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

¹²⁷ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique ; EIC 8, Volontaires du projet, Belgique

¹²⁸ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique ; EIC 8, Volontaires du projet, Belgique

¹²⁹ Groupe de discussion 4, Volontaires du projet, Belgique

¹³⁰ Groupe de discussion 1, EAJ, Bénin

¹³¹ EIC 6, Autorité locale, Belgique ; EIC 5, Autorité locale, Belgique

bénéficieront à leur participation active dans les organisations féministes et de jeunesse locales (cf. cidessus), cela n'a pas été évoqué lors des discussions avec les jeunes belges.

Les jeunes béninois ont réaffirmé à plusieurs reprises que leur expérience du Mémorandum belge a renforcé leur fort désir de voir la méthodologie du Mémorandum être reproduite au Bénin en préparation des élections générales (présidentielles, législatives et communales) prévues pour 2026. 132

Les autorités locales indiquent que les méthodes de plaidoyer et de campagne interactives, dynamiques et concrètes sont les plus efficaces pour mobiliser même les décideurs de haut niveau. Parmi les exemples mentionnés figurent la réunion avec les jeunes du CCJ et du Bénin, les conférences animées par des jeunes et les activités autour de la journée internationale de la fille auxquelles le ministre a été invité, etc. Les réunions directes avec les jeunes sont considérées comme ayant plus d'impact que les rapports et les notes d'orientation. Pour que les recommandations soient prises en compte par les décideurs, les outils de plaidoyer écrits doivent être courts et contenir des messages clairs qui peuvent être utilisés comme points de discussion, par exemple. 133

Les mécanismes de rétroaction sont-ils accessibles aux EAJ et ont-ils été utilisés ? Que fait-on des retours ?

Les participants ont presque unanimement déclaré que le personnel du projet PIB avait recours à des commentaires oraux informels. Ils ont également déclaré avoir le sentiment que ce canal de rétroaction est accessible, qu'ils sont entendus et que leurs commentaires sont utilisés et pris en compte par le personnel du PIB pour examiner les activités - à la fois dans les cas où ils ont été directement consultés (par exemple, les campagnes menées par des jeunes pour lesquelles PIB a écouté les suggestions des jeunes en termes de contenu et de support) ou lorsque des commentaires ont été formulés en rapport avec des défis à relever (par exemple, une dynamique de groupe difficile dans le contexte scolaire qui a eu un impact sur la trajectoire d'apprentissage, qui a ensuite été adaptée à la situation). Les participants à la collecte de données qualitatives ont unanimement signalé une réelle flexibilité et adaptabilité du PIB pour répondre à leurs commentaires. Cela montre que l'organisation fait de réels efforts pour écouter les participants et intégrer leurs commentaires dans la conception, la planification et la mise en œuvre des activités; 134 et corrobore les pratiques exprimées par le personnel du projet. 135 Cependant, avec les changements dans les structures des équipes, les participants ne savaient pas toujours avec qui ils pouvaient s'adresser.¹³⁶ Le personnel du projet a indiqué qu'un moment de débriefing ou d'évaluation est prévu après chaque session ou activité. 137

Si la collecte de données qualitatives exprime la satisfaction à l'égard de ce mécanisme de rétroaction directe, il convient néanmoins de noter que d'autres canaux de rétroaction n'ont pratiquement pas été mentionnés. Les données collectées ne permettent pas d'évaluer dans quelle mesure cela répond aux préférences des participants en termes de canaux pour fournir un retour d'information, ou si aucun autre n'est disponible, ou si les participants au projet ne sont pas au courant de l'existence d'autres mécanismes de rapport et de rétroaction. Il convient également de noter qu'il existe un consensus parmi les participants des EAJ sur le fait que PIB réussit à créer un espace sûr pour que les EAJ puissent

¹³² Groupe de discussion 1, EAJ, Bénin

¹³³ EIC 6, Autorité locale, Belgique ; EIC 5, Autorité locale, Belgique

¹³⁴ GDD 1, EAJ, Bénin ; GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; GDD 4, Volontaires du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique ; EIC 8, Volontaire du projet, Belgique

¹³⁵ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹³⁶ EIC 4, Partenaire local, Belgique

¹³⁷ EIC 1, Personnel du projet, Belgique ; EIC 2, Personnel du projet, Belgique ; EIC 3, Personnel du projet, Belgique

participer aux activités du projet. Ils ont noté que le personnel du PIB les a mis à l'aise et respectés, a souligné le droit des participants à partager leur avis et à se sentir écoutés à tout moment. 138

5.2.3. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section analyse l'ambition transformatrice du projet en matière de genre. PIB a évalué le potentiel et la contribution effective du projet aux six domaines du PI MEG lors de la conception et de la mise en œuvre. Les progrès réalisés vers l'ambition transformatrice du projet en matière de genre ont été évalués plus en détail lors de la collecte de données qualitatives, ce qui a permis aux évaluateurs de mesurer les avancées dans les domaines de développement identifiés et de repérer les principaux obstacles restants. L'atelier de réflexion a permis d'analyser en détail les résultats préliminaires et de proposer des plans d'action concrets pour relever ces défis. Les enseignements tirés du plan d'action élaboré lors de l'atelier de réflexion, ainsi que de la collecte de données qualitatives, sont partagés dans les recommandations du chapitre 5 de ce rapport.

Il convient de noter que la plupart du personnel participant à l'atelier Bridge, n'était pas familier avec la matrice MEG, ce qui soulève des questions quant à l'appropriation par l'ensemble de l'équipe de la dimension transformatrice de genre du projet.

Normes de genre

La matrice MEG a évalué le projet comme ayant un fort potentiel pour aborder les normes de genre. Plus précisément, « le projet se concentre sur la sensibilisation générale, les dialogues dans les écoles et l'engagement avec les médias et les décideurs politiques. »139 La collecte de données qualitatives a révélé que « les stéréotypes de genre ont encore un bel avenir devant eux » en Belgique. 140 Les bénévoles éducatifs et les enseignants interrogés ont confirmé cela, notant que la sensibilisation à l'école et par le biais de campagnes plus larges sont toujours extrêmement pertinentes, 141 que les discussions dans les écoles sur les guestions de genre sont toujours difficiles, ¹⁴² allant même jusqu'à déclarer qu'il y a un déclin de la tolérance et de l'ouverture d'esprit en général, y compris sur les questions de genre, et qu'il existe un fort besoin de créer des espaces sûrs pour aborder les sujets liés au genre avec les jeunes. 143 La collecte de données a montré que les EAJ qui ont participé aux activités du club de CDC et du CCJ (Mémorandum) ont acquis une connaissance et une compréhension substantielles des inégalités de genre en Belgique et dans les pays tiers. Les participants ont également déclaré que cette sensibilisation accrue leur avait également donné la confiance nécessaire pour s'exprimer avec leurs pairs sur les comportements et les disparités de genre toxiques.144 Les jeunes qui n'avaient pas bénéficié de formation mais avaient participé à des campagnes sur les questions de genre ont déclaré qu'ils comprenaient mieux l'importance de l'égalité des sexes et avaient acquis une meilleure connaissance des droits des filles dans le reste du monde. 145 Dans au moins une école ciblée, les masculinités toxiques entravaient les discussions et l'apprentissage. 146 Voir la section sur le travail avec les garçons et les hommes pour une analyse plus approfondie.

¹³⁸ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

¹³⁹ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹⁴⁰ EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹⁴¹ EIC 8, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique

¹⁴² EIC 8, Bénévole du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique ; EIC 1, Personnel du projet, Belgique

¹⁴³ Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

¹⁴⁴ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

¹⁴⁵ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

¹⁴⁶ Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

Agence

PIB a estimé que le projet avait un fort potentiel pour renforcer l'autonomie des filles et/ou des jeunes femmes. La collecte de données suggère que le projet atteint son objectif à cet égard, du moins auprès des jeunes issus de milieux plus favorisés. Les participants au club des CDC et au CCJ (mémorandum) mentionnés ci-dessus comme ayant acquis une connaissance et une perception substantielles des inégalités entre les sexes en Belgique et dans les pays tiers, ainsi que la confiance nécessaire pour s'exprimer avec leurs pairs sur les comportements et les disparités sexistes toxiques sont tous des étudiants universitaires.¹⁴⁷

Le projet n'a pas entièrement atteint son objectif d'action auprès des groupes marginalisés. Bien qu'il soit positif qu'ils aient eu l'occasion de rencontrer des décideurs de haut niveau, la collecte de données révèle qu'ils n'étaient pas (ou pas suffisamment) préparés car ils ont intégré le projet tardivement, ont bénéficié de moins de soutien – alors qu'ils en avaient en fait besoin de plus, et d'un soutien plus personnalisé. Il est nécessaire de développer des activités sur mesure pour mobiliser les groupes marginalisés et renforcer leur capacité d'action. ¹⁴⁸ (Voir la section précédente pour une analyse complète à ce sujet.)

Travailler avec des garcons et des hommes

Le projet a un fort potentiel pour mobiliser des garçons et des jeunes hommes pour agir en faveur de l'égalité des sexes, des masculinités positives et de l'inclusion. Les données analysées ont cependant montré que des défis persistent pour atteindre cette ambition. Bien que le projet semble réussir à sensibiliser et à faire connaître l'égalité des sexes et l'inclusion aux jeunes hommes avec lesquels il travaille fréquemment, leur nombre est extrêmement limité (un membre masculin du CCJ, un dirigeant politique masculin) et le programme peine à mobiliser les participants masculins (cf. données quantitatives dans la section 4.2.1). La raison en est que les quatre ministres concernés par l'engagement étaient tous des femmes au moment de la mise en œuvre du projet et que l'une des campagnes ciblait spécifiquement les femmes dirigeantes. La collecte de données qualitatives suggère que le projet ne parvient pas à avoir un impact durable similaire sur les garçons en âge d'aller à l'école secondaire, principalement en raison de la nature ad hoc des activités dans les écoles (volontaires éducatifs) et/ou des défis liés à la dynamique du pouvoir entre les sexes et aux mentalités conservatrices au sein des groupes d'étudiants (écoles de genre). Plus précisément, le modèle d'école de genre avec des cours obligatoires est problématique car des jeunes hommes sont inclus dans l'activité alors qu'ils ne veulent pas y être. Cela peut provoguer des perturbations et détourner l'attention du contenu essentiel, le rendant moins efficace pour ceux qui s'intéressent au sujet ou qui sont ouverts à entendre et à apprendre de nouvelles perspectives. La mobilisation et l'engagement de ce dernier groupe seraient plus efficaces comme point de départ pour un changement de comportement sur ce sujet. Une fois cette première étape franchie, une deuxième étape d'éducation par les pairs avec ceux qui ont des mentalités extrêmement conservatrices peut être une approche plus efficace.

Les données recueillies ne permettent pas de tirer des conclusions sur l'impact des campagnes publiques de grande envergure sur le public masculin. En outre, il convient de noter que les participants n'ont généralement pas mentionné le travail du PIB sur les masculinités. Les suggestions pour relever ces défis incluent l'organisation de sessions réservées aux hommes et l'engagement de davantage de bénévoles masculins.¹⁴⁹

Condition et position

¹⁴⁷ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 3, EAJ, Belgique ; EIC 7, EAJ, Belgique

¹⁴⁸ EIC 4, Partenaire local, Belgique

¹⁴⁹ GDD 2, EAJ, Belgique ; GDD 6, EAJ, Belgique ; Atelier Bridge

PIB a évalué le potentiel du projet « Lead for Rights » à améliorer l'égalité des conditions de vie des enfants et des jeunes filles dans les familles et les communautés ainsi que la position des filles et/ou des jeunes femmes comme étant élevé. Plus précisément, l'objectif du projet est d'aborder les barrières liées au genre en défendant les droits des enfants et des filles, et l'égalité des sexes dans la solidarité internationale et les ODD. Le projet ne réponde pas directement aux besoins quotidiens des enfants et des jeunes filles dans les familles et les communautés. Cependant, le plaidoyer auprès des décideurs contribue activement à garantir que les politiques et les programmes internationaux prennent en compte la satisfaction de ces besoins dans les pays tiers. En outre, le projet contribue activement à renforcer les compétences de leadership des jeunes femmes en Belgique et dans les pays tiers. De plus, le projet à créer des espaces pour que leurs voix soient entendues par le biais de campagnes et de plaidoyers ciblés menés par les jeunes.

Diversité

La diversité représente un défi pour le projet, bien qu'elle eût été identifié en tant que moyen dans ce domaine. Les activités incluent des jeunes de différentes origines linguistiques, ethniques et religieuses. Le projet a inclus de manière proactive un groupe de jeunes vulnérables/exclus (à savoir des jeunes issus de milieux migratoires récents, souvent traumatisants) dans ses activités, mais avec des résultats mitigés (voir la section 4.2.2). L'équipe du projet a également noté que peu d'efforts ont été faits pour inclure les personnes handicapées ; ainsi que le discours sur le genre est binaire, et donc non inclusif des personnes non conformes au genre. Par exemple, PI est fortement associée aux filles et moins aux garçons ou aux personnes non binaires, et tous les rapports de suivi des données et de désagrégation par genre sont binaires. Des suggestions ont été faites dans les recommandations et la section 4.2.2 de ce rapport sur la manière d'accroître la diversité. L'atelier Bridge a également mis en évidence les défis spécifiques liés à la mobilisation des jeunes vulnérables pour la nouvelle approche de solidarité internationale du PIB, par opposition au travail local du PIB dans lequel les jeunes socio-économiquement marginalisés voient un impact direct plus fort sur leur vie quotidienne et leurs défis.

Environnement favorable

Comme l'a déclaré le MEG, le projet travaille avec les écoles pour former les enseignants sur l'égalité des sexes et l'inclusion. Il travaille également avec les décideurs politiques pour les sensibiliser afin de permettre l'égalité des sexes et l'inclusion dans la solidarité internationale. Le projet a un objectif spécifique visant à créer un environnement propice à la mobilisation des jeunes, aux droits des enfants et des filles et à l'égalité des sexes dans la solidarité internationale. Il a atteint ou **dépassé les attentes** dans ce domaine grâce aux écoles pour les droits, aux séminaires et aux conférences auxquels ont participé des ONG, des organisations de jeunesse et des décideurs politiques, et aux décideurs politiques prenant position en faveur de la participation des jeunes aux relations extérieures de la Belgique. Il a cependant **eu du mal à promouvoir une participation structurelle des jeunes** à la prise de décision autour de la solidarité internationale.

Formation et renforcement des capacités liées au genre et à l'inclusion

Dans l'ensemble, les jeunes qui ont bénéficié d'un renforcement direct des capacités du PIB déclarent avoir **amélioré leurs connaissances sur la discrimination et l'égalité des sexes, ainsi que leurs attitudes** (cf. section 4.2.2). Les participants au Mémorandum signalent une sensibilisation accrue aux définitions de genre non binaire, une plus grande inclusion et une confiance générale pour s'exprimer sur ces questions. ¹⁵⁰ Un EAJ qui a participé a évalué son niveau de connaissance de l'égalité des sexes en Belgique et dans le monde avant et après avoir rejoint le CCJ comme étant passé de 1-2/10 à 6-7/10. ¹⁵¹ En général, le EAJ a apprécié l'équilibre entre les méthodologies d'apprentissage théoriques et

¹⁵⁰ GDD 2, EAJ, Belgique

¹⁵¹ EIC 7, EAJ, Belgique

pratiques, l'apprentissage entre pairs et le fait que les sujets étaient abordés de manière claire, en fournissant juste assez de détails sans être trop complexes.¹⁵²

Bien qu'ils estiment que ces sujets aient été abordés lors d'autres sessions de formation et de travail, les participants dans l'activité du protocole d'accord (MOU) du **Bénin ont indiqué ne pas avoir reçu de formation sur les questions liées au genre et à l'inclusion**. Dans l'ensemble, les domaines dans lesquels ils déclarent avoir acquis des connaissances et des compétences concernent le leadership et la participation des jeunes aux processus de prise de décision. ¹⁵³

Les données recueillies auprès des écoles de genre ciblées indiquent que la formation reçue par les enseignants était très bien documentée et très bien conçue. Ils ont apprécié l'aspect interactif. Ils ont cependant déclaré que la formation était intensive. Ils ont beaucoup appris et ils se sont sentis confiants pour dispenser la formation aux étudiants, en particulier pour organiser une session dédiée au genre avec les étudiants. Les éléments qu'ils ont trouvés utiles comprennent des films, des exercices, des études de cas et une gestion de classe sensible au genre. Certains objectifs concernant les outils et les méthodologies pour intégrer les discussions sur le genre dans les cours ordinaires ne sont pas été atteints. C'était particulièrement le cas pour les collègues qui enseignent les sciences par rapport aux matières sociales. Ils ont aussi déclaré être plus conscients des dynamiques de genre, mais aussi du déclin de la tolérance chez les jeunes. S'ils voient la valeur ajoutée et l'impact des sessions, ils voient également la nécessité d'adapter les méthodologies pour anticiper la masculinité toxique et la réaction conservatrice. Dans ce contexte, il convient de noter qu'ils ont signalé que les masculinités positives et négatives ne faisaient pas partie du programme de l'école de genre de Pl. 154 D'autres participants adultes ont suggéré d'intégrer le genre comme un sujet au sein d'une session plus large sur le bien-être, les compétences sociales, etc., d'organiser des sessions plus longues (par opposition à une série de sessions courtes dans le cas des écoles de genre) qui laissent le temps de créer un espace sûr et d'aborder facilement le sujet sensible, et/ou d'organiser des sessions séparées pour les garçons et les filles. 155 Les enseignants de l'école du genre ont noté que, bien que l'activité ait renforcé la sensibilisation des élèves aux inégalités de genre, à la violence sexiste et aux droits sexuels et reproductifs, les rencontres directes et les échanges d'expériences avec des jeunes de pays tiers ont eu un impact plus fort sur les élèves belges que les activités formelles plus longues. 156 Les participants adultes (enseignants de l'école du genre, bénévoles éducatifs) confirment que, dans l'ensemble, les élèves qui ont bénéficié de formations ou de séances de sensibilisation ont acquis des connaissances et une compréhension des questions de genre. Ils soulignent unanimement la nécessité (croissante) de poursuivre la sensibilisation aux questions de genre parmi les jeunes en Belgique. 157

Les jeunes qui n'ont pas bénéficié d'une formation directe, mais qui ont participé à des activités ciblées à plus court terme comme **des campagnes**, déclarent mieux comprendre l'importance de l'égalité des sexes et d'adopter des comportements plus équitables entre les sexes, ainsi qu'avoir acquis une sensibilisation aux droits des filles dans le monde.¹⁵⁸

5.2.4. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours met en évidence des progrès significatifs par rapport à la plupart des indicateurs, voire une surperformance sur une majorité d'entre eux. Certains points méritent néanmoins d'être soulignés.

¹⁵² EIC 7, EAJ, Belgique ; GDD 2, EAJ, Belgique; GDD 3, EAJ, Belgique

¹⁵³ Groupe de discussion 1, EAJ, Bénin

¹⁵⁴ Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

¹⁵⁵ EIC 8, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique

¹⁵⁶ Groupe de discussion 5, Enseignants, Belgique

¹⁵⁷ EIC 8, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 4, Bénévoles du projet, Belgique ; GDD 5, Enseignants, Belgique

¹⁵⁸ Groupe de discussion 6, EAJ, Belgique

PIB a particulièrement bien réussi dans le domaine du plaidoyer et de l'influence des décideurs politiques. PIB a bénéficié d'un environnement politique favorable, en montrant una abilité de créer et de maintenir des liens clés et une solide réputation en tant qu'organisation experte en droits de l'enfant et de participation des enfants et des jeunes. Ses approches pour impliquer les décideurs sont fructueuses, en particulier en créant des opportunités pour les décideurs politiques de recevoir des expériences vécues et des recommandations directement de la part des enfants et des jeunes, soit en Belgique que dans les pays partenaires. Une partie de ce succès peut être attribuée à la bonne préparation des jeunes qui s'enqagent directement dans le plaidoyer. Cela comprend des méthodologies de formation qui se révèlent efficaces pour renforcer non seulement les connaissances des jeunes sur le genre et la solidarité internationale, mais aussi leur estime de soi et leurs compétences en leadership. En outre, le processus de co-création de recommandations a eu un impact solide sur les jeunes de Belgique et du pays partenaire. Bien que réussie, elle n'est peut-être pas l'approche la plus rentable pour influencer les décideurs. Les décideurs politiques indiquent en effet que leur participation à d'autres événements organisés par le PIB au cours desquels ils ont eu l'occasion de rencontrer des EAJ de Belgique et des pays partenaires ont été tout aussi impactants pour attirer leur attention sur des questions clés liées au genre dans la solidarité internationale.

L'un des principaux défis du projet en Belgique reste toutefois la capacité de PI à systématiser la participation des jeunes. Cela s'explique en partie par le fait que la priorité a été donnée à l'influence des priorités politiques en vue des élections nationales de 2024. PIB bénéficie d'une position d'influence clé auprès d'Enabel, l'agence de développement du gouvernement fédéral belge, qui met en œuvre la politique de développement international de la Belgique. Enabel suit sa propre voie stratégique pour renforcer l'engagement et la participation des jeunes à leur prise de décision. PIB a donc une opportunité clé d'influencer la participation structurelle des jeunes à partir de 2025.

Le deuxième défi majeur du projet est la capacité du PIB à mobiliser les jeunes, en particulier les jeunes hommes et les jeunes EAJ marginalisés/vulnérables. Avec le résultat « Lead for Rights », le projet visait à initier deux changements importants dans la manière dont le PIB opère : i) accroître la voix des jeunes dans le travail de plaidoyer et de campagne du PIB, ii) l'introduction d'un « nouveau récit », dans lequel le PIB tente de mobiliser les jeunes belges pour défendre les problèmes mondiaux et la solidarité internationale. Ce dernier point s'est avéré plus difficile que prévu. Cela est dû en partie à un recentrage national des débats sociétaux dans un contexte de crises politiques et sociales, ainsi qu'à une régression des valeurs de tolérance et d'ouverture d'esprit chez les jeunes. 159 Dans ce contexte, il est particulièrement difficile de mobiliser les jeunes sur des questions liées à la solidarité internationale par opposition aux priorités locales. Cela indique cependant un fort besoin de continuer à sensibiliser les EAJ aux questions de genre et de solidarité internationale, ainsi qu'un besoin de diversifier les stratégies de mobilisation - notamment en augmentant la collaboration avec les structures activement engagées dans le travail auprès des jeunes (vulnérables).

¹⁵⁹Leçons apprises 'Lead for Rights' 2022, Plan International Belgique; Leçons apprises 'Lead for Rights' 2023, Plan International Belgique; Rapport narratif 2022, Programme DGD 2022-2026, Plan International Belgique

5.3. Analyse de la Bolivie

En Bolivie, le programme DGD est mis en œuvre sous le nom d'EMPODERA-T. EMPODERA-T a été lancé en juillet 2022 après avoir connu de graves retards en raison de la crise politique et économique du pays. Le projet est mis en œuvre dans le département de Santa Cruz - dans les municipalités d'El Torno, Cabezas et Buena Vista - et à La Paz - dans les municipalités de Santiago de Huata, Pucarani et Achacachi. Le projet implique deux partenaires de mise en œuvre : la Fundacion Trabajo Empresa dans le département de Santa Cruz et la FAUTAPO dans le département de La Paz. La mise en œuvre est complémentaire entre les deux partenaires - dont l'objectif programmatique est l'entrepreneuriat et la préparation à l'emploi - et Plan International Bolivia (PIB) qui propose une formation aux compétences de vie. La synergie entre les activités des volets « habilidades para la vida » (compétences de vie) et « espíritu emprendedor » (esprit d'entreprise) a contribué à donner aux participants les moyens d'explorer leurs ambitions et à les doter de compétences entrepreneuriales essentielles et de connaissances pratiques pour le développement des entreprises. De plus amples informations sur les objectifs et les résultats des zones peuvent être trouvées dans la section Contexte, Annexe 2 : ToC du pays et Tableau 1 de présentation du projet.

Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique 5.3.1.

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours pour décrire les progrès et les défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à miparcours. Les données de l'étude quantitative ont été utilisées dans le cadre des entretiens avec les informateurs clés et de l'atelier Bridge pour identifier les lacunes et les défis spécifiques dans la réalisation des objectifs du projet, à des fins de discussion. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Le programme a enregistré des progrès mitigés dans la réalisation de son objectif. Parmi les principales réalisations figurent une plus grande autonomisation sociale et des changements positifs dans les connaissances en matière d'égalité des sexes et de santé sexuelle et reproductive. Cependant, des défis persistent, tels que les écarts dans les données sur l'emploi et l'entrepreneuriat, ainsi que les obstacles à l'entrepreneuriat durable et la confiance limitée des participants dans les compétences de vie. Malgré ces obstacles, le programme a fait des progrès significatifs dans l'engagement des réseaux de jeunes et l'amélioration de l'accès aux services de protection locaux, ce qui indique qu'il existe une base pour des progrès continus vers les objectifs finaux.

Pendant l'atelier Bridge, des inquiétudes ont été soulevées concernant la fiabilité des données collectées pour les indicateurs SOYI1.1.2, SOYO1.3.1 et SOYO1.3.2 en raison de difficultés importantes en matière de collecte de données, notamment de nombreux blocages de routes. Le document de synthèse de l'évaluation quantitative, partagé par le coordinateur du programme, indique que les résultats n'étaient pas fiables car l'échantillon de répondants n'était pas représentatif. Il comprenait à la fois des EAJ participant au projet et d'autres participant à des activités menées par des partenaires ou par PIB.¹⁶⁰

Projet Empodera-T : Résumé des indicateurs de résultats. Évaluation moyenne quantitative.

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescents et les jeunes femmes (15-24 ans), bénéficient d'une formation professionnelle et de compétences de vie, améliorant leurs opportunités d'autonomisation économique et sociale, avec résilience, égalité des sexes et inclusion dans des environnements exempts de discrimination, d'exploitation et de violence.

À mi-parcours, le programme a enregistré des progrès mitigés vers les résultats escomptés, avec des succès notables dans certains domaines et des résultats décevants dans d'autres. L'étude quantitative a notamment rencontré plusieurs problèmes logistiques, ce qui a conduit à des erreurs de calcul des indicateurs SOYI1.1.1 et SOYI1.1.2 qui n'ont pas été entièrement fiables.

Tableau 15 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de la Bolivie

Indicateurs d'impact	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
% de jeunes (les deux sexes) occupant un emploi salarié dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total : 14,3 % Hommes : 13% Femmes : 15%	MAL CALCULÉ Total: 14,55 % Hommes: 14 Femmes: 15,10 %	Total: 20% Hommes : 17% Femmes : 22 %
% de jeunes (les deux sexes) possédant leur propre entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.2)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 46% Hommes : 40 % Femmes : 55%	MAL CALCULÉ Total: 14,25 % Hommes: 6,7 % Femmes: 21,80 %	Total: 63,3 % Hommes: 69 % Femmes: 60%
Pourcentage d'adolescents et de jeunes déclarant un degré élevé d'autonomisation sociale pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion (LDI)	Total: 10,1 % Hommes: 9,38 % Femmes: 10,73 %	Total : 51,4 % Hommes : 48 % Femmes : 55%	Total: 45,5 % Hommes : 46,60 % Femmes : 44,40 %	Total: 68,27 % Hommes: 65 % Femmes: 70%
Nombre de dirigeants et de décideurs de la société civile et de l'État qui promeuvent des normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescents et aux jeunes (LDI)	29	43	28	63
% d'adolescents et de jeunes qui estiment que les services de protection locaux leur offrent qualité et soins (LDI)	Total: 6,03 % Hommes: 5,63 % Femmes: 6,34 %	Total : 36,4 % Hommes : 30% Femmes : 40%	Total: 55,4 % Hommes : 58,9 % Femmes : 51,90	Total: 46,4 % Hommes: 40 % Femmes: 50%

Pour l'indicateur SOYI1.1.1, le taux d'emploi global aurait atteint 41,5 % (par rapport à l'objectif de 14,3 %), les hommes comme les femmes ayant atteint les taux attendus. Cependant, le résumé de l'étude quantitative présenté par les partenaires suggère que **les données ne sont peut-être pas entièrement fiables**, car les participants n'avaient pas terminé le processus de formation et, par conséquent, n'avaient pas d'emploi salarié résultant directement du projet. 161

De même, la proportion de jeunes qui ont réussi à créer leur propre entreprise opérationnelle dans les six mois suivant la formation (indicateur SOYI1.1.2) a peut-être été mal calculée. Alors que l'objectif à mi-parcours était fixé à 46 %, les résultats réels révèlent une disparité marquée, avec seulement 6,7 % des hommes et 21,8 % des femmes déclarant avoir une entreprise. Ce déficit met en évidence des obstacles critiques à l'entrepreneuriat, tels que l'accès limité au capital, au mentorat ou

87

¹⁶¹ Projet Empodera-T : Résumé des indicateurs de résultats. Évaluation moyenne quantitative.

aux opportunités de marché, qui nécessitent une attention urgente pour atteindre l'objectif final ambitieux de 63,3 %. Cependant, dans ce cas également, le résumé de l'étude quantitative conduit par les partenaires suggère que ces chiffres doivent être interprétés avec prudence. Dans certains cas, les données peuvent être trompeuses. Par exemple, à **Santiago de Huata**, la plupart des participants sont probablement des travailleurs indépendants, mais pas en conséquence directe de la formation du projet. En outre, à la date de l'évaluation, aucun **jeune entrepreneur à Santiago de Huata n'avait** été formé par le projet. 162

Le pour centage d'adolescents et de jeunes déclarant un degré élevé d'autonomisation sociale pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion a considérablement augmenté par rapport à la ligne de base, mais n'a pas atteint l'objectif à mi-chemin, bien que l'écart ne soit pas énorme. Bien qu'une amélioration par rapport aux chiffres de base soit évidente, les résultats — 46,6 % pour les hommes et 44,4 % pour les femmes — se rapprochent presque des valeurs médianes attendues (48 % et 55 %, respectivement). Dans l'étude quantitative, il est noté que 10 % (37) des 365 répondants déclarent avoir un degré élevé d'autonomisation sociale et être des promoteurs actifs de l'égalité des sexes et de l'inclusion. 18 % (67) démontrent un niveau d'autonomisation modéré, ce qui signifie qu'ils connaissent l'approche et l'appliquent occasionnellement en raison d'une compréhension partielle du sujet. La majorité des répondants, 72 % (261), ne connaissent pas cette approche et, par conséquent, ne la pratiquent ni ne la promeuvent. 163

Le nombre de décideurs impliqués dans la promotion des normes sociales qui soutiennent un environnement protecteur pour les jeunes est de 28 à la ligne médiane. Parmi eux, 15 (51,72 %) sont des autorités des gouvernements municipaux, 2 (6,89 %) sont des autorités nationales, 6 (20,68 %) sont des autorités éducatives locales et 5 (20,68 %) sont des représentants des unités de production économique locales.¹⁶⁴

La proportion de jeunes qui estiment que les services locaux de protection fournissent des soins de qualité a dépassé les attentes, atteignant 58,9 % pour les hommes et 51,9 % pour les femmes, dépassant ainsi les objectifs intermédiaires de 30 % et 40 % respectivement. Cela indique clairement que les interventions visant à améliorer l'accessibilité et la réactivité des services ont été efficaces et bien accueillies par les bénéficiaires. Malgré ces réalisations, la collecte de données qualitatives révèle qu'un défi notable persiste pour garantir que les participants comprennent pleinement et utilisent efficacement les mécanismes de protection contre la violence. Au cours des discussions de groupe, les participants ont exprimé leur mécontentement quant à la réactivité de ces services. Un participant de Buena Vista a fait remarquer : « Vous y allez, et ils ne font rien. »¹⁶⁵

Résultat 1 : Adolescents et jeunes, en particulier les femmes, dotés de compétences techniques/technologiques et organisationnelles pour gérer leurs propres entreprises économiques et/ou obtenir un emploi décent.

Le résultat 1 a montré des progrès notables à mi-parcours, même si certains domaines nécessitent encore une attention particulière pour atteindre pleinement les objectifs fixés.

88

¹⁶² Projet Empodera-T : Résumé des indicateurs de résultats. Évaluation moyenne quantitative.

¹⁶³ Réinventez-vous. (juillet 2023). Mesure des indicateurs du projet EMPODERA-T.

¹⁶⁴ Réinventez-vous. (juillet 2023). Mesure des indicateurs du projet EMPODERA-T.

¹⁶⁵ GDD 4, filles, Buena Vista, Bolivie

Tableau 16: Réalisation des indicateurs pour la Bolivie Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
% de jeunes (sans distinction de genre) qui démontrent des compétences entrepreneuriales à la fin de la formation (SOYO1.1.2)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 42,6 % Hommes: 42,8 % Femmes: 42,5 %	Total : 26,55 % Hommes : 28,10 % Femmes : 28%	Total:77.6 Hommes : 77,87 % Femmes : 77,38 %
% de jeunes ayant cherché un emploi indépendant 6 mois après la formation (SOYO1.3.1)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 18% Hommes : 20 % Femmes : 15%	Total: 21% Hommes : 20,20 % Femmes : 21,8 %	Total: 26% Hommes: 20 % Femmes: 30%
% de jeunes ayant recherché un emploi salarié 6 mois après la formation (SOYO1.3.2)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total : 13,2 % Hommes : 10 % Femmes : 15%	MAL CALCULÉ Total: 21% Hommes: 20,20% Femmes: 21,8%	Total: 23,2 % Hommes: 20 % Femmes: 25 %
# de mères adolescentes/jeunes qui ont des AGR pour améliorer leur qualité de vie et celle de leurs enfants et qui prennent des décisions sur l'utilisation de leurs revenus (LDI)	0	16	16	24
% de jeunes (tous genres confondus) qui démontrent des compétences professionnelles à la fin de la formation (SOYO1.1.3)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 55% Hommes : 61 % Femmes : 51,56 %	Total: 38,5 % Hommes : 34,30 % Femmes : 41,8 %	Total: 82,76 % Hommes : 84 % Femmes : 84 %

Pour l'indicateur SOYO1.1.2, les résultats à mi-parcours indiquent que seulement 26,55 % des jeunes ont fait preuve de compétences entrepreneuriales, avec les hommes à 28,10 % et les femmes à 28 %. Bien que des progrès soient évidents, les résultats sont en deçà de l'objectif, ce qui suggère la nécessité d'intensifier les efforts pour favoriser les compétences entrepreneuriales parmi les participants, en particulier au vu de l'objectif ambitieux de 77,6 % à la fin du parcours.

En ce qui concerne le travail indépendant (SOYO1.3.1), le résultat à moyen terme dépasse cet objectif, avec 21 % de jeunes cherchant un emploi rétribué. Les hommes ont atteint 20,20 % et les femmes 21,8 %, dépassant ainsi les objectifs à moyen terme pour tous les groupes. Il s'agit d'un indicateur positif de réussite dans la promotion du travail indépendant, avec une base solide pour atteindre l'objectif à terme de 26 %, en particulier pour les femmes, qui devraient atteindre 30 %.

Au cours de la collecte de données qualitatives, plusieurs répondants ont souligné que les défis contextuels ont constitué des obstacles notables à la promotion de l'entrepreneuriat durable et des opportunités d'emploi pour les participants au projet. 34 % des participants aux études quantitatives ont considéré l'accès au capital initial comme le principal défi entravant leur engagement dans l'entrepreneuriat. Bien que le projet fournisse un capital d'amorçage, de nombreux participants aux groupes de discussion ont mentionné qu'ils dépendent toujours de leur famille pour le soutien financier pour lancer ou maintenir leur entreprise. Ce défi a également été souligné par le personnel du projet, un informateur clé a mentionné que : « Les participants sont formés et soutenus avec des ressources pour renforcer leurs initiatives entrepreneuriales en atteignant les objectifs en termes de formation technique, mais il reste encore des progrès à faire en matière d'entrepreneuriat, mais des efforts sont

-

¹⁶⁶ Réinventez-vous. (juillet 2023). Mesure des indicateurs du projet EMPODERA-T.

faits pour atteindre les objectifs avant la fin du projet. »¹⁶⁷ Néanmoins, le coordinateur du projet a noté que le PIB prendra en compte la possibilité d'augmenter le montant du capital d'amorçage attribué. ¹⁶⁸

Pour l'emploi salarié (SOYO1.3.2), le résultat à mi-parcours a dépassé cet objectif, avec 21 % de jeunes à la recherche d'un emploi salarié. Les hommes ont atteint 20,20 % et les femmes 21,8 %, ce qui indique que le projet favorise efficacement les opportunités d'emploi salarié. Ce résultat positif suggère que le projet est en bonne voie pour atteindre l'objectif à terme. Cependant, en ce qui concerne les indicateurs SOYI1.1.1 et SOYI1.1.2, les partenaires soulignent que les données ne sont pas représentatives du projet, car au moment de la collecte des données, les processus de formation à l'employabilité venaient juste de commencer et les participants ont probablement mal compris l'outil en le remplissant. 169 Dans le résumé, il est également noté que, malgré la disponibilité des opportunités d'emploi dans le secteur privé identifiées par le projet, il a été observé que les adolescents et les jeunes montrent peu d'intérêt pour l'emploi salarié. Cela peut être dû à leurs attentes de gagner des revenus plus élevés à l'étranger ou en créant leur propre entreprise. 170

L'atelier de réflexion a permis de faire émerger des réflexions sur les obstacles contextuels à l'emploi des jeunes et sur la manière dont ceux-ci ont eu un impact sur les objectifs initiaux du projet. Un participant à l'atelier a noté qu'il est extrêmement difficile pour les jeunes d'obtenir des prêts, en raison de leur manque de garanties. 171 Un autre participant a également noté que les bas salaires offerts par l'emploi formel motivent davantage les participants à se lancer dans l'entrepreneuriat plutôt que de chercher un emploi : « Nos adolescents créent leur propre entreprise parce que les salaires sont très bas. » 172 Des observations similaires ont été mises en évidence dans les groupes de discussion, où les participants ont fait remarquer que les femmes sont particulièrement touchées par ce problème. Par exemple, une fille de Cabeza a déclaré : « Je veux étudier l'administration des affaires, mais il est difficile de trouver un emploi et si vous en trouvez un, vous êtes secrétaire et si vous êtes secrétaire, vous êtes toujours moins bien payée qu'un homme. » 173 Ces discussions ont permis de comprendre de manière nuancée les obstacles auxquels sont confrontés les jeunes, en particulier les jeunes femmes, révélant comment les contraintes financières et sociales façonnent leurs opportunités d'emploi et d'éducation.

Le projet a atteint l'objectif d'impliquer 16 mères dans des initiatives visant à améliorer leur qualité de vie et celle de leurs enfants. C'est un résultat prometteur, et le projet est en bonne voie pour atteindre l'objectif final de 24 mères. L'évaluation qualitative a révélé que les écoles ont été des plateformes cruciales pour le projet, en impliquant les participantes dans ces activités et en diffusant l'apprentissage sur la violence sexiste et l'égalité des sexes. En particulier, le travail au sein de l'école a été axé sur la sensibilisation à la façon de prévenir les grossesses précoces. Par exemple, une fille de Cabeza a déclaré : « Au lycée, j'avais une camarade de classe qui est devenue mère, mais maintenant, grâce aux activités de Plan, il y a moins de monde parce que nous assistons à des ateliers d'éducation sexuelle. » 174 L'une des autorités interrogées a mentionné que ces thèmes n'étaient pas accueillis favorablement au départ : « Lorsque le sujet a été introduit pour la première fois, les gens ont ri parce qu'il abordait des choses comme les réponses émotionnelles, les couleurs des vêtements et les possibilités de participation des hommes et des femmes, mais maintenant, la plupart des lycéens en voient l'intérêt et veulent en savoir plus. » 175 L'un des objectifs principaux du programme a été d'inclure les jeunes mères, avec 24 femmes ayant des enfants enregistrées

¹⁶⁷ EIC 1, Personnel du projet, Bolivie

¹⁶⁸ Commentaire sur le rapport

¹⁶⁹ Projet Empodera-T : Résumé des indicateurs de résultats. Évaluation moyenne quantitative.

¹⁷⁰ Projet Empodera-T : Résumé des indicateurs de résultats. Évaluation moyenne quantitative.

¹⁷¹ Atelier Bridge, Bolivie

¹⁷² Atelier Bridge, Bolivie

¹⁷³ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

¹⁷⁴ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

¹⁷⁵ EIC 5, Autorité, Bolivie

comme participantes. Cependant, l'évaluation qualitative souligne la nécessité d'étendre la sensibilisation au-delà des écoles pour mieux impliquer les jeunes femmes qui ne sont pas scolarisées ou qui ont abandonné leurs études. Un partenaire de mise en œuvre a souligné ce point, déclarant : « Nos efforts se sont concentrés sur les écoles, mais nous devons travailler en dehors d'elles. C'est là que nous trouvons les jeunes femmes qui ont abandonné leurs études ou qui ne participent à aucune activité. Si nous les autonomisons et leur montrons les avantages, le projet aura un impact plus important. » 176 Toutefois, lors de l'atelier de validation, il a été noté que des efforts sont déployés pour impliquer les populations non scolarisées. 177

Enfin, en ce qui concerne les compétences professionnelles (SOYO1.1.3), le résultat à miparcours est de 38,5 % au total, avec 34,30 % pour les hommes et 41,80 % pour les femmes. Bien que des progrès soient évidents, les résultats sont légèrement en deçà de l'objectif, en particulier pour les hommes. Le projet devra intensifier ses efforts pour garantir que les compétences professionnelles atteignent l'objectif final de 82,76 % au total, avec 84 % pour les hommes et les femmes.

Résultat 2 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les femmes, dotés de compétences de vie et de capacités d'organisation développées, prennent des décisions éclairées pour prévenir les grossesses non désirées et influencer l'exercice de leurs droits et une vie sans violence.

Le résultat 2 montre de solides progrès dans certains domaines mais nécessite une attention continue dans d'autres pour atteindre les objectifs à moyen et à long terme. Trois des quatre indicateurs ont été atteints à mi-parcours et un (SRHO1.1.1) a presque atteint son objectif à long terme.

Tableau 17 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 de la Bolivie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes qui déclarent être socialement habilités à renforcer leur pouvoir d'action dans les espaces de prise de décision (LEAO1.1.1)	Total: 5.75 Hommes : 4,83 % Femmes : 6,83 %	Total : 45 % Hommes : 44,9 % Femmes : 48,87 %	Total: 47,15 % Hommes: 48,30 % Femmes: 46%	Total: 72,94 % Hommes: 70% Femmes: 75,98 %
# et qualité des actions individuelles et collectives des organisations de jeunesse (LEA01.3.2)	0	12	17	24
% d'adolescents et de jeunes qui déclarent avoir une meilleure connaissance et une position favorable sur l'égalité des sexes, l'inclusion et la protection contre la violence	Total: 11,78 % Hommes: 12,5 % Femmes: 11,22 %	Total : 40 % Hommes : 40 % Femmes : 40 %	Total: 58,15 % Hommes: 57,30 % Femmes: 59 %	Total: 55% Hommes: 55 % Femmes: 55%
% d'enfants et d'adolescents non accompagnés (enfants et adolescents) ayant une connaissance correcte des principaux sujets de santé sexuelle et reproductive (DSSR) (SRHO1.1.1)	Total : 5,21 % Hommes : 6,25 % Femmes : 4,39 %	Total: 38,2 % Hommes: 35 % Femmes: 40%	Total: 63.75 Hommes : 67,4 % Femmes : 65,30 %	Total : 64,9 % Hommes : 70% Femmes : 62 %
% de jeunes (sans distinctions de genre) qui déclarent se sentir confiants dans leurs compétences de vie à la fin de la formation (SOYO1.1.1)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 40% Hommes : 35 % Femmes : 45%	Total: 23,1 % Hommes : 24,10 % Femmes : 20,10 %	Total: 59,6 % Hommes : 50% Femmes : 65%

¹⁷⁷Atelier d'évaluation, Bolivie

¹⁷⁶ EIC 6, Autorité, Bolivie

En termes d'autonomisation sociale (LEAO1.1.1), le résultat à mi-parcours a dépassé les attentes, avec 47,15 % au total, 48,30 % pour les hommes et 46 % pour les femmes. Cela indique des progrès significatifs dans le renforcement de l'autonomie des jeunes dans les espaces de prise de décision, et le projet est en bonne voie pour atteindre l'objectif final de 72,94 %, en particulier pour les femmes, qui devraient atteindre 75,98 %.

Les réseaux de jeunes jouent également un rôle essentiel dans le développement des compétences et le plaidoyer, avec 17 réseaux identifiés comme faisant partie intégrante de la portée du projet. Cela reflète le succès du projet dans le renforcement des capacités organisationnelles des groupes de jeunes, le positionnant bien pour atteindre l'objectif final de 24 actions. Cela a également été confirmé par les données qualitatives. À Santa Cruz, le réseau de jeunes d'El Torno est bien établi, tandis que ceux de Cabeza et Buena Vista travaillent actuellement à renforcer leur structure et à assurer une plus grande continuité. Dans le district de La Paz, l'héritage des projets précédents du PI et une structure organisationnelle bien établie ont renforcé les réseaux de jeunes. Personnel du projet a noté que les réseaux de jeunes sont une plateforme essentielle pour diffuser des connaissances sur les voies de protection contre la violence : « Dans les réseaux de jeunes, les dirigeants sont conscients des voies de signalement de la violence et ils sont responsables de les montrer à leurs pairs. » 180 À La Paz, un autre membre du personnel a ajouté : « Les jeunes connaissent les voies officielles d'accès aux services publics par l'intermédiaire des points focaux de protection du Plan. Les parents, les enseignants et les autorités connaissent également ces mécanismes. » 181

En ce qui concerne les connaissances et les attitudes à l'égard de l'égalité des sexes, de l'inclusion et de la protection contre la violence, l'objectif à moyen terme était de 40 % au total, avec le même objectif pour les hommes et les femmes. Le résultat à mi-parcours indique une augmentation favorable, avec 58,15 % au total, 57,30 % pour les hommes et 59 % pour les femmes. Cela démontre des progrès substantiels dans la formation d'attitudes positives à l'égard de l'égalité des sexes et de la protection, dépassant l'objectif à moyen terme et suggérant que le projet atteindra probablement l'objectif final de 55 %.

En ce qui concerne les connaissances des principaux sujets relatifs à la santé et aux DSSR (SDSR1.1.1), l'objectif à moyen terme a été fixé à 38,2 % au total, avec 35 % pour les hommes et 40 % pour les femmes. Le résultat à mi-parcours a largement dépassé cet objectif, avec 63,75 % au total, 67,4 % pour les hommes et 65,30 % pour les femmes. Cela démontre une forte augmentation des connaissances sur les sujets liés aux DSSR, et le projet est en bonne voie pour atteindre l'objectif final de 64,9 %. Ce résultat est corroboré par des données qualitatives. Les garçons ont souligné qu'ils étaient capables de discuter de sujets qu'ils considéraient auparavant comme tabous. Un participant masculin d'El Torno a déclaré : « Avant, nous ne parlions pas de sexualité, mais maintenant nous comprenons l'importance de protéger et de soutenir les femmes. »182 Les filles des districts de La Paz et de Santa Cruz ont souligné l'impact de l'apprentissage des droits sexuels et reproductifs sur leur planification de vie à long terme. Comme l'a fait remarquer une fille du district de La Paz : « Personnellement, le projet m'a aidée à planifier le moment où je pourrai fonder une famille, ce qui pourrait être dans cinq ans. Dans ma communauté, ils ont aidé les jeunes femmes à résoudre des problèmes de genre. »183 Une fille du même district a également évoqué l'impact concret du projet sur sa vie par rapport à celle de sa sœur : « Ma sœur cadette n'a pas participé aux séances de formation. Maintenant, elle a un partenaire et une fille de 6 ans. Je pense que parce qu'elle n'a pas eu ces conseils,

¹⁷⁸ EIC 1, Personnel du projet, Bolivie

¹⁷⁹ EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

¹⁸⁰ EIC 1, Personnel du projet, Bolivie

¹⁸¹ EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

¹⁸² Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

 $^{^{183}}$ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

sa vie est différente de la mienne, alors que j'ai des projets, j'étudie, je veux voyager et faire beaucoup de choses. »¹⁸⁴

En ce qui concerne la confiance en soi dans les compétences de vie (SOYO1.1.1), l'objectif à moyen terme était de 40 % en moyenne, avec 35 % pour les hommes et 45 % pour les femmes. Cependant, le résultat à mi-parcours montre un total de 23,1 %, avec 24,10 % pour les hommes et 20,10 % pour les femmes, ce qui est en deçà de l'objectif fixé. Cela indique qu'il faut travailler davantage pour renforcer la confiance des jeunes dans leurs compétences de vie afin d'atteindre l'objectif final de 59,6 %, en particulier pour les femmes, qui devraient atteindre 65 %. Néanmoins, les observations recueillies dans le cadre des études qualitatives remettent en question cette sous-performance. Par exemple, les participants masculins ont signalé une amélioration significative de leur régulation émotionnelle et de leurs capacités de prise de décision. Un garçon de Cabezas a déclaré : « Ces deux années de projet m'ont appris à ne pas agir de manière impulsive. Maintenant, je reste calme et i'affronte les problèmes avec sérénité. »185 De même, un autre participant d'El Torno a souligné comment les activités abordant les compétences de vie l'ont aidé à prendre de meilleures décisions, à communiquer clairement et avec assurance et à ignorer le jugement de la société, en déclarant : « J'ai appris à me concentrer sur ce qui compte et à ne pas me soucier de ce que les autres pensent. »186 Les garçons d'El Torno ont particulièrement souligné la façon dont le projet les a aidés à développer des compétences de leadership, qui ont été fondamentales dans leur rôle au sein du réseau de jeunes de leur municipalité. Un garçon a déclaré : « J'ai appris à coordonner différents réseaux. Maintenant, j'ai appris à planifier, à organiser des réunions, à assurer le suivi et à rassembler les gens. » 187Un autre participant a noté : « Je comprends maintenant la différence entre être un leader et un patron et comment diriger un groupe avec succès. »188

Les participantes ont souligné que le projet les avait aidées à développer un sens plus fort de l'autonomie et de l'estime de soi. Une fille de Cabezas a expliqué : « J'ai appris à comprendre qu'en tant que femmes, nous pouvons accomplir des choses. Cela a renforcé mon estime de soi. » ¹89Une autre fille de Buena Vista a fait écho à ce sentiment, expliquant que le projet l'avait aidée à « gérer les défis de la vie et à se rendre compte qu'elle pouvait accomplir tout ce qu'elle voulait. »¹90 Les participants ont également souligné le développement de l'empathie et du respect. Un garçon d'El Torno a expliqué : « Je suis devenu plus empathique. Avant, je n'écoutais pas, mais maintenant je le fais. Si quelqu'un commet une erreur, ce n'est pas grave, car nous faisons tous des erreurs. »¹9¹ Une fille de la même municipalité a également expliqué comment sa vision du respect a changé : « Avant, nous n'accordions pas autant d'importance au respect, mais grâce aux exemples que nous avons vus, nous avons compris son importance. Nous nous concentrons désormais sur l'indépendance et nous ne tolérons pas de contrôle excessif. »¹9² Une observation similaire a également été faite lors du GDD avec les participants de l'Altiplano, où l'un d'eux a déclaré : « Le projet m'a beaucoup aidé à comprendre mes limites et celles des autres. J'étais très rebelle quand j'étais enfant, mais maintenant je suis plus respectueux. »¹93

-

¹⁸⁴ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

¹⁸⁵ EIC 8, jeune entrepreneur, Cabeza, Bolivie

¹⁸⁶ Groupe de discussion, 1, garçons, El Torno, Bolivie

¹⁸⁷ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

¹⁸⁸ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

¹⁸⁹ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

¹⁹⁰ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

¹⁹¹ GDD 1, Garçons, El Torno, Bolivie

¹⁹² GDD 2, Filles, El Torno, Bolivie

¹⁹³ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

Résultat 3 : Les adolescents et les jeunes disposent d'un environnement favorable, à différents niveaux entre l'État et la société civile, qui est sensibilisé. Cet environnement promeut et met en œuvre des normes, des politiques publiques, des pratiques et des attitudes en faveur des droits sociaux et économiques des adolescents et des jeunes.

Le résultat 3 a enregistré des progrès mitigés à mi-parcours. Deux des quatre indicateurs ont été atteints et un autre indicateur a raté de peu l'objectif à mi-parcours. Une analyse des raisons possibles est présentée ci-dessous.

Tableau 18 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 de la Bolivie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
# Des opportunités économiques générées pour les jeunes, en particulier les femmes, sans aucune forme de discrimination, grâce à des accords établis avec le secteur privé. (LDI)	Total : 27	Total : 80	Total : 10 ¹⁹⁴	Total : 120
# Renforcement des mécanismes de protection communautaire qui mettent en œuvre des actions de prévention contre la violence envers les adolescents et les jeunes et identifient et réfèrent les cas d'exploitation sexuelle psychologique, physique, économique, commerciale et professionnelle aux services municipaux de protection. (LDI)	10	15	14	20
# Politiques publiques, plans et programmes avec allocation de ressources à différents niveaux de gouvernement visant à générer des emplois décents et à développer un entrepreneuriat transformateur de genre. (LDI)	2	4	8	8
% d'adolescents et de jeunes ayant une bonne perception de la qualité des soins fournis par les services de protection DNAS, SLIM et de la Police. (LDI)	Total: 0% Hommes : 0% Femmes : 0%	Total: 16% Hommes : 7% Femmes : 9	Total: 52.2 Hommes : 59,8 % Femmes : 52,90	Total : 22% Hommes : 10 % Femmes : 12 %

En ce qui concerne les opportunités économiques pour les jeunes, en particulier les femmes, l'objectif à moyen terme a été fixé à 80 opportunités, et le résultat à moyen terme est de 10¹⁹⁵, ce qui est en deçà de l'objectif. Les 10 opportunités économiques identifiées correspondent aux 10 accords établis avec des établissements d'enseignement, dont l'Université Gabriel René Moreno, l'IRFA, l'Instituto Técnico de Buena Vista et l'Instituto Técnico de Cabezas de Santa Cruz ; et l'Université Catholique Bolivienne, l'UAC Batallas, l'Éducation Permanente (EDUPER) de Jesús de Machaca, le Tecnológico Jacha Omasuyus, le CEA Avichaca et le CEA Belén de Achacachi. En outre, les partenaires de mise en œuvre ont souligné que des accords ont été conclus avec des établissements d'enseignement supérieur et complémentaire pour certifier la formation des jeunes. ¹⁹⁶ En ce qui concerne l'avenir, ils ont indiqué que pour les prochains semestres du projet, de nouveaux accords sont prévus, ciblant spécifiquement les partenariats avec le secteur privé pour élargir davantage les opportunités d'emploi. ¹⁹⁷

¹⁹⁴ Remarque de PI Belgique : cette valeur a été révisée par la suite. Le nombre de jeunes ayant bénéficié des opportunités économiques créées pour eux grâce à des accords conclus avec le secteur privé s'élève à 66 (50 filles et 16 garçons).

¹⁹⁵ Remarque de PI Belgique : cette valeur a été révisée par la suite. Le nombre de jeunes ayant bénéficié des opportunités économiques créées pour eux grâce à des accords conclus avec le secteur privé s'élève à 66 (50 filles et 16 garçons).

¹⁹⁶ 250305 DGD 22-26 Aperçu de tous les indicateurs

¹⁹⁷ 250305 DGD 22-26 Apercu de tous les indicateurs

Pour les mécanismes de protection communautaire renforcés, l'objectif à moyen terme était de 15, et le résultat à mi-parcours montre que 14 mécanismes ont été renforcés. Il s'agit toujours d'une avancée positive et cela suggère que le projet est en bonne voie pour atteindre son objectif final de 20, en supposant un soutien continu aux services de protection locaux et une concentration soutenue sur les actions de prévention. L'atelier Bridge a également donné un aperçu de l'efficacité des mécanismes de protection communautaire. L'un des principaux défis identifiés est que ces mécanismes ne sont pas toujours respectés ou reconnus comme des autorités au sein de leurs communautés. Dans le cas des promoteurs travaillant dans des zones très reculées, les membres des mécanismes de protection communautaire n'ont souvent pas les ressources ou les moyens de se rendre dans les centres urbains pour signaler les cas ou transmettre les plaintes aux autorités officielles. 198

Bien que des améliorations aient été constatées, les discussions au cours de l'atelier Bridge ont révélé plusieurs défis qui limitent leur impact et leur efficacité. L'un des principaux problèmes soulevés était le renouvellement fréquent des autorités de protection de l'enfance, ce qui perturbe la continuité et érode la confiance au sein des communautés. 199 II a également été noté que les autorités adoptent souvent un style intimidant et punitif lorsqu'elles s'adressent aux adolescents et aux jeunes, ce qui tend encore davantage les relations. Les participants à l'atelier ont également souligné que de nombreux cas de violence n'évoluent pas en raison d'une mauvaise gestion et de problèmes non résolus. Enfin, il a été souligné que les gouvernements municipaux ont du mal à répondre aux besoins de nombreuses communautés en raison d'un manque de personnel et de contraintes budgétaires. 200 Ces limitations créent des lacunes importantes dans la prestation de services et empêchent les mécanismes de fonctionner efficacement. Malgré la présence de ces mécanismes de protection, il est clair que des efforts substantiels sont nécessaires pour formaliser leurs opérations, renforcer leurs capacités et favoriser un plus grand engagement communautaire afin de garantir des résultats durables. 201

En ce qui concerne les politiques, plans et programmes publics visant à créer des emplois décents et à développer l'entreprenariat transformateur en matière de genre, l'objectif à moyen terme a été fixé à 4, et le projet a déjà dépassé cet objectif, avec 8 politiques ou plans en place. Il s'agit d'une réalisation importante qui place le projet en bonne position pour atteindre l'objectif à terme, car il a déjà atteint le nombre prévu.

Lors de la collecte de données qualitatives, il a été noté que **la volatilité politique en Bolivie a présenté des défis importants pour la réalisation de cet indicateur.** Au cours de l'atelier Bridge, les partenaires de mise en œuvre ont noté que le projet avait été initialement conçu à une époque où les opportunités d'emploi étaient prometteuses, grâce à l'introduction d'une politique appelée *Mi Primer Empleo Digno* (Mon premier emploi décent), qui devait aider les jeunes à acquérir une expérience professionnelle.²⁰² Malheureusement, cette politique est restée en place jusqu'en 2022, année de démarrage du projet, puis elle a été interrompue, ce qui a créé un écart considérable dans la capacité du projet à s'appuyer sur des programmes gouvernementaux qui auraient pu soutenir l'emploi des jeunes.

Malgré ces difficultés, le projet a progressé, notamment en favorisant la collaboration entre les différents acteurs. Les partenaires de mise en œuvre et les acteurs du secteur public et éducatif interrogés ont souligné l'importance de la synergie créée entre les différentes parties prenantes impliquées dans le projet. Le personnel du projet et les partenaires de mise en œuvre ont tous deux

¹⁹⁸Atelier Bridge, Bolivie

¹⁹⁹Atelier Bridge, Bolivie

²⁰⁰ Atelier Bridge, Bolivie

²⁰¹Atelier Bridge, Bolivie

²⁰² EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

déclaré que le travail avec les autorités était en cours et qu'il aboutissait lentement mais sûrement à des résultats. Un partenaire de mise en œuvre a souligné son expérience dans « l'établissement de lois municipales et le renforcement de l'écosystème économique,»²⁰³ un aspect crucial du succès à long terme du projet. Le partenaire a expliqué comment il avait travaillé pour renforcer la capacité des jeunes à s'engager dans les lois municipales sur l'entrepreneuriat : « Dans les municipalités où nous travaillons, nous avons commencé par renforcer la capacité des jeunes à s'approprier l'adoption d'une loi sur l'entrepreneuriat. Nous avons engagé le dialogue avec les jeunes dirigeants, leur avons expliqué comment ils pouvaient participer à ce processus et nous avons également socialisé l'idée avec les maires. »²⁰⁴

Enfin, en ce qui concerne la perception de la qualité des services fournis par les principaux services de protection (DNAS, SLIM et Police), l'objectif à moyen terme était de 16 % dans l'ensemble, avec 7 % pour les hommes et 9 % pour les femmes. Le résultat à mi-parcours montre une légère augmentation à 22 % dans l'ensemble, avec 10 % pour les hommes et 12 % pour les femmes. Bien que cela marque un changement positif, le projet doit encore améliorer sa sensibilisation et son soutien aux services de protection pour atteindre l'objectif à terme, qui est fixé à 22 % dans l'ensemble.

Résultat 4 : Les capacités des partenaires de mise en œuvre sont renforcées et des actions conjointes avec des ONG belges sont développées pour améliorer l'autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes.

Tableau 19 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 4 de la Bolivie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
Nombre d'organisations partenaires qui, au cours de la troisième année, répondent à au moins 50 % des attentes en matière de développement des capacités (définies dans le journal des résultats) et, au cours de la quatrième année, à 100 % des attentes et à 20 % des résultats souhaités.	0	2	N/A	2
Nombre de nouvelles synergies ou complémentarités avec les Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) et les acteurs de la société civile.	0	2	N/A	4

Au moment de l'évaluation, les valeurs réelles à mi-parcours n'avaient pas encore été mesurées pour le Résultat 4. Sur le plan qualitatif, les partenaires de mise en œuvre ont noté une collaboration positive avec Pl. Ils ont aidé les partenaires à formaliser les processus et à améliorer les achats, l'administration, la gestion financière et la gouvernance. Les méthodologies de Pl ont renforcé les composantes thématiques et créé ou amélioré des pratiques efficaces. ²⁰⁵ Un partenaire a noté que l'adoption des politiques de Pl lui a permis d'élargir son travail pour inclure la protection et la sauvegarde de groupes bénéficiaires plus larges. Les deux partenaires ont également amélioré les pratiques sensibles au genre et intégré la méthodologie des marqueurs de genre. Comme prochaine étape pour améliorer la relation avec Plan, les partenaires de mise en œuvre ont identifié la nécessité d'une plus grande flexibilité et d'un meilleur soutien aux équipes de terrain, suggérant que les coordinateurs devraient être plus exposés aux réalités du terrain pour mieux comprendre la faisabilité. ²⁰⁶

Pendant l'atelier Bridge, les participants ont discuté en détail les progrès et des défis liés aux quatre résultats. Ils ont participé à des séances de sous-groupes pour élaborer des plans d'action concrets et

²⁰³ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁰⁴ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁰⁵ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie ; EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁰⁶ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie ; EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

axés sur l'impact, axés sur trois thèmes clés : le leadership, COPEEJ et la protection contre la violence. Les plans d'action finalisés sont disponibles à <u>l'annexe 8</u> du présent rapport.

5.3.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Les compétences et opportunités pour l'autonomisation économique des jeunes ont été sélectionnés entre les AoGD pour l'évaluation en Bolivie. Ce choix a été motivé par l'importance accordée par le projet à l'autonomisation économique et à la promotion de l'entreprenariat des jeunes.

Quels sont les défis auxquels les femmes sont confrontées pour trouver un emploi sur le marché du travail ? Comment le projet aborde-t-il ces défis ?

Les femmes des municipalités de Cabeza, El Torno et Buena Vista sont confrontées à des défis importants et multiformes pour obtenir un emploi et participer au marché du travail. L'un des principaux obstacles identifiés est la **difficulté des femmes à trouver un emploi rémunéré**, ce qui les pousse souvent à travailler indépendamment ou dans l'entreprenariat. Une participante a déclaré : « Pour les femmes, il est plus difficile de trouver un emploi, elles ont donc tendance à rester à la maison ou à créer leur propre entreprise. »²⁰⁷ Cette tendance est encore pire pour les femmes qui deviennent mères. Une fille de Buena Vista a mentionné : « Nous sommes encore à l'ancienne, et quand les femmes ont un enfant, elles doivent rester à la maison, alors elles choisissent l'entreprenariat pour pouvoir rester avec leurs enfants. »²⁰⁸ Comme la société s'attend à ce que les mères restent à la maison pour s'occuper de leurs enfants, le besoin de revenus leur permet d'envisager plus facilement des activités commerciales qui permettent des horaires de travail flexibles ou le travail indépendant.

L'étude qualitative souligne que l'entrepreneuriat est souvent la seule option viable pour les femmes nécessitant un revenu. Même les femmes qui ont un diplôme d'études supérieures sont confrontées à des obstacles, car elles sont souvent délaissées lors du processus d'embauche au profit des hommes. Une participante a fait remarquer : « Lorsque les femmes n'obtiennent pas d'emploi dans les domaines professionnels, elles se tournent vers l'entrepreneuriat. Je le constate souvent à l'université : une fois diplômées, les hommes se voient confier plus d'emplois que les femmes, ce qui explique pourquoi ces dernières se tournent vers l'entrepreneuriat. » 209 Deux hommes participants ont également souligné qu'il existe un « tabou » autour du fait que l'entrepreneuriat est quelque chose de « féminin. » Un participant d'El Torno a remarqué : « Parfois, les gens croient que l'entrepreneuriat est réservé aux femmes. » 210 De même, un jeune garçon de Buena Vista a souligné la stigmatisation qui entoure certains types d'entreprises : « L'entrepreneuriat est tabou pour les hommes ; ici, tout ce qui touche à la pâtisserie et au café est considéré comme un domaine réservé aux femmes. » 211

Selon les partenaires de mise en œuvre, la stratégie clé du projet pour relever ces défis a consisté à cibler principalement les filles âgées de 18 à 24 ans pour les activités abordant l'entrepreneuriat, ainsi qu'à leur **proposer des programmes de formation dans des domaines non traditionnels,** tels que l'exploitation de drones, les travaux électriques et la gestion d'entrepôts, et à donner la priorité à la participation des femmes pour remettre en question ces normes de genre. Les deux objectifs de briser les normes de genre tout en garantissant des formations offrant des opportunités d'emploi concrètes sont complémentaires dans le projet. Comme l'a noté un partenaire du projet : « Nous motivons les

²⁰⁷ EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁰⁸ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

²⁰⁹ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²¹⁰ GDD 1, Garçons, El Torno, Bolivie

²¹¹ Groupe de discussion 3, garçons, Buena Vista, Bolivie

femmes à briser ces modèles en leur proposant des carrières qui ne leur sont pas traditionnelles, telles que l'exploitation de drones, l'électricité et la gestion d'entrepôts. »²¹²

Comment le projet EMPODERA-T aide-t-il les jeunes à développer des compétences personnelles et techniques pour les encourager à chercher un emploi/créer leur propre entreprise ?

Le projet joue un rôle essentiel en dotant les jeunes d'une combinaison de compétences personnelles et techniques dans le but de les accompagner dans leur croissance personnelle et professionnelle. Les participants aux discussions de groupe ont souligné que les activités du projet les encourageaient à identifier leurs talents et leurs aspirations professionnelles, les aidant ainsi à prendre confiance en eux. Pour les garçons, l'impact principal a été de fixer leurs objectifs de carrière à long terme. Par exemple, un garçon d'El Torno a déclaré : « [le projet] m'a aidé à rechercher et à identifier ma vocation, ce que j'aimais faire. »213 Un autre garçon de Cabezas a souligné comment la création d'un plan d'affaires a élargi ses ambitions : « Avant, quand je ne savais rien du projet, je pensais seulement à avoir une petite ferme avec 100 poulets. Mais après avoir fait mon plan d'affaires, mon esprit s'est ouvert et mon premier objectif est d'élever 1 000 poulets. »²¹⁴ Les filles, quant à elles, ont parlé de la façon dont le projet a renforcé leur confiance dans leurs efforts entrepreneuriaux et leur a enseigné des compétences pratiques. Une jeune entrepreneure d'El Torno a déclaré : « Ils vous apprennent à communiquer, à promouvoir et à vendre. Ils vous aident à savoir où acheter, qui peut vous apporter des produits de manière plus avantageuse et à qui vous pouvez vendre vos produits. »²¹⁵ Une fille de Buena Vista a noté à quel point l'accent mis par le projet sur l'éducation financière a été transformateur pour elle : « Avant le projet, je ne gérais pas bien mes revenus et mes dépenses, et il y a eu une période où je ne voyais aucun profit. J'investissais beaucoup sans faire de gains. »²¹⁶ Une autre participante a mentionné l'importance de l'éducation financière pour gérer son entreprise : « Pour moi, l'éducation financière, les offres, les bénéfices, la communication avec les clients et la recommandation de produits en fonction de leurs besoins ont été très utiles. » L'accent mis sur l'éducation financière et l'engagement client a donné aux filles la confiance nécessaire pour gérer efficacement leur entreprise et répondre aux besoins des clients.

L'approche du projet comprenait également des activités pratiques qui ont permis aux participants d'acquérir des compétences techniques directement applicables au démarrage ou à la croissance d'une entreprise. Ces activités variaient selon les communautés, ciblant les opportunités adaptées à chaque zone et identifiées dans l'analyse du marché du travail réalisée au début du programme. Par exemple, à Buena Vista, les participants ont assisté à des ateliers de barman ; à Cabezas, ils ont acquis des compétences en réparation de téléphones ; et à El Torno, l'apiculture a été un objectif important. Comme l'a souligné un partenaire de mise en œuvre, ces compétences ont été spécifiquement conçues pour correspondre aux opportunités d'emploi potentielles dans les municipalités : « Par exemple, la municipalité de Buena Vista compte 40 lieux différents qui pourraient être des cafés, et les gens investissent dans les centres de café. Juste autour de la place principale, il y en a six ou sept. Cela donne aux participants une réelle chance d'y travailler. »217 Le volet « compétences de vie » du projet a également été fondamental pour compléter les compétences techniques. Par exemple, un participant de Buena Vista a déclaré : « Les compétences de vie m'ont beaucoup aidé. Je les applique dans ma vie personnelle. Je m'occupe moi-même de mes clients ; maintenant, je m'exprime mieux. J'étais timide. J'ai suivi une formation de service à la clientèle et de barista, et j'ai appliqué mes compétences de barista à la maison, de manière décontractée. »²¹⁸ Cela montre que le volet « compétences de vie » du projet a non seulement favorisé le sens des affaires,

²¹² EIC 1, Personnel du projet, Bolivie

²¹³ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²¹⁴ EIC 8, jeune entrepreneur, Cabeza, Bolivie

²¹⁵ Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²¹⁶ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista

²¹⁷ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²¹⁸ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista

mais aussi amélioré la confiance en soi et les compétences interpersonnelles des participants, contribuant ainsi à leur croissance personnelle.

Tout en se montrant très satisfaits des activités, certains jeunes entrepreneurs ont exprimé le désir de participer à des activités plus interactives qui leur permettraient de voir comment d'autres entrepreneurs travaillent dans le pays et au-delà. Plusieurs des jeunes entrepreneurs ayant participé aux groupes de discussion ont fait référence à une initiative au cours de laquelle ils ont visité une foire commerciale, soulignant qu'ils souhaiteraient y faire plus. D'autres ont fait référence à une réunion en ligne avec de jeunes entrepreneurs impliqués dans le même projet en Équateur : « C'était très intéressant de voir comment d'autres jeunes travaillent sur les mêmes thèmes et nous avons pu apprendre beaucoup les uns des autres. »²¹⁹ Une fille de Cabeza a remarqué que : « des événements comme celui-ci nous aideraient à accroître nos connaissances pour avoir des échanges avec d'autres entrepreneurs qui étaient petits et qui sont maintenant plus grands. Cela nous aiderait beaucoup, même de nous associer à des entrepreneurs d'autres pays. »²²⁰

Bien que le projet ait spécifiquement privilégié l'autonomisation des jeunes filles dans l'entrepreneuriat, certains garçons ont exprimé un sentiment d'exclusion. Bien qu'ils aient participé à divers ateliers et activités visant à améliorer les compétences de vie et à renforcer la confiance en soi, la majorité des participants impliqués dans des activités axées sur l'entrepreneuriat étaient des filles. Les garçons ont mentionné que, malgré leur intérêt pour la formation à l'entrepreneuriat, ils se sentaient souvent négligés ou n'étaient pas au courant de ces opportunités. Par exemple, deux garçons d'El Torno ont partagé leur passion pour la cuisine et ont exprimé un fort désir de participer à des programmes qui pourraient les aider à démarrer leur propre entreprise de cuisine. En particulier, les hommes participants ont noté que même si le projet a contribué à remettre en question la stigmatisation selon laquelle « l'entrepreneuriat est réservé aux femmes », il n'a pas offert les mêmes opportunités aux garçons de se lancer dans l'entrepreneuriat de manière indépendante. 221 La majorité des garçons interrogés dans les trois municipalités de Santa Cruz n'étaient pas au courant du programme d'entrepreneuriat ou ne savaient pas qu'ils pourraient y être admissibles. Cependant, en raison de la petite taille de l'échantillon de garçons participant aux groupes de discussion, ces résultats ne peuvent pas être considérés comme représentatifs ou généralisables.

Dans quelle mesure l'apport de capital d'amorçage aide-t-il les jeunes entrepreneurs à atteindre leurs objectifs pour leur entreprise ?

L'apport de capitaux d'amorçage a joué un rôle crucial dans le soutien aux jeunes entrepreneurs, et en particulier aux jeunes femmes, qui ont démarré et amélioré leur entreprise. Si le personnel du projet et les participants ont convenu que les capitaux d'amorçage ne suffisaient pas à eux seuls à assurer le succès à long terme, l'évaluation a confirmé qu'ils constituaient une motivation importante pour les jeunes qui souhaitent poursuivre et pérenniser leurs projets entrepreneuriaux. Les jeunes femmes entrepreneures ont souligné que les capitaux d'amorçage leur ont donné les moyens d'améliorer leurs activités commerciales. Par exemple, une participante à El Torno a déclaré : « J'ai vu que du capital d'amorçage étaient accordés aux jeunes et j'ai vu cela comme une opportunité de générer mes propres revenus. »²²² Cette motivation a été renforcée par la disponibilité d'ateliers sur le leadership et les valeurs, qui, selon les participants, les ont encouragés à agir et à poursuivre leurs objectifs en toute confiance.

En particulier, le capital d'amorçage a facilité l'achat d'équipements essentiels, améliorant considérablement l'efficacité et la taille des entreprises. À El Torno, un entrepreneur a déclaré : «

²¹⁹ Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²²⁰ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²²¹ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²²² Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

Avant, je préparais mes recettes avec un mixeur manuel et je finissais par être très fatigué. Grâce au capital d'amorçage, j'ai pu acheter un mixeur électrique, ce qui m'a fait gagner du temps. » ²²³ De même, à Cabezas, une participante propriétaire d'une entreprise de boulangerie a souligné : « Le capital d'amorçage m'a permis d'acheter un mixeur, un mixeur et des moules, ce qui m'a facilité le travail. » ²²⁴ Une autre entrepreneure de Cabezas, qui produit des produits à base de soja, a indiqué que le capital d'amorçage l'avait aidée à acheter un congélateur, ce qui a amélioré ses capacités de stockage des produits. À Buena Vista, un producteur de miel a déclaré : « Grâce au capital d'amorçage, nous avons amélioré nos boîtes, chacune contenant six ruches qui produisent 20 kilos tous les trois mois. » ²²⁵

Toutefois, des défis liés à l'utilisation du capital d'amorçage sont également apparus. D'une part, une majorité de participants a souligné que le capital d'amorçage n'est pas suffisant et qu'à plusieurs reprises, ils doivent encore compter sur le soutien des parents ou de la famille, lorsqu'il est disponible. D'autre part, le capital d'amorçage peut être vu comme une opportunité d'accéder à de l'argent sans nécessairement avoir l'intention de se lancer dans l'entrepreneuriat. Comme l'a souligné l'un des partenaires de mise en œuvre, certains participants pourraient être attirés par le projet uniquement pour le capital d'amorçage, puis guitter le projet : « Certains participants s'engagent dans le projet uniquement pour répondre aux exigences du capital d'amorçage. Cependant, lorsqu'ils évaluent leurs priorités, ils choisissent de poursuivre leurs études, en considérant l'entrepreneuriat comme une activité secondaire. »226 Partageant cette information, le partenaire a souligné l'importance de sélectionner soigneusement les participants qui sont véritablement engagés dans l'entrepreneuriat et n'ont pas d'autres choix. Au cours de la réunion de validation, il a été noté que les initiatives impliquant un capital d'amorçage incluent toujours un volet compétitif, ou une phase de « pitching ». Alors que certains participants ont déjà une entreprise en tête, d'autres développent la leur tout au long du processus. Cet aspect compétitif garantit que les candidats sélectionnés ont non seulement la volonté mais aussi la capacité de mener à bien leur projet.

Quel a été l'impact de la méthodologie « Projet de vie » sur les participants ?

Les initiatives « Projet de vie » du projet EMPODERA-T ont eu un impact profond sur les participants, les aidant à articuler leurs objectifs et à aligner leurs aspirations avec des voies pratiques pour les atteindre.

Pour de nombreux participants, le projet a apporté de la clarté et de la motivation pour poursuivre leurs études et leurs objectifs de carrière. Un participant de Buena Vista a expliqué comment le projet l'a aidé à structurer sa vie en étapes réalisables : « Mon projet a été décrit en plusieurs parties : la première partie consiste à terminer ses études, la deuxième partie consiste à entrer à l'université et à travailler. Je veux étudier la gastronomie et, avec le soutien de mes parents, couvrir les frais de mes études. La troisième partie consiste à trouver un emploi, la quatrième est de profiter des fruits de mon travail et la cinquième est de faire un don aux personnes dans le besoin. »²²⁷ Un autre garçon de Buena Vista a expliqué comment le projet l'a inspiré à soutenir l'entreprise familiale tout en poursuivant ses rêves : « Ils m'ont aidé à faire face aux défis de la vie et à comprendre que l'on peut réaliser tout ce que l'on désire. Après avoir terminé mes études, je souhaite étudier l'administration des affaires à l'université. Si l'occasion se présente, j'ouvrirai ma propre entreprise. Ma mère a une entreprise de pain maison et je souhaite l'élargir, développer ses produits et améliorer notre économie. »²²⁸

²²³ Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²²⁴ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²²⁵ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²²⁶ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²²⁷ Groupe de discussion 3, garçons, Buena Vista, Bolivie

²²⁸ Groupe de discussion 3, garçons, Buena Vista, Bolivie

À El Torno, les participants masculins ont expliqué comment cette approche les a encouragés à explorer leurs centres d'intérêt et à se fixer des objectifs ambitieux. Un garçon a déclaré : « J'ai toujours aimé la mécanique automobile et la cuisine depuis que je suis jeune. J'ai demandé à ma mère de m'apprendre à cuisiner et elle l'a fait, même si ma tante n'était pas d'accord parce que le suis un garçon. Aujourd'hui, j'étudie la cuisine au lycée technique des sciences humaines et je fais partie des meilleurs élèves, avec une note de 100. »229 Cette expérience souligne la manière dont le projet a également contribué à remettre en question les normes de genre et à renforcer la confiance dans les parcours professionnels non traditionnels. Un autre participant masculin d'El Torno a noté comment le projet Life l'a aidé à découvrir une passion pour guider les autres, ce qui a changé ses aspirations professionnelles : « Je voulais être enseignant, mais j'ai réalisé que j'aimais travailler avec des groupes de jeunes. Maintenant, je veux devenir avocat, étudier la communication sociale ou la psychologie pour travailler comme éducateur. Je suis inspiré par les dirigeants que j'ai vus dans des organisations comme PI ou CIES. »230 Dans la région de La Paz, les participants ont également réfléchi sur les bénéfices de cette composante : « Grâce au projet, nous avons discuté du concept de plan de vie comme stratégie à moyen et long terme, nous encourageant, en tant qu'adolescents, à réfléchir à nos objectifs de vie. Cela nous a aidés à nous demander : « Où suis-je maintenant ? » et « Où est-ce que je veux aller? »231

Pour les participantes, le point fort de cette composante a été la consolidation d'un plan de vie qui comprenait à la fois la planification familiale et financière. Une fille d'El Torno a déclaré : « Nous avons parlé de planification familiale, de la nécessité d'avoir une famille lorsque nous sommes financièrement stables, afin que cela se produise au bon moment et lorsque nous sommes épanouies. »232 Une autre fille de la région de La Paz a noté : « Dans mon cas, cela a eu une influence significative, car j'ai maintenant une base pour planifier ma vie, je comprends comment planifier et comment les choses peuvent m'affecter. Même à l'école, on disait que j'étais un peu folle parce que je voulais avoir des enfants seulement après 30 ans. Dans ma communauté, beaucoup de filles de l'école tombaient enceintes et abandonnaient leurs études, mais maintenant il y a moins de grossesses. Et même si elles tombent enceintes, au moins elles finissent l'école. »233

5.3.3. Evaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes

Plusieurs participants ont indiqué que le projet les avait attirés en leur offrant une opportunité d'acquérir de nouvelles compétences pendant un moment crucial de leur vie. Un garçon de Cabezas a expliqué : « J'étais sur le point de terminer mes études secondaires et je n'avais aucune idée de ce que je voulais faire, alors ce projet m'a en quelque sorte forcé à y réfléchir plus sérieusement. »234 Cela montre comment le projet comble un manque critique pour les jeunes en transition vers l'âge adulte. La promesse d'un soutien financier et entrepreneurial a également été mentionnée comme une source fondamentale de motivation : comme l'a déclaré une fille de Buena Vista : « Quand j'ai vu qu'ils fournissaient un capital d'amorçage aux jeunes, j'ai vu cela comme une opportunité de générer mes propres revenus. »235

Les participants de Santa Cruz et de La Paz ont noté que leur motivation était fortement liée à leurs expériences précédentes avec Plan. Les participants considèrent EMPODERA-T comme une continuation de leurs expériences positives avec les projets précédents. Par exemple, une fille d'El

²²⁹ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

 $^{^{230}}$ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²³¹ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²³² Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²³³ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²³⁴ EIC 8, jeune entrepreneur, Cabeza, Bolivie

²³⁵ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

Torno a déclaré : « J'ai participé à un autre projet de PI à Porongo, mais j'ai déménagé à Buena Vista avec ma famille et j'ai rejoint ce projet. »²³⁶ Une autre fille de Buena Vista a déclaré : « Je participe aux ateliers de PI depuis des années, et maintenant je suis à EMPODERA-T, mais je sais que je voudrais aussi participer au prochain. »²³⁷ La bonne réputation de Plan a également été soulignée par les participants de la région de La Paz : « Plan a fait tellement de choses ici et nous aimons tous cela et voulons participer. Lorsqu'il y a un projet, il est très courant de retrouver les amis que vous avez rencontrés là-bas dans le cadre du projet précédent. »²³⁸

A Santa Cruz comme à La Paz, les personnes interrogées ont exprimé des perceptions très positives des partenaires de Plan lors des entretiens. Cependant, une majorité d'entre elles semblaient quelque peu confuses quant aux rôles distincts de Plan et de ses organisations partenaires. De nombreuses personnes interrogées ont fait référence à « Plan » même lorsqu'elles évoquaient le personnel de FAUTAPO et de la Fundación Trabajo Empresa, ce qui suggère un certain degré de confusion concernant les responsabilités et les contributions spécifiques de chaque entité. Cela indique qu'il est nécessaire de communiquer plus clairement pour garantir que les bénéficiaires comprennent pleinement les rôles et les fonctions des différentes organisations impliquées dans la mise en œuvre du programme.

Les écoles jouent un rôle essentiel dans l'encouragement des jeunes à s'engager. De nombreux participants ont mentionné qu'ils avaient entendu parler du projet par l'intermédiaire de leurs enseignants ou des administrateurs de l'école, qui leur avaient communiqué des informations sur les ateliers et les sessions de formation. Les réseaux de jeunes sont un autre moteur puissant, en particulier à El Torno, où ils ont joué un rôle déterminant dans la promotion du projet. Un garçon a expliqué : « J'ai rejoint le projet à travers le réseau de jeunes. Ils ont fait une présentation et j'étais intéressé aux ateliers sur les compétences de vie, l'autonomisation et l'entrepreneuriat. »²³⁹

Comment le projet a-t-il influencé l'estime de soi des participants ?

Comme indiqué dans la section 1.1.3, les participants au projet ont déclaré avoir amélioré un large éventail de compétences, notamment la communication, la conscience de soi et l'empathie. Le projet a également eu un impact profond sur l'estime de soi des participants, leur permettant de gagner en confiance et de se sentir autonomes. Cela ressort du commentaire d'une fille de la région de La Paz : « J'avais l'habitude de me regarder dans le miroir et de me demander : "Qu'estce que tu vas accomplir dans la vie ?" Lorsque j'ai commencé à participer aux séances de formation, ils m'ont appris à m'accepter en tant que personne. Je ne m'exprimais pas beaucoup, je ne parlais pas et quand je le faisais, je parlais très doucement. Je suis reconnaissante au projet pour ce que je suis aujourd'hui. Ils ont tellement de patience pour nous aider à acquérir la confiance nécessaire pour parler. »²⁴⁰

Les participants au projet ont acquis de meilleures compétences en communication pour briser les barrières dans la communication. Un garçon de Cabezas a déclaré : « Grâce au projet, j'ai appris à communiquer avec assurance. J'ai même parlé avec mes parents pour leur demander pourquoi nous sommes si réservés sur le plan émotionnel. Aujourd'hui, je fais d'intermédiaire pour ma famille. Ce que les facilitateurs ont fait pour moi, je le fais maintenant pour ma famille. Pour démarrer une entreprise, il faut d'abord travailler sur soi-même, rester motivé et évoluer personnellement. C'est ainsi que vous développerez votre entreprise. »²⁴¹ Les participants ont également souligné que le projet leur a offert un environnement sûr pour s'exercer et renforcer leur confiance en soi. Une fille de

²³⁶ Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²³⁷ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

 $^{^{238}}$ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²³⁹ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

 $^{^{240}}$ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²⁴¹ EIC 8, jeune entrepreneur, Cabeza, Bolivie

Cabezas a déclaré : « J'ai toujours aimé parler, mais avant de rejoindre ce projet, je n'y arrivais pas. J'oubliais tout et je restais paralysée. Dans les ateliers organisés par Plan pour nous donner du pouvoir, j'ai appris à me sentir en sécurité et à ne pas craindre de m'exprimer. »²⁴² Une autre fille de Cabezas a dit : « J'étais trop gênée pour parler devant les autres, mais maintenant, petit à petit, j'apprends. Je fais même des présentations à l'école maintenant, cela change ma vie. »²⁴³ Le projet a également encouragé les participants à assumer des rôles de leadership, au sein de leurs communautés et au sein du projet. Les participants de la région de La Paz ont notamment évoqué leur expérience en tant que participants au projet et facilitateurs : « Nous sommes plusieurs jeunes qui se sont formés pour devenir facilitateurs, notamment pour les réseaux. Bien sûr, les formations ne sont pas très complètes, mais elles commencent par des sujets simples. Nous devons comprendre que nous ne sommes que de passage, et c'est pourquoi nous devons laisser un héritage. »²⁴⁴

Comment le projet a-t-il influencé les communautés ?

Dans l'ensemble, les données suggèrent que le projet profite principalement aux individus et aux réseaux de jeunes, avec une portée limitée à la communauté au sens large. À El Torno, la collaboration du programme avec les écoles a favorisé les initiatives, notamment en matière de durabilité. Un participant a déclaré : « Empodera travaille beaucoup avec les écoles. Par exemple, dans ma communauté, nous cultivons beaucoup d'agrumes et, pendant la saison, une grande partie de ces fruits est gaspillée. S'il existait un moyen de faire de la marmelade à partir de citrons ou d'autres agrumes, cela pourrait être très bénéfique. »245 Une participante a également noté : « PI nous a aidés dans le cadre d'un projet environnemental à l'école. Nous avons collecté des sacs en plastique, et l'école qui en a récolté le plus a gagné un prix. Comme notre école a gagné. Pl a fait don de plantes et nous avons maintenant un jardin. »²⁴⁶ Le projet a également contribué à soutenir un partenariat significatif entre les apiculteurs d'El Torno. Avant l'intervention du projet, les apiculteurs de la région travaillaient de manière indépendante, avec des possibilités limitées de collaboration ou de partage des connaissances. Le modèle coopératif a permis aux apiculteurs d'accéder à de meilleurs marchés, d'améliorer la qualité de leur miel et de sécuriser des revenus plus stables, démontrant ainsi les avantages à long terme de l'organisation collective. Une participante a raconté comment le projet a contribué à la croissance de la production de miel: « J'ai vu un grand changement. Avant, il n'y avait pas beaucoup d'apiculteurs, mais le projet a aidé les habitants de San Luis et de La Angostura à augmenter leur production de miel en coopérant. »247 Néanmoins, les participants d'autres municipalités ont mentionné que le projet n'avait pas eu d'impact significatif sur leurs communautés.

La plupart des participants ont souligné l'impact positif que le projet pourrait avoir sur leurs parents, notant que même si les parents sont généralement favorables au projet, ils ne sont pas aussi impliqués qu'eux ou leurs enfants le souhaiteraient. ²⁴⁸ Certains parents limitent encore la participation de leurs filles, même si beaucoup d'entre eux sont devenus plus favorables à leur projet car ils en voient les avantages, comme une plus grande confiance en soi. ²⁴⁹ Les participants ont suggéré qu'une plus grande implication des parents, par le biais d'ateliers sur l'entrepreneuriat et les questions de genre, pourrait améliorer leur compréhension et leur soutien. Par exemple, un participant d'El Torno a suggéré : « Les parents devraient également assister aux ateliers. Il est important qu'ils comprennent que ce que nous faisons est important et qu'ils peuvent aussi devenir entrepreneurs. » ²⁵⁰ D'autres ont proposé que les ateliers pour les parents incluent des éléments théoriques sur la génération de revenus pour s'assurer qu'ils voient l'intérêt de la participation et évitent de considérer les activités comme une perte

²⁴² Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁴³ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁴⁴ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²⁴⁵ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²⁴⁶ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²⁴⁷ Groupe de discussion 2, filles, El Torno, Bolivie

²⁴⁸ Groupe de discussion 7, Parents, Buena Vista, Bolivie

²⁴⁹ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²⁵⁰ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

de temps.²⁵¹ Un autre participant a mentionné qu'il serait crucial d'impliquer les mères, en particulier celles qui ne travaillent pas, pour leur donner un « but et une direction ».²⁵² En réponse à cette constatation, le personnel du projet et les partenaires de mise en œuvre ont indiqué qu'il existait une intention d'accroître les activités parents-enfants dans la prochaine phase du projet et que certaines d'entre elles avaient déjà eu lieu. ²⁵³

Comment ont été définis les mécanismes de rétroaction du projet ? Comment les jeunes sont-ils impliqués dans la conception et la participation à ces mécanismes de rétroaction ?

Le projet dispose de plusieurs mécanismes de rétroaction, à la fois formels et informels.

- Les mécanismes formels comprennent : des formulaires Google anonymes et une enquête en ligne trimestrielle. Au moment de la collecte des données, le projet était également en train de tester un mécanisme de rétroaction systématisé et confidentiel.
- Les mécanismes d'information comprennent : des retours verbaux des participants vers les partenaires de mise en œuvre et l'équipe du projet.

Bien que l'équipe ait cherché à obtenir des commentaires par ces méthodes différentes, elle a constaté que les participants préféraient des approches plus informelles et conversationnelles. Un partenaire de projet a commenté que « nous n'avons pas de processus de feedback systématique avec aucun outil, mais plutôt des approches plus familières ».254 Malgré cela, les participants ont le sentiment que leur voix est entendue et que leurs opinions sont valorisées. Par exemple, une fille de Cabezas a partagé son expérience : « à l'École de leadership, ils nous ont demandé comment ils pouvaient s'assurer que nous ne nous ennuyions pas. Nous n'avons pas la confiance de les approcher. »²⁵⁵ Un autre participant a ajouté : « Ils nous parlent des types d'ateliers et des sujets, et nous demandent toujours ce que nous aimerions faire ».256 II existe cependant une volonté claire d'améliorer cet aspect. Les entretiens avec l'équipe de PiBI et les partenaires de mise en œuvre révèlent qu'une enquête en ligne est déjà conçue pour un retour d'information trimestriel. Cependant, les partenaires de La Paz ont souligné la difficulté d'introduire des formulaires de retours en ligne car la connectivité dans les municipalités de La Paz ne fonctionne pas.²⁵⁷ Au moment de la collecte de données, l'équipe du projet était en train de valider un mécanisme de retour d'information développé avec PIB, et visant à intégrer les jeunes dans les processus de conception et d'évaluation. 258 Il a également été noté que l'enquête en ligne est déjà conçue pour un retour d'information trimestriel.²⁵⁹

Au cours de la collecte de données, de nombreux participants ont également souligné un aspect crucial sur lequel ils souhaiteraient apporter leur avis concernant la planification des activités.

En particulier, il a été noté que les horaires et les lieux des activités sont souvent communiqués avec un préavis très court, que les lieux sont fréquemment modifiés et que les activités ont tendance à commencer au moins 30 minutes plus tard que les horaires initialement communiqués.²⁶⁰ Certains participants ont exprimé leur frustration face à cette situation, en particulier parce qu'elle a des répercussions sur leurs autres engagements.²⁶¹ Néanmoins, le personnel du projet a souligné qu'à la

²⁵¹ GDD 3, Garçons, Buena Vista, Bolivie ; Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

²⁵² Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁵³ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁵⁴ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁵⁵ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁵⁶Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁵⁷EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁵⁸L'outil a été testé lors de l'atelier Bridge 1er novembre 2024.

²⁵⁹ Commentaire sur le projet de rapport

²⁶⁰GDD, Divers.

²⁶¹GDD, Divers.

suite de la collecte des données d'évaluation, ce problème a été discuté en profondeur avec les partenaires pour s'assurer qu'il ne se reproduise pas.²⁶²

Par conséquent, l'évaluation a constaté que les mécanismes ne sont pas adaptés aux participants, ni ces derniers impliqués dans la conception des mécanismes de rétroaction. Néanmoins, cela ne semble pas avoir d'impact sur la conception des activités futures, car les répondants ont indiqué ci-dessus qu'ils sont à l'aise pour s'engager dans des dialogues avec les partenaires de mise en œuvre et l'équipe du projet.

Comment et dans quelle mesure les approches ou méthodologies d'autonomisation des jeunes ontelles contribué à la capacité de plaidoyer, à l'autonomie et à la durabilité des organisations, groupes ou réseaux dirigés par des adolescents et des jeunes dans la région/le pays ?

Dans le département de Santa Cruz, les réseaux de jeunes sont particulièrement forts dans la municipalité d'El Torno, où le projet a joué un rôle crucial dans le renforcement de leurs capacités et la garantie de leur continuité. Un jeune d'El Torno a expliqué que : « Les réseaux duraient autrefois deux ou trois ans, puis disparaissaient. Mais maintenant, grâce au projet, ils nous rassemblent en permanence et nous donnent envie de faire plus de choses ensemble. »263 Les réseaux sont également des plateformes qui soutiennent l'engagement des jeunes dans la défense des politiques locales. Un partenaire de mise en œuvre a remarqué : « Avec ceux d'El Torno, nous avons parlé de la loi sur la jeunesse afin qu'ils puissent obtenir un financement, et comme c'est maintenant une loi municipale, le réseau a un plus grand impact. »264 Cela démontre l'importance de l'échange d'expériences entre jeunes et de l'engagement avec d'autres municipalités. Le réseau de jeunes d'El Torno est connu pour avoir aidé d'autres municipalités, dont Buena Vista, à créer le leur réseau. Cependant, le principal défi reste d'assurer la continuité de ces réseaux, en particulier à Cabeza et Buena Vista. Comme l'a fait remarquer le personnel du projet : « Il y avait des réseaux, mais certains d'entre eux se sont dissous. Maintenant, elles se regroupent et se renforcent, en particulier à Buena Vista et Cabezas, qui sont les points focaux du projet. »265 Dans le département de La Paz, les partenaires et les participants ont décrit une situation plus engageante et plus favorable en raison des bases solides posées par les projets précédents. Une participante a noté : « Ici, les jeunes femmes leaders défendent activement leurs besoins auprès des autorités et collaborent avec Plan. »266

5.3.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section analyse l'ambition transformatrice de genre du projet en triangulant les données collectées lors de l'atelier Bridge, l'analyse fournie dans la matrice MEG partagée en avril 2024²⁶⁷ et l'analyse de genre réalisée par le BP en janvier 2024.²⁶⁸ Les plans d'action finalisés sont fournis à <u>l'annexe 8</u> et les recommandations élaborées au cours de la session sont incluses dans le chapitre 5 de ce rapport.

Normes de genre

La matrice MEG (2024) a évalué le projet comme ayant un potentiel moyen pour aborder les normes de genre dans les communautés ciblées.²⁶⁹ L'atelier Bridge a souligné les **efforts du projet pour**

²⁶² Commentaire sur le projet de rapport

²⁶³ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²⁶⁴ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Bolivie

²⁶⁵ EIC 1, Personnel du projet, Bolivie

 $^{^{266}}$ Groupe de discussion 6, Participants mixtes du district de La Paz

²⁶⁷Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁶⁸Réinventez-vous. (avril 2024). Rapport final d'analyse de genre

²⁶⁹Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

sensibiliser aux pratiques sexistes néfastes, en particulier parmi les jeunes, et pour remettre en question les normes liées au ménage et au travail.²⁷⁰ L'analyse de genre a révélé des progrès dans la lutte contre les stéréotypes, comme la normalisation de la participation des femmes au marché du travail.²⁷¹ Une participante de La Paz a noté: « II y a dix ans, les femmes se contentaient de cuisiner et ne pouvaient pas occuper de postes de direction. Aujourd'hui, les hommes encouragent les femmes à se présenter aux postes de direction et l'accès à l'éducation est égalitaire. »272 Malgré les progrès réalisés, des défis importants persistent, en particulier dans les zones rurales et isolées. Les femmes de ces communautés continuent d'assumer de manière disproportionnée les tâches domestiques et les soins, travaillant souvent en double ou triple équipe. Un informateur clé a expliqué : « Il est normal que les femmes travaillent à l'extérieur de la maison, mais on attend d'elles qu'elles reviennent et assument les rôles de soignantes. »273 Les normes traditionnelles limitent également l'éducation des filles, donnant la priorité à la scolarité de leurs frères. À Santa Cruz, les normes de genre restent ancrées sur le marché du travail, les femmes étant confinées à des rôles tels que secrétaires ou petites entrepreneuses, et confrontées à des obstacles pour accéder à des postes de direction. Un participant a observé : « Les femmes peuvent travailler dans des cabinets d'avocats, mais les avocats, les juges et les procureurs sont toujours des hommes. »274 La persistance de ces normes est souvent liée aux divisions générationnelles, les générations plus âgées conservant les stéréotypes traditionnels. Les participants ont souligné l'importance du dialogue intergénérationnel, reflétant de manière positive les activités parents-enfants organisées par le projet. L'atelier Bridge a souligné la nécessité d'impliquer les familles, les écoles et les communautés par le biais de campagnes de sensibilisation, de réunions communautaires et de l'implication des autorités locales. L'élargissement des forums intergénérationnels au sein des espaces de prise de décision a également été souligné comme étant essentiel pour remettre en question les normes restrictives et favoriser le changement.

Agence

La matrice MEG estime que le projet a un potentiel moyen pour favoriser l'autonomie des jeunes filles et des femmes, reconnaissant ses efforts pour améliorer les compétences techniques et professionnelles des filles tout en sensibilisant au genre. ²⁷⁵ Ces efforts ont inclus des ateliers portant sur l'autonomie, le leadership, l'estime de soi, l'entrepreneuriat et la santé sexuelle et reproductive pour prévenir les grossesses chez les adolescentes. ²⁷⁶ Dans la prochaine phase du projet, PIB a pour objectif de renforcer également les compétences des jeunes femmes pour diriger des initiatives et influencer les gouvernements locaux. ²⁷⁷ Les participantes ont souligné que le projet les avait aidées à développer un sens plus fort de leur autonomie et de leur estime de soi. Une fille de Cabezas a expliqué : « J'ai compris qu'en tant que femmes, nous pouvons accomplir des choses. Cela a renforcé mon estime de moi. » ²⁷⁸ Une autre fille de Buena Vista a fait écho à ce sentiment, expliquant que le projet l'avait aidée à « gérer les défis de la vie et à se rendre compte qu'elle pouvait accomplir tout ce qu'elle voulait. » ²⁷⁹

²⁷⁰ Atelier Bridge, Bolivie

²⁷¹ Réinventez-vous. (avril 2024). Rapport final d'analyse de genre

²⁷² Atelier Bridge, Bolivie

²⁷³EIC 6, Autorité locale, Bolivie

²⁷⁴ GDD, divers

²⁷⁵Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁷⁶Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁷⁷Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁷⁸ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁷⁹ Groupe de discussion 4, filles, Buena Vista, Bolivie

Malgré ces avancées, des difficultés subsistent au niveau familial et communautaire. L'analyse de genre met en évidence des cycles de violence profondément enracinés et des perceptions bien ancrées qui sapent l'estime de soi des femmes et les découragent de rechercher des postes d'influence. ²⁸⁰Même les femmes autonomes craignent souvent d'être jugées ou ont le sentiment de devoir travailler plus dur pour justifier leur participation. L'accès à l'éducation varie également considérablement, en fonction des valeurs familiales. ²⁸¹ Alors que les jeunes filles restent de plus en plus à l'école et bénéficient d'une éducation à l'égalité des sexes, les femmes plus âgées et celles qui sont exclues de l'éducation sont confrontées à des obstacles persistants. Un directeur d'école a fait remarquer : « Les filles scolarisées sont plus émancipées et conscientes, et nous constatons moins de grossesses. Mais celles qui quittent l'école sont beaucoup plus susceptibles de tomber enceintes et d'être confinées au foyer. » ²⁸² En réfléchissant à ces conclusions, l'atelier Bridge a souligné la nécessité de compléter les initiatives en milieu scolaire par des efforts de sensibilisation ciblés pour atteindre les filles plus vulnérables et marginalisées, en veillant à ce que les avantages du projet s'étendent au-delà du cadre éducatif.

État et position

La matrice MEG identifie le projet comme ayant un potentiel moyen d'amélioration de la condition et de la position des femmes dans leur environnement immédiat et élargi. 283 Elle met en évidence les efforts déployés pour répondre aux besoins quotidiens et aux conditions des filles et des jeunes femmes au sein de leurs familles et de leurs communautés, ainsi que les progrès réalisés grâce au renforcement de leurs capacités en compétences générales et techniques, et à la fourniture de capitaux de démarrage pour l'entreprenariat.²⁸⁴ L'accent envisagé pour la prochaine phase est de renforcer davantage l'influence des jeunes femmes aux niveaux local, communautaire et municipal, dans le but de modifier leur position dans ces contextes.²⁸⁵ Le travail de PI a porté sur le renforcement de l'estime de soi et des compétences en leadership des filles dans des environnements pr, tels que les réseaux de jeunes et les activités de Pl. Ces efforts ont contribué à améliorer la condition et la position des femmes et des filles dans ces espaces, en soulignant que les limitations auxquelles elles sont confrontées dans la société ne sont pas inhérentes et doivent être remises en question. Au niveau individuel, le programme a veillé à ce que les femmes soient incluses dans des domaines non traditionnels. Par exemple, les filles de Cabezas ont exprimé leur plaisir à participer à des ateliers sur la réparation de téléphones, de moteurs et la gestion de drones.²⁸⁶ Cependant, il reste à voir si l'acquisition de ces compétences se traduira par des opportunités d'emploi dans ces domaines non traditionnels. Au niveau communautaire, des défis persistent. Au cours de l'atelier Bridge, il a été noté que l'âge est un facteur important qui affecte l'exclusion des jeunes et en particulier des jeunes filles des rôles de prise de décision et de leadership. Cette observation met en évidence le fossé générationnel qui existe au sein des communautés. Les adultes, en particulier les dirigeants communautaires, sont traités avec beaucoup de respect, ce qui entrave souvent la participation significative des jeunes à la prise de décision communautaire.²⁸⁷ La triangulation des données révèle que les femmes continuent de se heurter à des obstacles importants pour accéder à des opportunités professionnelles dominées par les hommes, ce qui restreint leurs choix et limite leur progression. Pour

 $^{^{280}\,\,}$ Réinventez-vous. (avril 2024). Rapport final d'analyse de genre

²⁸¹ Réinventez-vous. (avril 2024). Rapport final d'analyse de genre

²⁸² EIC 7, Autorité locale, Bolivie

²⁸³Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁸⁴Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁸⁵Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁸⁶Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁸⁷Atelier Bridge, Bolivie

remédier à ces problèmes, l'atelier Bridge a souligné la nécessité de prendre des mesures concrètes pour renforcer le rôle des réseaux de jeunes au sein des conseils communautaires, en veillant à ce que les représentantes aient la possibilité de s'exprimer en public et d'être visibles auprès des jeunes et des plus âgés de la communauté.

Diversité

La matrice MEG estime que le projet a un potentiel moyen de promotion de la diversité, soulignant les progrès réalisés dans l'autonomisation des jeunes mais notant les défis à relever pour lutter contre la marginalisation plus large.²⁸⁸ Au cours de l'atelier Bridge, les participants ont souligné la nécessité de résoudre les tensions entre les modes de vie autochtones et conventionnels, les jeunes autochtones de La Paz luttant pour équilibrer l'identité culturelle avec les aspirations personnelles et professionnelles tout en étant confrontés à la discrimination.²⁸⁹ La discrimination liée à l'âge a également été identifiée comme une préoccupation importante. Les adultes de plus de 24 ans, exclus en raison des restrictions d'âge du projet, ont souvent exprimé un fort désir de participer aux ateliers, en particulier compte tenu du taux de chômage élevé de la communauté.²⁹⁰ Bien que les partenaires de mise en œuvre aient parfois fait des exceptions pour inclure des participants plus âgés, les contraintes budgétaires et la nécessité de respecter les indicateurs du projet limitent ces efforts. Les participants ont suggéré de transférer les méthodologies vers des initiatives adaptées aux adultes pour répondre durablement à leurs besoins.²⁹¹ Enfin, l'atelier a souligné l'exclusion des jeunes non scolarisés, qui rencontrent des obstacles importants pour bénéficier des activités du projet.²⁹² Les participants ont souligné l'urgence de promouvoir l'inclusion éducative en ciblant spécifiquement les jeunes non scolarisés et en tenant compte des divers besoins d'apprentissage pour assurer un accès et une participation équitables.²⁹³ Les responsables du PI ont souligné que ce point sera examiné en 2025, avec une attention particulière portée au travail avec la population non scolarisée.²⁹⁴

Travailler avec des garçons et des hommes

La matrice MEG estime que le projet a un potentiel moyen de promotion de masculinités positives et non violentes en sensibilisant à l'égalité des sexes et à l'inclusion. Les collaborations avec les réseaux de jeunes ont aidé les garçons à remettre en question les stéréotypes et à exprimer leurs émotions, comme en témoignent les discussions de groupe. Par exemple, les participants ont souligné la redéfinition de la masculinité comme « pleurer sans juger »²⁹⁵ ou « aider à la cuisine. »²⁹⁶ Malgré les progrès réalisés auprès des jeunes, il demeure difficile d'impliquer les adultes, en particulier les pères. De nombreux garçons ont décrit des relations tendues avec leur père, enracinées dans des styles parentaux assertifs qui entravent la communication ouverte. Un garçon a déclaré : « Je sais que je peux pleurer, mais je ne le ferai pas devant mon père parce qu'il me traitera de fille. »²⁹⁷ Les participants ont souligné l'importance d'impliquer les hommes dans les discussions sur le genre et la violence, en déclarant : « Je n'ai pas vu beaucoup d'inclusion des personnes âgées dans nos activités. Il serait

²⁸⁸Plan International. (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

²⁸⁹Atelier Bridge, Bolivie

²⁹⁰Atelier Bridge, Bolivie

²⁹¹Atelier Bridge, Bolivie

²⁹²Atelier Bridge, Bolivie

²⁹³ Atelier Bridge, Bolivie

²⁹⁴Commentaire du PIB

²⁹⁵ Groupe de discussion 1, garçons, El Torno, Bolivie

²⁹⁶ Groupe de discussion 3, garçons, Buena Vista, Bolivie

²⁹⁷ Groupe de discussion 6, Filles et garçons, Santa Cruz

important d'aborder les questions de genre avec eux, en particulier les hommes, car de nombreuses personnes âgées ont encore un comportement très machiste. »²⁹⁸

Les participants aux deux groupes de discussion et à l'atelier Bridge ont souligné que les activités parents-enfants dans le cadre du projet ont favorisé une meilleure communication et ont appelé à davantage d'initiatives de ce type. Un participant a déclaré : « Pendant l'activité, j'ai eu l'impression que nous étions dans un espace neutre. Nous étions toujours père et fils, mais nous pouvions mieux communiquer, rire et apprendre ensemble au-delà de nos rôles établis au sein du foyer. »²⁹⁹ L'atelier Bridge a quant à lui appelé à une plus grande implication des parents et de la communauté. Les activités suggérées, telles que les tournois sportifs et les barbecues, ont été considérées comme des stratégies prometteuses pour promouvoir une masculinité positive lorsqu'elles étaient guidées par des experts techniques.³⁰⁰

Environnement favorable

Le MEG identifie un potentiel moyen pour créer un environnement favorable, mettant particulièrement l'accent sur les efforts du projet pour développer des actions concrètes en collaboration avec les acteurs communautaires locaux et les réseaux de jeunes.301 Cette ambition s'aligne sur l'objectif de mettre en œuvre des stratégies visant à faire progresser les lois municipales axées sur l'égalité des sexes et l'inclusion. L'étude d'analyse de genre souligne que les réglementations existantes aux niveaux national et international abordent largement les droits associés à une vie sans violence et à la garantie de la participation, avec un accent particulier sur les femmes. Malgré cela, un écart important subsiste entre la législation nationale et sa mise en œuvre effective et sa sensibilisation au niveau local dans les communautés ciblées. 302 Cette lacune souligne l'urgence de poursuivre le travail avec les institutions municipales pour sensibiliser à l'égalité des sexes, notamment par le biais de campagnes continues visant à soutenir les progrès et à changer les attitudes à l'égard des normes de genre. Au cours de l'atelier Bridge, il a été souligné que ces efforts doivent être persistants et engageants pour garantir que les communautés non seulement comprennent mais soutiennent activement l'égalité des sexes dans leur vie quotidienne.303 L'importance de travailler avec les autorités locales, les dirigeants communautaires et les citoyens pour créer un impact durable a été soulignée, en mettant l'accent sur le renforcement de ces messages dans les contextes locaux. En outre, la nécessité d'un dialogue et d'une éducation continus a été soulignée pour maintenir l'élan et garantir que les progrès réalisés jusqu'à présent se traduisent par des changements tangibles à long terme. 304

1.1.1. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours reflète des progrès positifs vers l'objectif du projet, même si plusieurs défis contextuels continuent d'affecter les résultats. Le projet a eu un bon impact en créant des opportunités de développement des compétences techniques et de vie par le biais d'emplois réels et de la croissance des entreprises, qui sont entravées par un accès limité au capital et des marchés du travail restrictifs. Si les jeunes filles et garçons sont informés sur les questions de genre, un écart persiste dans leur compréhension et leur confiance dans les mécanismes de protection. Malgré l'instabilité politique qui affecte les progrès vers le résultat 3, le projet a progressé pour favoriser la collaboration entre les parties prenantes et influencer les politiques locales. L'analyse des progrès vers le résultat 4 révèle que si les partenariats ont renforcé la gouvernance interne et les pratiques sensibles au genre, il existe une

²⁹⁸ Groupe de discussion 5, filles, Cabeza, Bolivie

²⁹⁹ Groupe de discussion 6, Filles et garçons, Santa Cruz

³⁰⁰ Atelier Bridge, Bolivie

³⁰¹Plan International, (janvier 2024). Évaluer le potentiel de contribution à l'égalité des sexes, aux droits des filles et à l'inclusion dans les projets

³⁰² Réinventez-vous. (avril 2024). Rapport final d'analyse de genre

³⁰³ Atelier Bridge, Bolivie

³⁰⁴ Atelier Bridge, Bolivie

demande claire pour un soutien et une flexibilité accrus au niveau du terrain dans la mise en œuvre du projet. Plus précisément, les partenaires de mise en œuvre ont souligné la nécessité d'un engagement plus direct des coordinateurs sur le terrain pour mieux comprendre les défis locaux et s'assurer que les attentes du programme correspondent aux réalités sur le terrain. Le soutien sur le terrain devrait inclure des visites plus fréquentes, des conseils pratiques et un dépannage réactif pour répondre aux problèmes émergents.

L'évaluation a mis en évidence les difficultés rencontrées par les femmes des communautés ciblées pour obtenir un emploi rémunéré, qui se tournent souvent vers le travail indépendant en raison des attentes de la société, en particulier après la maternité. Même les femmes instruites sont confrontées à des préjugés en matière d'embauche, ce qui les pousse à considérer l'entrepreneuriat comme une option viable. Le projet EMPODERA-T répond à ces défis en offrant des formations professionnelles et des opportunités de croissance d'entreprise, leur permettant de briser les normes de genre. Le projet aide également les jeunes à développer des compétences personnelles et techniques, avec des activités pratiques et une formation aux compétences de vie pour favoriser l'entrepreneuriat. Le capital d'amorçage constitue un facteur de motivation important, même s'il n'est pas toujours suffisant pour assurer le succès à long terme.

En particulier, si les bénéficiaires du capital d'amorçage sont en mesure d'utiliser les fonds pour acheter des équipements essentiels (voir la section précédente), beaucoup ont déclaré avoir du mal à maintenir leur entreprise au fil du temps sans soutien financier ou logistique supplémentaire. Plusieurs participants ont noté que, malgré l'investissement initial, les coûts récurrents tels que les matériaux, le loyer ou les dépenses de marketing rendent difficile le maintien des opérations de manière indépendante. Par conséquent, beaucoup dépendent de l'aide financière de leurs parents ou de membres de la famille pour maintenir leur entreprise à flot. Cela souligne la nécessité de mécanismes de soutien continus, tels que des formations en éducation financière, des programmes de mentorat ou l'accès aux microcrédits, pour améliorer la viabilité à long terme de leurs efforts entrepreneuriaux. L'initiative « Projet de vie » a aidé les participants à définir leurs objectifs de carrière et à aligner leurs aspirations sur des plans d'action, favorisant ainsi leur croissance personnelle et professionnelle.

Le projet motive les jeunes en leur fournissant des compétences et un soutien financier. De nombreux participants sont attirés par leurs expériences passées positives avec le PIB et par les encouragements des écoles et des réseaux de jeunes. Il renforce l'estime de soi en améliorant les capacités de communication et de leadership, ce qui permet aux participants de se sentir plus confiants. Bien qu'il profite principalement aux réseaux de jeunes, les parents sont favorables au projet mais souhaitent davantage d'implication. Les mécanismes de retour d'information sont informels et non anonymes. Cependant, des efforts sont en cours pour systématiser et impliquer les jeunes dans le processus. Le projet renforce les réseaux de jeunes, en assurant leur durabilité et en soutenant le plaidoyer en faveur des politiques locales, tout en faisant progresser les objectifs de transformation du genre grâce à l'intégration continue des considérations de genre.

Le projet a permis de faire évoluer les normes de genre, d'autonomiser les jeunes femmes et d'améliorer leurs conditions de vie, notamment grâce à des initiatives en matière d'éducation et de leadership. Cependant, des normes bien ancrées, notamment dans les zones rurales, et des obstacles dans les domaines dominés par les hommes persistent. Les efforts visant à impliquer les garçons et les hommes dans la redéfinition de la masculinité ont été positifs, mais il faut travailler davantage avec les hommes adultes. En particulier, les répondants ont noté que même si leurs pères sont devenus plus tolérants à l'égard de leur participation aux activités du projet, ils se sentent toujours distants et déconnectés sur le plan émotionnel. Beaucoup ont déclaré que si le projet a encouragé la croissance personnelle et la conscience de soi chez les participants, il les a également rendus plus conscients du manque de communication ouverte et affectueuse au sein de leur famille. Certains répondants ont fait part de leur souhait d'une relation plus honnête et plus ouverte avec leurs parents, considérant le projet

comme une occasion d'aider leur famille, en particulier leur père, à devenir plus réceptifs à l'expression émotionnelle – tout comme il les a aidés. Bien que des progrès aient été réalisés dans la promotion de la diversité, la discrimination liée à l'âge et l'exclusion des jeunes non scolarisés demeurent des défis.

5.4. Analyse de l'Équateur

Le projet DGD en Équateur, lancé en novembre 2022, est mis en œuvre dans les provinces de Los Ríos et Bolívar. Los Ríos est une région côtière, habitée principalement par des communautés métisses qui cultivent des fruits tropicaux, du café et du cacao. Bolívar est une zone montagneuse, principalement habitée par des communautés autochtones qui dépendent de l'élevage et de la production de produits artisanaux. Au début du projet DGD, Plan International Équateur (PIE) pouvait compter sur une présence préexistante dans les deux provinces pour concevoir des interventions sur mesure avec le soutien de partenaires de mise en œuvre locaux : la Fondation Waal et la CODESPA. La Fondation Waal a commencé son intervention en novembre 2022. La Fondation CODESPA l'a rejoint en juin 2023. Le projet a été mis en œuvre dans un total de 17 communautés, dont 8 communautés dans la province de Bolivar et 9 communautés dans la province de Los Rios. Le travail des deux partenaires de mise en œuvre est complémentaire, la Fundacion de Waal se concentrant sur les composantes des compétences de vie, de la santé sexuelle et reproductive, des pratiques positives en matière de genre et de la protection contre la violence (résultats 1 et 2) et le CODESPA se concentrant sur la composante de l'autonomisation économique (résultat 3). La Fundacion de Waal travaille dans les deux provinces, tandis que le CODESPA n'intervient que dans la province de Los Rios.

5.4.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours pour décrire les principaux progrès et défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à mi-parcours.³⁰⁵ Les données de l'étude quantitative ont été utilisées dans le cadre des entretiens avec les informateurs clés et de l'atelier Bridge pour identifier les lacunes et les défis spécifiques dans la réalisation des objectifs du projet. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Dans l'ensemble, les résultats de l'évaluation montrent que le projet a progressé de manière positive, atteignant des résultats positifs pour la majorité des indicateurs pour chaque résultat. Il est à noter qu'il existe une forte synergie entre les deux partenaires de mise en œuvre, les bénévoles et les participants, ce qui favorise la pollinisation croisée et l'apprentissage mutuel entre les différentes parties prenantes. Grâce à des décennies de travail avec les communautés locales, les autorités locales accordent une grande importance au PIE, ce qui permet aux partenaires de mise en œuvre d'instaurer la confiance avec les communautés et les dirigeants. Cela est particulièrement pertinent à Bolívar, où plusieurs répondants ont noté que l'accès aux ONG est souvent difficile en raison du contexte autochtone.

Le résultat 1 a été particulièrement réussi, avec une majorité pertinente de participants signalant des améliorations notables dans la confiance et la sensibilisation à l'égalité des sexes. Pour le résultat 2, cependant, un défi majeur identifié au niveau qualitatif est la participation limitée des parents, en particulier des pères, aux activités du projet. Un autre défi identifié concerne le domaine de la protection contre la violence. Bien que les participants aient montré une amélioration de leur sensibilisation aux questions de genre et à la violence, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour intégrer et renforcer les mécanismes de protection. Cela comprend le soutien à leur consolidation et la garantie de leur fonctionnement efficace aux niveaux communautaire et local. Bien que le résultat 3 ne fasse pas partie de l'étude quantitative, les résultats qualitatifs soulignent l'importance de l'autonomisation économique pour motiver les participants, en particulier les jeunes filles à

-

³⁰⁵ Veuillez vous référer au tableau 7.

participer aux activités. Des activités telles que l'éducation financière et des initiatives comme l'entreprenariat à petite échelle ont souvent été mises en avant lors des discussions de groupe.

Bien que des progrès aient été régulièrement enregistrés dans les deux provinces, **Bolívar enregistre** des taux de réussite inférieurs pour la majorité des indicateurs. Les entretiens qualitatifs révèlent plusieurs facteurs contribuant à la baisse des taux de Bolívar. D'une part, l'éloignement et les défis climatiques de Bolívar rendent l'engagement communautaire plus difficile. D'autre part, les tensions entre les mécanismes de justice autochtones et les systèmes de justice formels compliquent encore davantage la mise en œuvre.

Résultat : Les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) renforcent leurs capacités de base nécessaires pour agir en tant que moteurs efficaces du changement, dans le respect des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'inclusion.

L'évaluation quantitative indique que l'objectif a été atteint et dépassé pour tous les indicateurs à Los Ríos et tous les indicateurs sauf un à Bolívar.

Tableau 20 : Réalisation des indicateurs pour le résultat de l'Équateur

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Bolív ar	Les Ríos	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes ayant fait preuve d'autonomisation (LEAO1.1.1)	Total: 40% Garçons: 40% Filles: 40%	Total: 60% Garçons: 60 % Filles: 60%	Total : 64,81 % Garçons : 62,24 % Filles : 66,67 %	41,5 %	94,2%	Total: 80% Garçons: 80% Filles: 80%
% de jeunes (tous sexes confondus) en emploi salarié dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	N/A	Total : 13,73 % Garçons : 33,33 % Filles : 7,70 %	N/A	13,73%	Total: Garçons : 20 % Filles : 20%
% de jeunes (tous sexes confondus) ayant une entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant leur formation (SOYI1.1.2)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	N/A	Total : 40,02 % Garçons : 50% Filles : 48,72 %	N/A	40,02%	Total: Garçons : 20 % Filles : 20%
La mesure dans laquelle les jeunes déclarent que les adultes les aident à discuter et à exprimer leurs opinions sur la violence et les abus (PROO3.5.1)	Total: 20%	Total: 50%	Total : 92,31 %	92,59 %	92,31%	Total: 60%
% de mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille qui assurent des processus fonctionnels d'identification, d'orientation et de suivi des cas de violence (LDI)	Total: 0	Total: 20%	Total: 100%	100%	100%	Total: 40%

À Los Ríos, les partenaires de mise en œuvre ont attribué les progrès réalisés pour les indicateurs 1 et 4 à différents facteurs. Tout d'abord, l'utilisation d'une approche ludique dans les activités du projet a favorisé la participation active des participants. Plus précisément, l'intégration d'activités ludiques et sportives a renforcé l'engagement et la rétention des participants. Comme indiqué : « C'est un point sur lequel on insiste toujours dans les communautés : l'espace que nous fournissons n'est pas une école. Nous ne leur donnons pas de devoirs ou de tâches à faire ; c'est plutôt un endroit où ils peuvent venir apprendre de manière ludique et amusante. »306 Par conséquent, « les jeunes se sentent responsabilisés, ils apprennent en jouant et ils ont confiance en ce qu'ils font. » Deuxièmement, un effort massif a été fait pour impliquer les parents et les adultes des communautés ciblées dans des rôles de leadership liés aux projets. Dans les communautés ciblées, les partenaires ont pu compter sur des bénévoles communautaires déjà formés par Pl. Leur connaissance des méthodologies de PI leur a permis de jouer un rôle important dans le projet, à la fois pour soutenir la mise en œuvre des activités et pour recruter de nouveaux participants. Comme l'a souligné le partenaire de mise en œuvre : « Tout ce que nous faisons au niveau communautaire est planifié et organisé en coordination avec les dirigeants communautaires et les bénévoles, et c'est grâce à cette collaboration que nous pouvons impliquer les adolescents, les filles et les garçons, ainsi que les adultes, pour qu'ils participent activement à chacun des processus. »307

L'objectif manqué pour l'indicateur LEAO1.1.1 à Bolivar a été examiné lors de l'atelier Bridge et des entretiens avec les informateurs clés, révélant deux défis principaux. Le premier défi était géographique. Bolívar est une région montagneuse avec des communautés isolées et dispersées sur des distances importantes, ce qui rend difficile le maintien d'un calendrier d'activités cohérent. Un répondant a expliqué : « Nous ne pouvons pas organiser de sessions de formation hebdomadaires, mais seulement une fois par mois, en raison de la distance entre les communautés, y compris celles des basses et hautes terres. »308 Le deuxième défi était culturel. Les communautés ciblées à Bolívar ont de fortes traditions autochtones profondément enracinées et résistantes au changement. La présence de longue date de PI dans la province a joué un rôle déterminant pour surmonter cet obstacle. En instaurant la confiance avec les dirigeants et les communautés autochtones et en « les approchant avec respect pour leurs traditions profondément enracinées », 309 le projet a réussi à jeter les bases du changement. Cependant, le processus a nécessité de sensibiliser aux « droits de l'homme et aux pratiques positives en matière de genre, » des sujets qui étaient initialement « très peu familiers » à de nombreux participants, y compris les adolescents et les adultes. Le personnel du projet a reconnu que la réalisation de l'objectif était un processus lent, mais délicat. Néanmoins, l'obtention de 41 % de progrès dans ce contexte difficile a été reconnue comme une étape importante lors de l'atelier Bridge. 310 Une bonne pratique clé a été identifiée : l'implication des autorités locales, telles que l'Organización Runakunapa et le Centro de Salud, dont la participation constante a contribué à renforcer la confiance et à faire progresser les objectifs du projet.

Enfin, les progrès réalisés dans le cadre du cinquième indicateur LDI peuvent être attribués aux efforts déployés par le projet pour renforcer les mécanismes de protection communautaire existants et favoriser les liens avec les institutions locales et les services de protection. Il s'agit notamment des Conseils pour la protection des droits, des Commissions cantonales pour la protection des droits et du Conseil national intergénérationnel. Le transfert de méthodologies aux partenaires a également été souligné comme une pratique précieuse. Comme expliqué : « PI a été incroyablement utile en fournissant une boîte à outils de politiques de protection à tout le personnel chargé de la mise

³⁰⁶ EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁰⁷ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁰⁸ EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁰⁹ EIC 1, Personnel du projet, Équateur

³¹⁰ Atelier Bridge, Équateur

en œuvre et nous avons pu les utiliser pour renforcer le mécanisme communautaire et sensibiliser aux questions de genre et aux types de violence. »³¹¹

Résultat 1 : Les adolescentes et les jeunes femmes (âgées de 15 à 24 ans) renforcent leurs capacités de base nécessaires pour agir en tant que moteurs efficaces du changement dans le respect des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de l'inclusion.

Le résultat 1 est mis en œuvre par la Fondation The Waal à travers les activités combinées organisées dans le cadre de l'École de leadership pour les filles AyJ et du programme CoC pour les garçons AyJ. L'évaluation quantitative révèle que le résultat 1 a été dépassé pour tous les indicateurs sauf un dans les deux provinces. Ces résultats ont été validés lors de la recherche qualitative, 100 % des répondants aux groupes de discussion de Los Ríos ayant signalé des améliorations dans leurs compétences de vie, en particulier en matière de confiance en soi et de communication.

Tableau 21 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référenc e	à moyen	Résultat à mi- parcours	Bolívar	Les Ríos	Objectif à terme
% de jeunes (sand dinstinction de genre) qui déclarent se sentir confiants dans leurs compétences de vie à la fin de la formation (SOYO1.1.1)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	Total: 50% Garçons: 50% Filles: 50%	Total: 94,57 % Garçons: 93,71 % Filles: 92,22 %	87,65%	100%	Total: 85% Garçons: 85% Filles: 85%
# et qualité des actions individuelles et collectives des organisations de jeunesse (LEAO1.3.2)	Total: 0	Total : 10	Mal interpo quantitativ		étude	Total : 20
Nombre d'initiatives d'organisations de jeunesse qui utilisent les médias sociaux pour leur action collective (LEAO1.3.3)	Total: 0	Total: 6	Total: 17	6	11	Total: 12

Les données révèlent un contraste entre la perception de ses propres capacités et la faible estime de soi, en particulier chez les filles. Notamment, 30,77 % des filles de Los Ríos et 50 % de celles de Bolívar ont déclaré qu'elles « se sentent parfois inutiles ».312 L'atelier Bridge a été l'occasion d'examiner cette question en profondeur. Bien que les activités du projet aient eu un impact positif, il a été noté que de nombreuses participantes continuent de se heurter à des normes et stéréotypes sexistes négatifs à la maison ou à l'école, ce qui affecte leur confiance et leur estime de soi.313 Pour relever ce défi, l'atelier a souligné que les activités axées sur le renforcement de l'estime de soi doivent se poursuivre et que des efforts doivent être faits pour impliquer les adultes, et en particulier les parents, en particulier les pères, dans les activités du projet. En outre, il est essentiel d'impliquer les écoles dans la promotion d'un environnement favorable qui remet en question les normes sexistes négatives et qui encourage une perception positive de soi chez les filles. Le coordinateur du projet a noté que cette question a été analysée, et l'équipe s'efforce de renforcer cette composante de la confiance en soi dans les activités du projet.³¹⁴

³¹¹ EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³¹²Anthroprojets. (2024). Systématisation des informations primaires et secondaires issues de l'évaluation à mi-parcours du projet « Autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des femmes (10-24 ans) ».

³¹³ Atelier Bridge, Équateur

³¹⁴ Commentaire sur le projet de rapport

Au cours de l'atelier Bridge, il a été constaté que l'indicateur LEAO1.3.2. a été mal calculé dans l'étude quantitative. Deux des trois organisations évaluées (Leadership School et Champions of Change) sont des groupes envisagés selon les méthodologies de Plan International, plutôt que des organisations de jeunesse. En revanche, le projet comprend également plusieurs clubs de jeunes dans les communautés qui n'ont pas été pris en compte dans l'évaluation quantitative. Par conséquent, cet indicateur ne peut pas être évalué en termes d'objectifs. Il est néanmoins important de souligner que les partenaires de mise en œuvre du projet considèrent les clubs de jeunes comme un atout essentiel pour garantir l'engagement d'AyJ et qui servent de plateformes pour des activités telles que Champions of Change. Comme l'a noté un partenaire : « Les clubs sont très solides, avec des participants très engagés et motivés et l'un de nos principaux avantages est que lorsque nous menons des activités comme le processus Champions for Change, ce sont les mêmes jeunes des clubs qui y participent. »316

Enfin, le critère LEAO1.3.2. a été respecté, puisque 17 des 19 clubs de jeunes interrogés utilisent les réseaux sociaux pour leurs activités collectives, dont 11 basés à Los Ríos et 6 à Bolívar. L'étude quantitative note également que, comme ces clubs sont relativement nouveaux, « certains n'ont pas encore défini d'objectifs clairs en matière de sensibilisation et d'engagement du public sur les plateformes de réseaux sociaux. »317 Cette observation a été confirmée dans les données qualitatives, où les responsables de la jeunesse ont mentionné que la majorité des communications sur les activités du projet au sein des clubs se fait via des groupes WhatsApp. Cette utilisation précoce des réseaux sociaux suggère qu'il est possible d'améliorer la visibilité et l'impact de leurs initiatives à mesure que leurs objectifs sont développés et clarifiés.³¹⁸

Résultat 2 : Les environnements familiaux et communautaires assument leur rôle de protection des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes (de 10 à 24 ans), notamment contre la violence sexiste, les grossesses précoces et les unions précoces et forcées.

Le résultat 2 a été atteint pour tous les indicateurs, à l'exception des indicateurs PROO1.4.1 et PROO3.3.1 à Bolívar. Selon le coordinateur du projet, le succès de ce résultat a été obtenu grâce au respect efficace du calendrier et à la bonne utilisation du budget.³¹⁹

Tableau 22 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 2

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcour s	Bolívar	Les Ríos	Objecti f à terme
% d'enfants, d'adolescents et de jeunes (NNAJ) qui déclarent se sentir en confiance pour signaler une violation de la protection à un mécanisme de signalement (PROO1.4.1)	Total: 20% Garçons : 20 % Filles : 20%	Total: 30% Garçons : 30% Filles : 30%	Total : 57,61 % Garçons : 52,83 % Filles : 61,24 %	30,00% filles 24,32% Garçon s	79,34% de filles 77,95% de garçon s	Total: 40% Garçon s:40 % Filles: 40%

³¹⁵ Atelier Bridge, Équateur

³¹⁶ EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³¹⁷Anthroprojets. (2024). Systématisation des informations primaires et secondaires issues de l'évaluation à mi-parcours du projet « Autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des femmes (10-24 ans) » ³¹⁸ Atelier Bridge, Équateur

³¹⁹ Commentaire sur le projet de rapport

% d'enfants, d'adolescents et de jeunes (NNAJ) qui prennent des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive (SRHO1.2.1)	Total : 24% Garçons : 24 % Filles : 24%	Total : 42% Garçons : 40 % Filles : 45%	Total : 65,77 % Garçons : 61,72 % Filles : 68,82 %	59,26%	73,53%	Total: 50% Garçon s:50% Filles: 50%
Degré auquel les organismes chargés de l'application de la loi et autres services connexes contribuent efficacement au système de protection de l'enfance et de la famille dans le cadre de leur mandat (PROO5.6.1)	20%	30%	61,65%	40%	83%	40%
% de parents et de tuteurs (sans distinction de genre) qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives avec les enfants et les adolescents (PROO2.1.1)	Total: 40% Hommes: 40 % Femmes: 40%	Total: 60% Hommes : 60 % Femmes : 60%	Total: 100% Hommes : 14,55 % Femmes : 85,45	100%	100%	Total: 80% Homm es: 80 % Femme s: 80%
% de mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille qui répondent aux normes minimales de qualité (PROO3.3.1)	30%	50%	55,56%	37,5%	70%	100%

Selon le partenaire de mise en œuvre à Los Ríos, les progrès réalisés dans le cadre des indicateurs PROO1.4.1, SRHO1.2.1 et PROO2.1.1 ont été motivés par une approche globale axée sur la participation des AyJ et de leur environnement immédiat. 320 En utilisant les méthodologies de PI, la Fondation Waal a organisé des ateliers sur les droits sexuels et reproductifs, l'estime de soi, la sexualité et la planification de la vie, le projet ciblant à la fois les clubs existants et nouvellement créés. En outre, des activités d'engagement communautaire ont été menées avec la participation des parents et des tuteurs. Une autre approche clé consistait à renforcer les mécanismes communautaires de protection des droits. Comme l'a noté le partenaire de mise en œuvre : « Ces mécanismes sont présents dans chacune des communautés et servent de lien entre la communauté et les institutions chargées de protéger les droits. »321 Grâce à cette approche, 78,64 % des AyJ interrogés ont déclaré savoir où, comment et quand signaler une situation de violence ; 73,53 % ont déclaré avoir pris des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive ; et 85,29 % se sentaient confiants pour demander des conseils sur la santé sexuelle et reproductive à une personne de confiance. Il restait un défi à relever : impliquer les pères.322 Comme l'a mentionné le partenaire chargé de la mise en œuvre : « Nous rencontrons encore des difficultés pour impliquer les pères dans nos séances. La majorité d'entre eux travaillent pendant la journée et certains restent sceptiques quant à leur participation aux activités. »323

Dans l'étude quantitative, l'indicateur PROO5.6.1 a été mesuré en interrogeant directement les organismes chargés de l'application de la loi et les prestataires de services impliqués dans la protection contre la violence. Bien que l'objectif ait été atteint et dépassé à Los Rios, les données

³²⁰ EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³²¹ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³²²Anthroprojets. (2024). Systématisation des informations primaires et secondaires issues de l'évaluation à mi-parcours du projet « Autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des femmes (10-24 ans) » ³²³ EIC 2. Partenaires de mise en œuvre, Équateur

qualitatives ont montré qu'il existe encore une lacune dans ce domaine. 324 Bien que la majorité des fonctionnaires se sentent bien préparés à leurs fonctions, une partie d'entre eux a besoin d'une formation supplémentaire, notamment sur les attentes juridiques, les politiques en matière de maltraitance des enfants et la sensibilité au genre. En outre, l'étude quantitative a identifié une perception divisée concernant la clarté des mandats au sein du système de protection de l'enfance et de la famille dans les politiques et les cadres juridiques, indiquant la nécessité d'améliorer la communication dans ces domaines. 325 Pendant l'atelier Bridge, les participants ont souligné l'importance de développer une approche collaborative avec les institutions locales pour créer une liste des mécanismes avec un langage accessible et comprenant les informations de contact essentielles. L'atelier a également souligné la nécessité d'une approche centrée sur la communauté lors de l'engagement avec ces institutions pour améliorer leur pertinence et leur accessibilité. Depuis la fin de la collecte de données, l'équipe du projet travaille avec les institutions pour renforcer ces faiblesses. 326

Selon les responsables de la mise en œuvre du projet, la réalisation et le dépassement de l'indicateur PROO2.1.1 sont étroitement liés aux efforts continus déployés par PI pour transférer la méthodologie aux partenaires de mise en œuvre, aux dirigeants locaux et aux bénévoles. Néanmoins, les partenaires de mise en œuvre ont encore identifié plusieurs défis. 327 Cependant, à Los Rios, des progrès ont été réalisés. Comme l'a fait remarquer un participant, « ils pensaient souvent que les compliments déplacés n'étaient pas de la violence, que les mots n'étaient pas de la violence et que le silence ou le fait de ne pas se parler n'étaient pas de la violence. Mais maintenant, ils savent qu'ignorer quelqu'un est de la violence, de la violence psychologique, et que la violence ne laisse pas nécessairement des hématomes sur le corps. »328

En ce qui concerne l'absence de cible pour l'indicateur PROO1.4.1 à Bolívar, cela peut être lié aux défis culturels et géographiques uniques rencontrés pendant la mise en œuvre du projet dans les communautés ciblées. En particulier pour les femmes, le fait de signaler les cas aux mécanismes de protection peut être source de honte et de stigmatisation et d'un manque de confiance dans leur intervention réelle est faible. De plus, les mécanismes de protection coexistent avec les mécanismes de justice autochtone qui outrepassent ou ignorent souvent la justice ordinaire. Selon le coordinateur du projet, « il y a un effort continu et constant pour combler le fossé entre la justice autochtone et les mécanismes de protection. »³²⁹ Pour les autres indicateurs, les résultats ont été moins impressionnants que ceux de Los Ríos, mais tout de même réussis. Le succès pour les autres indicateurs a été considéré comme une grande réussite, en particulier pour ce qui concerne l'indicateur 2.2., qui est considéré comme une réussite de la part des partenaires du projet. En particulier, le coordinateur du projet a noté : « Lorsque nous avons démarré le projet, il y avait 11 filles enceintes adolescentes dans les deux unités éducatives de la région. Aujourd'hui, un an et demi après le début de la mise en œuvre du projet, aucune jeune femme participant aux activités du projet n'est tombée enceinte ».³³⁰

-

³²⁴ EIC 7, Partenaire du gouvernement local, Équateur

 ³²⁵ Anthroprojets. (2024). Systématisation des informations primaires et secondaires issues de l'évaluation à mi-parcours du projet « Autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des femmes (10-24 ans) »
 326 Commentaire sur le projet de rapport

³²⁷ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³²⁸ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³²⁹ EIC 1, Personnel du projet, Équateur

³³⁰ EIC 1, Personnel du projet, Équateur

Résultat 3 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les femmes (de 15 à 24 ans), développent des compétences pour exercer leur autonomie économique, que ce soit par un emploi rémunéré ou un travail indépendant.

Les résultats ne sont applicables qu'à Los Ríos et, selon les indicateurs du cadre logique, il n'existe pas d'évaluation formelle à mi-parcours. Toutefois, des informations qualitatives révèlent des progrès dans ce domaine.

Tableau 23 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 3

Indicateurs	Résultat de référenc e	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcour s	Bolívar	Les Ríos	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes qui déclarent être économiquement autonomes après la formation (indice composite avec amélioration démontrée des compétences générales et techniques, de l'accès et du contrôle des ressources) (LDI)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	N/A	Total: 47,37 % Garçons: 44 % Filles: 49,02 %	N/A	47,37%	Total : 82% Garçons : 85 % Filles : 80%
% de participants COPEEJ qui déclarent s'être engagés dans des réseaux COPEEJ pour promouvoir l'autonomisation économique (SOYO1.2.1)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	N/A	Total: 100% Garçons : 23,53 Filles : 76,47	N/A	100%	Total: 15% Garçons : 20 % Filles : 10%
% de jeunes qui ont exercé des activités d'auto-emploi six mois après avoir terminé la formation ou les activités COPEEJ (SOYO1.3.1)	Total: 0 Garçons : 0 Filles: 0	N/A	Total: 96.08 Garçons : 91,67 Filles : 97,44	N/A	96,08%	Total: 60% Garçons : 60 % Filles : 60%

Les résultats qualitatifs ont montré que l'introduction d'activités axées sur l'entrepreneuriat et l'éducation financière a renforcé la motivation et l'intérêt des participants, en particulier **des jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans.** Les activités permettant aux jeunes et aux adultes d'acquérir des compétences financières et de développement commercial et de promouvoir des initiatives telles que l'entrepreneuriat à petite échelle ont souvent été soulignées lors des GDD comme particulièrement attrayantes pour les participants. Comme l'a fait remarquer une jeune fille de 23 ans : « Nous avons appris comment créer une entreprise, aussi à propos des revenus, des dépenses et la budgétisation. (...) Cela a beaucoup aidé les jeunes, car avant, une entreprise était créée, mais il n'était pas clair si elle faisait des bénéfices ou des pertes. Maintenant, les jeunes savent tout cela. »³³¹ Depuis la fin de la collecte de données, PIE et la Fondation CODESPA travaillent à doter EAJ de plans d'affaires et de compétences générales pour les aider à comprendre comment élaborer un plan d'affaires et calculer les profits et les pertes.³³²

Il est important de mentionner que le projet a rencontré de nombreux défis contextuels liés au manque d'opportunités d'emploi dans le pays, qui ont été encore exacerbés par la crise du secteur de l'énergie de 2024.³³³ Comme l'a expliqué un partenaire de mise en œuvre : « Dans notre région, il y a beaucoup de gens mais peu d'opportunités d'accéder à l'emploi. (...) Bien que nous ayons

³³¹ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³³² Commentaire sur le projet de rapport

³³³ Commentaire sur le projet de rapport

renforcé les compétences et les connexions des jeunes femmes et hommes, la réalité est qu'ils ont peu d'opportunités de travailler localement. »334 Selon le partenaire de mise en œuvre, en 2023, une évaluation a été réalisé dans un réseau cantonal de jeunes, qui a souligné le manque d'opportunités d'emploi.335 Par conséquent, les partenaires donnent la priorité au renforcement des capacités des EAJ à parvenir à un emploi indépendant par le biais de l'entrepreneuriat ou des entreprises locales. Cela explique les efforts continus du projet pour aider les jeunes femmes à concevoir et à lancer leurs entreprises indépendantes. Bien qu'ayant été introduit à un stade ultérieur, ce volet a connu un grand succès, près de la moitié des participants ayant réussi à créer de petites entreprises et tous les jeunes entrepreneurs interrogés déclarant se sentir très autonomes grâce à la possibilité d'avoir leur propre activité génératrice de revenus.

Résultat 4 : Renforcement des capacités des partenaires et promotion des synergies/complémentarités.

Tableau 24 : Réalisation des indicateurs pour l'Équateur Résultat 4

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
# d'organisations partenaires qui, d'ici la troisième année, répondent à au moins 50 % des attentes définies, et d'ici la cinquième année, répondent à 100 % des attentes (LDI)	0	50%	60%	100%
# de nouvelles synergies ou complémentarités établies avec les Acteurs de la Coopération Non Gouvernementale (ACNG) et les Acteurs de la Société Civile (LDI).	0	2	4	2

Pour le Résultat 4, les deux représentants des partenaires de mise en œuvre ont souligné la relation d'apprentissage productive et mutuellement bénéfique avec Pl. Il a été noté que le transfert de méthodologie de PI, en particulier sur les mécanismes de protection et les pratiques positives en matière de genre, a été crucial pour compléter l'intervention technique des partenaires dans les communautés. Un représentant a remarqué : « Comme nous nous concentrons sur l'autonomisation économique et sociale, il y avait de nombreux aspects du genre et de la protection que nous ne connaissions pas. » Il a ajouté : « Grâce à PI, nous pouvons utiliser leurs méthodologies pour renforcer notre intervention dans ce projet et au-delà. »336 Dans le même temps, le personnel de PIE a souligné que l'apprentissage s'est déroulé dans les deux sens. Un membre du personnel du projet a noté : « PI est un nouvel acteur dans la composante d'autonomisation économique, et nous apprenons beaucoup de nos partenaires locaux. »337 Cependant, un défi important identifié par les partenaires est la lourde charge de travail, en particulier à Los Ríos, où l'équipe de mise en œuvre se compose seulement de deux membres du CODESPA et d'un membre de la Fundación de Waal. Après l'évaluation, la Fondation CODESPA a embauché un technicien supplémentaire pour alléger la charge de travail et la Fondation de Waal a recu le soutien de stagiaires pour combler cette lacune.338

En termes de **partenariat externe**, le projet a été mis en œuvre en collaboration avec plusieurs organisations partenaires, notamment le ministère de la Santé publique (MSP), le ministère de l'Éducation (MINEDUC), le ministère de l'Inclusion économique et sociale, le Conseil cantonal de protection des droits et le Conseil national pour la justice intergénérationnelle du peuple. Bien que le personnel du projet et de mise en œuvre ait fait des efforts pour établir ces partenariats, **un défi**

³³⁴EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³³⁵ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³³⁶EIC 3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³³⁷ EIC 1, Personnel du projet, Équateur

³³⁸ Commentaire sur le projet de rapport

récurrent a été relevé par tous les partenaires du projet et de mise en œuvre : le renouvellement fréquent du personnel administratif au sein de ces institutions. Ce renouvellement a créé un cycle répétitif de rétablissement des relations et de réorientation du nouveau personnel vers le projet, ce qui a souvent retardé les progrès. Malgré cela, ces partenariats ont joué un rôle essentiel dans l'obtention du résultat, démontrant l'importance de la collaboration multipartite pour répondre efficacement aux besoins de la communauté. Comme l'a souligné le coordinateur du projet, il s'agit d'un risque externe permanent pour le projet, mais il est géré grâce à un engagement continu et à des efforts de renforcement des capacités, y compris des orientations régulières pour les nouveaux membres du personnel.³³⁹

Au cours de l'atelier Bridge, les participants ont discuté en profondeur des progrès et des défis liés aux quatre résultats. Ils ont participé à des séances de sous-groupes pour élaborer des plans d'action concrets et axés sur l'impact, axés sur trois thèmes clés : l'autonomisation et l'estime de soi, le renforcement des mécanismes de protection contre la violence et l'identification et le partenariat avec d'autres organisations de jeunesse. Les plans d'action finalisés sont disponibles à <u>l'annexe 8</u> du présent rapport.

5.5. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Le domaine de spécificité mondiale (AoGD) sélectionné pour l'évaluation en Équateur était **la protection contre la violence**, ce qui reflète l'accent mis par le projet sur cette composante, notamment grâce au travail de la Fondation De Waal. De plus, comme le CODESPA a rejoint l'initiative à un stade ultérieur, la composante COPEEJ était moins développée à mi-parcours, ce qui a donné lieu à des données limitées sur son avancement.

Dans quelle mesure les thèmes liés aux DSSR appliqués dans le projet contribuent-ils à la prévention du harcèlement et de la violence sexuelle ?

Le modèle programmatique ZLEA est mis en œuvre dans le projet conformément aux directives organisationnelles du PIE.³⁴⁰ Le projet a eu un impact positif notable sur la compréhension des DSSR par EAJ, notamment en promouvant des pratiques sexuelles saines et en partageant des informations sur les risques et la prévention des grossesses précoces. Les partenaires de mise en œuvre ont souligné leur engagement à faire en sorte que EAJ comprenne à la fois la théorie et la pratique de la santé sexuelle : « Nous leur avons appris à utiliser correctement un préservatif grâce à une démonstration pratique. Ils ont appris des détails clés comme vérifier la date d'expiration des préservatifs, ne pas utiliser de ciseaux ou de dents pour ouvrir l'emballage et éviter de ranger les préservatifs dans un portefeuille. »³⁴¹ Lors des discussions de groupe, les garçons ont également fait remarquer que cette activité était très utile. Un garçon de 23 ans a mentionné : « Ils nous ont appris de nombreuses méthodes de contraception, et la plus recommandée est le préservatif, qui est efficace à 100 %. »³⁴² Un autre garçon de 21 ans a ajouté : « Ils nous ont montré comment cela fonctionne grâce à une démonstration pratique, et personne n'avait jamais fait cela auparavant. J'ai trouvé cela très utile car maintenant je sais que je dois toujours vérifier la date d'expiration, par exemple. »³⁴³

En effet, l'un des principaux résultats du modèle programmatique ZLEA a été la réduction des grossesses chez les adolescentes dans nos zones d'intervention.³⁴⁴ Les filles EAJ ont souligné comment le projet les a aidées à réfléchir aux conséquences et aux risques associés aux rapports

³³⁹ Commentaire sur le projet de rapport

³⁴⁰ Commentaire sur le projet de rapport

³⁴¹ EIC 1, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁴² Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

³⁴³ Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

³⁴⁴ Commentaire sur le projet de rapport

sexuels non protégés, en particulier aux grossesses précoces. Dans le cadre de l'EdL, les partenaires de mise en œuvre ont abordé ces sujets en mettant l'accent sur l'autonomisation des filles et la définition d'objectifs de vie. L'un des partenaires a souligné : « Ce que nous leur disons, c'est qu'elles doivent d'abord réaliser leurs objectifs de vie, puis, si elles le souhaitent, elles peuvent devenir mères, » 345 Une participante de 17 ans a expliqué : « J'ai appris que les grossesses précoces affectent la vie et ce qu'on peut faire par la suite. Par exemple, je devrais subvenir aux besoins de mon enfant, donc je ne pourrais peut-être pas étudier. C'est pourquoi il est préférable d'avoir d'abord un travail et ensuite d'avoir un bébé. »346

De nombreuses participantes ont souligné que les grossesses précoces demeurent un problème répandu dans leurs communautés, touchant en particulier les filles qui ne participent pas. Une bénévole du projet a mentionné : « Le programme aide, mais les filles qui ne participent pas manquent toujours de cette sensibilisation et beaucoup finissent quand même par tomber enceintes. »347 Une fille de 15 ans a fait remarquer : « Je pense que notre façon de penser a beaucoup changé, mais peut-être pas pour les filles qui ne participent pas aux ateliers. J'ai eu beaucoup de camarades de classe qui sont déjà mères. (...) »348 D'autres participantes ont mentionné que l'influence des réseaux sociaux et la pression exercée sur les jeunes contribuent à ce problème. Comme l'a fait remarquer une participante : « Sur les réseaux sociaux, ça arrive de voir une fille de 14 ans avec un bébé, et elle dit que c'est la meilleure chose au monde. Cela donne l'impression que cela devrait être votre objectif aussi.» 349 Reconnaissant cette lacune, les participantes ont souligné l'importance de partager les connaissances qu'elles avaient acquises. Une fille participant à un GDD a dit : « C'est pour cette raison ce que nous apprenons, nous devons le reproduire – par exemple, ce que j'ai appris ici, j'en parle avec mes copains. »350 Cela souligne leur engagement à sensibiliser et à permettre aux autres de prendre des décisions éclairées.³⁵¹ Le coordinateur du projet a souligné que les efforts se concentreront désormais sur l'augmentation de la participation d'un plus grand nombre d'adolescents et de femmes aux séances de formation sur la prévention des grossesses.³⁵²

Bien que le projet ait permis de mieux faire comprendre les pratiques positives aux EAJ, des inquiétudes persistent concernant leur environnement. Les parents et les tuteurs impliqués dans le projet ont noté une réduction drastique des cas de violence au sein des communautés, 353 mais les partenaires du projet ont observé que les normes sexistes nocives et la violence restaient répandues. Un partenaire du projet a noté : « La réalité est que frapper un fils ou une fille semble très naturel parce que c'était votre enfant. »354 Les entretiens avec les partenaires de mise en œuvre et les partenaires du gouvernement local ont souligné l'importance d'étendre les avantages du projet aux familles des EAJ. Ce sentiment a été repris lors des discussions de groupe, où une fille de 16 ans a déclaré : « J'aime assister aux ateliers de Plan parce que c'est mon espace sûr où je peux parler ouvertement et être moi-même, mais à la maison, c'est différent. »355 Une autre fille de 18 ans a dit : « Dans la famille, la communication est quelque peu différente ; parfois, je ne pouvais jamais parler de mes préoccupations ou de mes questions sur le sexe et le genre. Cependant, dans les activités, vous pouvez

³⁴⁵EIC 1, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁴⁶ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁴⁷ Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

³⁴⁸Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁴⁹ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁵⁰Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁵¹ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁵² Commentaire sur le projet de rapport

³⁵³ Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

³⁵⁴ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁵⁵ Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

parler de n'importe quoi, et ils vous écoutent et, d'une manière ou d'une autre, ils vous donnent des conseils. »³⁵⁶

Ce résultat met en évidence l'écart entre les générations et entre ceux qui participent activement aux activités de PI et ceux qui n'y participent pas. Si les jeunes enfants acquièrent des connaissances et une confiance en eux pour discuter de sujets sensibles dans les espaces sécurisés du projet, ces conversations ne s'étendent souvent pas à leur domicile, où des normes bien ancrées et des barrières de communication persistent. Le contraste entre l'ouverture des activités du projet et les contraintes au sein des familles souligne la nécessité de stratégies d'engagement plus larges qui incluent les parents et les soignants, garantissant que les changements positifs observés parmi les jeunes enfants soient renforcés dans leur environnement immédiat.

Dans l'ensemble, la méthodologie de PI a contribué à approfondir la compréhension de la VBG par les EAJ et à promouvoir des pratiques positives en matière de santé sexuelle et reproductive, deux éléments qui ont eu un impact limité mais notable sur la réduction de la violence, des mariages forcés et des grossesses précoces au sein des communautés. Les EAJ ont démontré une amélioration de leur compréhension de la VBG. Ils ont reconnu que la violence ne se limite pas à la violence physique, mais peut également être verbale, économique, sexuelle et psychologique. Par exemple, une jeune fille de 18 ans a noté que : « avant le programme, nous pensions que les compliments non désirés ou le traitement silencieux n'étaient pas de la violence, mais maintenant ils savent qu'ignorer quelqu'un est une forme de violence psychologique et que la violence ne laisse pas toujours des bleus sur mon corps ».³⁵⁷

Comment le projet contribue-t-il aux modèles culturels et les impacte-t-il ?

Le projet a un impact significatif sur les modèles culturels. Il favorise une compréhension critique des normes de genre et encourage des comportements plus inclusifs et plus sensibles au genre parmi les participants. Comme un garçon a remarqué : « Je pense qu'avec les activités, les ateliers et tout cela, j'ai vraiment changé ma façon de voir les choses sur le genre, parce que je croyais autrefois à ces vieilles idées selon lesquelles les femmes doivent rester dans la cuisine et les garçons ne doivent que travailler. »³⁵⁸

Les EAJ participants ont également signalé qu'ils remettaient en question des schémas culturels dans leur foyer. Un garçon de 15 ans a déclaré : « Normalement, chez moi, ma mère faisait tout à la maison et mon père travaillait, mais maintenant, ma mère, mon frère et moi nous répartissons les tâches. Ainsi, si ma mère fait la tâche le matin, je la fais l'après-midi et mon frère le soir. De cette façon, nous faisons la rotation et tout le monde contribue. » 359 Les filles ont également observé que les garçons sont désormais plus disposés à participer aux tâches ménagères sans crainte d'être jugés. Une fille de 17 ans a noté : « Avant, si un père voyait un garçon aider sa mère à faire la vaisselle ou à balayer, il lui disait d'arrêter parce que c'étaient des choses que les femmes devaient faire, mais ce n'est plus le cas. » 360 Les parents sont également plus conscients des pratiques positives. Une mère a déclaré : « Grâce aux ateliers proposés aux parents, ils ont changé leur façon de penser et enseignent désormais de meilleures choses à leurs enfants. » 361 Une autre femme a observé : « Cela a beaucoup changé la mentalité des gens, car dans ma communauté, nous ne voyons plus beaucoup de violence,

³⁵⁶ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁵⁷ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³⁵⁸ Groupe de discussion 2, garçons âgés de 15 à 17 ans, Équateur

³⁵⁹ Groupe de discussion 2, garçons âgés de 15 à 17 ans, Équateur

³⁶⁰ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁶¹ Groupe de discussion 5, Parents et tuteurs, Équateur ; Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

car maintenant les femmes travaillent aussi. »³⁶² Ces changements ont contribué à un environnement plus équitable et harmonieux dans les ménages et les communautés.

Malgré ces évolutions positives, les participants ont reconnu que des normes culturelles néfastes persistent. Un défi qui persiste est la résistance liée à la religion. Un participant a déclaré : « Étant donné qu'ici à PI, on parle de respecter le genre de chaque personne, certaines personnes disent qu'on leur apprend à sortir et à avoir des relations, mais c'est à cause de la religion en laquelle elles croient. » Cela reflète un défi culturel dans lequel certains membres de la communauté résistent aux méthodologies inclusives du programme en raison de croyances religieuses, démontrant la nécessité d'un dialogue continu et d'approches culturellement sensibles pour assurer une acceptation et une participation plus larges. Le coordinateur du projet a noté que l'un des principaux défis du projet a été d'impliquer les populations et les familles dans ces processus DS et DR. À l'avenir, le personnel du projet s'est engagé à organiser des sessions de formation avec tous les groupes pour les sensibiliser et susciter des changements significatifs sur ces questions. 363

Comment les modèles du projet sont-ils intégrés aux services de protection locaux ?

L'évaluation a révélé que les modèles et méthodologies de PIE ont amélioré la qualité des services de protection aux niveaux communautaire et institutionnel. Cependant, il reste un manque notable de connaissances et de confiance des EAJ dans ces services. Les méthodologies de PI ont été cruciales pour renforcer les connaissances et les compétences des partenaires de mise en œuvre et des prestataires de services de protection. Un partenaire de mise en œuvre a expliqué : « Nous sommes très clairs sur les politiques de protection de PI, et nous les communiquons toujours à la communauté, afin qu'elle comprenne qu'il existe un code de conduite pour le personnel et les personnes avec lesquelles nous interagissons dans les communautés. » 364 Cette amélioration a été reconnue par les participants des groupes de parents, de tuteurs et de bénévoles communautaires, qui ont noté qu'avant l'implication de PI, le système de protection se limitait à l'intervention de la police, les inspecteurs locaux dans certaines communautés agissant en tant qu'autorités informelles. 365

Les partenaires des gouvernements locaux ont reconnu que des lacunes en termes d'efficacité et de connaissances subsistaient. Un partenaire gouvernemental a remarqué : « Nous savons que nous avons beaucoup à apprendre et, en particulier parmi les fonctionnaires, il existe encore un manque de compréhension des voies de protection et des responsabilités de chaque service. » 366 Un autre partenaire a ajouté : « Bien que les ateliers de PI aient été cruciaux, les modérateurs changent constamment et, par conséquent, une majorité d'entre eux ne sont pas formés et n'ont pas la compréhension de la protection et de la violence qu'ils devraient avoir. » 367 En outre, un tabou autour du recours aux services de protection persiste. Un participant dans un GDD avec les parents/tuteurs a remarqué : « Ici, nous nous connaissons tous et les gens ont souvent peur de demander de l'aide en raison de la stigmatisation sociale. » 368

L'évaluation a également révélé un manque de connaissances et de confiance des EAJ participants aux services de protection. Sur les 368 participants à l'enquête, 57,61 % (212 personnes) ont déclaré savoir où, comment et quand signaler les violences et se sentir soutenus par

³⁶² Groupe de discussion 5, Parents et tuteurs, Équateur ; Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

³⁶³ Commentaire sur le projet de rapport

³⁶⁴ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁶⁵ GDD 5, Parents et tuteurs, Équateur ; Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

³⁶⁶ EIC 7, Partenaire du gouvernement local, Équateur

³⁶⁷ EIC 4, Partenaire du gouvernement local, Équateur

³⁶⁸Groupe de discussion 5, Parents et tuteurs, Équateur

les institutions de garantie des droits.³⁶⁹ Cependant, de nombreux EAJ n'ont pas été en mesure d'identifier spécifiquement ces institutions, ce qui suggère une conscience générale du besoin d'aide mais une compréhension limitée des organisations appropriées. Au cours des groupes de discussion, le décalage entre la compréhension perçue et réelle des systèmes de protection est également apparu. Les participants, en particulier ceux âgés de 15 à 18 ans, ont souvent mal identifié les services de protection. Par exemple, tant dans les groupes de discussion avec les filles que dans les groupes de discussion avec les garçons, les EAJ âgés de 15 à 17 ans considéraient « PI », « ONU » et « Fundacion de Waal » comme des autorités de protection officielles.³⁷⁰ Ces lacunes soulignent la nécessité d'une communication plus claire et d'un apprentissage pratique basé sur des scénarios pour aider les EAJ à naviguer et à accéder aux services de protection en toute confiance.

5.5.1. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Dans quelle mesure les EAJ sont-ils invités à participer à toutes les étapes du projet ?

Les EAJ sont activement invités à participer à toutes les étapes du projet et leur implication est évidente dans les processus de conception, de planification et de mise en œuvre. Le projet s'appuie sur la présence de longue date de PI et sur ses relations de confiance dans les communautés ciblées, permettant une participation significative et favorisant un sentiment d'appartenance parmi les EAJ et les bénévoles.

Dans le cadre de diverses activités et composantes du projet, EAJ ont été habilités à influencer la conception du projet en adaptant les activités à leurs intérêts et besoins. Un partenaire de mise en œuvre a souligné « dans le cadre de notre approche, dans chaque atelier, nous formons l'animateur à demander fréquemment aux participants des suggestions ou des idées, puis ces idées sont enregistrées et prises en compte pour les sessions ultérieures. »³⁷¹ Cette approche participative a été particulièrement réussie dans l'introduction d'initiatives d'autonomisation économique mises en œuvre par CODESPA, où les séances de brainstorming ont permis à EAJ d'identifier des opportunités de marché au sein de leurs communautés. Une jeune fille de 21 ans a partagé : « Dans notre cas, nous avons eu la possibilité de réfléchir à des idées commerciales en groupe, en examinant ce qui est disponible dans notre région, ce qui manque et en identifiant des opportunités (...) nous avons remarqué que beaucoup de fruits étaient gaspillés, alors nous avons eu l'idée de faire des confitures. »³⁷² Cet exemple montre comment les connaissances contextuelles des EAJ sont intégrées dans la conception du projet, garantissant la pertinence et la faisabilité tout en favorisant le leadership.

Les activités sont mises en œuvre selon une approche flexible et centrée sur les participants, qui favorise l'émancipation et garantit que les activités correspondent aux besoins et aux préférences des EAJ tout en respectant les objectifs du projet. Comme l'a souligné le personnel du projet : « Nous sommes ouverts à entendre ce qu'ils veulent faire, mais nous restons très clairs sur nos objectifs. Par exemple, s'ils sont fatigués et veulent regarder un film, ce n'est pas grave, mais le film portera sur un thème spécifique lié à la portée du projet, et il y aura une activité de réflexion. »³⁷³ Cette approche adaptative équilibre la flexibilité et l'intentionnalité, permettant aux EAJ de se sentir entendus tout en restant en phase avec les objectifs de transformation des genres du projet.

L'un des atouts majeurs du projet est sa capacité à encourager le leadership parmi les participants et les dirigeants communautaires en les encourageant à se porter volontaires et à

³⁶⁹Anthroprojets. (2024). Systématisation des informations primaires et secondaires issues de l'évaluation à mi-parcours du projet « Autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes, en particulier des femmes (10-24 ans) ».

³⁷⁰ GDD 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur ; GDD 2, Garçons âgés de 15 à 17 ans, Équateur.

³⁷¹ EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Équateur

³⁷² Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³⁷³ EIC 2, Partenaire de mise en œuvre, Équateur

assumer des responsabilités en tant que modérateurs. C'est l'un des mécanismes utilisés par le projet pour assurer la participation active des différentes parties prenantes.374 Grâce à la présence de longue date de PI dans les communautés, les adultes et les jeunes adultes connaissent déjà les méthodologies de PI et sont extrêmement impliqués dans la mise en œuvre des activités, ce qui leur a permis de jouer un rôle plus actif dans l'élaboration du projet. Parmi les dirigeants communautaires présents aux groupes de discussion, deux ont souligné leur travail bénévole auprès de PI depuis « plus de 20 ans, »375 et la majorité des participants avaient déjà une expérience avec l'organisation. Dans les groupes de discussion avec des filles âgées de 18 à 24 ans, deux participantes ont parlé de « rôles multiples », notamment de participer à des activités, de se porter volontaires en tant que modératrices pour l'initiative Champions of Change et de diriger des clubs de jeunes dans leurs communautés. 376 Ce modèle permet aux jeunes adultes d'influencer la conception du projet en adaptant les activités à leurs intérêts et à leurs besoins. Une participante de 23 ans a déclaré : « J'ai grandi en participant aux activités de Plan, et ils ont toujours été là pour moi. Maintenant, dans ce nouveau projet, j'ai senti que l'étais prête à jouer un rôle plus actif, alors j'ai commencé à faire du bénévolat avec eux. Maintenant, je suis la modératrice des activités et je coordonne le club de jeunes de ma communauté. »377 Cet exemple illustre comment le projet favorise l'engagement à long terme, permettant aux participants de faire la transition vers des rôles de leadership qui façonnent la mise en œuvre du projet.

Le projet tient compte des différents horaires et contraintes de temps lors de la mise en œuvre de ses activités, en mettant fortement l'accent sur les week-ends où les participants ont une plus grande disponibilité. Néanmoins, des défis persistent en ce qui concerne la planification des activités, en particulier pour les participants qui doivent gérer leurs obligations professionnelles et professionnelles. Une participante de 21 ans a souligné les difficultés rencontrées par ceux qui gérent entre leurs responsabilités académiques et professionnelles : « Parfois, je veux participer à une activité, mais c'est pendant la journée et je ne peux pas le faire parce que je dois aller à l'université. » 379 Si les écoles sont généralement favorables à la participation des étudiants, la situation est plus complexe pour ceux qui sont à l'université ou qui travaillent. Les dirigeants communautaires ont également souligné le manque d'espaces adaptés aux activités, ce qui conduit parfois à des séances organisées de manière informelle : « Dans mes communautés, certaines activités se déroulent sous un arbre ou dans la maison d'un des bénévoles. » 380 Ces défis logistiques soulignent les contraintes structurelles, telles que les infrastructures limitées et les demandes concurrentes en termes de temps des participants.

Les activités du projet ont-elles renforcé leur estime de soi, leur intérêt et leur participation aux activités communautaires avec EAJ ?

Les activités du projet ont renforcé l'estime de soi, l'intérêt et la participation des EAJ aux activités communautaires. Les participants aux groupes de discussion ont signalé une amélioration de leur estime de soi. Une fille de 15 ans a remarqué : « Ils nous ont appris à aimer nos insécurités, car j'ai appris que si j'ai une insécurité, je dois l'accepter et ne pas la laisser me faire sentir en insécurité. »³⁸¹ Cette amélioration de la confiance en soi est évidente, elle a également été constatée car de nombreuses filles ont mentionné qu'elles étaient plus confiantes en public. Comme l'a expliqué une participante de 17 ans : « J'étais très nerveuse, mais maintenant je peux parler avec plus d'assurance en public. »³⁸² Il est apparu que plusieurs participants ont appris qu'ils « peuvent faire beaucoup plus

³⁷⁴ Commentaire sur le projet de rapport

³⁷⁵ Groupes de discussion avec des bénévoles et des dirigeants communautaires

³⁷⁶ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³⁷⁷ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³⁷⁸ Commentaire sur le projet de rapport

³⁷⁹ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

³⁸⁰Groupe de discussion 6, Volontaires du projet, Équateur

³⁸¹ Groupe de discussion 2, garçons âgés de 15 à 17 ans, Équateur

³⁸² Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

de choses de leur vie. »³⁸³ En particulier, les activités de planification de vie au sein du club des CDC ont donné aux garçons un sentiment de confiance en leur avenir, ce qui renforce leur proactivité. Comme l'a noté un garçon de 16 ans : « J'avais peur quand je pensais à mon avenir, mais maintenant je sais ce que je peux faire et j'ai des ambitions et un plan clair pour arriver là où je veux être. »³⁸⁴ Les parents ont également remarqué le changement, observant que ceux qui étaient impliqués dans le projet avaient « une meilleure estime de soi » par rapport à ceux qui ne l'étaient pas.³⁸⁵

Le projet a suscité un fort intérêt pour le développement personnel et l'engagement communautaire. De nombreux participants, en particulier les garçons âgés de 15 à 17 ans, ont souligné que le projet les avait aidés à acquérir de nouvelles valeurs qui n'étaient pas enseignées à l'école, renforçant ainsi leur personnalité et leur mentalité. Les filles ont été particulièrement motivées par le volet d'autonomisation économique, exprimant leur intérêt pour l'entrepreneuriat et les compétences en leadership pour créer leurs entreprises et générer des revenus. Une fille a déclaré : « Ils nous aident à développer notre leadership et notre esprit d'entreprise, et à apprendre comment nous pouvons avoir notre propre entreprise. » 386 De même, une participante a déclaré : « Je ne savais pas ce que c'était au début, mais j'ai commencé à y aller, et le premier atelier auquel j'ai assisté portait sur l'entrepreneuriat... maintenant je sais comment fixer les prix de mon entreprise et quelle valeur nous devrions avoir. » 387

Une pratique particulièrement utile identifiée dans le cadre du projet est l'utilisation d'une approche ludique dans les activités du projet favorisant la participation active des jeunes. Le projet a développé une stratégie de sensibilisation ciblée qui s'aligne sur la dynamique communautaire, garantissant l'exécution ponctuelle d'horaires exigeants. Des activités engageantes, telles que des projections de films, des événements sportifs et des camps dans des lieux touristiques, encouragent la participation des adolescents. Plus précisément, l'intégration d'activités ludiques et sportives a renforcé l'engagement et la rétention des participants. Les partenaires de mise en œuvre ont souligné : « C'est un point sur lequel on insiste toujours dans les communautés : l'espace que nous offrons n'est pas une école. Nous ne leur donnons pas de devoirs ou de tâches à faire ; c'est plutôt un endroit où ils peuvent venir apprendre de manière amusante et ludique. » En conséquence, « les jeunes se sentent responsabilisés, ils apprennent en jouant et ils ont confiance en ce qu'ils font. » 389 Les parents ont également observé un enthousiasme croissant pour les activités, en particulier par le biais d'ateliers et de jeux interactifs : « Les enfants sont motivés par la manière dont les ateliers sont animés... ils se sentent inspirés à continuer et à ne pas s'arrêter là. » 390 Cet engagement croissant reflète un sentiment plus profond d'appartenance et d'engagement envers les activités communautaires.

Comment les jeunes sont-ils impliqués dans la conception et la participation aux mécanismes de rétroaction ?

Les jeunes donnent des retours tout au long du projet à travers les mécanismes disponibles. EAJ se sont dits très satisfaits de la manière dont leurs opinions sont sollicitées, soulignant l'accessibilité du personnel du projet. Comme l'a fait remarquer un garçon de 18 ans : « On nous demandait toujours notre avis et nous encourageait à dire ce que les médiateurs peuvent améliorer. »³⁹¹ Une fille de 15 ans a également souligné que « les opinions que nous donnons, les médiateurs les reçoivent et les utilisent pour guider la manière d'interagir avec les autres pour obtenir leur soutien. »³⁹²

³⁸³ Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

³⁸⁴ Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

³⁸⁵ Groupe de discussion 5, Parents et tuteurs, Équateur

³⁸⁶ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁸⁷ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

³⁸⁸ Commentaire sur le projet de rapport

³⁸⁹ EIC 2, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

³⁹⁰ Groupe de discussion 5, Parents et tuteurs, Équateur

³⁹¹ Groupe de discussion 4, garçons âgés de 18 à 24 ans, Équateur

³⁹² Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

Les jeunes sont encouragés à partager leurs idées par le biais de divers canaux, notamment une boîte à suggestions physique fournie pour chaque activité, où ils peuvent donner anonymement leur avis sur ce qui peut être amélioré ou ce qu'ils apprécient. Ce mécanisme permet non seulement aux jeunes d'exprimer leurs opinions, mais influence également la conception du projet. Le personnel de mise en œuvre a également fait preuve d'une grande ouverture dans la mise en œuvre des commentaires reçus. Par exemple, dans le club CDC, les commentaires des garçons ont conduit à l'introduction d'activités plus dynamiques et engageantes, mettant en valeur l'adaptabilité du projet en fonction de la contribution des EAJ.

Bien que les EAJ aient exprimé leur satisfaction à l'égard des mécanismes de rétroaction, il n'était pas clair si les EAJ sont activement impliqués dans la conception de ces mécanismes. Si les EAJ ne sont pas impliqués, il serait pertinent de solliciter leurs avis pour concevoir un mécanisme de rétroaction systématique adapté aux EAJ.

Comment les enfants et les adolescents sont-ils connectés aux organisations de la société civile dans les zones d'intervention du projet ?

Les participants EAJ au projet ont étroitement collaboré avec les OSC des zones d'intervention du projet, mais le projet pourrait bénéficier d'une cartographie plus claire et d'un engagement plus étroit avec les acteurs des OSC et les réseaux de jeunes. Le projet s'associe à des clubs et réseaux de jeunes locaux et à des organisations telles que le Movimento Por Ser Nina (MPSN), Trias et Rikolto.³⁹³ Le coordinateur du projet a noté que des efforts sont déployés pour renforcer le lien entre les jeunes qui ont participé à l'EdL et au CoC et le MPSN. De plus, des travaux sont en cours avec les équipes des PU, en mettant l'accent sur la durabilité de ces processus.³⁹⁴ Au moment de la collecte des données, les partenaires de mise en œuvre réfléchissaient à des stratégies pour renforcer davantage la collaboration avec le gouvernement et les OSC, en élargissant leur réseau de partenaires. L'équipe du projet a dû relever le défi de créer des réseaux de jeunes en collaboration avec le Conseil national pour l'égalité intergénérationnelle. Depuis l'évaluation, ils s'efforcent de connecter les adolescents et les jeunes participants à d'autres groupes de jeunes organisés.³⁹⁵

Si les liens avec les partenaires gouvernementaux ont été une priorité fondamentale, les partenaires de mise en œuvre ont une grande opportunité d'établir des liens plus étroits avec les réseaux de jeunes et d'autres OSC actives sur le territoire. Ce défi a été abordé lors de l'atelier Bridge, où les participants ont convenu de la nécessité de cartographier et de se connecter avec les organisations de la société civile locales pour éviter la duplication des efforts et attirer des participants de contextes divers. Si les liens avec les partenaires gouvernementaux ont été une priorité fondamentale, les partenaires de mise en œuvre ont une grande opportunité d'établir des liens plus étroits avec les réseaux de jeunes et d'autres OSC actives sur le territoire. Ce défi a été abordé lors de l'atelier Bridge, où les participants ont convenu de la nécessité de cartographier et de se connecter avec les organisations de la société civile locales pour éviter la duplication des efforts et attirer des participants de contextes divers.

Comment le projet explore-t-il la collaboration avec les institutions locales dans les organisations des zones d'intervention du projet ?

L'un des principaux résultats du projet a été son partenariat étroit avec le ministère de la santé publique, en particulier avec les clubs d'adolescents du ministère. Initialement séparés de ceux gérés par PI, les clubs ont fini par fusionner, mettant en commun leurs ressources et leurs forces. PIE a joué

³⁹³ EIC 1, Personnel du projet, Équateur

³⁹⁴ Commentaire sur le projet de rapport

³⁹⁵ Commentaire sur le projet de rapport

³⁹⁶ Atelier Bridge

³⁹⁷ Atelier Bridge

un rôle essentiel pour combler les lacunes en matière de ressources ; par exemple, alors que le ministère de la Santé est souvent confronté à des pénuries de matériel, PI fournit un soutien essentiel tel que des rafraîchissements et des fournitures de bureau, ce qui renforce l'efficacité des clubs. 398 Le projet envisage également de nouvelles collaborations, notamment avec le Ministère de l'agriculture, le Conseil national pour l'égalité entre les générations et d'autres groupes de jeunes organisés, afin de se concentrer sur l'autonomisation économique par le biais de programmes de commercialisation et de femmes rurales. Cette initiative vise à intégrer les jeunes femmes dans les processus agricoles traditionnellement dominés par les hommes, en facilitant leur participation aux foires locales et aux projets agroécologiques. Cependant, le renouvellement du personnel constitue un défi persistant pour le maintien de ces partenariats, qui, comme l'ont souligné les partenaires du projet et de la mise en œuvre, peut perturber la continuité et entraver l'établissement de relations. Par conséquent, il est constamment nécessaire de renforcer et de reconstruire les partenariats pour assurer une collaboration et un impact à long terme. 399

Comment les approches et les méthodologies influencent-elles les processus de plaidoyer et la durabilité des activités du MPSN ?

Le MPSN est un partenaire important du projet et un réseau très connu et respecté dans les communautés de Los Ríos. Comme l'a souligné un partenaire gouvernemental : « Les filles du mouvement sont désormais considérées comme des femmes et des leaders dans leurs communautés et elles autonomisent également d'autres filles. »400 Cette reconnaissance souligne le rôle du mouvement dans la promotion du leadership et l'autonomisation des jeunes femmes pour défendre l'égalité des sexes au sein de leurs communautés. Le personnel du projet et le partenaire de mise en œuvre conviennent qu'il existe une forte synergie entre le MPSN et le projet, en particulier dans la manière dont les deux plateformes créent des opportunités pour les filles de s'engager dans un plaidoyer communautaire. Par exemple, ils ont fait remarquer que pendant la Journée internationale de la femme, le MPSN a organisé une foire à Chacarita, mettant l'accent sur les femmes en tant que guerrières capables de surmonter les défis. 401 Cette focalisation sur l'autonomisation est étroitement liée aux objectifs de l'EdL. De leur côté, les partenaires de mise en œuvre ont souligné qu'ils avaient pour priorité d'intégrer le travail des deux plateformes : « Nous voulons assurer la visibilité du mouvement dans EdL, où les filles peuvent partager leurs histoires de violence mais aussi de participation, de croissance et d'autonomisation. »402 Au cours de l'atelier Bridge, il a également été noté que, bien que cette synergie existe, il serait également bénéfique d'impliquer les garçons participant aux activités du club des CDC pour se connecter au MPSN. En particulier, il a été noté que l'intégration du MPSN à des activités comme le club CDC ouvre des possibilités d'engagement des garçons, créant ainsi un espace plus inclusif pour la défense des droits des jeunes. 403

5.5.2. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Le PIE a évalué la contribution potentielle du projet aux six domaines du PI MEG au stade de la conception. Au moment de la collecte des données, le bureau de pays n'avait pas encore terminé le marqueur de transformation du genre au stade de la mise en œuvre. Cela limite l'analyse comparative qui pourrait être effectuée dans chaque domaine au stade de la conception et de la mise en œuvre. Les progrès dans chaque domaine ont donc été examinés de manière approfondie lors de la collecte des données et de l'atelier Bridge. Ces discussions ont impliqué le personnel du projet, les partenaires de mise en œuvre et les participants au projet, leur permettant de réfléchir aux progrès réalisés vers les objectifs envisagés, d'identifier les principaux obstacles restants et de proposer des

-

³⁹⁸ EIC 6, Partenaire du gouvernement local, Équateur

³⁹⁹ EIC 3, Partenaire de mise en œuvre, Équateur

⁴⁰⁰ EIC 6, Partenaire du gouvernement local, Équateur

⁴⁰¹ EIC 1, Personnel du projet ; EIC 2,3, Partenaires de mise en œuvre, Équateur

⁴⁰² EIC 1, Personnel du projet, Équateur

⁴⁰³ Atelier Bridge, Équateur

plans d'action concrets pour relever ces défis. Les plans d'action finalisés sont fournis à <u>l'annexe 8</u> et les recommandations élaborées dans le cadre des plans d'action sont incluses au chapitre 5 de ce rapport. Au cours de la réunion de validation, il a été souligné que ces initiatives suivront le processus d'évaluation pour garantir que les conclusions et les informations contenues dans ce rapport soient pleinement prises en compte.⁴⁰⁴

Normes de genre

La collecte de données et l'atelier ont mis en évidence que le projet a eu un impact sur l'évolution des normes de genre, notamment en ce qui concerne le rôle des femmes au sein des ménages, l'expression des émotions des hommes (par exemple, leur capacité à pleurer) et l'égalité des sexes en général. Bien que ces thèmes aient été fortement adoptés par les participants des EAJ dans les activités du projet, le principal défi reste dans leurs foyers et leur environnement. Bien que le projet offre un espace sûr aux EAJ pour explorer et adopter des normes de genre progressistes, ils retournent souvent dans des ménages où des pratiques néfastes persistent. Les exemples incluent les parents (en particulier les pères) qui découragent les garçons de participer aux tâches ménagères, empêchent les filles de poursuivre leurs études et perpétuent la violence verbale, psychologique ou physique. Pour relever ce défi, les participants ont souligné la nécessité d'impliquer les parents (en particulier les pères) dans toutes les activités du projet.

Agence

Le projet s'est focalisé sur la formation et la mobilisation des jeunes par le biais de séances de leadership et d'estime de soi visant à renforcer l'autonomie et l'émancipation des adolescentes. De nombreuses filles ont déclaré qu'avant le projet, elles pensaient que leur seul avenir était de rester dans la communauté et de devoir respecter les rôles traditionnels d'épouse et de mère. 405 Le projet a eu un impact profond sur l'élargissement et la diversification de leurs aspirations, plusieurs jeunes femmes ayant exprimé l'ambition de devenir chefs d'entreprise, médecins, enseignantes ou avocates. Beaucoup poursuivent aujourd'hui des études universitaires pour atteindre ces objectifs. 406 L'EdL a fourni un espace fondamental aux jeunes femmes pour explorer leur potentiel et améliorer leurs compétences de vie et leur autonomie. Les participantes ont noté qu'elles avaient acquis des compétences telles que la communication, la motivation à apprendre, le leadership, confiance en soi et la fraternité qu'elles appliquent désormais dans leur vie quotidienne. 407

État et position

Au cours de la phase de conception, le projet a identifié le potentiel d'autonomisation des jeunes femmes grâce à la formation et aux opportunités entrepreneuriales. Cependant, il a également été noté qu'en raison de leur vulnérabilité, de nombreuses participantes sont confrontées à des obstacles importants qui entravent la durabilité de leurs entreprises, notamment un manque de connaissances financières et des difficultés à identifier la demande de nouvelles idées commerciales et de nouveaux marchés pour les développer. Le travail conjoint de la Fondation Waal et de la Fondation CODESPA renforce le travail sur le terrain et positionne le programme dans les communautés d'intervention et auprès des autorités gouvernementales. 408 L'introduction de CODESPA comme nouveau partenaire a donné lieu à des activités visant à renforcer l'indépendance économique des jeunes femmes et à relever ces défis. Au cours des groupes de discussion, les femmes jeunes et adultes ont réfléchi à la valeur transformatrice de l'apprentissage de la littératie financière, de la gestion des comptes, du lancement d'entreprises entrepreneuriales et de la collaboration sur des entreprises de groupe. Une participante

⁴⁰⁴ Réunion de validation, Équateur

⁴⁰⁵ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

 $^{^{406}}$ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

⁴⁰⁷ Groupe de discussion 1, Filles de 15 à 17 ans, Équateur

⁴⁰⁸ Commentaire sur le projet de rapport

a déclaré : « Le CODESPA m'a beaucoup aidé car il nous a appris à générer des revenus, à les maintenir sur le marché et à garantir que nos ventes ont un impact sur les gens. Il nous a également aidés à mettre en valeur la richesse de notre culture et la richesse qui vient de notre terre et de notre communauté. »⁴⁰⁹ Ces activités ont permis aux participants de travailler vers l'indépendance économique, leur permettant de prendre en main leurs choix et leur avenir. S'appuyant sur le succès des activités du CODESPA, les discussions de l'atelier ont mis l'accent sur le renforcement du volet d'autonomisation économique et l'élargissement de sa portée à un plus grand nombre de participants.

Diversité

Le projet a mis l'accent sur la sensibilisation des participants à la diversité et sur la promotion d'une approche inclusive dans toutes les activités. Au cours de l'atelier de réflexion, les participants ont souligné plusieurs formes de marginalisation au sein des communautés. Il a été noté que les personnes handicapées sont souvent cachées par leurs parents à cause de la honte ou de la stigmatisation. La discrimination économique et sociale est également répandue, des éléments tels que les vêtements servant d'indicateur visible du statut économique, conduisant à l'exclusion. Il existe également des divisions régionales, avec une discrimination entre les individus des régions de la « Costa » et de la « Sierra », ainsi qu'entre les populations autochtones et métisses. En outre, les membres des communautés rurales sont souvent perçus comme moins intelligents que ceux des zones urbaines. Au moment de l'évaluation, il n'existe aucune approche systématique pour assurer l'inclusion de tous les groupes marginalisés. Cependant, les participants et le personnel impliqués dans la collecte de données et l'atelier de réflexion ont mis l'accent sur une politique de porte ouverte, tandis que les activités qu'ils planifient sont explicitement liées à une position de tolérance zéro à l'égard de la discrimination. Le coordinateur du projet a expliqué que des efforts sont nécessaires pour inclure les personnes handicapées, mais ce renforcement dépend d'une intervention plus structurelle auprès des institutions qui garantissent les droits.410

Travailler avec des garçons et des hommes

Le projet a permis aux hommes de EAJ d'adopter des masculinités transformatrices et des normes de genre positives. Cependant, des défis subsistent pour impliquer les adultes, en particulier les pères, dans cette transformation. Il est nécessaire d'encourager les pères à s'impliquer davantage dans l'éducation de leurs enfants, en remettant en question les comportements patriarcaux nocifs, comme les visites dans les boîtes de nuit ou les bordels, et en réduisant les attitudes autoritaires souvent adoptées par les hommes au sein des ménages. Le coordinateur du projet a souligné qu'il s'agit d'un défi dans tous les projets d'intervention, mais depuis l'évaluation, l'équipe travaille sur des stratégies pour intervenir dans les espaces de rencontre des hommes.⁴¹¹ Parallèlement, même si des changements positifs ont été observés au sein des groupes de jeunes, ces efforts doivent être renforcés pour assurer leur durabilité. Lors de l'atelier Bridge, il a été souligné qu'il était nécessaire de préparer les jeunes leaders à devenir des défenseurs de l'égalité des sexes et de reproduire ces messages auprès d'autres jeunes.⁴¹²

Environnement favorable

Le projet prévoyait de travailler avec les institutions et les communautés locales pour sensibiliser aux pratiques positives en matière de genre et créer des espaces pour l'autonomisation économique des jeunes. Le travail avec les institutions a consisté à établir des partenariats avec le Consejo de Protección de Derechos, la Junta de Protección de Derechos, la Defensoría del Pueblo, le Consejo

⁴⁰⁹ Groupe de discussion 3, Filles de 18 à 24 ans, Équateur

⁴¹⁰ Commentaire sur le projet de rapport

⁴¹¹ Commentaire sur le projet de rapport

⁴¹² Atelier Bridge, Équateur

para la Igualdad Intergeneracional, le Ministerio de la Mujer, le Ministerio de Salud, le Ministerio de Educación, et à collaborer étroitement avec la Policía Nacional et la Fiscalía. Le coordinateur du projet a mentionné que ces partenariats sont en cours d'élargissement pour améliorer la durabilité et l'efficacité des processus du programme. Nous collaborons activement avec les principales parties prenantes, notamment le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le département du Développement social de la GADM de Ventanas, le ministère du Travail et le Conseil de la magistrature, entre autres. 413 Cependant, il existe un problème de continuité, notamment en ce qui concerne les responsabilités changeantes des personnes responsables des partenariats et la nécessité de maintenir la continuité avec de nouveaux programmes et noms de personnes responsables. Au niveau communautaire, le projet a bénéficié de la présence établie de PI et du rôle de ses bénévoles. Par conséquent, les possibilités de participation sont nombreuses. Pendant la collecte de données, il est apparu que plusieurs parents restent sceptiques quant aux activités de Plan International. Par exemple, des bénévoles de Plan ont rapporté des rumeurs selon lesquelles ils sont payés pour modérer les activités et les clubs de jeunes. 414 Du point de vue des bénévoles, être payés signifierait effectuer le travail avec un but lucratif, alors qu'ils soulignent qu'ils s'y engagent pendant leur temps libre car ils se sentent concernés par la cause. Dans l'ensemble, plusieurs participants ont mentionné que dans leurs communautés, il y a des enfants qui aimeraient participer aux activités mais ne le peuvent pas parce que leurs parents le leur interdisent.

5.5.3. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours met en évidence les progrès réalisés par le projet dans la réalisation de ses objectifs et de ses résultats. Les résultats démontrent des améliorations mesurables dans tous les résultats ciblés, en particulier dans le développement des compétences de vie, la prise de décision éclairée en matière de santé sexuelle et reproductive et l'autonomisation économique grâce à l'entrepreneuriat. Cependant, des défis tels que la faible confiance en soi des participants, le manque de clarté des mandats au sein des mécanismes de protection, les opportunités d'emploi locales limitées et la rotation élevée du personnel institutionnel amplifient la nécessité d'une approche plus cohérente et durable.

Les résultats soulignent que le projet a progressé en matière de sensibilisation à la violence sexiste, à la santé sexuelle et reproductive et aux services de protection parmi les enfants et les jeunes, tout en favorisant des changements culturels au sein des communautés ciblées. Les activités de santé sexuelle et reproductive du programme ont contribué à donner aux enfants et aux jeunes de connaissances pratiques, notamment sur l'utilisation de contraceptifs, et à promouvoir une prise de décision éclairée autour des objectifs de vie, même si les grossesses précoces et les normes nocives restent des défis courants. De plus, le projet a exercé une influence positive sur les normes culturelles, en encourageant des rôles familiaux équitables et des attitudes plus inclusives au sein des familles, même si la résistance liée aux croyances religieuses persiste. Malgré ces succès, les lacunes dans les connaissances et la confiance des enfants et des jeunes dans les services de protection soulignent la nécessité d'une éducation plus claire et contextuellement pertinente sur l'accès à ces systèmes et d'efforts pour les renforcer.

Les jeunes jouent un rôle actif à toutes les étapes du projet, contribuant de manière significative à la conception, à la planification et à la mise en œuvre. Des approches flexibles et centrées sur les participants garantissent que les activités s'alignent sur les intérêts des jeunes tout en répondant aux objectifs de transformation des genres. Les opportunités de leadership, telles que la modération des activités et la coordination des clubs de jeunes, permettent aux participants de jouer un rôle actif. Cependant, des défis tels que les conflits d'horaire et les infrastructures limitées persistent, soulignant la nécessité de solutions sur mesure pour améliorer l'inclusivité et la faisabilité des activités.

⁴¹³ Commentaire sur le projet de rapport

⁴¹⁴ GDD 6, Volontaires du projet, Équateur

Les activités du projet renforcent la confiance en soi, le leadership et la participation communautaire des jeunes, avec des ateliers de planification de vie et d'entrepreneuriat aidant les participants à développer leur confiance et leurs compétences, en particulier en matière de prise de parole en public et de définition d'objectifs. Des méthodes ludiques et interactives maintiennent l'engagement à un niveau élevé, et les parents ont noté une motivation accrue. Les jeunes sont autorisés à donner leur avis sur les activités par le biais de différents canaux, notamment une boîte à suggestions anonyme et des consultations fréquentes avec les modérateurs d'activités. Les jeunes déclarent qu'ils se sentent entendus, avec des exemples comme les commentaires des garçons qui conduisent à des sessions des CDC plus dynamiques. Ces mécanismes renforcent l'adaptabilité du projet tout en favorisant l'appropriation et la confiance entre les participants. La collaboration avec des OSC comme MPSN renforce la défense et le leadership des jeunes. Le MPSN donne aux filles les moyens de devenir des leaders communautaires et de défendre l'égalité des sexes. Des activités conjointes, telles que les foires de la Journée de la femme, s'alignent sur les objectifs du projet. Cependant, des défis tels que la cartographie limitée des OSC et la rotation du personnel entravent la durabilité des partenariats. Des efforts sont en cours pour combler ces lacunes et élargir la collaboration avec les acteurs locaux afin de garantir un impact à long terme.

L'évaluation des progrès réalisés dans la réalisation de l'ambition transformatrice du projet en matière de genre a été limitée par l'absence d'analyse du marqueur de transformation du genre du Plan au stade de la mise en œuvre. L'équipe du PIE a confirmé que cela constituerait une priorité absolue après l'évaluation. 415 Au cours de l'atelier Bridge et de la collecte de données, des progrès ont été mis en évidence dans des domaines clés, des efforts continus étant nécessaires pour relever les défis existants. En termes de normes de genre, le projet a réussi à modifier les perceptions des rôles des femmes et de l'expression émotionnelle des hommes, mais des défis subsistent dans les ménages des participants, où des pratiques néfastes persistent. Le projet a démontré que son impact a renforcé l'autonomie des jeunes femmes, notamment en élargissant leurs aspirations au-delà des rôles traditionnels, nombre d'entre elles poursuivant des études supérieures et se lançant dans des projets entrepreneuriaux. En ce qui concerne la condition et la position, le partenariat avec le CODESPA a aidé les jeunes femmes à acquérir des compétences financières et entrepreneuriales, mais l'élargissement de ces activités et l'offre de formations en marketing numérique pourraient davantage soutenir l'autonomisation économique. En termes de diversité, le projet a sensibilisé à la marginalisation, mais a reconnu que davantage pourrait être fait pour promouvoir l'inclusion. Pour le travail avec les garçons et les hommes, des progrès ont été notés dans le changement des masculinités, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour impliquer les pères dans une parentalité positive. Les mesures proposées comprennent des activités de renforcement des liens pèreenfant, des ateliers sur la paternité active et des mesures incitatives à la participation. Enfin, bien que le projet ait réussi à établir un partenariat avec les institutions et les communautés locales, il existe des problèmes de continuité et de scepticisme de la communauté. Pour y remédier, l'atelier a recommandé de formaliser les partenariats et d'organiser des événements dirigés par des jeunes pour accroître l'implication et la sensibilisation des familles.

.

⁴¹⁵ Réunion d'évaluation, Équateur

5.6. Analyse du Bénin

Au Bénin, le Programme DGD sera mis en œuvre pendant 2022-2026 en tant que deuxième phase d'un projet baptisé **Impact Elle** mis en œuvre dans les départements de l'Atacora, de l'Atlantique et du Littoral. Entre 2017 et 2021, l'accent a été mis sur l'égalité des sexes et vise à offrir aux adolescents et aux jeunes, en particulier aux adolescentes et aux jeunes femmes, de 10 à 24 ans, une éducation inclusive et une formation professionnelle de qualité. Le PIB a ainsi pu utiliser les leçons apprises lors de la première phase du projet pour renforcer l'efficacité de ses interventions. La mise en œuvre s'est déroulée dans cinq communes de l'Atacora, 1 commune du Littoral et 5 communes de l'Atlantique, en collaboration avec deux ONG locales : Institut de Filles de Marie Auxiliatrice (IFMA) pour les départements de l'Atlantique et du Littoral, et Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base pour l'Atacora (CBDIBA).

Le projet s'appuie sur cinq axes transversaux pour maximiser son impact, à savoir 1) la participation active des jeunes, considérés comme acteurs et actrices du changement, 2) la transformation des normes sociales liées au genre, 3) l'implication et l'accompagnement des parents, des communautés et des décideurs politiques, une étroite collaboration avec les partenaires locaux, 4) la promotion d'un environnement familial, communautaire, professionnel et éducatif protecteur.

5.6.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données de l'enquête quantitative à mi-parcours pour évaluer les progrès du projet par rapport aux objectifs du cadre logique. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Il est important de noter que les indicateurs COPEEJ n'ont pas fait l'objet d'une collecte de données à ce stade (ils n'ont pas été intégrés dans l'enquête quantitative à mi-parcours) mais seront collectés pour l'évaluation de fin de parcours.

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10 à 24 ans), bénéficient d'une éducation inclusive de qualité et d'une formation professionnelle et deviennent économiquement indépendants, dans un environnement protecteur et égalitaire entre les sexes.

Le projet comporte sept indicateurs de résultats, dont seulement deux indicateurs LDI ont été mesurés à mi-parcours. Un indicateur de résultat n'a pas été atteint et un indicateur a été atteint dans deux sites du projet, sauf à Atacora où l'objectif à mi-parcours a été manqué de peu.

Tableau 25 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Bénin

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes âgés de 10 à 24 ans, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, qui participent activement à des initiatives menées par des jeunes pour l'égalité des sexes (LDI 1)	Total: 10% Filles : 10% Garçons : 10 %	Total: 15% Filles : 15% Garçons : 15 %	Total: 0% Filles : 0% Garçons : 0%	Total: 25% Filles : 25% Garçons : 25 %
% de membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI 2)	Total : 53,3 % Atacora : 53,3 % Atlantique : 53,3 %	Total: 50% Atacora : 50% Atlantique : 50%	Atacora : 48,3 % Atlantique : 70,8 %	Atacora : 55% Atlantique : 55% Littoral : 55%

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
	Littoral : 27,1 %	Littoral : 50%	Littoral : 83,3 %	
# d'adolescents de 10 à 14 ans, notamment les adolescentes vulnérables et les jeunes femmes non scolarisées ou ayant abandonné l'école, inscrits dans une alternative éducative et qui terminent avec succès le CEP (LDI 3)	Total: 174	Total : 270	N/A	Total: 540
% d'adolescents et de jeunes de 14 à 24 ans, en particulier les adolescents vulnérables et les jeunes femmes non scolarisés ou ayant abandonné l'école, inscrits dans une alternative éducative et qui terminent avec succès une formation professionnelle (LDI 4)	CQM : 5,6 % CQP : 3,4 %	CQM: 6,1 % CQP: 4,9%	N/A	CQM : 6,1 % CQP : 4,9%
# d'adolescents et de jeunes de 14 à 24 ans, en particulier les adolescentes vulnérables et les jeunes femmes non scolarisées ou ayant abandonné leurs études, inscrits dans une formation professionnelle et qui la terminent avec succès (LDI 5)	N/A	Filles : 55 Garçons : 30	N/A	N/A
% de jeunes (sans distinction de genre) en emploi salarié dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	Total: 0%	Total: 10%	N/A	Total: 20%
% de jeunes (sans distinction de genre) ayant une entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant leur formation (SOYI1.1.2)	Total: 0%	Total: 50%	N/A	Total: 60%

L'indicateur mesurant le pourcentage d'adolescents et de jeunes de 14 à 24 ans, en particulier d'adolescentes et de jeunes femmes, participant activement (LDI) aux initiatives d'égalité des sexes ne montre aucune progression dans cette dimension. Cette situation est en grande partie déterminée par le mode de calcul et à la complexité des critères de participation, qui englobent 11 conditions spécifiques telles que la représentation inclusive, l'utilisation de méthodologies participatives et inclusives et la gestion équitable des ressources au sein des groupes organisés. Bien que neuf composantes de l'indicateur affichent de bons résultats lorsqu'elles sont considérées séparément, deux composantes spécifiques (l'inclusion des membres handicapés dans les clubs et la participation des jeunes aux réseaux sociaux en ligne) font baisser la valeur globale de l'indicateur. Lorsque ces deux composantes sont retirées des critères de calcul, la valeur globale de l'indicateur passe de 0 % à 39,4 %.

Pendant l'atelier Bridge, les participants ont noté qu'il était difficile dans le cadre des activités du projet d'engager les jeunes et de renforcer l'intégration des jeunes vivant avec handicap dans les groupes de jeunes existants, malgré les efforts déployés pour encourager leur participation. Cela s'expliquait en partie par des raisons contextuelles, notamment la difficulté de recruter ces jeunes à grande échelle « il n'y a pas beaucoup de jeunes vivant avec handicap dans les communautés »⁴¹⁶ ont noté tous les participants de l'atelier. L'atelier s'est également focalisé sur les handicaps physiques/moteurs et un écart dans l'intégration possible des jeunes vivant avec des handicaps mentaux, bien qu'il ait été précisé par l'équipe du projet que ce groupe n'est pas l'objectif principal du projet.

Il a également été noté qu'en raison de la faible pénétration des **outils de communication numérique** (smartphones), la question relative à l'utilisation des réseaux sociaux comme plateformes d'échanges pour les jeunes mobilisés dans des activités de changement collectif n'était pas adaptée au contexte et devrait être retirée de l'indicateur composite lors des prochains exercices d'évaluation. Elle devrait être

-

⁴¹⁶Atelier Bridge, Bénin

remplacée par un autre indicateur plus pertinent et adapté à la réalité des jeunes dans les communautés, notamment en milieu rural.

En ce qui concerne les membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI), cet indicateur a été bien atteint dans deux localités du projet, conduisant à une réalisation moyenne de 135 %. Il s'agit d'une légère sous-réalisation de 97 % par rapport à l'objectif à moyen terme pour l'Atacora, et de dépassements de 142 % et 167 % de l'objectif à moyen terme pour l'Atlantique et le Littoral respectivement. Néanmoins, en accordant une attention légèrement plus grande aux activités qui soutiennent cet indicateur, le projet continuera à réaliser des progrès dans ce domaine. Il a été noté que l'acte le plus courant de promotion des normes sociales était d'améliorer la sensibilisation aux questions de genre (expliquer la différence entre l'égalité et l'équité des sexes) dans toutes les localités du projet. Le domaine qui a été le moins promu était l'utilisation de la numérisation pour soutenir des solutions durables en Atlantique et au Littoral et inspirer une jeune génération et prendre en compte ses points de vue dans l'Atacora.

Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans, particulièrement les adolescentes et les jeunes femmes vulnérables, bénéficient d'alternatives éducatives dans un environnement d'apprentissage accessible, protecteur et sûr par les titulaires de droits du secteur de l'éducation et la communauté, et améliorent leurs résultats aux examens nationaux du primaire et du secondaire.

Le projet comporte quatre indicateurs sous le Résultat 1 : un indicateur IQE et trois indicateurs LDI. Deux indicateurs ont été mesurés dans le cadre de l'enquête quantitative. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous. L'IQEO5.1.2 a été atteint, cependant, l'objectif à moyen terme pour les jeunes qui réussissent aux examens scolaires n'a été atteint que pour le BEPC.

Tableau 26 : Réalisation des indicateurs pour le Bénin Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% ou nombre d'enseignants utilisant des approches d'apprentissage centrées sur l'apprenant, inclusives et sensibles au genre au moment de l'observation/enquête (IQEO5.1.2)	N/A	Total: 50% Atacora: 50% Atlantique: 50% Littoral: 50%	Total: 85,7 % Atacora: 92,3 % Atlantique: 77,8 % Littoral: 75%	Atacora : 60% Atlantique : 60% Littoral : 60%
% d'adolescents et de jeunes de 10 à 24 ans, particulièrement les filles et les jeunes femmes vulnérables, non scolarisés ou ayant abandonné l'école, qui ont accès à une alternative éducative et qui achèvent le cycle prévu (LDI 6)	Filles: 87% Garçons: 90 %	Filles : 90% Garçons : 93 %	N/A	Filles : 92% Garçons : 95 %
Nombre d'adolescents et de jeunes âgés de 10 à 24 ans, en particulier les filles et les jeunes femmes vulnérables, qui achèvent leurs études primaires et secondaires à la fin de chaque année scolaire (LDI 7)	Total : 3 824 Filles : 1 625 Garçons : 2 199	Total : 3 981 Filles : 1 662 Garçons : 2 256	Total: 5 547 Filles: 2 687 Garçons: 2 286	Total : 3 824 Filles : 1 683 Garçons : 2 277
% d'adolescents et de jeunes de 10 à 24 ans, en particulier les filles et les jeunes femmes vulnérables, qui réussissent chaque année les examens nationaux d'enseignement primaire et secondaire (LDI 8)	CÈPE Filles: 80,8% Garçons: 84,8 % BEPC Filles: 49% Garçons: 53,8 %	CÈPE Filles: 83,82 % Garçons: 88,92 % BEPC Filles: 51% Garçons:	CÈPE Filles: 72,14 % Garçons: 72,19 % BEPC Filles: 71,41	CÈPE Filles: 85,82 % Garçons: 89,8 % BEPC Filles: 53% Garçons: 57,8 %
	BAC	47,8 %	Garçons : 58,55 %	CBAC

Filles : 53,8% Garçons : 58,4 %	BAC Filles: 56,16 % Garçons: 55,06 %	BAC Filles: 51,13 % Garçons:	Filles : 58,8% Garçons : 63,4 %
	70	45,81 %	

Le pourcentage d'enseignants utilisant des approches d'apprentissage centrées sur l'apprenant, inclusives et sensibles au genre (IQEO5.1.2) a largement dépassé l'objectif à miparcours de 50 %, atteignant un résultat de 92,3 % dans l'Atacora, 77,8 % dans l'Atlantique et 75 % dans le Littoral. Cela représente une moyenne de 163 % de réalisation dans les localités du projet. Il a été noté dans l'enquête quantitative à mi-parcours qu'il y avait une disparité entre les localités du projet avec environ neuf enseignants sur dix dans l'Atacora utilisant une approche centrée sur l'apprenant contre les trois quarts de ceux dans l'Atlantique et le Littoral. En 2023, 51 membres des organes de gestion et enseignants du primaire et du secondaire ont été formés sur l'éducation inclusive et l'égalité des sexes, l'éducation à la santé sexuelle (ESS) et la gestion de l'hygiène menstruelle à l'école, ce qui a contribué à la réalisation de cet indicateur. 417 Il a été souligné dans le rapport narratif de 2023 418 que les enseignants se sentent confiants sur les thèmes de formation et se sont engagés à partager leurs connaissances avec leurs pairs, montrant que cette approche a un impact potentiel plus large que le groupe immédiat formé.

Concernant l'indicateur LDI relatif à la réussite scolaire, des progrès significatifs ont été réalisés pour certains sous-indicateurs, par exemple l'utilisation des approches pédagogiques inclusives (85,7% à mi-parcours). Globalement, les objectifs à mi-parcours et en fin de parcours ont été atteints pour le BEPC, affichant des progrès notables par rapport à la ligne de base. Il a été noté cependant que les taux de réussite respectifs du CEP (74,6%) et du BAC (48,9%) sont inférieurs aux objectifs fixés, notamment les valeurs de base.

Les activités suivantes ont contribué aux résultats ci-dessus : le renforcement des capacités par la mise en œuvre des Plans d'action de gouvernance scolaire, l'organisation et le suivi des tutorats pour les candidats aux examens et des cours de rattrapage pour certaines classes, et les Centres d'éducation communautaire (CEC). Ces efforts ont directement contribué à la réalisation de l'IQEO5.1.2 et de l'IDL.419

Résultat 2 : Les adolescents et les jeunes de 14 à 24 ans, particulièrement les adolescentes et les jeunes femmes, possèdent les compétences techniques et managériales ainsi que les matériaux de production adéquats pour obtenir un emploi productif ou créer et développer une unité économique dans un environnement protecteur.

Le projet comporte quatre indicateurs sous le Résultat 2 : un indicateur LDI, deux indicateurs COPEEJ et un indicateur DSSR. Un seul indicateur (SRHO1.1.1) a été mesuré à mi-parcours et n'a pas été atteint.

Tableau 27 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Bénin

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
# d'adolescents et de jeunes de 14 à 24 ans, particulièrement des filles, qui disposent de matériels de production adéquats (outils de travail/fabrication) pour créer et développer une	N/A	Total : 25	N/A	Total : 65

⁴¹⁷Rapport narratif du Bénin 2023

⁴¹⁸Rapport narratif du Bénin 2023

⁴¹⁹Rapport narratif du Bénin 2023

unité économique dans un environnement protecteur. (LDI 9)				
% de jeunes démontrant des compétences entrepreneuriales à la fin de la formation (SOYO1.1.2)	N/A	Total: 50%	N/A	Total : 70%
% de jeunes démontrant des compétences professionnelles à l'issue de la formation (SOYO1.1.3)	N/A	Total: 50%	N/A	Total : 70%
% d'adolescents et de jeunes ayant des connaissances précises sur les sujets clés liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SRHO1.1.1)	Filles : 0,5% Garçons : 0,1 %	Filles : 35% Garçons : 035%	N/A	Filles : 55% Garçons : 55 %

Bien que les indicateurs COPEEJ n'aient pas été mesurés dans le cadre de l'évaluation quantitative à mi-parcours, des progrès par rapport au plan de travail ont été réalisés dans ce domaine. Les résultats suivants ont été rapportés dans le rapport narratif de 2023 :⁴²⁰

- Des assemblées générales ont été organisées dans 75 localités pour identifier les jeunes entrepreneurs.
- Des comités locaux ont été créés pour la promotion de l'entrepreneuriat dans 11 municipalités.
- Présélection de 275 jeunes entrepreneurs potentiels dont 152 filles par les membres des comités locaux de promotion de l'entrepreneuriat.
- 264 jeunes entrepreneurs ont été formés dont 142 filles et 69 membres du comité local de promotion de l'entrepreneuriat sur le diagnostic entrepreneurial dont 20 femmes.
- 110 jeunes entrepreneurs dont 70 filles ont été sélectionnés dans toutes les communes.
- Une étude sur les opportunités d'emploi et de marché dans les municipalités a été menée.
- 70 relais communautaires dont 21 femmes ont été formés sur la méthodologie des groupes d'épargne. Ces relais ont dupliqué la formation et mis en place 35 Groupes d'épargne (AJEC et AVEC).
- 110 jeunes ont choisi leur carrière après des séances de partage d'opportunités d'emploi et de marché.

L'indicateur SRHO1.1.1 est lié au domaine de résultat 2 (mais n'a pas de lien direct avec le résultat). Cet indicateur n'a pas été mesuré à mi-parcours car les étudiants n'avaient pas encore suivi un cycle complet d'intervention. Néanmoins, les discussions de l'atelier ont révélé que les questions de sexualité restaient difficiles à aborder pour les parents et les animateurs : les tabous entourant les questions de sexualité, particulièrement marqués dans les communautés du Nord, et les difficultés de dialogue entre parents et enfants sur ces sujets, limitent l'accès à une information claire et précise. Pour répondre à cette situation, il a été jugé nécessaire de revoir les approches de sensibilisation sur les questions de santé sexuelle et reproductive des jeunes, en mettant davantage l'accent sur les grossesses précoces, la santé reproductive et les méthodes contraceptives. Comme convenu lors de l'atelier Bridge, une étape clé consistera à identifier des méthodes de sensibilisation culturellement appropriées qui peuvent surmonter les résistances locales et favoriser une compréhension plus ouverte et efficace entre les jeunes et leurs familles.

Résultat 3 : Les adolescents et les jeunes de 10 à 24 ans, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, comprennent les risques de protection, notamment le VBG et la violence domestique, et sont soutenus par leurs parents et tuteurs, les autorités locales et nationales et les acteurs communautaires pour jouir de leurs droits.

Le projet comporte quatre indicateurs sous le résultat 3 : un indicateur LDI et trois indicateurs PCV. L'indicateur LDI n'a pas été mesuré à mi-parcours. Tous les objectifs à mi-parcours ont été atteints pour les indicateurs PCV et ont même dépassé les objectifs à la fin du parcours.

-

⁴²⁰Rapport narratif du Bénin 2023

Tableau 28 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Bénin

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif à terme
% de leaders traditionnels, religieux et/ou communautaires qui dénoncent publiquement la violence et les abus et encouragent les pratiques positives qui favorisent la protection des adolescents et des jeunes contre toutes les formes de violence (PRO3.4.5)	Total: 44%	Total: 48%	Total: 57,9 % Atacora: 46,3 % Atlantique: 63,2 % Littoral: 68,8 %	Total : 52%
% d'adolescents et de jeunes de 10 à 24 ans qui démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1)	Filles : 45,4 % Garçons : 48 %	Filles: 47% Garçons: 50%	Filles : 65,2 % Garçons : 65,2 %	Filles : 50,4 % Garçons : 53 %
% des autorités locales et nationales ayant pris des mesures favorables à la protection et à l'égalité des sexes suite aux interventions du programme en faveur de la protection de l'enfance et de l'égalité des filles (LDI 10)	0%	20%	N/A	30%
% de parents et de tuteurs qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1)	Total: 95,5 %	Total : 96%	Total: 98,7 % Atacora: 98,9 % Atlantique: 97,9 % Littoral: 100%	Total : 96%

Le projet a atteint l'objectif à mi-parcours de 48 % et l'objectif à terme de 52 %, obtenant **un résultat réel de 57,9 % de chefs traditionnels, religieux et/ou communautaires qui dénoncent publiquement la violence et les abus et encouragent les pratiques positives qui favorisent la protection des adolescents et des jeunes contre toutes les formes de violence (PRO3.4.5).** Les localités du projet d'Atlantique (63,2 %) et du Littoral (68,8 %) ont obtenu de meilleurs résultats par rapport à cet indicateur par rapport à Atacora (46,3 %). Une base de référence de la localité du projet n'a pas été fournie et il n'est donc pas possible de comprendre les niveaux d'augmentation ou de diminution des réalisations par rapport à la base de référence. Cela rend difficile d'établir la contribution des activités du projet dans chaque localité aux résultats à mi-parcours. Deux sous-localités du projet ont cependant fait baisser ces résultats : Cobly (Atacora) a atteint un pourcentage de 12,5 et Ouidah (Atlantique) a atteint un pourcentage de 13,3. Les efforts déployés au cours de l'année du projet 2023 pour renforcer les capacités des leaders traditionnels et religieux en matière de VBG et de mariage précoce, le forum des leaders touchant 803 leaders religieux et acteurs communautaires, et l'organisation de réunions de sensibilisation entre acteurs communautaires et de dialogues intergénérationnels ont contribué à ces réalisations. 421

65,2 % des adolescents et jeunes de 10 à 24 ans démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1). Cela représente une réalisation de 138 % de l'objectif pour les filles et de 130 % de l'objectif pour les garçons. Il s'agit d'une réalisation notable du projet. Cet indicateur a été largement dépassé dans les localités du projet d'Atacora (81,9 %) et du Littoral (80,7 %). Cependant, le projet a raté de peu sa cible en Atlantique (42,3 % contre une cible de 44,7 %). Plus précisément, les sous-localités du projet de So-Ava, Ouidah et Ear ont toutes enregistré de faibles niveaux de réalisation en Atlantique.

Le projet a atteint 98,7 % des parents et tuteurs qui ont déclaré utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1). Ce chiffre a légèrement dépassé l'objectif de 96 %, ce qui représente un bon niveau de progrès dans ce domaine. Indépendamment de l'atteinte de cet objectif, l'enquête quantitative à mi-parcours a relevé trois domaines sur lesquels le projet devrait se concentrer au cours

-

⁴²¹Rapport narratif du Bénin 2023

de la deuxième moitié de la mise en œuvre : l'aide aux devoirs ; les punitions liées à l'humeur ; et les désaccords avec le partenaire sur les règles du ménage.

5.6.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Compétences et opportunités pour l'autonomisation économique des jeunes a été sélectionné comme AoGD pour l'évaluation au Bénin. Ce choix a été motivé par l'importance accordée par le projet à l'autonomisation économique et à la promotion de l'entreprenariat des jeunes.

Dans quelle mesure le projet COPEEJ, ses partenaires de mise en œuvre et ses activités créent-ils un environnement propice à l'apprentissage pour les adolescents et les jeunes ?

Sur la base d'une analyse approfondie des résultats de l'évaluation quantitative à mi-parcours (tous indicateurs confondus), il apparaît que le projet Impact-Elle, ses partenaires et les activités mises en œuvre contribuent à créer un environnement propice à l'apprentissage des adolescents et des jeunes. Il est toutefois encore trop tôt pour tirer des conclusions sur l'impact. Cette conclusion a été tirée pour les raisons suivantes :

- Des signes de croissance des compétences ont été signalés par les apprenants et les formateurs.
- Des signes positifs indiquent que certains jeunes en transition vers l'emploi entrent sur le marché du travail.
- L'intégration significative des activités du projet, ayant un effet multiplicateur individuel au niveau de chaque jeune, de son environnement familial et communautaire (volets COPEEJ, protection, DSSR, éducation).
- Satisfaction globale déclarée démontrée par les participants au projet (garçons et filles).
- L'existence d'un ancrage communautaire (présence d'animateur de terrain dans les communautés).
- Intégration des activités du projet dans le paysage institutionnel (collectivités locales, GUPS, ATDA) permettant une forte appropriation par les détenteurs de droits institutionnels ce qui est un signe de durabilité.

Il est également important de noter que le projet a réussi à créer un espace d'apprentissage sûr et sans jugement, encourageant les participants à explorer des activités professionnelles au-delà des rôles traditionnels de genre. Par exemple, un jeune garçon a déclaré : « J'ai appris à coiffer des hommes, mais aujourd'hui, comme les hommes et les femmes peuvent faire les mêmes choses, j'apprends à faire de la coiffure pour femmes. Avant, je n'avais pas le courage de m'inscrire à cette formation, car ce n'est pas un métier pour les hommes. »⁴²²

Au niveau individuel, l'impact des activités du projet est perceptible grâce à une **intégration prometteuse du paquet d'activités** mis en œuvre par le projet : par exemple, les jeunes participant aux AJEC bénéficient non seulement de formations techniques et entrepreneuriales pour développer des AGR, mais aussi de séances sur la gestion financière et les compétences de vie, incluant des discussions sur l'égalité des sexes et la santé sexuelle et reproductive, ce qui amplifie considérablement les esquisses d'impact au niveau individuel.⁴²³

Les différents domaines d'intervention du projet reflètent une approche multi-niveaux du **cadre socio-écologique**. 424 Les dialogues intergénérationnels mobilisent la communauté, y compris les parents, les chefs de village et les autorités locales, pour renforcer les normes positives tout en soutenant les jeunes

⁴²³Partenaire EIC IFMA2

⁴²²FDG JH FP Ouidah

⁴²⁴ Bronfenbrenner, U. (1986). L'écologie de la famille comme contexte de développement humain : perspectives de recherche. *Psychologie du développement*, 22 (6), 723–742. Disponible sur : <u>lien</u>.

dans leur formation technique et leur éducation au genre, créant ainsi un effet multiplicateur dans l'environnement immédiat des jeunes. 425

L'effet du projet est visible grâce à la mise en place un processus structuré de recrutement des jeunes en formation professionnelle. Les chefs de village, en collaboration avec les facilitateurs du projet, ont joué un rôle clé dans l'identification des bénéficiaires potentiels, notamment des jeunes issus de milieux défavorisés ou en situation de vulnérabilité. Une participante a témoigné : « Le chef du village nous a informés du projet et nous a invités à participer à des réunions, où nous avons été sélectionnés en fonction de nos besoins et de nos ambitions professionnelles. »⁴²⁶ De plus, les parents ont été impliqués dans le processus d'organisation de ces formations qui s'est déroulé de manière participative, en consultation avec eux.

Certains défis persistent cependant, notamment en ce que certains participants perçoivent comme des coûts cachés de la formation professionnelle, facturés aux jeunes ou à leurs parents, ce qui constitue un obstacle majeur à la rétention et à la fréquentation des jeunes dans le cycle de formation. Il convient toutefois de noter que tous les coûts sont expliqués aux participants lorsqu'ils signent un contrat pour accepter de participer. Par conséquent, il semble y avoir un malentendu concernant les coûts de la formation.

- Les jeunes ont mentionné que les lieux de formation sont souvent éloignés de leur domicile. Le coût du transport quotidien devient un obstacle majeur, obligeant certains à manquer les séances ou à limiter leur présence.⁴²⁷ Cela malgré le fait qu'ils aient connaissance des lieux de formation avant de rejoindre la formation et que des engagements aient été pris par les parents pour couvrir ces coûts associés. Néanmoins, le fait que les participants aient souligné ces difficultés mérite une exploration plus approfondie.
- De nombreux participants indiquent qu'ils n'ont pas toujours les moyens de prendre leur petitdéjeuner ou leur déjeuner avant ou pendant la formation. Cela affecte leur concentration et leur énergie, réduisant ainsi leur capacité à bénéficier pleinement de l'enseignement.⁴²⁸

Le poids financier global combiné des frais de transport et de repas amène certains jeunes à envisager d'abandonner la formation. Certains jeunes parviennent à s'en sortir grâce aux bénéfices de l'AJEC ou à d'autres stratégies, par exemple, certains prennent des jours de congé pour effectuer des petits travaux pour couvrir leurs frais, comme le transport ou les repas, car leurs parents ne peuvent pas subvenir à ces besoins de base. 429 Certains formateurs et collaborateurs partenaires ont noté un effet négatif du **désengagement parental**, où certains parents considèrent que le soutien du projet est suffisant, et réduisent donc leur implication dans les responsabilités financières liées à la scolarité de leurs enfants, reportant ainsi la charge sur ces derniers. 430

Pour favoriser la rétention des jeunes, certains employeurs/directeurs de centres de formation **prennent en charge** bénévolement des frais supplémentaires tels que le transport et les repas de leurs apprentis pour assurer leur assiduité. D'autres ont mis en place une offre résidentielle pour les étudiants afin de compenser les effets du transport sur l'assiduité, mais ils ont constaté que le projet Impact Elle n'a pas permis de financer l'internat à ce jour.⁴³¹

Ces contraintes, bien qu'atténuées par le soutien « informel » de certains employeurs/formateurs, soulignent la nécessité d'intégrer des mesures plus systématiques pour couvrir ces besoins. Malgré

⁴²⁶GDD Garçons Ze

⁴²⁵Partenaire EIC IFMA2

 $^{^{427}\}mathrm{GDD}$ JF FP Ouidah ; Groupe de travail AJEC Akassato; GDD garçons Ze

⁴²⁸GDD JH FP Ouidah; Groupe de travail AJEC Akassato; GDD garçons Ze

⁴²⁹GDD, Mécènes, Ouidah ; EIC, IFMA, partenaire2

⁴³⁰GDD, Mécènes, Ouidah ; EIC, IFMA, partenaire2

⁴³¹GDD, Mécènes, Ouidah.

ces défis, l'impact global du projet reste positif, avec des transformations visibles dans les attitudes des jeunes envers leur éducation, leur rôle dans la société et leur avenir professionnel.

Dans quelle mesure les modules de formation sont-ils liés entre eux ? Les participants COPEEJ sontils bien outillés pour développer les compétences techniques dont ils ont besoin ainsi que leur projet professionnel ?

La formation se déroule en deux phases pour répondre aux besoins des jeunes. Dans une première phase, 24 jeunes ont été sélectionnés pour participer à une **formation sur l'entrepreneuriat pendant trois jours**. A l'issue de cette première phase, dix jeunes avec un fort potentiel entrepreneurial parmi les 24 ont été sélectionnés pour bénéficier d'un financement de formation à long terme (110 au total). ⁴³² La **sélection** s'est également faite sur la base de **critères de vulnérabilité**. **Des comités multipartites**, comprenant des représentants des associations d'artisans, des CPS et des agences territoriales de développement agricole (ATDA), ont validé les candidatures et accompagné les jeunes dans le choix de leur métier. ⁴³³

Les modules de formation destinés aux jeunes ayant participé à **la formation à l'entrepreneuriat** ont permis une introduction pratique aux bases de l'entrepreneuriat. Cette formation s'est concentrée sur des concepts fondamentaux tels que les étapes à suivre pour démarrer une entreprise, la gestion financière et le leadership. Les jeunes ont indiqué que ces modules ont amélioré leur **compréhension du processus entrepreneurial**. Un participant a déclaré : « J'ai appris à analyser mes objectifs et à planifier étape par étape comment démarrer une entreprise avec peu de ressources. »⁴³⁴

Les cours de courte durée ont leurs limites. Les participants qui n'ont reçu que cette première introduction à l'entrepreneuriat, bien que enthousiastes, rapportent un besoin de formation complémentaire pour les aider à mettre en pratique ce qu'ils ont appris et à surmonter les obstacles pratiques rencontrés dans le démarrage de leur propre projet professionnel : « Après les trois jours de formation, nous avons beaucoup appris... mais j'ai encore besoin d'être renforcé sur la gestion d'entreprise, en déterminant les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces pour bien mener mon étude de marché et gérer mon entreprise. » 435 En attendant leur recrutement pour les futures cohortes, ces jeunes sont accompagnés via les AJEC qui leur permettent de générer un bénéfice minimum, de démarrer des AGR et de constituer des groupes d'entraide significatifs (voir la section sur les AJEC ci-dessous).

Les jeunes bénéficiant d'une formation longue dans les centres de formation professionnelle (CFP) ont reçu/reçoivent un encadrement et une formation beaucoup plus approfondis. De plus, le contenu est réglementé par chaque centre et conduit à une certification professionnelle (examen d'État reconnu comme le Certificat de Qualification Professionnelle - CQP ou le Certificat de Qualification des Métiers - CQM). 436 Ces formations combinent des cours théoriques et une pratique intensive de métiers spécifiques.

Le **choix des formations** a été développé grâce à une étude de marché préalable, qui a permis d'aligner les formations sur les besoins spécifiques et les opportunités économiques locales dans des secteurs porteurs. Cette étude a permis d'identifier des métiers porteurs adaptés aux zones rurales, comme l'élevage et la production artisanale, et aux zones urbaines, comme le graphisme ou la restauration, en répondant directement à la demande locale. ⁴³⁷ Pour cette formation, il a été démontré une certaine **adaptabilité** aux besoins des jeunes et un souci de **continuité** entre la phase 1 et la

⁴³⁵GDD, garçons, Ze

⁴³²EIC, IFMA, partenaire2; Documentation du projet: BEN233_Rapport narratif_2023_Plan Int BéninVF.

⁴³³EIC, chef du GUPS, Akassato ; EIC, IFMA, partenaire2

⁴³⁴GDD, AJEC, Ze

⁴³⁶Partenaire EIC_IFMA

⁴³⁷Partenaire EIC_IFMA

phase 2 du projet DGD : certains apprenants ont en effet bénéficié d'un accompagnement continu depuis la phase précédente du projet, d'autres ont été accompagnés pour leur entrée en première année et d'autres (à risque de décrochage) ont été accompagnés les années suivantes.

Cette évaluation a recueilli de nombreux témoignages de jeunes qui ont **amélioré considérablement leur savoir-faire** grâce aux formations financées : Les jeunes formés en menuiserie, sérigraphie et graphisme, couture, coiffure, cuisine et électronique ont acquis des compétences techniques concrètes qui leur permettent de générer des revenus et d'améliorer leur autonomie. En **menuiserie aluminium**, ils savent désormais fabriquer et poser des encadrements de portes et fenêtres. En **sérigraphie et graphisme**, les jeunes produisent des œuvres telles que des affiches et des cartes de visite. L'un d'eux partage : « J'ai conçu et réalisé une commande de cartes de visite avec un bénéfice de 2 000 francs. »438

La satisfaction à l'égard du contenu de la formation longue est globalement positive, les participantes exprimant leur appréciation des compétences techniques et transversales acquises. Les jeunes filles déscolarisées ont expliqué qu'elles ne faisaient rien avant le projet, ce qui les exposait aux abus de leurs parents ou à des comportements sexuels à risque, et que la formation leur offrait une alternative.⁴³⁹

Plusieurs soulignent que la formation a apporté des changements importants dans leur vie, notamment en augmentant leur autonomie et en leur permettant de générer des revenus. Une participante explique : « J'ai appris à faire de la coiffure, et avec les outils que j'ai reçus, je fais des petits travaux pour gagner de l'argent et aider mes parents. »⁴⁴⁰ Dans le domaine de la sérigraphie et du graphisme, une participante déclare : « Grâce à la formation, j'ai pu réaliser des commandes telles que des cartes de visite, ce qui m'a permis d'économiser de l'argent pour mes futurs projets. »⁴⁴¹ Pour les jeunes filles en particulier, cette autonomie nouvellement acquise leur a permis de reconsidérer leurs choix de vie et de réduire leur dépendance à l'égard de leurs proches masculins. Une participante explique par exemple : « J'ai préféré prendre le chemin de l'autonomisation pour commencer à gagner ma vie indépendamment de lui [son père] et de tout garçon. »⁴⁴²

Enfin, il reste des défis liés à la **reconnaissance officielle du travail des apprentis** dans les centres et ateliers de formation au Bénin. L'un des chefs d'entreprise consultés lors de cette évaluation note que « dans le système béninois, les apprentis ne sont pas rémunérés. Ceci est décrit comme un problème structurel qui limite les opportunités économiques des apprentis tout en les maintenant dans une dépendance financière prolongée de leurs parents/tuteurs. « C'est un vrai problème dont peu de gens parlent parce qu'ils savent qu'il n'y a pas de solution officielle pour cela, et nous essayons de le gérer à l'amiable. »⁴⁴³ Cette citation reflète le caractère systémique du non-paiement des apprentis, souvent compensé par des arrangements informels pour couvrir leurs dépenses de base, mais sans solution durable. Les apprentis participent activement à la production ou aux activités économiques des centres de formation, mais cela est perçu comme une étape éducative plutôt qu'une activité qui mérite une rémunération.

Dans quelle mesure la fourniture d'un kit de démarrage ou d'un capital pour lancer des AGR favoriset-elle les résultats du projet ?

Dans ce domaine, l'intervention du projet s'est déroulée de deux manières : 1. l'élaboration et la distribution au cas par cas d'un kit de formation (matériel de base) et d'un kit de réinsertion (pour les

⁴³⁹GDD filles AJEC Ze; FDG JF FP Ouidah

⁴³⁸GDD, garçons, Ze

⁴⁴⁰GDD, AJEC, Ze

⁴⁴¹GDD, JF, FP, Ouidah

⁴⁴²GDD filles AJEC Ze

⁴⁴³GDD, Modèles, Ouidah

jeunes ayant terminé leurs études) et 2. l'accompagnement des jeunes et des parents via des groupes d'épargne et de crédit (dans les AJEC et AVEC).

1. Kits de formation et de réinsertion

Les **kits de formation** ont été largement distribués à tous les jeunes inscrits en formation professionnelle. Ces kits comprenaient le matériel de base nécessaire pour suivre les apprentissages dans les ateliers ou centres de formation. Par exemple, en coiffure, les jeunes ont reçu des outils tels que des ciseaux, des peignes et d'autres équipements essentiels pour s'exercer pendant leur formation. En couture, les kits comprenaient des fils, des aiguilles et d'autres fournitures utilisées sur les machines dans les ateliers de formation. ⁴⁴⁴ Ces kits ont été conçus pour permettre aux jeunes de participer pleinement aux cours pratiques pendant leur formation.

Les **kits d'installation**, destinés à accompagner les jeunes dans le développement de leur activité professionnelle indépendante après la formation, n'ont pas encore été entièrement distribués à la plupart des participants, qui sont encore en formation. A l'heure actuelle, le calendrier de distribution de ces kits n'est pas clair pour les participants : « **Ils ont promis de donner les kits, mais nous n'avons pas encore de date.** » ⁴⁴⁵ Cette déclaration met en évidence l'attente prolongée et le manque d'informations précises sur le calendrier de distribution. ⁴⁴⁶ « **Je n'ai pas encore reçu mon kit, je ne sais pas quand il arrivera.** » ⁴⁴⁷ Cela illustre une frustration généralisée parmi les bénéficiaires face à l'incertitude quant aux prochaines étapes. Bien que des retards soient évidents, l'équipe du projet a confirmé que la plupart des étudiants ont désormais reçu leurs kits. Les retards étaient principalement dus aux procédures d'approvisionnement qui doivent être respectées.

La liste des kits d'installation a été établie en fonction des besoins spécifiques des métiers choisis par les jeunes, des normes du marché local et des recommandations des formateurs et experts du métier. Ces kits comprennent des équipements destinés à permettre l'installation et l'autonomisation financière des jeunes, tels que 1. des machines à coudre, des surjeteuses et des fers à repasser pour les tailleurs ; 2. des ordinateurs, des cadres de sérigraphie et des encres pour ceux qui sont formés à la sérigraphie ; 3. des outils spécifiques pour les métiers techniques, tels que du matériel pour l'électricité et la coiffure.⁴⁴⁸

2. Groupes d'épargne

Les associations d'épargne et de crédit des jeunes (AJEC) permettent aux membres de cotiser régulièrement à une caisse commune, de contracter des prêts pour financer des activités génératrices de revenus ou couvrir des besoins urgents par exemple. Les AJEC bénéficient également de formations pour développer des compétences en gestion financière, en entrepreneuriat, en leadership et en sensibilisation aux droits et responsabilités des jeunes, notamment des séances sur l'égalité des sexes et la santé sexuelle et reproductive. Les prêts obtenus sont souvent utilisés pour des activités telles que l'agriculture, la transformation de produits locaux (par exemple l'arachide) et la vente de produits. La participation aux AJEC est un atout indéniable pour les jeunes en formation, elle aide les membres à générer des revenus et à améliorer leurs conditions de vie et elle peut également aider les jeunes à répondre aux besoins de transport et de repas dont ils ont besoin pour rester en formation pour certains besoins de base, par exemple, une participante utilise un prêt de 2 000 FCFA obtenu via les AJEC pour acheter des ingrédients et des produits, du lait et du tofu. Cette activité lui rapporte entre 400 et 700 FCFA par semaine, couvrant ses dépenses de base comme le transport et les repas. 449 Le

⁴⁴⁴EIC, IFMA, partenaire2

⁴⁴⁵GDD, garçons, zéro

⁴⁴⁶GDD, garçons, Ze

⁴⁴⁷GDD, JH FP, Ouidah

⁴⁴⁸EIC, IFMA, partenaire2

⁴⁴⁹EIC, IFMA, partenaire2

bénéfice des AJEC permet donc généralement de financer certains besoins de base. Des exemples de réussite significatifs ont été partagés, notamment l'exemple d'une jeune femme de la commune de Ouidah qui avait démarré avec un petit capital grâce à une AJEC et qui avait réussi à développer son commerce d'arachides et à mettre en place un point de vente en gros grâce à un prêt initialement accordé par une AJEC du projet.⁴⁵⁰

Les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) ciblent les membres adultes des communautés, souvent les parents des jeunes accompagnés par le projet. Lorsqu'elle est effective, cette intégration est doublement bénéfique pour les jeunes accompagnés à travers les AJEC ou la formation.

Ces deux composantes assurent une part essentielle de la réussite du projet et de l'autonomisation effective des jeunes pour les raisons suivantes :

- Kits de formation : sont indispensables car les centres de formation ne disposent pas de matériel suffisant pour permettre à chaque jeune d'exercer son métier sans avoir besoin d'acheter le matériel minimum (ex : fil à coudre, aiguilles et tissu pour la couture).
- Kits de réinsertion : ils sont essentiels pour la réinsertion des jeunes car les interventions qui n'incluent pas un accompagnement post-formation adéquat, notamment la fourniture de matériel pour leur permettre de s'installer de manière autonome, risquent de compromettre leur réussite. Cet aspect a été relevé par la plupart des participants et est particulièrement important compte tenu de la vulnérabilité économique des participants sélectionnés.
- AJEC/AVEC : L'organisation simultanée de jeunes en formation en AJEC et d'adultes (parents) en AVEC présente de nombreux avantages, notamment en termes de résilience dans le contexte familial.

Les **défis** auxquels sont confrontés les participants sont les suivants :

 Continuum formation/AJEC: Tous les jeunes du projet ne sont pas systématiquement en AJEC. Etant donné que cette intégration entre le volet formation et épargne a des répercussions sur le maintien en formation, il est recommandé de poursuivre cette intégration au niveau familial.

Évaluation des mécanismes communautaires de protection de l'enfance

La responsabilité des **mécanismes communautaires de protection de l'enfance (MCPE)** a pour objectif de renforcer la prévention des VBG et la protection des enfants dans les communautés rurales à travers des actions de sensibilisation impliquant les chefs traditionnels, les leaders religieux et les éducateurs. Ils sont censés faciliter le signalement des cas de violence, collaborer avec les services de protection formels et soutenir les enfants vulnérables pour éviter leur déscolarisation. De plus, leurs activités comprennent des dialogues intergénérationnels, favorisant la mobilisation collective pour résoudre les problèmes liés à la violence dans la communauté. D'après les discussions avec certains membres lors de l'évaluation, il semble qu'ils **soient forts dans la prévention des cas de déscolarisation et de mariage précoce.** « Nous avons eu une situation où un parent voulait forcer sa fille à se marier, elle s'est adressée à la dame du GS et nous avons rapidement arrêté cela. » ⁴⁵¹ Elles entretiennent également des liens avec les activités de formation du projet. Par exemple, une membre du comité du MCPE de la commune de Ze a partagé l'histoire d'une jeune fille qui a abandonné l'école pour soutenir son frère, et a décrit comment le MCPE est intervenu pour la réintégrer dans le système éducatif en l'inscrivant en apprentissage dans le cadre du projet Impact Elle. ⁴⁵² Parallèlement, le MCPE

⁴⁵¹EIC, Leaders, Vêtements

⁴⁵⁰EIC, IFMA, partenaire2

⁴⁵²Les enseignants de FDG Ze

et la directrice du CEG ont soutenu son frère en assurant sa scolarité et ses repas, tout en poursuivant les démarches pour retrouver leurs parents.

L'un des principaux défis pour les MCPE est la culture d'impunité dans les communautés et le manque de ressources financières. Selon la conseillère de protection de Plan : « Celui qui se lève pour aller parler à la police, tu sais que tu as rompu notre pacte social, car nos problèmes doivent toujours être résolus entre nous. »⁴⁵³ De plus, les membres soulignent un manque de **ressources financières** qui empêche les MCPE d'assurer des fonctions essentielles, comme le transport pour signaler les cas d'abus ou l'organisation de suivis réguliers avec les acteurs formels de protection.⁴⁵⁴ De plus, les membres souffrent d'un manque de soutien organisationnel, notamment en termes de formation continue et de supervision pour structurer leurs activités et renforcer leur impact.⁴⁵⁵

L'intégration des **CLPE** dans le système formel de protection au Bénin serait utile, cependant, elle rencontre plusieurs obstacles importants. D'abord, l'absence de facilitation de l'adoption des décrets municipaux reste un problème dans les régions de l'Atlantique et du Littoral. Cela est nécessaire pour que les MCPE soient officiellement reconnus sous la bannière du Comité Municipal de Protection de l'Enfant (CCPE). De nombreuses ONG soutiennent les CLPE, avec parfois un constat de concurrence (entre ces ONG) dans les zones du projet. A Atacora, PI a réussi à les mobiliser et à renforcer le lien avec le système formel, et des efforts de plaidoyer sont en cours dans l'Atlantique, menés par l'IFMA. 456

5.6.3. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Comment les EAJ sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités qui les concernent (AJEC/AVEC) ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative et leur point de vue pris en compte ?

Globalement, selon l'échelle de participation de Richard Hart, ⁴⁵⁷ la participation des jeunes au niveau des activités est au plus haut niveau (initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes) grâce à des activités comme la formation professionnelle et les gouvernements scolaires. Cependant, au niveau de la conception du projet, la participation des jeunes est évaluée à l'échelle « assignée mais informée » car l'implication des jeunes dans la conception, la planification et l'évaluation du projet reste limitée. A la connaissance de l'évaluateur, il n'y a eu aucune opportunité spécifique pour que les jeunes participent aux processus de planification ou d'évaluation des activités. ⁴⁵⁸

Les EAJ ont été impliquées dans la mise en place d'activités les concernant, principalement dans le cadre du **choix de formation et de l'AJEC et de l'AVEC**. Une jeune fille rapporte, par exemple, que : « Ils nous ont demandé ce que nous voulions apprendre et chacun d'entre nous a choisi son métier. » ⁴⁵⁹ Lors des séances de sensibilisation et de sélection, ils choisissent librement les métiers ou les projets qu'ils souhaitent poursuivre, garantissant ainsi une certaine autonomie dans la démarche. ⁴⁶⁰

De plus, les EAJ inscrits auprès des écoles gouvernementales sont en train de diriger directement l'élaboration des plans d'action, car ce eux qui proposent les activités à mettre en œuvre en fonction

⁴⁵³EIC_Plan_Sauvegarde_Spécialiste de la protection

⁴⁵⁴Plan_Spécialistes_EIC

⁴⁵⁵Les mécènes du FDG Ouidah

⁴⁵⁶EIC, LUMIÈRE ; Réunions de validation. Janvier

⁴⁵⁷Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

⁴⁵⁸La participation active des adolescents et/ou des jeunes à l'atelier Bridge qui se déroulait dans le cadre de cette évaluation a été dûment envisagée mais a été annulée en raison de contraintes financières et de temps.

459 GDD, AJEC, Ze

⁴⁶⁰EIC, responsable du GUPS, Cassandra

de leurs réalités locales.⁴⁶¹ Cela souligne encore davantage les efforts du projet pour assurer une participation significative des EAJ.

Quelle a été l'influence des activités du projet mises en œuvre et des ressources mobilisées sur (i) l'estime de soi des jeunes, (ii) la mobilisation et l'intérêt des jeunes, (iii) l'implication des jeunes (en tant que leaders ou participants) dans les activités communautaires ?

Les jeunes rapportent une amélioration significative de leur confiance en eux grâce à la formation et à la sensibilisation aux compétences de vie. Par exemple, un participant témoigne : « J'étais très timide et je ne réagissais pas en public, mais grâce à la formation, je peux parler facilement et avec assurance. » 462 Ces apprentissages ont également contribué à renforcer leur capacité à se projeter dans l'avenir et à avoir des projets, comme l'illustre un participant : « Avant, je restais à la maison sans objectif, mais aujourd'hui, je réfléchis à ce que je veux faire pour avancer. » 463 Un participant a également expliqué : « Quand je pense à ce que je veux faire, je pense à progresser ou au moins à acquérir des connaissances. » 464

Une capacité accrue de prise de décision dans la sphère familiale a été constatée. Les activités du projet ont renforcé l'autonomie et la confiance des jeunes, leur permettant de jouer un rôle plus actif dans la prise de décision au sein de leur famille. Par exemple, une jeune fille explique : « Avant, mes parents décidaient de tout, mais grâce à la formation, j'ai appris à réfléchir à mes choix professionnels et à convaincre mes parents d'accepter mon projet de coiffure. » 465 Ces changements sont également observés chez les garçons, qui, après la formation, prennent davantage d'initiatives pour soutenir leur famille, comme contribuer aux tâches domestiques ou assumer des responsabilités économiques.

Une augmentation des capacités de prise de décision et de leadership dans la sphère communautaire a également été constatée. Dans la sphère communautaire, les jeunes formés deviennent des leaders actifs grâce aux compétences acquises en communication, leadership et plaidoyer. Par exemple, une participante rapporte : « J'ai commencé à avoir confiance en moi et à parler en public, par exemple à l'église. Maintenant, les jeunes de ma communauté me font confiance, et je suis un peu leur porte-parole. On me consulte pour les aider à s'organiser ou à développer leurs projets. » 466 Les activités du projet ont également encouragé les EAJ à s'engager dans des actions collectives au sein de leur communauté, comme des campagnes de sensibilisation sur le VBG ou des dialogues intergénérationnels.

Qu'est-ce qui motive les EAJ à participer aux activités du projet ? Comment le projet peut-il inciter plus efficacement les EAJ à participer aux activités ?

L'AGR et la formation ont accru la mobilisation des EAJ, car ils y voient une opportunité de devenir indépendants. 467 Une jeune fille partage : « Avec le kit, je vends des mèches, et cela génère des bénéfices en plus des coiffures que je fais. » 468

Les EAJ sont motivés à participer aux activités du projet principalement grâce aux perspectives d'autonomie que celui-ci leur offre. Par exemple, une participante témoigne : « Ce qui me motive, c'est qu'ils ont payé mon contrat de formation et que l'animatrice suit régulièrement mes progrès avec mon

⁴⁶¹Documentation du projet : BEN233_Rapport narratif_2023_Plan Int BéninVF

 $^{^{462}\}mathrm{Groupe}$ de discussion 3, AJEC

⁴⁶³Journée de la femme FDG

⁴⁶⁴GDD, AJEC, Ze

⁴⁶⁵GDD, AJEC, Ze

⁴⁶⁶GDD, garçons, Ze

⁴⁶⁷GDD, AJEC, Ze

⁴⁶⁸GDD, AJEC, Ze

patron, ce qui me donne confiance et envie de continuer. »⁴⁶⁹ Les kits de démarrage fournis, ainsi que les formations aux compétences de vie et à l'entrepreneuriat, encouragent également leur implication en leur offrant une opportunité concrète de générer des revenus.

Comment l'équipe du projet recueille-t-elle des informations sur la manière dont les EAJ participants évaluent l'accessibilité et la performance des activités du programme ?

Les équipes de projet recueillent des informations sur les perceptions des jeunes en participant à des réunions régulières avec des facilitateurs des partenaires présents dans la localité. Par exemple, le feedback est obtenu lors de visites de suivi dans des ateliers ou des centres de formation, où les jeunes partagent leurs expériences et leurs difficultés directement avec les responsables du projet. Un participant rapporte : « Le facilitateur vient voir mon patron pour lui demander comment évolue ma performance, ce qui me rassure sur le fait que je suis bien accompagné. »⁴⁷⁰ Ces mécanismes permettent de recueillir des points de vue variés (bien qu'avec le « filtre » des facilitateurs), même si certains jeunes rapportent des difficultés à exprimer leurs opinions, notamment dans des contextes où les mécanismes de rétroaction ne sont pas encore opérationnels et inclusifs.

Les outils de collecte de données développés pour suivre les participants à COPEEJ comprennent une section sur la satisfaction de la formation concernant le contenu, le format, l'accessibilité, la supervision, bien qu'elle n'ait pas encore été utilisée au Bénin en raison de l'absence du responsable S&E pendant la majeure partie de la première moitié du programme.⁴⁷¹

Dans quelle mesure les mécanismes de feedback sont-ils adaptés au EAJ dans toute sa diversité ? Dans quelle mesure ont-ils été utilisés depuis le début du projet ? Quelle est la nature du feedback reçu du EAJ ? Dans quelle mesure est-il enregistré ? Que fait-on du feedback ?

Deux types de mécanismes de rétroaction ont été observés par l'évaluateur :

- Commentaires de la communauté reportent que les mécanismes du projet sont encore en cours de développement, une formation étant prévue en novembre 2024 pour les renforcer.
- Dans les écoles, des boîtes à suggestions ont été installées, même si les retours ne sont pas toujours directement liés au programme.

La nature des commentaires varie, allant de l'évaluation de l'accessibilité de la formation (par exemple, les coûts de transport ou la distance) à la qualité du contenu et des supports de formation fournis. Ces commentaires sont enregistrés par les animateurs et partagés avec les gestionnaires de projet pour ajuster les activités. Plusieurs adaptations ont été apportées, notamment des améliorations dans l'accès aux kits de démarrage, une meilleure planification de la formation et une plus grande prise en compte des contraintes financières des jeunes. Bien que ces commentaires soient utilisés pour adapter certaines activités, leur intégration globale pourrait être renforcée, notamment en élargissant la participation des jeunes les plus marginalisés et en garantissant une traçabilité complète des commentaires pour une évaluation continue de l'impact du programme. 472

Des efforts ont clairement été faits pour adapter les mécanismes de rétroaction aux EAJ, en plaçant la boîte à suggestions dans les écoles où elle est accessible. Il n'est pas clair dans quelle mesure les EAJ ont été impliqués dans la conception du mécanisme.

_

⁴⁶⁹GDD 3, AJEC

⁴⁷⁰GDD, AJEC, Ze

⁴⁷¹Commentaire écrit. Personnel du programme.

 $^{^{472}}$ GDD, AJEC, Ze; Groupe de discussion, AJEC, Trois

5.6.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Le PIB a évalué la contribution potentielle du projet aux six domaines du MEG du PI au stade de la conception. Au moment de la collecte des données, le bureau de pays n'avait pas encore terminé le MEG au stade de la mise en œuvre. Cela limite l'analyse comparative qui pourrait être effectuée dans chaque domaine au stade de la conception et de la mise en œuvre. Les progrès par rapport aux éléments prioritaires du MEG ont été convenus avec le PIB et examinés en profondeur lors de la collecte des données. Ces discussions ont impliqué le personnel du projet, les partenaires de mise en œuvre et les participants au projet, leur permettant de réfléchir aux progrès réalisés vers les objectifs envisagés, d'identifier les principaux obstacles restants et de proposer des plans d'action concrets pour relever ces défis.

Normes de genre

Le projet a permis de modifier progressivement les normes de genre, notamment en contribuant à transformer les perceptions sur les rôles des filles et des garçons, en particulier sur le lieu de travail. Les filles, traditionnellement limitées aux tâches domestiques, participent à diverses carrières telles que la soudure, la sérigraphie et l'agriculture, qui étaient auparavant considérées comme des métiers exclusivement masculins. Une participante a déclaré : « On m'a dit que le soudage n'était pas pour les filles, mais grâce au programme, je peux maintenant travailler dans ce domaine et mes parents sont fiers de moi. »⁴⁷³

Cependant, des défis subsistent, notamment l'accès limité aux ressources pour les jeunes femmes en milieu rural et un soutien toujours insuffisant aux jeunes en situation de handicap, malgré les intentions d'inclusion. Le développement d'activités spécifiques telles que les AGR et la distribution de kits de démarrage a permis d'atténuer les obstacles financiers pour de nombreuses participantes, mais un renforcement du suivi inclusif est recommandé.⁴⁷⁴

Malgré ces avancées notables, les normes sociales continuent de limiter les opportunités des filles, les confinant souvent à des rôles domestiques. Certaines familles préfèrent investir dans l'éducation des garçons, laissant les filles sans moyens de se former ou de travailler.⁴⁷⁵ Les mariages précoces et forcés, les grossesses non désirées aggravent également leur exclusion du marché du travail.⁴⁷⁶ Une animatrice note que « la sensibilisation des parents a commencé à changer cette dynamique, mais cela reste un défi constant. »⁴⁷⁷

Agence

Grâce à diverses initiatives incluant, mais sans s'y limiter, les écoles publiques (formation sur l'éducation inclusive de qualité, prise de parole en public, violence sexiste et mécanismes de signalement, gestion de l'hygiène menstruelle et résilience et maintien d'un environnement sain), les médias et les groupes d'écoute, l'approche du CoC, le projet a œuvré à renforcer la confiance en soi des filles, et a également contribué à développer leurs compétences pour mobiliser et influencer les autres.

Comme mentionné ci-dessus, les jeunes signalent également une amélioration significative de leur confiance en eux grâce à la formation et à la sensibilisation aux compétences de vie.

⁴⁷³EIC. dirigeants, compassion

⁴⁷⁴EIC, IFMA

⁴⁷⁵Spécialiste de l'inclusion des genres du Plan EIC

⁴⁷⁶Spécialiste de l'inclusion des genres du Plan EIC

⁴⁷⁷Spécialiste de l'inclusion des genres du Plan EIC

Travailler avec les hommes et les garçons

Les formations sur les masculinités positives et l'égalité des genres ont encouragé l'implication des garçons et des hommes comme alliés. Par exemple, une animatrice souligne : « Les garçons soutiennent désormais les filles dans les AJEC et dans leurs activités économiques, ce qui était rare auparavant. »⁴⁷⁸ Du côté des garçons, le projet a introduit des concepts de **masculinité positive**, encourageant leur soutien aux filles dans leurs activités économiques et dans la répartition des tâches domestiques. Par exemple, une animatrice rapporte : « Les garçons soutiennent désormais leurs sœurs et participent aux travaux domestiques, ce qui contribue à réduire les inégalités à la maison. »⁴⁷⁹ Les dialogues intergénérationnels ont également joué un rôle clé pour impliquer les parents et les leaders communautaires dans cette transformation, rendant ces changements plus acceptables et durables. Cependant, selon les partenaires, bien que des progrès aient été notés, certaines résistances persistent, notamment dans les zones rurales où les normes traditionnelles restent fortement ancrées. Un suivi continu et des campagnes de sensibilisation prolongées sont indispensables pour consolider ces avancées. ⁴⁸⁰

État et position

Dans le MEG réalisé lors de la phase de conception, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. 481 Les activités de COPEEJ jouent un rôle clé dans la lutte contre les obstacles à l'autonomisation économique des filles et des jeunes femmes et contribuent directement à l'amélioration de leur condition en permettant aux participantes de générer des revenus et d'améliorer leur autonomie. De plus, l'organisation simultanée de l'AJEC et de l'AVEC a permis d'accroître la résilience des EAJ (y compris des filles et des jeunes femmes) dans le contexte familial.

Diversité

Le projet, malgré ses efforts pour inclure les jeunes les plus vulnérables (y compris les jeunes ayant des niveaux élevés de pauvreté et les jeunes issus de minorités ethniques), ⁴⁸² **n'a pas réussi à intégrer les jeunes en situation de handicap dans ses activités COPEEJ**. Bien que les critères de sélection incluent la vulnérabilité liée au handicap, un nombre limité de bénéficiaires en situation de handicap n'a été identifié ou intégré. Cette absence reflète plusieurs défis, notamment le manque de sensibilisation des communautés aux droits des personnes en situation de handicap, l'absence de mesures spécifiques pour répondre à leurs besoins particuliers et la définition restreinte du handicap. Selon une observation des évaluateurs, les centres de formation et les activités proposées ne semblent pas adaptés aux jeunes en situation de handicap, et les ressources financières du projet ne permettent pas de couvrir les coûts supplémentaires nécessaires pour assurer une participation inclusive, tels que le transport adapté ou l'équipement spécifique. ⁴⁸³

Néanmoins, ces défis sont spécifiquement liés au volet COPEEJ puisque les jeunes handicapés ont été inclus avec succès dans les activités du gouvernement scolaire et du CoC.

Environnement favorable

Dans le MEG réalisé lors de la phase de conception, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine.⁴⁸⁴ De bons progrès ont été réalisés dans la réalisation de ce potentiel car des

⁴⁷⁸EIC_Spécialiste_de_l'inclusion_de_genre; EIC, IFMA

⁴⁷⁹EIC, Dirigeants, Chapeau; EIC, IFMA

⁴⁸⁰EIC. IFMA

⁴⁸¹Documentation du projet : BEN100233 MEG D.

⁴⁸²Documentation du projet.

⁴⁸³EIC, directeur du GUPS, Akassato

⁴⁸⁴Documentation du projet : BEN100233 MEG D.

initiatives ciblées dans le cadre de chaque résultat du projet contribuent au renforcement des structures et des systèmes pour permettre l'égalité des sexes et l'inclusion, cela comprend, sans s'y limiter, la formation sur l'aide a la formation de l'emploi (APE) et AME des écoles primaires sur l'éducation inclusive, et la création et le renforcement des capacités des gouvernements scolaires (dans le cadre du résultat 1); et la formation et le recyclage des volontaires communautaires pour faciliter les dialogues intergénérationnels sur la masculinité positive; le renforcement des capacités des leaders traditionnels et religieux (sur la DSSR, la lutte contre la VBG et la protection de l'environnement), des ateliers communautaires de protection de l'enfance pour lutter contre la VBG et promouvoir un environnement sain, et la mise en œuvre de plans d'action communautaires pour la protection de l'enfance (dans le cadre du résultat 3).

5.6.5. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours reflète des progrès positifs vers l'objectif du projet, bien que plusieurs défis contextuels et certaines lacunes dans les approches du projet continuent d'affecter les résultats. En ce qui concerne l'indicateur prioritaire 1 (indicateur de résultat), deux composantes spécifiques (inclusion des membres handicapés dans les clubs et participation des jeunes aux réseaux sociaux en ligne) font baisser la valeur globale de l'indicateur. Le projet a rencontré des difficultés pour engager les jeunes et intégrer les jeunes vivant avec un handicap dans les groupes de jeunes existants (bien que certains aient été intégrés avec succès dans les groupes du CoC). Cela était en partie imputable à des problèmes d'échelle, car le recrutement à grande échelle était un défi. De plus, en raison de la faible pénétration des outils de communication numérique, il a été observé qu'une méthode alternative d'évaluation des échanges entre groupes de jeunes devrait être incluse à l'avenir. Le projet a réalisé des progrès significatifs en matière d'inclusion dans l'éducation, qui ne se sont pas reflétés dans l'analyse des indicateurs (sous le résultat 1), illustrant un échec au niveau méthodologique.

L'évaluation des progrès réalisés par rapport à l'AoGD a été positive. Sur la base d'une analyse approfondie des résultats de l'évaluation quantitative à mi-parcours, il apparaît que le projet Impact-Elle, ses partenaires et les activités mises en œuvre contribuent à créer un environnement propice à l'apprentissage pour les adolescents et les jeunes. Bien qu'il soit encore trop tôt pour tirer des conclusions sur l'impact, l'impact a été rapporté au niveau individuel et le projet a mis en place un processus structuré pour le recrutement des jeunes dans la formation professionnelle en collaboration avec les dirigeants communautaires. Des défis persistent sous la forme d'obstacles financiers à la participation, de transport vers les centres de formation et de subsistance pendant la période de formation. En outre, la durée du cours constitue également un défi. La brièveté signifie que le contenu est limité et que les EAJ nécessitent un soutien de suivi supplémentaire.

La participation significative des EAJ au niveau du projet est limitée, cependant, la participation des EAJ au niveau des activités est forte. Les EAJ ont été impliqués dans la mise en œuvre des activités les concernant, principalement dans le cadre du choix des formations et de l'AJEC et de l'AVEC. Cela a conduit à une augmentation des capacités de prise de décision et de leadership au sein de la famille et de la communauté. Les jeunes rapportent également une amélioration significative de leur confiance en eux grâce à la formation aux compétences de vie et à la sensibilisation. Des retours d'information sont régulièrement recueillis par les animateurs dans la communauté et par le biais des boîtes à suggestions dans les écoles. Plusieurs adaptations ont été apportées, notamment des améliorations dans l'accès aux kits de démarrage, une meilleure planification des formations et une plus grande prise en compte des contraintes financières des jeunes. Si ces retours d'information sont utilisés pour adapter certaines activités, leur intégration globale pourrait être renforcée, notamment en élargissant la participation des jeunes les plus marginalisés et en assurant une traçabilité complète des retours d'information pour une évaluation continue de l'impact du programme.

Le projet a montré des progrès dans le changement des perspectives de genre et l'engagement des jeunes femmes dans des parcours d'autonomisation économique traditionnellement réservés aux hommes. Les formations aux compétences de vie, au genre et à la protection ont eu des effets positifs mesurables, réduisant les grossesses précoces, les mariages forcés et les discriminations liées au genre. Les sensibilisations adaptées aux besoins locaux ont permis une meilleure intégration des communautés dans les actions de protection. L'intégration des volets protection/approche genre/DSSR et autonomisation économique a également permis un changement de cap vers une meilleure acceptation par les jeunes et les communautés de l'égalité des sexes dans les sphères familiale et professionnelle. L'approche participative et le fort ancrage communautaire garantissent une meilleure acceptabilité des sensibilisations sur les droits et l'approche genre et les normes de genre parfois complexes à déconstruire. En particulier, la présence d'animateurs dans les villages et de points focaux de VBG a assuré une réactivité accrue, une prévention efficace des violences et une meilleure acceptation communautaire des actions du projet.

-

 $^{^{485}\}text{FDG}$ enseignants Ze ; EIC_IFMA_partenaire; EIC_Plan_Gender_Inclusion_Specialist

5.7. Analyse du Niger

Au Niger, les deux premières années (2 ans et demi) du Programme DGD (2022-2026) ont été mises en œuvre dans les régions de Maradi et Dosso par PI en collaboration avec trois partenaires locaux ayant une expertise et une expérience dans les domaines clés d'intervention du projet, à savoir : 1) Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime (ANTD), en charge de l'appui aux actions de protection et d'autonomisation économique en vue de l'émancipation des jeunes (notamment les jeunes filles et les adolescentes), 2) Coalition des Associations et Syndicats en faveur de l'éducation pour tous (ASO-EPT), en charge de l'appui aux actions autour de la scolarisation des jeunes, avec un focus sur la scolarisation des jeunes filles et la création d'un environnement scolaire propice aux apprentissages dans le respect des droits des jeunes filles, et 3) Alternative Espaces Citoyens (AEC), en charge de la gouvernance, du renforcement des capacités des acteurs du projet et du plaidoyer.

L'objectif général du programme est de contribuer à garantir que « les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10-24 ans), soient économiquement et socialement autonomes pour s'épanouir dans un environnement protecteur et égalitaire entre les sexes, et aient accès à des opportunités économiques durables. »

5.7.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours pour décrire les progrès et les défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à miparcours. Les données de l'étude quantitative ont été utilisées dans le cadre des entretiens avec les informateurs clés et de l'atelier du Pont pour identifier les lacunes et les défis spécifiques dans la réalisation des objectifs du projet. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Dans le cadre de cette évaluation, un atelier de réflexion a été organisé avec le PIN et ses partenaires. L'atelier a favorisé les discussions autour des domaines à développer pour améliorer les résultats des indicateurs et les participants ont proposé de manière collaborative des actions d'amélioration dans chaque secteur d'activité (autonomisation économique, protection et éducation). Les actions proposées ont été élaborées pour s'aligner sur les ressources et les capacités existantes, afin qu'elles puissent être mises en œuvre de manière réaliste sans avoir besoin de fonds supplémentaires ou de procéder à des ajustements budgétaires majeurs. Elles sont présentées à l'annexe 8 .

Objectif Spécifique: Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10-24 ans), sont économiquement et socialement indépendants pour s'épanouir dans un environnement protecteur et égalitaire entre les sexes et accéder à des opportunités économiques durables.

Le projet comporte six indicateurs relatifs à l'objectif spécifique, deux indicateurs COPEEJ et quatre indicateurs de protection définis localement (LDI). Les six indicateurs ont été atteints à mi-parcours. Cependant, le quatrième indicateur LDI n'a pas été atteint pour les jeunes femmes, et ce de très peu.

Tableau 29 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Niger

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% de jeunes (sans distinction de genre) en emploi	N/A	Total : 11%	Total: 33%	Total: 13%
salarié dans les 6 mois suivant la formation		Adolescent	Adolescente	Adolescente
(SOYI1.1.1)		es : 11 %	s: 30 %	s: 13 %

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
		Jeunes femmes : 11 %	Jeunes femmes : 35 %	Jeunes femmes : 13 %
% de jeunes (sans distinction de genre) ayant une entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant leur formation (SOYI1.1.2)	N/A	Jeunes adolescente s: 35 % Filles adolescente s: 35 % Jeunes femmes: 35 %	Jeunes adolescente s:93 % Adolescente s:93,5 % Jeunes femmes: 92,5 %	Jeunes adolescente s:52,5 % Adolescente s:50 % Jeunes femmes:55 %
% d'adolescents et de jeunes, en particulier d'adolescentes et de jeunes femmes, qui participent activement à des initiatives menées par des jeunes pour l'égalité des sexes (LDI 1)	N/A	Adolescent es et jeunes femmes : 27 %	Adolescente s et jeunes femmes : 55,8 %	Adolescente s et jeunes femmes : 47,5 %
% de membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI 2)	Femmes : 13 % Hommes : 18,5 %	Total : 26% Femmes : 22% Hommes : 30%	Total : 50,8 % Femmes : 46,2 % Hommes : 54,2 %	Femmes : 42% Hommes : 45 %
% d'adolescentes et de jeunes femmes (15-24 ans) mariées avant l'âge de 15 ans (LDI 3)	Filles 15-18 ans : 6% Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 17 %	Total: 8,5 % Filles 15-18 ans: 4% Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 13 %	Total: 25,5 % Filles 15-18 ans: 37,8 % Jeunes femmes de 19 à 24 ans: 18,5 %	Filles 15-18 ans : 2% Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 10 %
% d'adolescentes et de jeunes femmes (15-24 ans) mariées avant 18 ans (LDI 4)	Filles 15-18 ans: 97%% Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 76 %	Total: 75% Filles 15-18 ans: 80 % Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 70 %	Total: 75,5 % Filles 15-18 ans: 86,5%% Jeunes femmes de 19 à 24 ans: 69,2 %	Filles 15-18 ans : 75 % Jeunes femmes de 19 à 24 ans : 65 %

Malgré les retards opérationnels dus aux sanctions de la CEDEAO sur le Niger concernant les transferts bancaires, le projet a très bien atteint ses objectifs à moyen et à long terme pour le pourcentage de jeunes ayant un emploi salarié (SOYI1.1.1) et ayant une entreprise opérationnelle (SOYI1.1.2) dans les 6 mois suivant la formation. Le projet a atteint 300 % par rapport à l'objectif à moyen terme pour les jeunes ayant un emploi salarié et 260 % par rapport à l'objectif à moyen terme pour les jeunes ayant une entreprise opérationnelle. Il s'agit d'une énorme réussite pour le projet, qui montre le succès de la formation dans la préparation des jeunes à entrer dans les AGR. Il y avait une légère différence dans la tranche d'âge des personnes ayant un emploi salarié, avec un pourcentage plus élevé de jeunes femmes ayant un emploi que d'adolescentes. Il y avait une différence significative dans la localisation du projet, les deux groupes d'âge obtenant des scores beaucoup plus élevés à Dosso qu'à Maradi.

En ce qui concerne le pourcentage de jeunes ayant une entreprise opérationnelle, il n'y a pas de différence significative entre les groupes d'âge, mais il y a une différence selon la localisation du projet, avec un pourcentage plus élevé de jeunes ayant une entreprise à Maradi par rapport à Dosso. La différence entre les deux indicateurs selon la localisation du projet est intéressante, montrant que les EAJ de Dosso ont plus de succès dans l'emploi et les EAJ de Maradi ont plus de succès dans l'entreprenariat. Bien que les données de l'indicateur SOYI1.1.2 soient très positives, le rapport de l'évaluation quantitative n'offre pas de détails concernant la mesure de cet indicateur et les critères

d'une entreprise opérationnelle. Il est donc primordial de ne pas surestimer le succès de ce progrès, d'autant plus que l'enquête quantitative révèle que la majorité des jeunes gagne moins de 40000 f par mois (97,2%) à travers leur activité commerciale et que les jeunes qui gagnent entre 40000 et 49999 f et ceux qui gagnent 50000 ou plus ne représentent que 1.4% dans chacun des deux cas.

55,8 % des adolescents et des jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, participent activement aux initiatives menées par les jeunes pour l'égalité des sexes (LDI 1), ce qui dépasse les objectifs à moyen et à long terme. Il existe une différence significative selon la localisation du projet pour cet indicateur, les EAJ de Dosso participent beaucoup moins que les EAJ de Maradi. Entre 66,7 et 76,9 % des EAJ de Maradi ont déclaré participer activement aux initiatives menées par les jeunes pour l'égalité des sexes, contre entre 9,1 et 42,1 % à Dosso. Cela mérite d'être étudié plus en détail.

L'enquête à mi-parcours a révélé que 50,8 % des membres de la communauté encourageaient les normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI 2), ce qui est bien supérieur à l'objectif à moyen terme de 26 % et à l'objectif final. On a constaté qu'un pourcentage plus élevé d'hommes (54,2 %) encourageaient les normes sociales positives que de femmes (46,2 %). Il y avait également une différence significative selon le lieu du projet, avec 60 % de tous les dirigeants à Maradi encourageant les normes sociales positives et seulement 33,3 % des femmes et 48,6 % des hommes déclarant la même chose à Dosso. Cela peut s'expliquer par des particularités socio-culturelles entre ces deux zones, et notamment la forte influence des grands leaders à Dosso qui sont très écoutés et peuvent potentiellement constituer un obstacle à l'évolution des normes sociales (tandis que ces leaders à Maradi n'ont pas le même poids).

Le projet a atteint les deux objectifs à moyen terme concernant le pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes (15-24 ans) mariées avant l'âge de 15 ans (IDL 3) et avant l'âge de 18 ans (IDL 4). Cependant, en fonction des tranches d'âge, les jeunes femmes âgées de 19 à 24 ans ont manqué de peu l'objectif à moyen terme. Il s'agit d'un indicateur très difficile à utiliser au niveau des résultats car il repose sur de multiples facteurs qui échappent au contrôle du projet et ne constitue donc pas un bon indicateur de réussite du projet.

Résultat 1 : Les adolescents, en particulier les filles (12-18 ans), ont accès à une éducation inclusive et de qualité dans un environnement qui autonomise les filles et engage les garçons pour parvenir à l'égalité des sexes.

Ce domaine de résultats ne concerne que les indicateurs IQE (domaine de l'éducation formelle). Ce résultat comporte quatre (4) indicateurs. Deux indicateurs ont été atteints, dont l'un a été largement dépassé. Deux indicateurs n'ont pas été atteints.

Tableau 30 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 1 du Niger

Indicateurs	Résultat	Objectif à	Résultat à	Objectif à
	de référence	moyen terme	mi- parcours	terme
% d'EAJ qui déclarent avoir subi des violences,	DOSSO &	DOSSO &	DOSSO &	DOSSO &
des discriminations ou des mauvais traitements	MARADI	MARADI	MARADI	MARADI
de la part de leurs pairs ou du personnel scolaire	(Total)	(Total)	ENSEMBLE	ENSEMBLE
au cours du dernier trimestre (IQEO1.2.2)	Filles (10-	Filles (10-	Filles (10-	Filles (10-13):
du cours du dernier trimestre (IQEO1.2.2)	13): 49,5%	13) : 40%	13) : 87%	23%
	Jeunes	Jeunes	Jeunes	Jeunes filles
	filles (14-	filles (14-17)	filles (14-	(14-17) :17%
	17) : 28%	: 23%	17):	Jeunes
	Jeunes	Jeunes	56.78%	femmes (18-
	femmes	femmes (18-	Jeunes	24):11%
	(18-24):	24) : 20%	femmes	Garçons (10-
	26,5%	Garçons	(18-24):	13): 20%
	Garçons	(10-13) :	60.98%	Jeunes
	(10-13):	57%		garçons (14-
	72,5%			17): 20%

	(18-24): 20% Garçons (10-13): 56% Jeunes garçons (14-17): 42% Jeunes	femmes (18- 24): 15% Garçons (10-13): 45% Jeunes garçons (14-17): 30% Jeunes hommes	filles (14- 17): 40% Jeunes femmes (18-24): 43% Garçons (10-13): 33% Jeunes	Jeunes hommes (18- 24): 20% MARADI : Filles (10-13): 25% Jeunes filles (14-17): 20% Jeunes
	hommes (18-24): 60% MARADI: Filles (10- 13): 47% Jeunes filles (14- 17):24 %	(18-24): 52% MARADI: Filles (10- 13): 40% Jeunes filles (14-17): 18% Jeunes	garçons (14-17): 33% Jeunes hommes (18-24): 25% MARADI: Filles (10-	femmes (18- 24): 10% Garçons (10- 13): 20% Jeunes garçons (14- 17): 20% Jeunes hommes (18- 24): 20%
	Jeunes femmes (18-24): 33% Garçons (10-13): 89% Jeunes garçons	femmes (18- 24): 25% Garçons (10-13): 70% Jeunes garçons (14-17): 45%	13): 33% Jeunes filles (14- 17): 10% Jeunes femmes (18-24): 50% Garçons	
% do fillos qui accument dos râlos do londorship	(14-17): 55% Jeunes hommes (18-24): 43%	Jeunes hommes (18-24) : 35%	(10-13): 7% Jeunes garçons (14-17): 8% Jeunes hommes (18-24): 11%	Fillos (10
% de filles qui assument des rôles de leadership dans les activités de gouvernance de leur école (IQEO1.3.2)	N/A	Filles (10- 13): 50% Jeunes filles (14-17): 50% Jeunes femmes (18- 24): 50%	Filles (10- 13): 47% Jeunes filles (14- 17): 45% Jeunes femmes (18-24): 0%	Filles (10- 13): 55% Jeunes filles (14-17) :55% Jeunes femmes (18- 24):55% DOSSO :
		DOSSO:	DOSSO:	Filles (10-

		Jeunes filles (14-17): 50% Jeunes femmes (18- 24): 50% MARADI: Filles (10- 13): 50% Jeunes filles (14-17): 50% Jeunes femmes (18-	17): 39% Jeunes femmes (18-24): 0% MARADI: Filles (10- 13): 47% Jeunes filles (14- 17): 53% Jeunes	Jeunes femmes (18- 24): 55% MARADI : Filles (10- 13): 55% Jeunes filles (14-17) : 55% Jeunes femmes (18- 24): 55%
Mesure dans laquelle les écoles et les espaces/centres d'apprentissage respectent les normes nationales/mondiales établies pour un environnement accessible, sûr et protégé (IQEO4.2.3)	Total: 60% Dosso : 60% Maradi: 60%	24): 50% Total: 70% Dosso: 70% Maradi: 70%	(18-24): 0% Total: 50% Dosso: 50% Maradi: 50%	Total : 80% Dosso : 80% Maradi: 80%
Pourcentage d'enseignants observés utilisant des approches pédagogiques sensibles au genre, inclusives et centrées sur l'élève au moment de l'évaluation (IQEO5.1.2)	N/A	Total: 35% Femmes : 35% Hommes : 35 %	Total : 68,2 % Femmes : 58,1 % Hommes : 77,1 %	Total: 60% Femmes : 60% Hommes : 60 %

Pourcentage des EAJ qui déclarent avoir subi des violences, des discriminations ou des mauvais traitements de la part de leurs pairs ou du personnel scolaire au cours du dernier trimestre (IQEO1.2.2): Les données à mi-parcours de cet indicateur montrent des résultats mitigés dans l'atteinte des cibles, car les données montrent une aggravation de la situation concernant le niveau de violence et de discrimination à l'égard des filles, alors qu'elles montrent une amélioration concernant le niveau de violence et de discrimination à l'égard des garçons. En effet, les résultats cumulés pour Dosso et Maradi montrent que la violence et la discrimination ont augmenté chez les filles (10 à 13 ans) (de 49,5% à 87%), les jeunes filles (14-17 ans) (de 28% à 56,78%) et les jeunes femmes (18-24 ans) (de 26,5% à 60,98%). En revanche, les résultats cumulés pour Dosso et Maradi montrent que les violences et discriminations ont diminué chez les garçons (10 à 13 ans) (de 72,5% à 36,93%), les jeunes garçons (14-17 ans) (de 48,5% à 43,22%) et les jeunes hommes (18-24 ans) (de 51,5% à 43%). Au vu de ces résultats, il serait utile d'engager une réflexion pour identifier les leviers et facteurs qui ont conduit à l'amélioration de la situation chez les garçons, les jeunes garçons et les jeunes hommes afin de favoriser également un changement positif dans le contexte des filles, des jeunes filles et des jeunes femmes.

Selon le genre et le lieu, 20,7 % des cas de violence étaient des violences physiques et 3,8 % des violences psychologiques ou émotionnelles. A Dosso, les principaux auteurs de violences contre les EAJ étaient les enseignants (36,1 %). A Dosso, la plupart des enquêtés n'ont pas répondu à cette question mais 2 % ont déclaré que les auteurs étaient d'autres élèves et 2 % ont déclaré que c'étaient les parents. Bien que beaucoup d'efforts aient été déployés par le projet pour sensibiliser les parents, les élèves et les enseignants, et pour former les enseignants sur les violences faites aux enfants et aux jeunes filles en particulier, les chiffres ci-dessus suggèrent un écart entre les connaissances acquises et les comportements violents en cours. En d'autres termes, bien que les groupes cibles puissent avoir une meilleure compréhension des droits des enfants ainsi que des risques liés à la violence, il existe encore des lacunes en termes d'application de ces connaissances. Les discussions autour de ce sujet lors de l'atelier organisé dans le cadre de l'évaluation ont mis en évidence la nécessité d'un accompagnement rapproché des enseignants après leur formation pour la mise en œuvre effective de leurs connaissances et l'adoption de nouveaux comportements, notamment envers les filles. Il pourrait s'agir par exemple de formations sur les méthodes alternatives à la violence et la communication non violente, avec des jeux de rôle pour maximiser la compréhension et l'assimilation. L'identification de

champions parmi les élèves qui peuvent servir de modèles dans le milieu scolaire a également été évoquée comme une approche stratégique pour promouvoir davantage les changements de comportement entre pairs.

Malheureusement, l'enquête quantitative à mi-parcours a montré une baisse de la mesure dans laquelle les écoles et les espaces/centres d'apprentissage répondent aux normes nationales/mondiales établies pour un environnement accessible, sûr et protégé (IQEO4.2.3), passant de 60 % au départ à 50 % à mi-parcours, ce qui est inférieur à l'objectif à mi-parcours de 70 %. Aucune différence n'a été constatée entre les sites du projet.

Le projet a bien atteint l'objectif à mi-parcours de 35 % d'enseignants observés comme utilisant des approches pédagogiques sensibles au genre, inclusives et centrées sur l'élève au moment de l'évaluation (IQEO5.1.2), obtenant en fait un score de 68,2 %. Une différence entre les sexes a été observée à mi-parcours, un pourcentage plus élevé d'enseignants de sexe masculin utilisant des approches plus sensibles au genre (77,1 %) que d'enseignantes (58,1 %). Il y a eu une légère différence dans le pourcentage d'enseignants observés comme étant sensibles au genre selon le lieu du projet, les pourcentages étant plus élevés à Maradi qu'à Dosso. Ce qui pourrait expliquer cela, c'est la mobilité des enseignant.e.s et des encadreurs (inspecteurs et conseillers pédagogiques) qui est plus élevé à Dosso qu'à Maradi.

Résultat 2 : Les filles et les jeunes femmes (14-24 ans) non scolarisées sont économiquement autonomes et bénéficient de compétences de vie qui améliorent leur statut social.

Le résultat 2 comporte quatre indicateurs, dont un indicateur LDI qui n'a pas été mesuré à cause de sa non-pertinence qui se traduit par le manque d'IMF de proximité dans la zone d'intervention d'une part et les filles et jeunes femmes ont trouvé le taux d'intérêt très élevé d'autre part. C'est pourquoi aucune AJEC n'a pas pris de crédit auprès des Institutions de Micro-Crédit. Trois des indicateurs COPEEJ ont tous été largement dépassés.

Tableau 31 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Niger

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% des AJEC ayant accès au crédit (LDI 5)	Dosso: 0% Maradi: 0%	Dosso : 30% Maradi: 30%	N/A	Dosso : 80% Maradi: 80%
% d'adolescents et de jeunes déclarant à la fin de leur formation se sentir bien préparés à affronter la vie (SOYO1.1.1)	N/A	Total: 60% Adolescentes: 60 % Jeunes femmes: 60 % Adolescents: 60 % Jeunes hommes: 60 %	Adolescent es:75 % Jeunes femmes:91 % Adolescent s:100 % Jeunes hommes: 95 %	Total: 80% Adolescentes: 80 % Jeunes femmes: 80 % Adolescents: 80 % Jeunes hommes: 80 %
% d'adolescentes et de jeunes femmes démontrant une aptitude à l'entrepreneuriat à la fin de leur formation (SOYO1.1.2)	N/A	Total: 45% Adolescentes : 45 % Jeunes femmes : 45 %	Total: 100% Adolescent es: 100 % Jeunes femmes: 100 %	Total: 60%
% d'adolescents et de jeunes déclarant avoir bénéficié du soutien de leur famille pour s'inscrire à la formation COPEEJ puis rechercher un emploi salarié ou indépendant (SOYO2.1.1)	N/A	Total: 35% Adolescentes : 35 % Jeunes femmes : 35 %	Total: 100% Adolescent es: 100 % Jeunes femmes: 100 %	Total: 55% Adolescentes : 55 % Jeunes femmes : 55 %

Concernant le pourcentage d'AJEC ayant accès au crédit (LDI 5), les résultats de l'enquête quantitative montrent qu'aucune AJEC n'a accès au crédit d'une institution de microfinance. Ceci s'explique par le fait que dans la plupart des zones d'intervention, il n'existe pas d'institutions de microfinance et que dans les zones où elles existent, ces institutions sont éloignées des participantes. 486 Néanmoins, il est important de préciser que les membres des AJEC n'ont pas encore besoin de montants importants pour faire fonctionner leurs activités, étant donné qu'elles sont encore au début de leurs activités économiques. Les microcrédits que les membres obtiennent des AJEC grâce à leur épargne suffisent largement à ce stade à répondre aux besoins des jeunes filles membres des AJEC.

L'objectif à mi-parcours pour le pourcentage d'adolescentes et de jeunes déclarant à la fin de leur formation qu'ils se sentent bien préparés à affronter la vie (SOYO1.1.1) a été largement dépassé à miparcours. Les résultats de l'enquête à mi-parcours révèlent que les objectifs à mi-parcours de 60 pour cent dans tous les groupes d'âge et de sexe ont été largement atteints et pour la plupart des groupes cibles (jeunes femmes, adolescents et jeunes hommes), les résultats dépassent déjà les objectifs finaux. Un groupe qui n'a pas atteint le même niveau est celui des filles âgées de 14 à 17 ans de Maradi. Dans ce groupe, 60 pour cent déclarent se sentir prêtes à affronter la vie après la formation. Bien qu'il s'agisse d'une réalisation de l'objectif à mi-parcours, il est assez différent de ce qui est rapporté pour toutes les autres variables d'âge, de sexe et de localisation et nécessiterait donc une enquête plus approfondie. Les données qualitatives n'ont pas trouvé d'explication à ce résultat.

Là encore, l'objectif à mi-parcours pour le pourcentage d'adolescentes et de jeunes femmes démontrant une aptitude à l'entrepreneuriat à la fin de leur formation (SOYO1.1.2) a également été largement dépassé. Les résultats à mi-parcours pour cet indicateur montrent une amélioration significative des capacités des participantes à la formation et dépassent les objectifs finaux. Ce résultat montre que la formation est très performante en matière de création d'aptitudes à l'entrepreneuriat. Aucune différence n'a été signalée selon l'âge ou le lieu du projet. Il convient toutefois d'être prudent avec ce résultat car un très petit échantillon a été utilisé pour collecter ces données.

En outre, l'objectif à moyen terme concernant le pourcentage d'adolescents et de jeunes déclarant avoir bénéficié du soutien de leur famille pour s'inscrire à la formation COPEEJ puis chercher un emploi rémunéré ou indépendant (SOYO2.1.1) a de nouveau été largement dépassé. En effet, cet indicateur a atteint 100 % des répondants déclarant avoir bénéficié du soutien de leur famille, ce qui est supérieur à l'objectif à terme. Aucune différence n'a été signalée selon l'âge ou le lieu du projet. Cela concorde avec les données qualitatives collectées dans le cadre de cette évaluation qui indiquent que les jeunes filles et les jeunes femmes qui participent au projet ont été bien soutenues par leurs parents, leurs partenaires et leurs beaux-parents, ce qui a facilité leur participation à la formation. Cela peut être dû aux nombreuses séances de sensibilisation organisées avec les parents au cours de la première moitié du projet qui s'avèrent fructueuses. Par exemple, rien qu'en 2023, un total de 3849 parents ont été touchés par ces séances. 487 Ce point est examiné plus en détail dans les sections suivantes. De même, il convient toutefois d'être prudent avec ce résultat, car un très petit échantillon a été utilisé pour collecter ces données.

Résultat 3 : Les filles et les jeunes femmes (10-24 ans) jouissent de leurs droits et vivent dans des communautés protectrices grâce au renforcement de leurs capacités, des membres de la communauté et de leurs parents.

Le résultat 3 comporte quatre indicateurs axés sur la protection. Trois des quatre indicateurs ont été bien atteints, dont un (PROO3.4.7) qui a dépassé l'objectif à terme.

⁴⁸⁶Commentaire écrit. Personnel du projet. Février 2025.

⁴⁸⁷Plan International Belgique - Plan International Niger PROGRAMME DGD 22-26 Rapport narratif Janvier – Décembre 2023

Tableau 32 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Niger

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes qui démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1)	Total: 18,92 % Filles: 12,5% Garçons: 26,47 %	Total: 30% Filles: 25% Garçons: 35	Total: 37% Filles : 41,9% Garçons : 33,8 %	Total: 50% Filles : 45% Garçons : 55 %
% de parents/tuteurs qui s'occupent d'enfants et qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1)	Total: 81,2 % Femmes: 79% Hommes: 83,4 %	Total: 82,5 % Femmes: 81 % Hommes: 83 %	Total: 89,4 % Femmes: 89,4 % Hommes: 94 %	Total : 84% Femmes : 83,75 % Hommes : 85 %
% de mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille qui répondent aux normes minimales de qualité (CVPE - Comités Villageois de Protection de l'Enfance) (PROO3.3.1)	Dosso : 20 % Maradi: 30%	Total: 60% Dosso : 60% Maradi: 60%	Total : 32,5 % Dosso : 20,2 % Maradi : 49,1%	Total : 80% Dosso : 80% Maradi: 80%
Mesure dans laquelle les dirigeants traditionnels, religieux et/ou communautaires remettent publiquement en question les pratiques de violence contre les EAJ, en particulier les jeunes femmes (PROO3.4.7)	N/A	Entre 41 et 79 % Moyenne	Total: 98,2 % Élevé Femmes: 100% Hommes: 98 %	Entre 41 et 79 % Moyenne

Le projet a bien atteint l'objectif à moyen terme de 30 % d'adolescents et de jeunes qui démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1). En effet, une fois désagrégées par sexe, les conclusions montrent que le projet a presque atteint l'objectif à terme pour les filles, mais que l'objectif à moyen terme pour les garçons a en fait été raté de peu. Une fois désagrégées par groupe d'âge, l'enquête à mi-parcours a révélé que les EAJ âgés de 18 à 24 ans affichaient les niveaux de connaissances les plus élevés (44,2 %), les EAJ de Dosso atteignant 24,1 % et 56,25 % à Maradi. Le même schéma de réussite par lieu a été constaté pour le groupe d'âge de 15 à 17 ans. Cela montre que le projet s'avère très efficace pour travailler avec les filles pour améliorer leur base de connaissances, mais moins efficace pour travailler avec les garçons, d'autant plus qu'il a été constaté au départ qu'un plus grand nombre de garçons que de filles démontrent des connaissances dans ce domaine. Ces conclusions ont été confirmées par les données qualitatives comme l'explorent plus en détail les sections suivantes.

Le projet a connu un grand succès dans le travail avec les parents et les tuteurs, ce qui est confirmé par les données quantitatives : 89,4 % de tous les parents, tous sexe et tous lieux confondus, ont déclaré utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1). Il s'agit d'une grande réussite car elle dépasse même l'objectif final. Les parents et tuteurs de sexe féminin ont montré une amélioration de 10,4 points de pourcentage depuis le début, par rapport aux parents et tuteurs de sexe masculin qui ont vu une augmentation de 10,6 points de pourcentage. En désagrégeant par sexe et par lieu, les femmes de Dosso ont obtenu un score de 100 % contre 78 % pour les femmes de Maradi. La même tendance apparaît pour les hommes par lieu. Les hommes de Dosso ont obtenu un score de 97 % et ceux de Maradi de 90 %. Cela montre que l'engagement des parents à Dosso est plus efficace que celui de Maradi.

32,5 pour cent des mécanismes communautaires de protection de l'enfant et de la famille qui répondent aux normes minimales (PROO3.3.1), ce qui est inférieur à l'objectif à moyen terme de 60 pour cent, qui est très ambitieux. Le pourcentage de mécanismes communautaires de protection de l'enfant et de la famille qui répondent aux normes minimales est particulièrement faible à Dosso (20,2 pour cent contre 49,1 pour cent à Maradi). Ces résultats convergent avec ceux des données

qualitatives collectées pour cette évaluation qui montrent que si les mécanismes sont en place et capables d'organiser des actions de sensibilisation et de protection, le fait que les membres soient bénévoles freine l'efficacité de ces mécanismes. Leurs membres ont donc besoin d'être davantage motivés et ont besoin de renforcement de capacités sur leurs rôles et responsabilités, ainsi que d'un soutien adéquat pour accéder aux ressources pour mettre en œuvre les activités. De plus, les données qualitatives collectées ont révélé que les canaux de plainte et de retour d'information sont très peu connus des participants au projet.

Le projet a obtenu une note « élevée » pour la mesure dans laquelle les chefs traditionnels, religieux et/ou communautaires remettent publiquement en question les pratiques de violence contre les EAJ, en particulier les jeunes femmes (PROO3.4.7). Il s'agit d'une réalisation supérieure à l'objectif à moyen et à long terme, ce qui constitue une grande réussite pour le projet. Une fois désagrégée par sexe, l'enquête à mi-parcours a révélé que les femmes (100 %) leaders obtenaient des résultats supérieurs à ceux des hommes (98 %), mais seulement de manière marginale. Une fois désagrégée par lieu, l'enquête à mi-parcours a révélé une petite différence, Maradi obtenant un score de 100 % et Dosso un score de 96 %. Ces différences ne sont pas significatives.

5.7.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Dans quelle mesure le projet, ses partenaires de mise en œuvre et ses activités (formation professionnelle) créent-ils un environnement propice à l'apprentissage pour les adolescents et les jeunes ?

L'évaluation a permis de constater que le projet a favorisé un environnement favorable aux adolescentes et aux jeunes. En effet, les parents et les familles ont démontré un haut niveau de soutien à la participation des jeunes filles aux activités du projet, et les maris et beaux-parents ont également encouragé et facilité la participation des adolescentes à la formation professionnelle. Ce soutien est attesté par la signature du document parental par les parents et les maris/beaux-parents autorisant la participation des filles et des adolescentes à la formation. Les familles ont également encouragé les jeunes filles et les adolescentes à participer à travers plusieurs actions de soutien, par exemple en soulageant les filles et les adolescentes de certaines tâches ménagères pendant la période de la journée consacrée à l'apprentissage afin de leur permettre de participer à la formation, en rappelant et conseillant régulièrement aux filles l'importance de la présence à la formation, en prenant soin des enfants mineurs par les belles-mères afin de faciliter la participation des adolescentes, et en contribuant financièrement à l'achat de certains petits matériels pour les apprenantes en couture et tricotage. 488 Ceci démontre la reconnaissance par les familles de l'importance de la formation professionnelle pour les participantes. Les jeunes filles et les adolescentes ont également déclaré être satisfaites du soutien de leurs parents et de leurs familles, ce qui a grandement contribué à leur participation et à leur rétention dans la formation dispensée dans le cadre du projet.

Les participants au programme de formation aux métiers sont-ils bien équipés pour développer les compétences techniques dont ils ont besoin et leurs plans de carrière ?

Le projet a assuré un processus de formation professionnelle participatif et inclusif prenant en compte le contexte socioculturel et les opinions des bénéficiaires, ce qui a permis de garantir l'adéquation avec les besoins des participants et les réalités locales. En effet, l'étude de marché participative et les consultations au niveau local organisées par l'équipe du projet ont permis de garantir que le programme de formation aux métiers a été élaboré de manière à doter au mieux les participants des compétences techniques dont ils ont besoin.

-

⁴⁸⁸Poste de tuteurs FDG Bangou ; Groupes de discussion des parents.

Le programme de formation aux métiers a permis aux participants d'acquérir avec succès les compétences techniques dont ils avaient besoin, comme les services techniques de l'État qui ont effectué le suivi sur le terrain ont signalé que les formateurs choisis avaient les compétences adéquates pour former les participants au projet. 489

Des efforts importants ont été faits pour collaborer dès le départ avec les services techniques et les impliquer dans le suivi du programme de formation aux métiers. ⁴⁹⁰ Par exemple, des missions de suivi conjointes ont été mises en œuvre entre PIN et les services techniques de l'État. Cependant, il a été souligné que l'expertise des services techniques de la formation professionnelle pourrait être davantage valorisée, notamment par une participation accrue de ces services au niveau départemental pour fournir un soutien pédagogique. ⁴⁹¹ Cela pourrait maximiser la qualité de la formation dispensée aux participants au projet.

Dans quelle mesure la fourniture de kits de démarrage ou de capitaux pour lancer des AGR favorise-telle les résultats du projet ?

La démarche d'accompagnement des participants avec un kit d'installation est très appréciée par les participants car elle favorise leur autonomie. Tous les participants à la formation aux métiers ayant terminé le cycle de formation ont reçu des kits de démarrage ou un capital. Les participants à la formation en couture (en cours) recevront des kits à la fin du cycle. Cependant, dans le cas des apprenants en couture, il a été noté qu'il aurait pu être bénéfique de leur fournir des machines à coudre et des kits de couture dès le début de leur formation afin qu'ils puissent s'exercer pour renforcer leurs apprentissages. Alors que cela était initialement prévu, à la suite du coup d'État avec l'embargo qui a entraîné la hausse des prix des articles, le budget prévu n'a pas pu couvrir l'achat d'une machine pour chaque apprenant. 493 Le projet n'a pas reçu de fonds supplémentaires pour couvrir l'achat des machines à coudre et le nombre de machines à mettre à la disposition des filles et femmes pour l'apprentissage a été diminué. Ainsi au lieu d'une machine par apprenante, le projet a fourni une machine par village, soit quatre apprenantes par machine.

Sur tous les sites enquêtés, il apparaît que les filles et adolescentes bénéficiaires des activités de formation professionnelle tirent des bénéfices financiers et matériels de la conduite de leurs activités. Les participantes ont réussi à organiser des réunions hebdomadaires au cours desquelles elles discutent des questions clés les concernant et effectuent des paiements de parts dans l'AVEC/AJEC. En effet, les participantes du projet ont pu rentabiliser leurs activités de couture, de tricotage et de micro-entreprise et gagner suffisamment pour subvenir à leurs petits besoins (vêtements, pommade, déodorant, etc.) et contribuer à l'AVEC/AJEC sur une base hebdomadaire. 494 Elles ont également déclaré arriver à aider financièrement leurs parents, maris et belles-mères. Par ailleurs, l'évaluation a constaté qu'à Nikki Beri, les jeunes filles et adolescentes avaient accès à des terres à travers leurs groupements AJEC/AVEC, pour produire du sésame, du niébé et du vouanzou. Cela leur a permis de diversifier leurs sources de revenus et de renforcer par la même occasion leurs fonds AJEC/AVEC.

Les participants ont souligné une faible capacité des jeunes filles et adolescentes bénéficiaires de l'activité embouche à épargner au démarrage de l'activité AJEC car leur activité d'élevage ne génère pas encore de revenus quotidiens qui leur permettraient de contribuer à l'AJEC/AVEC. 496 Cela les oblige

⁴⁸⁹EIC service technique promotion de la femme.

⁴⁹⁰Documentation du projet : NER290_Rapport_Annuel_2023_PQ22-26_VF.

⁴⁹¹Atelier Bridge.

⁴⁹²GDD Jeunes AJEC Kargui Bangou; GDD pour adolescents AVEC Nikki Beri; GDD Adolescents AVEC Kargui Bangou.

⁴⁹³Commentaire écrit. Personnel du projet. Février 2025.

⁴⁹⁴GDD des participants AJEC/AVEC.

⁴⁹⁵Papa de Nikki Beri, parents du groupe de discussion ; GDD Parents maman Nikki Beri.

⁴⁹⁶GDD AJEC/AVEC participants.

à demander l'aide des parents, maris et beaux-parents pour contribuer au fonds AJEC. Néanmoins, cela ne constitue pas une limitation du projet et est simplement lié à la nature de l'activité.

Les activités de COPEEJ ont également généré des bénéfices sociaux importants pour les participants au projet. Il s'agit notamment du renforcement de la cohésion sociale entre les membres de l'AJEC/AVEC. En effet, les membres se soutiennent mutuellement en cas d'événements heureux ou malheureux et contribuent même financièrement pour s'entraider. Par exemple, l'un des participants aux discussions villageoises a rapporté : « Les jeunes filles et les adolescentes sont solidaires et s'entraident, ce qui renforce leurs groupes. Par exemple, j'ai une sœur qui fait partie du groupe AJEC et qui s'est mariée il y a quelques mois. Le jour de la cérémonie, tout le groupe s'est réuni et a contribué de l'argent pour lui offrir un cadeau. Ma sœur était très heureuse et fière d'appartenir au groupe des filles. Nous, frères et parents, étions également très contents du geste que les jeunes filles avaient fait envers la jeune mariée. »⁴⁹⁷ En outre, les activités COPEEJ ont contribué à renforcer le capital social des participants, car les perceptions de la communauté à leur égard ont changé à mesure qu'ils devenaient des modèles au niveau local.

Dans le village de Kargui Bangou, les participants ont rapporté que la corvée d'eau prend beaucoup de temps aux jeunes filles et adolescentes, ⁴⁹⁸ et à Nikki Beri, selon les informations recueillies auprès des mères, des jeunes filles et adolescentes, l'absence de moulin à grains constitue également une contrainte majeure à la participation des jeunes filles et adolescentes aux activités économiques. ⁴⁹⁹ Bien que ces tâches n'aient pas d'impact sur la participation des filles aux activités du projet (formation), elles pourraient potentiellement présenter des risques pour leur autonomisation économique et leur capacité à consacrer suffisamment de temps à leurs activités professionnelles.

Les participants au projet ont souligné la nécessité de certaines améliorations pour réduire davantage les barrières à l'accès des filles à l'autonomisation économique. Il s'agit par exemple d'apporter un appui technique et un suivi de proximité aux apprenantes formées afin qu'elles maîtrisent leurs domaines et soient plus compétitives sur le marché ; de prendre des mesures appropriées pour réduire la charge de travail des filles au sein des ménages afin de les libérer pour consacrer plus de temps à leur carrière professionnelle ; et de renforcer les apprenantes avec des kits d'installation conséquents pour leur permettre de faire un meilleur profit, car les kits représentent le capital de départ pour les activités économiques des jeunes. ⁵⁰⁰ En outre, les participants ont souligné la nécessité de continuer à sensibiliser les parents, les maris et les futurs maris sur l'importance de l'apprentissage des métiers par les jeunes filles afin de lever tout blocage potentiel chez eux et de renforcer leur accompagnement des jeunes. De plus, les participants ont souligné la nécessité d'instaurer un cadre plus formel à la gestion des activités de formation professionnelle des jeunes afin d'optimiser le temps de formation et d'offrir un cadre permanent à la formation professionnelle des autres jeunes du village. ⁵⁰¹

Évaluation des mécanismes communautaires de protection de l'enfance

Les comités villageois de protection de l'enfance sont des acteurs clés qui participent activement à la mise en œuvre des actions du projet. Composés de 12 membres, dont un quart de femmes, les CVPE jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement des jeunes filles et garçons dans leurs activités, mais aussi dans la sensibilisation des parents et des maris. Par exemple, à Nikki Beri, les membres du comité visitent les participants au projet une fois par semaine pour s'enquérir du bon déroulement de leurs activités et de leurs relations avec leurs tuteurs. Ils jouent également un rôle actif

⁴⁹⁷EIC village gardien de Kargui Bangou.

 $^{^{498}\}mathrm{GDD}$ Jeunes fille AJEC Kargui Bangou ; Discussion de groupe avec les parents Kargui Bangou.

⁴⁹⁹GDD Parents maman Nikki Beri.

⁵⁰⁰GDD Filles AJEC Kargui Bangou ; GDD pour adolescents AVEC Kargui Bangou ; GDD des jeunes filles de l'AJEC, Nikki Berry ; GDD écoles des mères Kargui Bangou.

⁵⁰¹GDD Filles AJEC Kargui Bangou ; GDD pour adolescents AVEC Kargui Bangou ; GDD des jeunes filles de l'AJEC, Nikki Berry ; GDD écoles des mères Kargui Bangou.

dans la sensibilisation des parents et des maris, ainsi que des jeunes, à la protection de l'enfance et à l'importance des métiers. Dans le cadre de la formation professionnelle des jeunes, les membres des CVPE conseillent les jeunes filles sur l'importance de cette activité et assurent un suivi rapproché pour la poursuite de leur formation. Cela consiste notamment à rendre régulièrement visite aux filles pour évaluer leurs progrès, les conseiller et sensibiliser leurs parents sur l'importance d'encourager les filles dans leurs métiers. Selon les jeunes filles participant au projet, les membres des CVPE ont demandé leur avis lors du choix du lieu de réunion de l'AJEC. En outre, le CVPE les consulte chaque fois que nécessaire sur les décisions qui les concernent. Des participants des participants des concernents des concernes de concernents des concer

Les CVPE jouent également un rôle essentiel dans la promotion de la protection de l'enfance. En effet, tous les CVPE sont en contact direct avec les agents de protection de l'enfance aux niveaux municipal et départemental et connaissent les mécanismes de signalement des cas de protection. De plus, à titre anecdotique, l'un des membres du club des futurs maris a déclaré qu'en collaboration avec le CVPE : « chaque matin, nous faisons le tour du village pour nous assurer que tous les enfants inscrits à l'école sont effectivement en classe afin d'éviter que nos petits frères ne commettent la même erreur que nous, celle de ne pas continuer l'école ».504

Le niveau d'inclusion dans la gestion du CVPE a également été bien apprécié par les participants de la communauté qui ont souligné que la prise de décision au sein du CVPE se fait de manière participative et inclusive, de manière concertée avec les différents groupes d'acteurs clés de la communauté. Far exemple, l'un des membres du club des futurs maris a déclaré : « Pour prendre nos décisions, nous demandons conseil aux membres du comité du CVPE et ils nous conseillent euxmêmes avant de prendre certaines décisions. » Ce niveau de collaboration garantit l'appropriation et une meilleure acceptation des décisions par la communauté, maximisant ainsi le respect des règles et la réalisation des objectifs collectifs.

Cependant, bien qu'ils soient actifs et capables de jouer leur rôle, ils ne répondent toujours pas aux critères de qualité (selon les résultats de l'indicateur PROO 3.3.1), ce qui pourrait mettre en évidence des lacunes dans leur niveau de formalisation. Cependant, l'analyse est limitée car les données quantitatives collectées n'ont pas permis d'explorer quels critères de qualité n'étaient pas respectés.

5.7.3. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Comment les enfants, les adolescents et les jeunes (AJE) sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités qui les concernent (AJEC/AVEC) ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative et leur point de vue est-il pris en compte ?

Dans l'ensemble, selon l'échelle de participation de Richard Hart, 507 la participation des jeunes au niveau des activités est au plus haut niveau (initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes), comme décrit dans les paragraphes ci-dessous. Cependant, au niveau de la conception stratégique du projet, la participation des jeunes est évaluée à l'échelle « assignée mais informée ».

Le projet a appliqué une approche participative et inclusive des jeunes afin de maximiser leur participation, y compris dans la conception des activités, afin de maximiser leur appropriation des objectifs et initiatives du projet. Il s'agit notamment de sensibiliser les jeunes et les

⁵⁰²GDD CVPE Nikki Berry.

⁵⁰³GDD des Filles de l'AJEC Kargui Bangou ; GDD pour adolescents AVEC Kargui Bangou ; GDD AJEC Jeunes femmes Nikki Berry ; GDD pour adolescents AVEC Nikki Berry.

⁵⁰⁴GDD Club des Futures Mamans, Village Kargui Bangou.

⁵⁰⁵GDD clubs de futures mamans Kargui Bangou ; club des futures mamans GDD Nikki Beri.

⁵⁰⁶GDD club des Futures Mamans Kargui Bangou.

⁵⁰⁷Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

communautés sur l'objectif du projet. Les équipes du projet sont venues échanger avec les communautés afin d'expliquer les objectifs du projet et sa démarche de mise en œuvre. Ces séances de sensibilisation ont facilité la compréhension du projet par les jeunes (filles et garçons) sur l'importance de la formation professionnelle, en prélude à leurs inscriptions. Les séances de sensibilisation ont également contribué à sensibiliser les parents et autres acteurs clés de la communauté sur l'importance du travail des jeunes filles et leur autonomisation économique. ⁵⁰⁸ Ces activités de sensibilisation ont été réalisées avec l'appui du service technique de la formation professionnelle et accompagnées par des facilitateurs de terrain pour aider les jeunes à mieux affiner leurs choix de carrière. ⁵⁰⁹

La sélection des participants s'est ensuite également faite de manière transparente, à l'occasion d'une assemblée générale communautaire organisée par les animateurs du projet (de l'ONG partenaire ANTD), où les critères d'éligibilité ont été clairement énoncés. ⁵¹⁰ L'identification et le choix des types de métiers par les jeunes se sont ensuite déroulés en deux étapes. La première étape a consisté à choisir des métiers porteurs en fonction du contexte socio-économique de la zone d'intervention, sur la base d'une étude de marché. ⁵¹¹ Sept métiers ont été retenus : la couture, le tricotage, le petit commerce, l'embouche, la pâtisserie, l'extraction d'huile et la cosmétique (les filières peuvent différer d'un village à un autre). Après les avoir identifiés, un tirage au sort a été utilisé pour l'attribution des métiers à chaque participant. Les participants interrogés dans le cadre de l'évaluation ont exprimé leur satisfaction quant à l'attribution. ⁵¹² Parmi les raisons avancées pour justifier le tirage au sort, on peut citer la nécessité d'assurer l'équité dans l'attribution des métiers car plusieurs participants souhaitaient apprendre le même métier, ce qui risquait de saturer l'offre de ce service dans le village.

Le choix des horaires de travail avec les tuteurs s'est fait au cas par cas en fonction du type de métier. En effet, chaque tuteur a consulté les apprenants ainsi que leurs parents et beaux-parents afin de fixer les horaires, selon le contexte, qui permettraient aux jeunes filles et adolescentes de participer à la formation sans que cela n'ait des effets majeurs sur la vie des ménages, dans lesquels elles contribuent fortement aux tâches ménagères. Cependant, en fonction des saisons et/ou de la survenance d'un événement majeur dans le village (fête, mariage, décès, jour de marché), les horaires de travail sont réajustés afin de faciliter la participation des jeunes, mais aussi d'assurer la disponibilité des tuteurs. ⁵¹³ Cela démontre l'engagement du projet à maximiser l'alignement des activités avec les besoins des participants et les priorités concurrentes afin de garantir leur participation et leur rétention.

Le projet a également démontré une bonne capacité d'adaptation en fonction des retours des participants. Par exemple, il a été rapporté que, sur la base des préoccupations des filles et des jeunes femmes (qui sont membres de l'AJEC et de l'AVEC) quant à la pertinence de les mettre en relation avec les IMF compte tenu de la distance et des taux d'intérêt très élevés, il a été décidé que les fonds pour cette activité seraient alloués au renforcement de leurs capacités en compétences de vie. 514 De plus, les garçons et les jeunes hommes qui sont membres des clubs des futurs maris et de l'École des maris ont exprimé le besoin d'être soutenus pour s'engager dans des AGR, cela a été pris en compte dans la planification des activités. 515

⁵⁰⁸ GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou; GDD Adolescentes AVEC Kargui Bangou; GDD jeune filles AJEC Nikki Beri; GDD parents Papa Nikkiberi.

⁵⁰⁹ EIC service technique de la formation professionnelle ; GDD école des maris Kargui Bangou.

⁵¹⁰ GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou; GDD parents Kargui Bangou.

⁵¹¹Documentation du projet : Rapport narratif_DGD 22-26_FINAL

⁵¹² GDD Jeunes filles AJEC Kargui Bangou; GDD adolescentes AVEC Kargui Bangou; GDD Jeunes Filles AJEC Nikki Beri; GDD Adolescentes AVEC Nikki Beri.

⁵¹³ GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou; GDD Adolescentes AVEC kargui Bangou; GDD Jeune fille AJEC Nikki Beri; GDD Adolescentes AVEC Nikki Beri.

⁵¹⁴Commentaire écrit. Personnel du projet. Février 2025.

⁵¹⁵Commentaire écrit. Personnel du projet. Février 2025.

Quelle a été l'influence des activités du projet mises en œuvre et des ressources mobilisées sur (i) l'estime de soi des jeunes, (ii) la mobilisation et l'intérêt des jeunes, (iii) l'implication des jeunes (en tant que leaders ou participants) dans les activités communautaires ?

Les activités du projet ont directement contribué à améliorer la capacité de prise de décision des jeunes et des adolescents dans la sphère familiale. L'évaluation a identifié une amélioration de la consultation des jeunes filles par leurs parents et leurs frères aînés avant la prise de décision au niveau du ménage. Cela peut s'expliquer par le fait que les jeunes filles ont acquis des nouvelles compétences dans le domaine financier, qui s'accompagnent de l'attente qu'elles puissent contribuer à la réalisation de la décision, d'où leur implication dans la prise de décision. De même, les adolescentes mariées sont également plus écoutées par leurs maris, mieux respectées par leur bellefamille et sont de plus en plus consultées dans la prise de décision au sein de leur foyer. De même des décision au sein de leur foyer.

La capacité de décision et de leadership des jeunes filles et adolescentes dans la sphère communautaire s'est également améliorée. Il y a eu un consensus général parmi les participants qui ont pris part à cette évaluation, y compris les services techniques de l'État qui participent au suivi trimestriel des actions du projet, les parents, les membres des écoles des maris et des clubs des futurs maris, que les jeunes filles et adolescentes qui participent au projet sont différentes des autres filles de la communauté. La différence constatée est liée à l'ouverture d'esprit des jeunes filles et adolescentes, à leur capacité d'organisation, à leur autonomie, à leur capacité de prise de parole en public et à leur capacité à exprimer leurs opinions. Par exemple, un représentant d'un service technique, a souligné la capacité des filles à s'exprimer en public sans crainte ni gêne. De plus, la capacité de leadership des filles et adolescentes qui participent au projet se reflète dans le fait qu'elles inspirent d'autres filles de la communauté à participer au projet afin de changer elles aussi leur vie.

Les jeunes filles et les adolescentes font également preuve d'une forte capacité de décision dans leurs activités professionnelles. Dans le village de Nikki Beri, un des parents a expliqué que les filles dirigent avec succès leur entreprise et prennent des décisions qui leur permettent de réussir dans leurs activités. ⁵²⁰ Par exemple, il a été rapporté que les filles économisaient les bénéfices de leurs activités pour acheter des tissus et autres petits matériels de tricotage afin de coudre des draps et de les revendre au village. A Kargui Bangou, l'exemple d'une fille leader du groupement des jeunes filles a été donné par l'une des tutrices : « Cette bonne fille, encore en formation en couture, prend le contrat des pagnes féminins pour les cérémonies de mariage. Non seulement elle commande les pagnes pour les revendre aux femmes, mais elle coud aussi la majorité des pagnes féminins, ce qui lui procure un double bénéfice. » ⁵²¹ Ces exemples illustrent les capacités de prise de décision stratégique que les filles ont développées.

On note également une amélioration globale du niveau de confiance des filles accompagnées par le projet. Pour les jeunes filles, l'indépendance économique nouvellement acquise et les connaissances sur le vivre ensemble, les droits et devoirs de l'enfant ainsi que l'hygiène et la santé reproductive ont contribué à renforcer leur estime de soi et leur capacité à envisager l'avenir avec plus de sérénité. Par exemple, elles sont désormais conscientes de leur statut de modèles et de leur influence positive au niveau local. Elles manifestent également un sentiment de fierté par rapport à leur métier comme une jeune fille de l'AJEC de Kargui Bangou a déclaré: « Regardez-moi par exemple, j'ai appris à coudre. Et les vêtements que je porte maintenant, je les ai cousus moi-même ». 523

⁵¹⁶ GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou.

⁵¹⁷ GDD Adolescentes AVEC Nikki Beri.

⁵¹⁸ EIC services technique de l'enseignement National. GDDs parents, clubs des futurs maris.

⁵¹⁹ EIC services technique.

⁵²⁰Nikki Berry, parent du groupe GDD.

⁵²¹Tuteurs EIC Kargui Bangou.

⁵²²GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou.

⁵²³GDD jeunes filles AJEC Kargui Bangou.

Les jeunes membres des clubs des futurs maris font également preuve d'une plus grande capacité de décision et d'initiative que les autres jeunes garçons de la communauté. Ceci s'explique par le fait qu'ils ont bénéficié d'actions de sensibilisation et de coaching de la part des animateurs du projet et sont habilités à relaver les connaissances acquises aux autres jeunes de la communauté. Les membres des clubs des futurs maris font preuve de leadership dans le plaidoyer pour un changement de comportement chez les jeunes, vers un meilleur respect des droits des enfants (et particulièrement des filles). En effet, dans chacun des villages enquêtés, les clubs des futurs maris ont rapporté mobiliser les jeunes pour des sensibilisations et d'autres types d'activités d'intérêt communautaire comme la ronde de nuit, le suivi des écoliers absents sans motif, etc. Cependant, des limites sont observées dans la conduite des actions et dans la capacité d'innovation et de prise de décision du fait que ces clubs fonctionnent de manière bénévole et n'ont recu aucun appui du projet hormis l'encadrement des animateurs. De plus, étant donné que ces clubs de futurs maris sont composés de jeunes majoritairement déscolarisés sans aucune activité économique ni formation professionnelle et qui envisagent de quitter le village pour les centres urbains voire les pays voisins afin de chercher une meilleure condition de vie, la pérennité de ces clubs risque d'être limitée. Afin de pouvoir continuer à mettre en œuvre leurs activités de sensibilisation et de mobilisation, les membres des clubs de futurs maris ont donc déclaré souhaiter avoir un appui en formation professionnelle similaire à celle dispensée aux jeunes filles ainsi que recevoir des kits de démarrage pour mener des activités économiques. 524 Par ailleurs, la santé publique et la sensibilisation étant leurs activités phares, les membres des clubs sollicitent un appui du projet en matériels (brouette, râteaux, pelles, masques, gants, mégaphones, charrettes, afin de faciliter leur travail).

Au niveau des écoles, les membres du gouvernement scolaire, y compris les filles, font également état d'une amélioration de leurs capacités de leadership. Le gouvernement est composé d'un président et de plusieurs ministres dont des filles. Le gouvernement tient des réunions régulières et discute des difficultés qui entravent la création d'un bon environnement scolaire qui encourage et facilite l'apprentissage. À la suite de plusieurs réunions, ils ont élaboré un plan d'action pour leurs écoles. Ils ont également établi des règles de conduite pour leur école et cela a permis de réduire le taux d'absence ou de retard des élèves. Les élèves qui sont membres du gouvernement scolaire ont rapporté que cette expérience leur a permis de développer de bonnes compétences en leadership, ainsi que des compétences en identification et en priorisation des problèmes. Des Cependant, il semble que certaines des actions proposées dans le plan d'action du gouvernement scolaire n'ont pas été réalisées (par exemple l'augmentation du nombre de latrines), ce qui décourage les membres du gouvernement.

En raison de leur connaissance des droits et devoirs des enfants, les EAJ participent à des activités de sensibilisation auprès de leurs pairs. L'évaluation a permis d'identifier un fort engagement des EAJ à servir de modèles dans la communauté en adoptant les comportements appropriés pour faire respecter les droits des enfants et protéger les jeunes. Par exemple, dans le village de Kargui Bangou, les jeunes membres des clubs des futurs maris s'associent aux autres jeunes du village pour effectuer des rondes nocturnes à partir de 22 heures afin de s'assurer que tous les enfants sont rentrés à la maison. De plus, dans le village de Kargui Bangou ainsi qu'à Nikki Beri, les EAJ effectuent des rondes quotidiennes pour s'assurer que tous les enfants en âge scolaire sont en classe. Selon l'une des membres du groupe de filles de l'AJEC, elles savent également qu'elles doivent signaler toute information qu'elles reçoivent sur les violences basées sur le genre et les mariages précoces. L'une des membres du groupe de filles de Kargui Bangou a déclaré : « Nous conseillons à nos jeunes sœurs d'être assidues et de travailler dur à l'école afin qu'elles bénéficient des bienfaits de l'éducation. » 526 Ces exemples démontrent l'appropriation des objectifs et des valeurs du projet par les EAJ et indiquent un fort potentiel de durabilité.

⁵²⁴GDD clubs des Futurs Maris de Kargui Bangou ; Le club des futures mamans de Nikki GDD.

⁵²⁵GDD gouvernement scolaire de Kargui Bangou.

⁵²⁶GDD Jeunes Filles de l'AJEC Nikki Berry.

5.7.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section fournit un résumé de l'état actuel des domaines du MEG et des domaines à développer davantage. Les progrès dans chaque domaine ont été examinés en profondeur lors de la collecte des données et de l'atelier Bridge. Ces discussions ont impliqué le personnel du projet, les partenaires de mise en œuvre et les participants au projet, leur permettant de réfléchir aux progrès réalisés vers les objectifs envisagés, d'identifier les principaux obstacles restants et de proposer des plans d'action concrets pour relever ces défis. Les plans d'action finalisés sont fournis à l'annexe 8 et les recommandations élaborées dans le cadre des plans d'action sont incluses au chapitre 5 du présent rapport.

Normes de genre

Si l'évaluation a permis d'identifier une reconnaissance accrue de la contribution des filles aux dépenses du ménage, cela met en évidence un déficit de sensibilisation sur l'importance de l'égalité des sexes car le travail des filles est surtout valorisé pour ce qu'il apporte au ménage. Un membre des clubs des futurs maris a déclaré : « maintenant que les filles travaillent et gagnent de l'argent, les parents n'ont plus besoin de vendre leurs animaux pour leur acheter des habits de fête. L'avantage de leur travail aux yeux des parents est que non seulement les parents n'auront pas à vendre leurs animaux, mais surtout, ils recoivent la contribution des jeunes filles pour les fêtes ».527 De même. I'un des participants aux GDD des parents a rapporté que le travail des filles est très important pour eux car il contribue à subvenir aux besoins du ménage. 528 Cela montre la reconnaissance par les parents de la valeur du travail de leurs filles, ce qui encourage à son tour la rétention des jeunes filles et des adolescentes dans les métiers. De plus, il faut ajouter que les hommes qui ont des épouses qui ont un métier apprécient leurs contributions au sein de leur ménage à travers l'achat de petits condiments, la prise en charge d'une partie de leurs besoins et la prise en charge d'une partie des besoins des enfants. Ces retours positifs des parents et des partenaires du projet soulignent la pertinence de l'approche du projet consistant à impliquer les familles pour contribuer à des changements d'attitude et de comportement liés à la contribution des filles au secteur productif. Cependant, il semble que la reconnaissance de la valeur du travail des filles soit liée à leur contribution aux besoins et au bien-être du ménage. En effet, le travail des filles est loué pour la façon dont il profite à leur famille et allège les responsabilités des parents plutôt que pour la façon dont il contribue à leur propre autonomie. Cela montre le risque que le travail des filles soit instrumentalisé et renforce en fin de compte une dynamique de genre déséquilibrée.

Agence

Lors de l'évaluation MEG lors de la phase de conception, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine. Des progrès importants ont été réalisés vers la réalisation de ce potentiel, car l'évaluation à mi-parcours a recueilli des témoignages de filles et de jeunes femmes expliquant que les activités du projet ont contribué à renforcer leurs capacités de leadership et de prise de décision (voir plus loin dans la section sur l'évaluation des progrès de l'AoGD). Des preuves anecdotiques suggèrent que grâce à l'indépendance économique accrue acquise grâce aux activités COPEEJ, les filles et les jeunes femmes sont en mesure de faire des choix de vie différents. Par exemple, une jeune fille de l'AJEC Kargui Bangou a déclaré : « Sans cette activité [formation aux métiers], nous serions mariées maintenant, mais maintenant nous attendons l'âge de la majorité. » 530 Le personnel du projet

⁵²⁷GDD de groupe du village de futures mères de Nikki Beri.

⁵²⁸GDD Parents.

⁵²⁹Documentation du projet : NER100290 MEG D.

⁵³⁰GDD Jeunes filles AJEC Kargui Bangou

explique que d'autres témoignages recueillis auprès des filles de garguibankou et Goroubankassam viennent aussi confirmer cela.⁵³¹

Travailler avec des garçons et des hommes

Les jeunes membres des écoles des maris interrogés dans le cadre de cette évaluation ont fait preuve d'une attitude très favorable, car ils ont déclaré à l'unanimité être en faveur de la participation des filles aux activités économiques. Ils ont montré une forte compréhension des avantages de l'engagement des filles dans les activités économiques, y compris les répercussions positives pour le ménage. Par exemple, ils ont expliqué que cela réduirait leur fardeau et pression puisque les filles pourraient contribuer, et que lorsqu'ils sont absents, ils peuvent être rassurés que leur femme sera en mesure de gérer la situation jusqu'à leur retour ou d'envoyer de l'argent. Sal L'un des participants du club des futurs maris de Nikki Beri a déclaré : « C'est plus dans notre intérêt lorsqu'elles travaillent car elles contribueront aux dépenses du ménage. Sal Cependant, comme souligné précédemment, cela montre une appréciation de l'autonomisation économique des filles non pas parce qu'il s'agit des droits des filles et des femmes, mais parce que c'est dans leur intérêt.

Par ailleurs, pour illustrer l'importance des métiers des jeunes filles, une autre participante a raconté l'anecdote d'un couple de son village : « Quand l'homme et la femme se sont mariés, l'homme n'avait pas de métier, c'était la femme qui était couturière. Cette femme a convaincu son mari de se lancer dans le métier et elle lui a appris le métier, maintenant il est couturier au village. Il est indépendant et gagne sa vie. »⁵³⁴ Ceci met en évidence le fort potentiel du projet pour remettre en question les normes de genre autour des rôles et des responsabilités.

Cependant, les jeunes garçons interrogés ont souligné l'importance du respect mutuel au sein du foyer entre la femme et l'homme, même si la femme travaille et contribue aux tâches ménagères. En effet, l'une des préoccupations des jeunes garçons est que l'autonomisation des jeunes filles aura un impact négatif sur leur respect envers leur mari. 535 Cette crainte est l'un des aspects qui bloquent l'adhésion des hommes à l'autonomisation économique des femmes, ce qui souligne l'importance d'impliquer les garçons et les hommes afin de remettre en question leurs croyances sur ce sujet et de les sensibiliser davantage aux bénéfices partagés de l'égalité des sexes pour les familles et les communautés.

État et position

Des éléments anecdotiques attestant d'une évolution vers une plus grande égalité des sexes ont été recueillis au cours de l'évaluation. Par exemple, il a été signalé que les perceptions de certains jeunes mariés ont changé de manière positive, car ils ont déclaré reconnaître le rôle qu'ils peuvent jouer pour soutenir leurs épouses engagées dans des activités professionnelles dans le cadre du projet, en ramassant du bois, en allant chercher de l'eau et en s'occupant des enfants afin de leur permettre de trouver le temps de mener à bien leurs activités économiques. 536 Cette volonté d'assumer des tâches traditionnellement réservées par les filles et les femmes suggère directement un changement vers une plus grande égalité des sexes, au niveau familial, avec davantage de responsabilités partagées concernant les besoins du ménage.

Cependant, les inégalités entre les sexes persistent, plusieurs participantes reconnaissant qu'il existe toujours une séparation des tâches et des droits entre les femmes et les hommes dans leurs communautés malgré les actions de sensibilisation menées dans le cadre du projet. Par exemple, les

⁵³¹ Commentaire écrit. Personnel du projet. Mars 2025.

⁵³²GDD clubs de futures mamans de Kargui Bangou.

⁵³³club des futures mamans GDD par Nikki Beri.

⁵³⁴Club des futures mamans FGD par Nikki Beri.

⁵³⁵club des futures mamans GDD par Nikki Beri.

⁵³⁶GDD club des futurs époux de Kargui Bangou.

jeunes filles ayant participé à l'AJEC ont rapporté que certains métiers sont toujours considérés comme inadaptés aux filles et aux femmes, notamment la menuiserie et l'électricité. ⁵³⁷ Par ailleurs, parmi les jeunes garçons membres des clubs des futurs maris, la réticence est encore perceptible quant à la question de l'accomplissement de certaines tâches censées être effectuées par les filles au niveau communautaire, par exemple le tricot. ⁵³⁸ Ainsi, dans le contexte des zones d'intervention du projet, des changements plus systémiques nécessiteront des efforts soutenus en termes de sensibilisation des acteurs qui peuvent bloquer la réalisation de l'égalité des sexes (notamment les hommes, les parents, les leaders communautaires) mais aussi de renforcement supplémentaire des capacités économiques et de leadership des jeunes filles et des adolescentes.

Diversité

Lors de l'évaluation du MEG pendant la phase de conception, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. En effet, pour chaque résultat, le projet ciblait les jeunes enfants issus de groupes vulnérables, notamment les filles non scolarisées qui sont ciblées dans le cadre du résultat 2 pour les cours d'alphabétisation et du résultat R3. Le projet a également introduit un quota de 10 % de filles handicapées pour les différentes activités, ce qui illustre davantage l'engagement du projet en faveur de l'inclusion. En outre, les latrines construites ont pris en compte les besoins d'accessibilité des filles handicapées. Des partenariats stratégiques ont également été mis à profit pour améliorer le travail du projet avec les jeunes handicapés : par exemple, un protocole d'accord signé avec Handicap International (HI) pour faciliter la formation de l'équipe du projet sur l'inclusion des jeunes adultes handicapés et l'équipe du projet s'est connectée avec la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées pour tirer parti de son expertise dans le domaine de la sensibilisation communautaire à l'inclusion.

Environnement favorable

Dans l'évaluation du MEG lors de la phase de conception, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine. 541 Des efforts significatifs ont été déployés pour améliorer l'environnement scolaire, notamment par la formation des enseignants, la diffusion d'un code de bonne conduite, l'appui au CAPED et la réhabilitation des latrines. Au titre du Résultat 2, la mise en place d'accords avec le secteur privé (tuteurs locaux) pour réglementer l'encadrement des filles et des jeunes femmes inscrites en apprentissage, ainsi que la formation de ces tuteurs sur la protection, le genre et l'inclusion sociale démontrent également la contribution du projet au renforcement des structures en place pour assurer une plus grande égalité des sexes et une plus grande inclusion. Et au titre du Résultat 3, des activités comme la formation et la mobilisation des chefs religieux, la formation des parents sur la parentalité positive et le renforcement de la CVPE contribuent également directement à favoriser un environnement propice à l'égalité des sexes. Cette amélioration de l'environnement est visible par exemple à travers les progrès liés à l'indicateur PROO3.4.7. (Mesure dans laquelle les dirigeants traditionnels, religieux et/ou communautaires remettent publiquement en question les pratiques de violence contre les jeunes, en particulier les jeunes femmes), passant de « moyenne » à « bonne » entre 2021 et 2023.

5.7.5. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours met en évidence des progrès positifs vers la réalisation des objectifs du projet, bien que certains défis continuent d'en affecter les résultats. Bien que de nombreux efforts aient été consacrés à la sensibilisation des parents, des élèves et des enseignants, et à la

⁵³⁷Groupe de discussion Jeunes filles AJEC, Kargui Bangou.

⁵³⁸Clubs GDD des futurs maris.

⁵³⁹Documentation du projet : NER100290 MEG D.

⁵⁴⁰Documentation du projet : NER290_Rapport_Annuel_2023_PQ22-26_VF

⁵⁴¹Documentation du projet : NER100290 MEG D.

formation des enseignants sur la violence contre les enfants et les jeunes filles, il semble y avoir un écart entre les connaissances acquises et l'application de ces connaissances dans la pratique. Les résultats sont mitigés sur les expériences des adolescents en matière de violence, de discrimination ou de maltraitance à l'école, la situation s'étant améliorée pour les garçons mais s'étant aggravée pour les filles. L'identification des facteurs qui ont amélioré le signalement des cas parmi les garçons, les jeunes garçons et les jeunes hommes pourrait servir de base pour favoriser un changement positif dans le contexte des filles, des jeunes filles et des jeunes femmes. Le projet a dépassé ses objectifs à miparcours en matière d'autonomisation économique des adolescentes et des jeunes femmes non scolarisées, ce qui souligne l'efficacité des activités COPEEJ mises en œuvre. Cependant, il n'a pas non plus atteint son objectif concernant les normes minimales pour les mécanismes communautaires de protection des enfants et des familles.

L'évaluation des progrès réalisés par rapport à l'AoGD a été positive. L'évaluation a permis de constater que le projet a favorisé un environnement favorable aux adolescents et aux jeunes. En effet, les parents et les familles ont démontré un niveau élevé de soutien à la participation des jeunes filles aux activités du projet, et les maris et beaux-parents ont également encouragé et facilité la participation des adolescentes à la formation professionnelle. Les activités COPEEJ ont également produit des avantages sociaux importants pour les participants au projet. Il s'agit notamment du renforcement de la cohésion sociale entre les membres de l'AJEC/AVEC. En effet, les membres se soutiennent mutuellement en cas d'événements heureux ou malheureux et contribuent même financièrement pour s'entraider.

Selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁵⁴² la participation des jeunes au niveau des activités est au plus haut niveau (décisions initiées par les jeunes et partagées avec les adultes). Cependant, au niveau de la conception stratégique du projet, la participation des jeunes est évaluée à l'échelle « assignée mais informée ». Les activités du projet ont contribué directement à améliorer la capacité de prise de décision des jeunes et des adolescents dans les sphères familiale et professionnelle. L'évaluation a identifié une amélioration de la consultation des jeunes filles par leurs parents et leurs frères masculins aînés avant la prise de décision au niveau du ménage. On constate également une amélioration globale du niveau de confiance des filles et des garçons soutenus par le projet.

Le projet a initié des progrès dans la lutte contre les inégalités de genre. Des changements de comportement sont également perceptibles au sein des ménages des adolescentes mariées en lien avec l'égalité des genres, car leurs maris participent de plus en plus aux tâches ménagères. Bien qu'il y ait une tendance positive vers un changement normatif, dans le contexte du Niger, il s'agit d'un processus à long terme qui nécessitera des actions continues de sensibilisation, de formation et d'accompagnement des acteurs et participants clés de la communauté pour conduire à une internalisation effective des connaissances et compétences acquises jusqu'à présent, parallèlement à des actions de plaidoyer stratégique auprès des autorités politiques pour donner la priorité à l'égalité des genres dans l'agenda national de développement. Des changements significatifs dans la compréhension des membres de la communauté, à savoir les dirigeants, les hommes et les jeunes garçons sur les questions liées à la protection et aux droits des filles ont été identifiés. Les CVPE ont joué un rôle clé dans le déclenchement de ces changements par leurs actions au niveau communautaire, même si compte tenu de leur non-conformité aux normes des CVPE, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer leur qualité et leur efficacité, afin de mieux les utiliser comme levier de changement au sein de la communauté. A travers l'introduction de l'approche de formation professionnelle et d'autonomisation économique des jeunes filles et adolescentes, le projet a renforcé les capacités techniques des filles et adolescentes sur les métiers et surtout à mener des AGR. Les filles et adolescentes ont pu améliorer leurs conditions de vie et soutenir les membres de leur famille, et sont considérées comme des modèles par leurs pairs dans la communauté. Vu le succès

171

⁵⁴²Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

de cette approche, une forte demande a été créée au sein des communautés ciblées, ce qui met en évidence un fort potentiel de mise à l'échelle.

5.8. Analyse du Sénégal

Au Sénégal, le Programme DGD a été mis en œuvre sous le nom d'**Autonomisation économique et émancipation sociale des adolescents et jeunes** (10-24 ans) dans les régions de Thiès et Kaolack, notamment dans les départements de Thiès, Kaolack et Nioro du Rip. Il repose sur une approche holistique, inclusive et transformatrice de genre, intégrant les droits humains. Les activités clés comprennent le renforcement des capacités des enseignants, la sensibilisation des communautés sur la protection contre les violences basées sur le genre, le soutien aux Clubs Genre et autres groupes de jeunes, ainsi que l'introduction de formations techniques innovantes et adaptées au marché. Des mécanismes de signalement des violences et un soutien psychosocial sont également mis en place.

L'objectif général du projet est que les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10-24 ans), s'épanouissent et soient protégés, y compris dans les environnements scolaires et professionnels, et accèdent à des opportunités éducatives, professionnelles et économiques durables. Les résultats attendus s'articulent autour de la création d'environnements scolaires sûrs et inclusifs, du développement de compétences pour améliorer l'accès au marché du travail et de l'implication des communautés dans la prévention de la violence. Dans la mise en œuvre du projet, Plan International Sénégal a collaboré avec les partenaires APROFES, Réseau Siggil Jigéen et Young Men's Christian Association.

La mise en œuvre du projet a connu des retards en 2022 en raison de défis tels que la constitution échelonnée de l'équipe de projet, les vacances scolaires et les grèves des transports, qui ont reporté le début des activités à fin décembre, certaines se prolongeant jusqu'en janvier 2023. Au niveau des partenaires, les difficultés comprenaient des lacunes de leadership au sein du Réseau Siggil Djiguen, un engagement limité du coordinateur de l'Association pour la Promotion de la Femme Sénégalaise (APROFES) et des retards dans le déploiement d'un animateur du YMCA à Kaolack, ce qui a souligné la nécessité d'une meilleure communication et de rôles clairement définis pour assurer une mise en œuvre harmonieuse du programme.

5.8.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données de l'étude quantitative afin d'évaluer l'avancement du projet par rapport aux réalisations à mi-parcours par rapport au cadre logique, qui est également annexé au présent rapport.

Au cours de l'atelier de réflexion, des indicateurs prioritaires (sous le résultat 1 et le résultat 3) ont été identifiés et des points d'action pour leur réalisation ont été discutés. En outre, des questions méthodologiques relatives à l'étude quantitative à mi-parcours ont également été identifiées et discutées, notamment :

- Malgré les directives claires de l'IP, il existe une différence entre les outils de mesure utilisés par les consultants quantitatifs pour les études de référence et à mi-parcours, ce qui signifie que certains résultats ne sont pas directement comparables.
- L'étude à mi-parcours ne fournit pas de description des résultats relatifs aux indicateurs composites (la description ne contient que les indicateurs individuels) et ne permet donc pas d'identifier ce qui a pesé sur certains indicateurs multidimensionnels.
- La sélection des participants à l'étude à mi-parcours ne permet pas de différencier l'impact du projet par rapport à d'autres projets du Plan dans la même zone : cela a donné lieu à des indicateurs plus élevés au départ et plus faibles à mi-parcours.

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (10-24 ans), s'épanouissent et sont protégés, notamment dans les environnements scolaires et professionnels, et ont accès à des opportunités éducatives, professionnelles et économiques durables.

Le projet a obtenu de bons résultats en termes de résultats en ce qui concerne les indicateurs COPEEJ et LDI. Les indicateurs COPEEJ montrent que le projet est efficace lorsqu'il s'agit de former les enfants en bas âge à participer aux activités récréatives et de groupe. Le projet est moins efficace pour inciter les enfants en bas âge à participer à des activités dirigées par des jeunes et pour inciter les membres de la communauté à promouvoir un changement dans les normes sociales liées à la protection des enfants en bas âge.

Tableau 33 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Sénégal

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% de jeunes obtenant un emploi rémunéré dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	N/A	Total: 8% Filles: 8% Garçons: 8	Total: 24% Filles: 22% Garçons: 25	Total: 13% Filles : 13% Garçons : 13%
% de jeunes devenant indépendants et opérationnels dans les 6 mois suivant leur formation (SOYI1.1.2)	N/A	Total: 35% Filles : 35% Garçons : 35	Total: 69% Filles : 69% Garçons : 69	Total: 40% Filles : 40% Garçons : 40 %
% d'adolescents et de jeunes, en particulier d'adolescentes et de jeunes femmes, qui participent activement à des initiatives menées par des jeunes pour l'égalité des sexes (LDI 1)	Total : 23,25 % Filles : 26,4 % Garçons : 19,6 %	Total: 35% Filles : 40% Garçons : 30%	Total: 19% Filles : 17% Garçons : 3%	Total: 45% Filles : 50% Garçons : 40 %
% de membres de la communauté qui encouragent le changement des normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI 2)	Total: 58% Femmes: 66% Hommes: 53	Total: 65% Femmes : 70% Hommes : 60 %	Total: 56% Femmes: 59% Hommes: 41	Total: 75% Femmes: 80% Hommes: 70%
% des mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille soutenus par le programme qui assurent des processus fonctionnels d'identification, d'orientation et de suivi de la gestion des cas de violence (LDI 3)	Total : 20 %	Total : 40 %	Total 11 %	Total 40 %

En ce qui concerne les deux indicateurs de résultats COPEEJ, à savoir l'accès des jeunes à l'emploi (SOYI1.1.1) et l'accession à l'emploi indépendant (SOYI1.1.2), le projet a largement dépassé ses objectifs à moyen et à long terme. Cette réussite se reflète dans la réalisation des indicateurs de niveau de résultat COPEEJ.

Le projet n'a pas réussi à atteindre l'objectif de 35 % d'adolescents et de jeunes qui participent activement aux initiatives menées par les jeunes pour l'égalité des sexes (LDI), mais a atteint 19 % à la place, soit un peu plus de la moitié de l'objectif. En fait, cet indicateur a connu une baisse de pourcentage par rapport au score de base de 23,25 %. La baisse a été la plus évidente pour les garçons. La tranche d'âge qui a enregistré les résultats les plus faibles était celle des filles (3 %) et des garçons (0 %) âgés de 10 à 14 ans. En outre, l'enquête quantitative a révélé une baisse du nombre de membres masculins de la communauté qui promeuvent le changement des normes sociales pour offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI). Le projet n'a pas atteint son objectif de 65 % de membres de la communauté promouvant des normes sociales positives, mais a atteint 56 %. Les résultats liés aux indicateurs de résultats LDI démontrent la difficulté du projet à impliquer les hommes et les garçons dans des activités en faveur de l'égalité des sexes

et de la promotion de normes sociales positives. Cet aspect a été discuté lors de l'atelier Bridge avec EAJ et le personnel du projet. Les raisons de ces résultats sont abordées dans les sections suivantes.

Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, bénéficient d'un environnement scolaire sûr, inclusif et égalitaire et sont renforcés pour identifier et lutter contre la violence liée à l'école et la VBG.

Le résultat 1 comporte cinq indicateurs de niveau de résultat axés sur l'IQE et la PCV. Le projet a atteint un indicateur sur cinq : % d'écoles qui ont mis en place des politiques et des processus de protection et les mettent en œuvre efficacement (IQEO4.2.1). L'analyse ci-dessous présente les raisons possibles de la sous-performance des quatre indicateurs restants.

Tableau 34 : Réalisation des indicateurs pour le Sénégal Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% d'écoles qui ont mis en place des politiques et des processus de protection et les mettent en œuvre efficacement (IQEO4.2.1)	5%	20%	42%	65%
% d'adolescents et de jeunes qui démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1)	Total : 42% Filles : 43% Garçons : 40 %	Total: 62% Filles: 62% Garçons: 62 %	Total: 58% Filles: 66% Garçons: 34%	Total: 87% Filles: 87% Garçons: 87%
% d'adolescents et de jeunes qui estiment avoir suffisamment confiance en eux pour pouvoir signaler une atteinte à leur protection à une structure de signalement (PROO1.4.1)	Filles : 78% Garçons : 85 %	Total: 90% Filles: 90% Garçons: 90%	Total : 29,6 % Filles : 29,9 % Garçons : 29 %	Total: 95 % Filles: 95% Garçons: 95 %
% d'enseignants qui emploient de plus en plus de pratiques favorisant l'apprentissage et le bien-être de tous les élèves – filles et garçons (IQEO5.1.1)	F Enseignants : 5 % M Enseignants : 7 %	Total: 15 % F Enseignants: 15 % M Enseignants: 15 %	Total: 9 % F Enseignants: 20 % Enseignants M: 6 %	Total: 25% F Enseignants : 25 % M Enseignants : 25 %
% d'adolescents et de jeunes qui indiquent que leur école offre un environnement d'apprentissage favorable pour tous (IQEO4.1.6)	Total: 62% Filles: 67% Garçons: 57%	Total: 70% Filles: 70% Garçons: 70%	Total: 55% Filles : 34% Garçons : 21 %	Total: 80% Filles: 80% Garçons: 80%

Le projet a montré des niveaux élevés de réussite dans la collaboration avec les écoles pour établir et mettre en œuvre des politiques et des processus de protection (IQEO4.2.1). L'évaluation quantitative a constaté un taux de réussite de 210 %, ce qui montre que 42 % des écoles interrogées avaient mis en place des politiques et des processus de protection et les mettaient en œuvre efficacement. Le projet est en bonne voie pour atteindre l'objectif final pour cet indicateur.

Les résultats relatifs aux indicateurs PROO1.1.1 et PROO1.4.1 démontrent une difficulté pour les jeunes à signaler les problèmes de violence rencontrés dans les communautés. Bien que la connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance se soit améliorée depuis le début du programme (PROO1.1.1) et que l'objectif à moyen terme fixé pour les filles en général ait été dépassé, Les connaissances des garçons sont toutefois préoccupantes et doivent être améliorées dans la prochaine moitié du programme. Les résultats montrent que seulement 34 % des garçons ont un niveau de connaissances adéquat, ce qui représente une baisse par rapport au niveau de référence de 40 % et un taux de réussite de 55 % par rapport à l'objectif à mi-parcours. L'une des raisons possibles est que beaucoup moins de garçons ont participé aux séances de renforcement des capacités sur ce sujet. En outre, bien que les résultats à mi-parcours aient montré une baisse par rapport au niveau de référence, cette baisse a été très faible, ce qui indique que les

connaissances sont restées plus ou moins les mêmes. Cela indique qu'il est peut-être nécessaire de revoir les thèmes de formation afin d'attirer et de renforcer efficacement les connaissances des garçons.

Une tendance similaire de baisse de confiance pour signaler les abus par rapport à la référence a été constatée pour l'indicateur PROO1.4.1. Seulement 29,9 % des filles et 29 % des garçons ont confiance en eux pour signaler une violation de leur protection, contre une référence de 78 % et 85 % respectivement. Ces chiffres sont également bien inférieurs à l'objectif à moyen terme de 90 % pour les filles et les garçons et montrent une tendance inquiétante pour atteindre l'objectif final de 95 %. Les violences physiques et sexuelles sont les plus fréquemment signalées, une culture du silence et une résolution intrafamiliale limitent le signalement, en particulier pour la violence émotionnelle, l'exploitation économique et la négligence. Cela peut potentiellement s'expliquer par des niveaux plus faibles de sensibilisation à ces dernières formes de violence ou d'abus, qui pourraient être un domaine d'intérêt pour le reste de la période de mise en œuvre du projet.

La peur de la stigmatisation communautaire et le manque de suivi des cas signalés découragent les victimes de porter plainte, et la confiance pour signaler les abus est encore très faible. Cela est principalement dû à des facteurs culturels et à un manque de confiance dans les institutions, notamment en ce qui concerne la confidentialité. Néanmoins, les Bajenu Gox (femmes influentes, ou « marraines de quartier » qui se mobilisent pour mener des actions de santé communautaire) jouent un rôle clé dans le signalement des violences, appuyées par les efforts des projets de sensibilisation.

En ce qui concerne l'indicateur IQEO5.1.1, le pourcentage d'enseignants qui emploient de plus en plus des pratiques favorisant l'apprentissage et le bien-être de tous les élèves, le projet n'a pas atteint son objectif à mi-parcours de 15 %. Au lieu de cela, il n'a atteint que 9 %. Il y a eu une disparité marquée entre les résultats des sites du projet. D'après le nombre d'enseignants observés, 0/19 enseignants remplissaient tous les critères de cet indicateur à Nioro et seulement 4/26 remplissaient les critères à Thies. Bien que cela soit un sujet de préoccupation dans tous les sites du projet, une plus grande attention devrait être accordée à Nioro afin d'atteindre l'objectif final d'ici la fin du projet. Une différence marquée entre les genres a été observée pour cet indicateur, avec 20 % des enseignantes adoptant des pratiques positives, contre seulement 6 % des enseignants.

Le projet n'a pas atteint son objectif à mi-parcours de 70 % d'adolescents et de jeunes qui indiquent que leur école offre un environnement d'apprentissage favorable à tous (IQEO4.1.6). Au contraire, l'enquête quantitative a révélé que le projet avait fait baisser le pourcentage de 65 % au départ à 55 % à mi-parcours. Cette baisse était particulièrement marquée chez les filles, qui ont vu une baisse de 49 % du nombre de celles qui indiquent un environnement d'apprentissage favorable dans les écoles. Une disparité a été constatée entre les sites du projet. À Nioro, 75 % des adolescents et des jeunes ont indiqué que leur école offre un environnement d'apprentissage favorable, contre 50 % à Thiès.

Résultat 2 : Les jeunes (15-24 ans), en particulier les jeunes femmes, développent leurs compétences et les utilisent pour exercer un travail rémunéré ou indépendant.

Le projet a obtenu de très bons résultats par rapport aux quatre indicateurs COPEEJ du Résultat 2. Bien qu'aucune information de base n'ait été fournie pour ce domaine de résultat, tous les objectifs à moyen terme ont été dépassés selon les informations de la base de données du projet. L'analyse cidessous présente les raisons possibles de ce dépassement.

Tableau 35 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 du Sénégal

Indicateurs	Résultat	Objectif à	Résultat à	Objectif à
	de	moyen	mi-parcours	terme
	référence	terme		

% de jeunes démontrant des compétences	N/A		Total : 94%	
professionnelles à la fin de leur formation		Filles: 15%	Filles: 95%	Filles : 20%
(SOYO1.1.3)		Garçons :	Garçons :	Garçons :
		20 %	91 %	25 %
% de jeunes démontrant une aptitude à entreprendre	N/A	Total: 50%	Total: 57%	Total: 60%
à la fin de leur formation (SOYO1.1.2)		Filles: 50%	Filles: 60%	Filles : 60%
		Garçons :	Garçons :	Garçons :
		50%	51 %	60 %
Niveau de formation acquis par les jeunes au cours	N/A	Total: 40%	Total : 74%	Total: 50%
des 6 derniers mois et souhaitant par la suite créer		Filles: 40%	Filles: 72%	Filles : 50%
leur propre entreprise (SOYO1.3.1)		Garçons :	Garçons :	Garçons :
		40 %	78 %	50%
Niveau de formation acquis par les jeunes au cours	N/A	Total: 15%	Total : 79%	Total: 25%
des 6 derniers mois et qui ont ensuite recherché un		Filles: 15%	Filles: 72%	Filles : 25%
emploi rémunéré (SOYO1.3.2)		Garçons :	Garçons :	Garçons :
		15 %	85 %	25 %

Le projet a largement dépassé l'objectif à moyen terme concernant le pourcentage de jeunes démontrant des compétences professionnelles (SOYO1.1.3) et une aptitude à l'entrepreneuriat (SOYO1.1.2) à la fin de leur formation. Au total, 94 % des jeunes (95 % des filles et 91 % des garçons) ont démontré des compétences professionnelles contre un objectif de 15 % et 20 % respectivement. Au total, 57 % des jeunes (60 % des filles et 51 % des garçons) ont démontré une aptitude à l'entrepreneuriat contre un objectif de 50 % pour les filles et les garçons. Les filles ont obtenu de meilleurs résultats malgré un objectif plus faible en matière de démonstration de compétences professionnelles. Le projet a déjà dépassé ses objectifs de fin de parcours pour les deux indicateurs.

De même, le projet a largement dépassé l'objectif à moyen terme pour le pourcentage de jeunes cherchant ensuite à créer leur propre entreprise (SOYO1.3.1) et à rechercher un emploi rémunéré (SOYO1.3.2) six mois après avoir terminé les cours de formation COPEEJ. Un total de 74 % contre un objectif de 40 % a été constaté pour les jeunes cherchant à créer leur propre entreprise et un total de 79 % contre un objectif de 15 % a été constaté pour les jeunes à la recherche d'un emploi. Cela montre qu'après avoir suivi le cours COPEEJ, les jeunes ont le sentiment d'avoir acquis les compétences techniques et la confiance nécessaires pour entrer dans des AGR malgré certains des défis signalés par les jeunes lors de la collecte de données qualitatives (discutés dans les sections suivantes).

Les niveaux élevés de réalisation de ce résultat s'expliquent en partie par le volume d'activités entreprises qui contribuent à ce domaine de résultat. Un travail considérable a été entrepris en 2023 pour établir une bonne base pour engager les jeunes dans des cours de formation professionnelle.

Résultat 3 : Parents, jeunes et autres acteurs communautaires, les autorités s'engagent à offrir un environnement protecteur aux adolescentes et aux jeunes femmes et propice à leur émancipation et à leur autonomisation

Le résultat 3 comprend quatre indicateurs PCV, dont trois ont largement dépassé leur objectif à moyen terme. Un indicateur (PROO3.5.1) n'a pas atteint l'objectif à moyen terme et semble être inférieur aux niveaux enregistrés au départ. L'analyse suivante présente les raisons de ces résultats supérieurs ou inférieurs à ceux enregistrés au départ.

Tableau 36 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 du Sénégal

Indicateurs		•	Résultat à mi-parcours	
	ue	illoyell	iiii-parcours	terme
	référence	terme		

% de mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille qui répondent aux normes minimales de qualité (PROO3.3.1)	10%	35%	44%	65%
% de parents et de tuteurs qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1)	Femmes: 55% Hommes: 47%	Femmes : 65% Hommes : 55 %	Femmes: 88,3 % Hommes: 93,4 %	Femmes: 70% Hommes: 65%
% d'enfants et/ou d'adolescents de sexe féminin et masculin déclarant avoir été encouragés par des adultes à discuter et à exprimer leurs points de vue sur la violence et les abus (PROO3.5.1)	Filles : 56% Garçons : 58 %	Filles: 61% Garçons: 63%	Filles: 26% Garçons: 36%	Filles: 66% Garçons: 68%
Mesure dans laquelle les dirigeants traditionnels, religieux et/ou communautaires remettent publiquement en question les pratiques de violence à l'encontre des enfants et des jeunes, en particulier des jeunes femmes (PROO3.4.7)	Femmes: 10% Hommes: 5%	Femmes : 20% Hommes : 15 %	Total: 69,6 % Femmes: 82,9 % Hommes: 59,1 %	Femmes : 30% Hommes : 25 %

Le projet a dépassé l'objectif à moyen terme de 35 % de mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille qui répondent aux normes minimales de qualité (PROO3.3.1) en atteignant un pourcentage de 44. Bien que cet indicateur soit signalé comme atteint, lorsque les résultats sont désagrégés par lieu de projet, les mécanismes de protection à Nioro (sur les trois inclus dans l'enquête quantitative) se sont tous avérés efficaces et répondant aux normes minimales de qualité. Sur les cinq mécanismes de protection évalués à Thiès, un seul s'est avéré répondre aux normes minimales de qualité. Cela met en évidence un manque de réalisation dans le projet de Thiès qui nécessite une attention urgente pour la seconde moitié du programme. ⁵⁴³ Une raison possible de la disparité des résultats selon le lieu est un nombre de différentes activités qui se déroulent dans les différents lieux. Par exemple, en 2023, sept mécanismes ont été créés et formés à Nioro, atteignant un total de 179 membres, alors que seulement trois sessions de formation ont eu lieu à Thiès, atteignant un total de 51 acteurs de la protection. ⁵⁴⁴

Le projet a bien progressé dans la prestation de séances de formation aux parents et aux tuteurs dans les écoles. Trois séances ont été organisées à Thiès et deux à Nioro (avec neuf séances de multiplication) rien qu'en 2023. ⁵⁴⁵ Cela a contribué au **dépassement par le projet de son objectif à mi-parcours concernant le pourcentage de parents et de tuteurs qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1).** Le projet a atteint 88,3 % de femmes et 93,4 % d'hommes qui ont déclaré utiliser des pratiques parentales positives contre des objectifs respectifs de 65 % et 55 %. Il s'agit d'une réalisation de 136 % et 170 % respectivement de l'objectif. Il est intéressant de noter qu'il y a une disparité entre les résultats globaux par lieu, avec un pourcentage plus élevé de parents et de tuteurs à Thiès (95 %) déclarant utiliser des pratiques positives par rapport à Niorio (79 %). Il ne semble pas y avoir de tendance entre l'utilisation de pratiques parentales positives par groupe d'âge. L'enquête quantitative a rapporté des résultats très mitigés.

Le projet n'a pas atteint l'objectif à moyen terme de 61 % de filles et 63 % de garçons qui déclarent avoir été encouragés par des adultes à discuter et à exprimer leurs points de vue sur la violence et les abus (PROO3.5.1). Au lieu de cela, le projet a atteint respectivement 26 et 36 %. De plus, il s'agit d'une baisse par rapport au niveau signalé au départ. Il y avait une différence dans le pourcentage de EAJ déclarant avoir été encouragés par leurs parents selon le lieu du projet et selon la tranche d'âge. À Nioro, 23 % des EAJ ont déclaré avoir été encouragés par leurs parents et à Thiès, 33 % des EAJ ont déclaré avoir été encouragés par leurs parents. Ce résultat est conforme au résultat de l'indicateur précédent selon lequel des niveaux plus élevés de parentalité positive à Thiès. En termes

⁵⁴³Rapport quantitatif à mi-parcours du Sénégal, 2024

⁵⁴⁴Rapport annuel 2023 du Sénégal

⁵⁴⁵Rapport annuel 2023 du Sénégal

de disparité entre les groupes d'âge, les EAJ âgés de 15 à 17 ans ont déclaré des niveaux plus élevés d'encouragement par les adultes (la seule exception à ce résultat concernait les garçons âgés de 15 à 17 ans à Nioro, où 10 % ont déclaré avoir été encouragés, contre 13 % pour les garçons âgés de 18 à 24 ans.

Le projet a largement dépassé ses objectifs à moyen et à long terme en ce qui concerne les dirigeants traditionnels, religieux et/ou communautaires dénonçant publiquement les pratiques de violence contre les enfants et les jeunes, en particulier les jeunes femmes (PROO3.4.7). L'évaluation a révélé que 82,9 % des femmes et 59,1 % des hommes dirigeants communautaires ont déclaré avoir publiquement dénoncé les pratiques de violence contre les enfants et les jeunes, contre un objectif de 20 et 15 % respectivement. Il y a eu une légère disparité entre les sites du projet, avec 75,76 % de tous les dirigeants communautaires interrogés déclarant avoir publiquement dénoncé les pratiques de violence contre les enfants et les jeunes, et 65,22 % de tous les dirigeants communautaires interrogés déclarant avoir publiquement dénoncé les pratiques de violence contre les enfants et les jeunes à Thiès. Ce niveau de soutien à la contestation des pratiques de violence contre les enfants et les jeunes est classé comme « moyen » dans l'enquête quantitative. Le projet pourrait donc faire davantage pour augmenter davantage ce niveau afin d'obtenir un résultat « élevé », ce qui signifierait un pourcentage moyen de 80 ou plus.

Au cours de l'atelier Bridge,⁵⁴⁶ plusieurs défis ont été identifiés qui contribuent à la faible performance de ces indicateurs :

- Manque d'outils de signalement harmonisés au sein des comités de protection de l'enfance et absence d'une base de données centralisée pour suivre les cas.
- Faible durabilité des mécanismes de protection après la fin du projet.
- **Fragmentation** des initiatives, avec un manque de coordination nationale entre les acteurs et les différents niveaux de pouvoir (AEMO, CDPE, CLPE, etc.).
- La stigmatisation et les tabous culturels empêchent de signaler les cas de maltraitance psychologique, économique ou de négligence. Les violences physiques et sexuelles sont les plus souvent signalées.
- Faible **confiance dans les institutions** : seulement 29 % des jeunes se sentent capables de signaler les violences.
- Limitation budgétaire pour organiser des formations plus longues (sur l'identification, le référencement et le suivi des cas) ou prendre en charge les frais des participants.

5.8.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Compétences et opportunités pour l'autonomisation économique des jeunes (SOYEE) a été sélectionné pour l'évaluation au Sénégal. Ce choix a été motivé par l'importance accordée par le projet à l'autonomisation économique et à la promotion de l'entreprenariat des jeunes.

Dans quelle mesure le projet COPEEJ, ses partenaires de mise en œuvre et ses activités créent-ils un environnement propice à l'apprentissage pour les adolescents et les jeunes ?

Comme mentionné dans la section ci-dessus, le projet a obtenu de très bons résultats par rapport aux quatre indicateurs COPEEJ du Résultat 2, puisque tous les objectifs à moyen terme ont été dépassés. Toutefois, les données qualitatives recueillies dans le cadre de cette évaluation mettent en lumière certains domaines à améliorer.

Les activités de sensibilisation communautaire visant à montrer aux jeunes les opportunités de formation professionnelle et les inciter à s'inscrire dans les centres de formation

-

⁵⁴⁶Atelier Bridge, Sénégal 2023

professionnelle ont été efficaces car par exemple, les activités sur l'existence et l'utilité des CFP ont potentiellement eu un impact sur l'augmentation des inscriptions en formation, selon le directeur du CFP de Khombole : « on a senti une légère augmentation des jeunes ».⁵⁴⁷

Les formations courtes en entrepreneuriat (413 jeunes à Thiès et 318 à Kaolack) qui ont eu lieu au printemps 2024, souvent limitées à quelques jours, ont été trop courtes et peu suivies, comme l'a constaté un participant : « Nous avons reçu une formation en entrepreneuriat de 4 jours et une formation technique de 5 jours. »⁵⁴⁸ L'impact de cette activité a été limité en raison d'un retard important dans la réalisation des activités et d'une mauvaise compréhension des bénéficiaires quant à la poursuite des initiatives, ce qui a entraîné une certaine frustration de la part des jeunes. Comme le souligne le directeur du CFP de Khombole, « ils se demandent comment Plan va venir les aider à démarrer une entreprise, et leurs familles nous demandent : « où est Plan ? ».⁵⁴⁹ Certains jeunes ont mentionné qu'ils n'étaient pas informés de la continuité des activités : « Nous n'avons pas été informés de la poursuite des activités », ce qui a réduit leur motivation et leur confiance dans le projet et indique un décalage entre les attentes des bénéficiaires et la mise en œuvre réelle.⁵⁵⁰

Les participants à l'évaluation ont unanimement souligné que le manque d'information et de suivi pourrait compromettre la réussite des plans d'affaires mis en place ; par exemple, au CFP de Khombole, il a été mentionné que « les jeunes ont toutes les données, mais ils n'ont pas écrit de bons projets. C'est bien de les former, mais il faut les accompagner dans leur rédaction », traduisant un manque d'accompagnement post-formation pour traduire les connaissances acquises en résultats concrets.⁵⁵¹

Le projet a également accompagné un petit groupe de jeunes dans leur formation en payant leurs frais d'inscription. Par exemple, au CFP de Thiès, huit apprenants ont vu leurs frais d'inscription pris en charge dans le cadre du projet. Ces jeunes ont été principalement sélectionnés sur la base de critères de vulnérabilité, tels que le handicap ou les difficultés socio-économiques. L'année précédente, le YMCA avait financé l'inscription de quatre apprenants dans le même centre. 552 Cette activité reste toutefois limitée en termes de nombre d'apprenants accompagnés financièrement. Parmi les jeunes consultés ayant bénéficié de cet appui, certains ne semblent pas être au courant de la prise en charge de leurs frais de formation par le projet, d'autres reconnaissent en avoir bénéficié mais il n'y a pas eu de suivi au cours de l'année en cours : « Je suis étudiant au CFP de Thiès. L'année dernière, le YMCA a complété mon inscription avec 10 000 francs CFA. Depuis, je n'ai plus de nouvelles d'eux et je ne sais pas à qui m'adresser. Sinon, je suis actuellement dans le besoin car je viens d'une famille démunie. Jusqu'à présent, je ne suis pas encore inscrit ».553

Enfin, quelques projets collectifs ont été soutenus par le projet, comme le projet de transformation des céréales à Tassette, mais un animateur communautaire a souligné que cette initiative n'était pas en phase avec les réalités du marché local : « Les céréales, non, ça ne peut pas marcher, parce qu'ils ne peuvent pas vendre, en fait tout le monde sait le faire ici au village (transformer les céréales) donc il n'y a pas de marché. » ⁵⁵⁴ Cela met en évidence une lacune dans l'étude du marché du travail et de la formation qui a été entreprise, car la section sur l'identification des professions créatrices d'emplois est basée sur les intérêts et les besoins des adolescents et des jeunes, et n'a pas suffisamment pris en compte les réalités du marché local dans certaines régions. ⁵⁵⁵

⁵⁴⁷Directeur du EIC CFP Catastrophe.

⁵⁴⁸EIC CEP Thiès ; Directeur du EIC ANPEJ

⁵⁴⁹Directeur du EIC CFP Catastrophe.

⁵⁵⁰GDD Jeunes en formation Tassette; FDG jeunes du CoC Tassette.

⁵⁵¹Directeur du EIC, CFP Khombole

⁵⁵²EIC CEP Thiès

⁵⁵³EIC bénéficiaire d'un soutien à la formation

⁵⁵⁴EIC, Animateur, Tassette

⁵⁵⁵Documentation du projet : Rapport Étude de Marché Plan Version Finale.

Le soutien des parents et de la famille peut jouer un rôle crucial dans la participation des jeunes à la formation professionnelle. Plusieurs jeunes ont déclaré que leurs parents ou tuteurs les avaient activement encouragés. Par exemple, un participant a déclaré : « Mes parents m'ont motivé à participer à la formation parce qu'ils approuvent les activités de Plan International. » 556 Dans certains cas, les réticences initiales ont été surmontées grâce aux explications des responsables du projet, comme dans le témoignage suivant : « Au début, ma mère était réticente, mais après avoir compris les objectifs de la formation, elle m'a autorisé à participer. » 557 Pour d'autres, ce soutien familial a facilité l'accès à la formation en levant des barrières sociales ou financières, comme le souligne un jeune : « Mon frère aîné m'a permis d'explorer le projet pour évaluer s'il est bénéfique », démontrant ainsi un soutien conditionnel, mais positif. 558 Des limites subsistent cependant, notamment dans les zones rurales où le manque de ressources financières des familles empêche parfois l'inscription ou la poursuite d'une formation. 559

La satisfaction des jeunes à l'égard du soutien apporté par le projet est mitigée, même si beaucoup ont reconnu les avantages de la formation. Certains jeunes ont exprimé leur gratitude pour les compétences acquises, comme la rédaction de plans d'affaires et les techniques de marketing, qui leur ont donné plus de confiance : « Le projet m'a appris des techniques de communication au point que je sais maintenant comment, quand et pourquoi communiquer. »⁵⁶⁰ De plus, les résultats positifs des indicateurs COPEEJ (SOYO1.1.2; SOYO1.3.1 et SOYO1.3.2) démontrent également le niveau élevé de satisfaction des participants.

Mais comme indiqué ci-dessus, la satisfaction globale est limitée par des attentes non satisfaites, notamment en ce qui concerne le suivi post-formation. Par exemple, au CFP de Khombole, le directeur a déclaré : « Ils [les jeunes] se demandent comment Plan va venir nous aider à démarrer une entreprise », ce qui reflète un manque de clarté et de continuité dans le soutien offert. 561 Un jeune de Lalanne souligne : « On nous a dit qu'une fois notre business plan rédigé, nous aurions du financement, mais depuis, nous n'avons rien reçu. » 562 Ce contraste entre la reconnaissance de la formation reçue et le manque de soutien pour les étapes suivantes crée un sentiment d'incomplétude chez les participants.

Dans quelle mesure les modules de formation sont-ils liés entre eux ? Les participants aux activités COPEEJ sont-ils bien outillés pour développer les compétences techniques dont ils ont besoin ainsi que leur projet professionnel ?

La formation courte en entrepreneuriat a permis aux participants d'acquérir des compétences fondamentales en entrepreneuriat, en marketing et en gestion de projet, même si leur champ d'application reste limité. Par exemple, les jeunes ont appris à rédiger des plans d'affaires, à maîtriser des stratégies marketing et à gérer des stocks, comme l'a mentionné un participant : « Maintenant, je sais ce qu'est un stock, quand le stocker et comment le gérer. » D'autres ont souligné avoir renforcé leur confiance en eux et leur capacité à communiquer efficacement : « Le projet m'a appris des techniques de communication au point que je sais maintenant comment, quand et pourquoi communiquer. » Ces compétences manquent cependant de consolidation et de suivi pour avoir un réel impact à long terme.

En effet, bien que les formations aient permis d'acquérir des notions de base, la durée limitée (souvent de quatre à cinq jours) et le manque de ressources disponibles ont limité leur impact. Un participant a

⁵⁵⁶Groupe de discussion, filles, Khombole

⁵⁵⁷Groupe de discussion, Filles, Lalane

⁵⁵⁸Groupe de discussion, garçons, Khombole

⁵⁵⁹EIC, Directeur CFP, Khombole

⁵⁶⁰Groupe de discussion, filles, Khombole

⁵⁶¹ EIC, Directeur CFP, Khombole

⁵⁶²Groupe de discussion, garçons, Lalane

⁵⁶³Groupe de discussion, filles, Khombole

déclaré : « Nous avons reçu une formation pendant quatre jours, mais il n'y a pas eu de suivi pour nous aider à appliquer ce que nous avons appris. »⁵⁶⁴ De plus, le matériel fourni reste insuffisant (les kits distribués ne permettant pas aux jeunes de s'installer réellement) comme l'indique un responsable : « Les jeunes vont travailler chez des gens qui ont leur propre atelier, car ils n'ont pas les moyens d'acheter leur propre machine. »⁵⁶⁵ Enfin, la formation seule ne permettait pas d'opérationnaliser les compétences acquises pour les mettre en pratique : « La théorie seule ne suffit pas, nous voulons aussi faire de la pratique. »⁵⁶⁶

Dans quelle mesure la fourniture d'un kit de démarrage ou d'un capital pour lancer des AGR favoriset-elle les résultats du projet ?

A la connaissance de l'évaluateur, aucune activité liée à la mise en place de groupes d'épargne et de crédit (AJEC ou AVEC) pouvant faciliter l'accès au financement des jeunes en formation n'est prévue. Dans certains CFP (Khombole), il existe des « clubs d'entrepreneurs » auxquels tous les jeunes inscrits sont automatiquement invités à participer, mais leur participation n'est pas initiée par le projet ni facilitée.

Certains jeunes se sont impliqués dans des initiatives communautaires ou des associations locales pour développer des projets collectifs ou partager leurs compétences, même si cela reste limité et dépend souvent de leur propre initiative plutôt que d'un accompagnement structuré. Comme l'indique le directeur du CFP de Lalane : « Nous avons un club d'entrepreneuriat mais lui aussi n'a pas été financé. Nous demandons aux membres de contribuer, le groupe a acheté des paquets de biscuits qu'ils ont revendus par exemple pour les revendre à des établissements. Ils ont un bureau, un groupe WhatsApp, nous avons eu deux projets dont un pour un poulailler à 400 000 francs, ce sont des projets collectifs. »⁵⁶⁷

En résumé, les jeunes ont acquis des compétences théoriques, mais le manque de matériels, de financement et de suivi post-formation a limité leur capacité à mettre en œuvre ces apprentissages. Il a été également noté une faible intégration des activités COPEEJ, de protection et d'éducation, même si certains membres du club des CDC étaient également engagés dans des formations professionnelles. Enfin, et bien que la question n'ait été abordée qu'accessoirement, les évaluateurs ont observé un manque de clarté sur la prise en compte des enfants en situation de mendicité (mairie de Khombole) dans le système de protection de l'enfance.

5.8.3. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Comment les enfants, les adolescents et les jeunes (EJA) sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités qui les concernent (formation) ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative et leurs points de vue pris en compte ?

Globalement, selon l'échelle de participation de Richard Hart,⁵⁶⁸ la participation des jeunes aux activités est au plus haut niveau (Initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes). La contribution des jeunes est souvent centrée sur les activités locales et le choix des domaines à prioriser dans leurs projets de réplication de leur formation au niveau scolaire.

⁵⁶⁴Formation GDD, EAJ, Tassette

⁵⁶⁵EIC, Directeur CFP, Khombole

⁵⁶⁶Groupe de discussion, Filles, Lalane

⁵⁶⁷EIC, CFP, Lalanne

⁵⁶⁸Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

Au niveau de la conception du projet, la participation des jeunes est évaluée au niveau « Consultés et informés ». La participation de la plupart des jeunes à la conception, à la planification et à l'évaluation du projet reste limitée. Leur implication dans les décisions stratégiques et la planification du projet reste marginale et parfois uniquement centrée sur le rapportage : « Après chaque activité, (la facilitatrice) me demande de lui faire un rapport. »⁵⁶⁹ Cependant, la création de comités consultatifs de jeunes constitue une stratégie pertinente pour évoluer vers une participation plus significative des jeunes (voir plus bas).

Conception et planification: Bien qu'ils puissent identifier des thèmes importants, leur rôle se limite souvent au niveau de la réalisation d'activités et, par exemple, à la multiplication d'activités au niveau de leur école, sans réelle influence sur la stratégie globale du projet. Néanmoins, la création de deux comités consultatifs de jeunes (un dans chaque région) pour les impliquer dans la prise de décision liée au projet est une bonne pratique. Après avoir reçu une formation sur des sujets tels que le genre, la masculinité positive et les techniques de plaidoyer, ces comités sont consultés et activement engagés pour prendre part à la prise de décision. Par exemple, des ateliers ont été organisés avec chaque comité consultatif pour identifier de manière collaborative les besoins de formation pour les modules champions du changement.⁵⁷⁰

Evaluation et suivi: Les jeunes donnent leur avis sur la formation, mais il manque des mécanismes robustes pour intégrer leurs points de vue dans l'amélioration continue du projet et il manque un suivi, surtout pour ceux qui viennent de rejoindre le projet. « Les formations étaient bonnes, mais nous voulons plus de suivi pour appliquer ce que nous avons appris ; j'ai été choisie comme superviseuse, nous devons suivre les activités des jeunes CDC mais je n'ai suivi qu'une seule formation, ce qui n'est pas suffisant. Le projet doit organiser d'autres formations pour me permettre de faire ce suivi. »⁵⁷¹

Capacité de prise de décision accrue dans la sphère familiale: La formation professionnelle a permis aux jeunes de développer leur confiance en eux et de renforcer leur capacité à prendre part aux décisions au sein de leur famille. Par exemple, un participant a déclaré: « Grâce au projet, je me sens mieux considéré et recherché par les membres de ma famille qui pensent que je suis plus mature après avoir suivi la formation. »⁵⁷² Certains ont également souligné que la formation leur avait permis de mieux communiquer avec leurs parents: « avant, quand ma mère me critiquait, je m'énervais vite et je lui disais même des choses désuètes. Maintenant, quand il s'agit d'introspection, je me dis que personne n'est plus capable qu'elle de me corriger et que je dois être polie en lui témoignant du respect. Cela m'a permis aujourd'hui d'être plus en phase avec elle car elle me questionne sur certaines décisions à prendre. Je communique maintenant avec mon papa, alors que ce n'était pas le cas avant car il y avait une barrière. »⁵⁷³

Amélioration des compétences de prise de décision et de leadership au sein de la communauté

: Dans leur communauté, les jeunes ont renforcé leur rôle de leadership grâce aux compétences acquises lors de la formation CoC. Un participant a déclaré : « Nous organisons des conférences dans nos écoles, environ deux par trimestre, sur des sujets tels que la violence physique et sexuelle. » ⁵⁷⁴ Un autre participant a confié : « Je conseille à mes amis de rejoindre le centre de formation plutôt que de rester dans le quartier à jouer au foot. Certains ont pris conscience et ont commencé une formation professionnelle. » ⁵⁷⁵ D'autres ont mené des actions de sensibilisation sur des thèmes tels que la grossesse chez les adolescentes ou les stéréotypes de genre qui ont donné lieu à des actions concrètes au niveau des autorités locales : l'initiative sur la distribution de serviettes hygiéniques est un exemple concret de la façon dont les jeunes, en particulier les filles, ont utilisé les compétences

⁵⁶⁹GDD, Mixte EAJ, Notto

⁵⁷⁰Documentation du projet ; SEN308 Rapport Annuel 2023 DGD.

⁵⁷¹GDD jeunesse de la tassette du CoC

⁵⁷²Groupe de discussion filles Khombole

⁵⁷³Groupe de discussion mixte jeunesse Notto

⁵⁷⁴GDD jeunesse de la tassette du CoC

⁵⁷⁵Groupe de discussion garçons Khombole

acquises lors des formations pour résoudre un problème auquel ils étaient confrontés à l'école. Une participante a plaidé auprès de la mairie pour répondre aux besoins des filles qui manquaient de serviettes hygiéniques, une situation qui les oblige souvent à rester à la maison pendant leurs règles et à manquer l'école. Elle explique : « J'ai appris à mieux communiquer. À chaque fois, j'avais honte de demander des serviettes hygiéniques. Je suis allée à la mairie pour plaider et nous avons demandé des serviettes. Le maire a fini par s'engager à nous en donner, plus de 2 000 paquets. » 576

Comment les activités mises en œuvre et les ressources mobilisées par le projet ont-elles influencé l'estime de soi, l'engagement et l'intérêt des jeunes ? Qu'est-ce qui motive EAJ à participer aux activités du projet ?

Estime de soi: Les jeunes ont fait état de changements positifs dans leur confiance en eux grâce à la formation professionnelle et aux activités participatives. Un participant a déclaré : « Les exercices de groupe nous ont permis de mieux nous exprimer, de comprendre nos points forts et de ne pas avoir peur de parler devant les autres. »⁵⁷⁷ D'autres ont rapporté une meilleure capacité à gérer leurs émotions : « *Avant*, j'avais du mal à contrôler mes émotions, surtout quand j'étais nerveux face à des situations difficiles. Donc, après la formation, je suis capable de me contrôler dans toutes les situations. »⁵⁷⁸

Mobilisation et intérêt des jeunes : Le projet a suscité une forte mobilisation, notamment grâce aux opportunités professionnelles concrètes proposées. Un participant a confié : « Avant, je ne pensais pas à la formation professionnelle, mais grâce à la sensibilisation, j'ai vu l'importance d'apprendre un métier pour s'intégrer. »⁵⁷⁹ À Tassette, ils ont rapporté : « Les activités organisées nous ont motivés à rester actifs dans notre communauté et à chercher des solutions ensemble. »⁵⁸⁰

Comment le programme peut-il inciter plus efficacement les enfants et les jeunes à participer aux activités du projet ?

La participation des jeunes aux activités du projet peut être améliorée selon les axes suivants :

- À la suite des projets d'entreprise souhaités par les jeunes : « Le financement sera un atout pour que nous puissions réaliser nos projets. Dans ce cas nous pourrons travailler avec d'autres jeunes pour les former afin qu'ils puissent devenir indépendants. »⁵⁸¹
- Réduire les obstacles financiers et logistiques: Assurer la prise en charge partielle ou totale
 des coûts liés à la formation, au transport ou au matériel nécessaire. Par exemple, un
 participant du CFP de Khombole a noté que les coûts de transport restaient un obstacle majeur
 à la poursuite de la formation pour certains jeunes.
- Renforcer la sensibilisation locale à l'utilité de la formation professionnelle: Mener des campagnes ciblées en utilisant des outils accessibles, comme la radio locale et les plateformes numériques. Un participant a suggéré: « Les jeunes doivent être mieux informés sur les avantages de la formation pour s'y engager pleinement. »⁵⁸²

Comment et dans quelle mesure les approches ou méthodologies d'autonomisation des jeunes ontelles contribué au pouvoir de plaidoyer, à l'autonomie et à la durabilité des organisations de jeunesse dans la région/le pays ?

⁵⁷⁶GDD jeunesse de la tassette du CoC

⁵⁷⁷Groupe de discussion filles Khombole

⁵⁷⁸Groupe de discussion mixte jeunesse Notto

⁵⁷⁹Groupe de discussion garçons Lalane

⁵⁸⁰Formation GDD Jeunes Tassettes

⁵⁸¹Groupe de discussion garçons Lalane

⁵⁸²Groupe de discussion garçons Khombole

Pouvoir de plaidoyer : La formation aux compétences de plaidoyer a permis aux jeunes de mieux structurer leurs revendications et de dialoguer avec les décideurs. Par exemple, lors de la formation à Tassette, un participant a mentionné : « Nous avons appris à présenter clairement nos idées aux autorités locales, ce qui nous a permis de défendre nos besoins en matière de formation professionnelle. »⁵⁸³

Autonomie: Les méthodologies axées sur le développement de compétences pratiques, comme la rédaction de plans d'affaires, ont renforcé l'autonomie des jeunes. À Lalane, un participant a déclaré : « Grâce aux ateliers, nous avons pu identifier nos points forts et créer des projets que nous avons pu gérer seuls. »⁵⁸⁴

Pérennité des organisations de jeunesse : Le soutien apporté aux groupes de jeunesse, notamment par l'intermédiaire de structures comme les CDC, a favorisé leur ancrage communautaire, notamment par leurs actions dans les écoles et le lien avec d'autres organisations de jeunesse. À Tassette, un jeune témoigne : « On nous a mis en contact avec le Conseil municipal des jeunes... on s'est bien entendu... on sait maintenant que les jeunes ont notre mot à dire. » 585

Comment les équipes de projet recueillent-elles des informations sur la manière dont les jeunes en bas âge participant au projet évaluent l'accessibilité et la performance des activités du projet ? Quelle est la nature des commentaires reçus des jeunes en bas âge ? Dans quelle mesure sont-ils enregistrés ? Que fait-on de ces commentaires ?

L'évaluation a identifié deux types de mécanismes de retour d'information : l'un formel et l'autre informel. Le retour formel est recueilli par le biais de questionnaires, tandis que le retour informel se fait à travers des discussions entre les participants au projet, les partenaires de mise en œuvre et l'équipe du projet. « Après la formation, nous avons reçu la visite d'un agent de Plan accompagné de notre directeur. L'activité s'est déroulée comme une discussion, où l'on nous a posé des questions sur les différents types de violence. »⁵⁸⁶ Parfois, le suivi est organisé à distance, mais il ne fonctionne pas toujours de manière optimale : « Nous avons créé un groupe WhatsApp avec les agents de PI, mais malheureusement, le groupe ne fonctionne pas comme nous l'espérions. »⁵⁸⁷

Tout au long du projet, les mécanismes de retour d'information ont été adaptés et ajustés pour les rendre plus efficaces. Par exemple, lorsqu'il est apparu que les questionnaires de retour d'information n'étaient pas utilisés par les participants, l'équipe du projet a opté pour la collecte de retours verbaux, enregistrés dans une base de données en ligne afin d'assurer une réponse rapide. ⁵⁸⁸ Cela illustre une bonne capacité d'adaptation visant à minimiser les obstacles à l'expression du retour d'information par les EAJ. Il n'était cependant pas clair dans quelle mesure les EAJ ont été consultés sur leurs préférences en matière de retour d'information. Néanmoins, l'équipe du projet a su identifier un problème et a pris la décision d'adapter le mécanisme en s'appuyant sur ceux qui fonctionnaient déjà bien. Cela démontre une réflexion stratégique visant à optimiser les efforts et l'allocation des ressources.

5.8.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section fournit un résumé de l'état actuel des domaines du MEG et des domaines à développer davantage. Les progrès dans chaque domaine ont été examinés en profondeur lors de la collecte des données et de l'atelier Bridge. Ces discussions ont impliqué le personnel du projet, les partenaires de

⁵⁸⁶FDG mélangé Notto

⁵⁸³Groupe de Discussion Mixte Jeunes Tassette

⁵⁸⁴Groupe de discussion filles Lalane

⁵⁸⁵Tassette CoC FDG

⁵⁸⁷Filles FDG Lalane

⁵⁸⁸Commentaires écrits. Personnel du projet. Février 2025.

mise en œuvre et les participants au projet, leur permettant de réfléchir aux progrès réalisés vers les objectifs envisagés, d'identifier les principaux obstacles restants et de proposer des plans d'action concrets pour relever ces défis. Les plans d'action finalisés sont fournis à <u>l'annexe 8</u> et les recommandations élaborées dans le cadre des plans d'action sont incluses au chapitre 5 du présent rapport.

Normes de genre

Le projet a eu un impact notable sur les normes et attitudes liées au genre, ainsi qu'une forte appréciation de l'égalité des sexes et de la formation à l'inclusion par les participants. Le projet a favorisé une plus grande inclusion des filles dans des espaces traditionnellement dominés par les garçons. À Lalane, une participante a noté : « Maintenant, nous avons le sentiment que nos idées sont respectées et prises en compte, même dans les groupes dirigés par des garçons. »⁵⁸⁹ Il a permis aux jeunes femmes de surmonter la stigmatisation dans les carrières non traditionnelles. Une participante (femme) de Lalane a déclaré : « Avant la formation, je pensais que je ne retournerais pas au garage pour un stage ou un emploi de mécanicienne parce que j'étais stigmatisée. Cependant, grâce au programme, personne n'est plus fier de mon travail que moi. »⁵⁹⁰

Les participants ont particulièrement apprécié les méthodes interactives et participatives utilisées lors de la formation. À Tassette, un participant a souligné : « Les exercices de groupe et les discussions ouvertes nous ont permis de comprendre l'importance de l'égalité des sexes dans la société. » ⁵⁹¹ Cela a conduit à une meilleure compréhension et appropriation des concepts d'inclusion.

Agence

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine. ⁵⁹² En effet, des efforts importants ont été déployés pour soutenir les filles dans leur action, notamment par le biais de séances de renforcement des capacités qui ont été organisées avec des jeunes filles dans le cadre des clubs de genre et des clubs CoC. En outre, les discussions menées avec les jeunes par l'intermédiaire du Comité consultatif des jeunes ont contribué à encourager les filles à s'exprimer et à contribuer à la prise de décision au sein d'un groupe. Cependant, d'autres possibilités d'accroître l'autonomie des filles ont été identifiées, notamment en aidant les jeunes filles à mettre en œuvre des activités de plaidoyer et d'influence auprès des autorités et des communautés. ⁵⁹³

Travailler avec des garçons et des hommes

Les séances sur les masculinités positives et l'égalité des sexes ont permis de déconstruire **les stéréotypes liés aux rôles traditionnels**. Ces changements d'attitudes reflètent une prise de conscience accrue des responsabilités partagées. Une participante de Khombole a déclaré : « Avant, je pensais que les tâches ménagères étaient réservées aux femmes, mais maintenant je comprends que tout doit être partagé dans une famille. »⁵⁹⁴ A Tassette, une autre participante a noté : « La société pense que seuls les hommes peuvent entreprendre, mais je sais maintenant que les femmes le peuvent aussi. » Cet apprentissage a été renforcé par des messages symboliques de la chanson de Coumba Gawlo Seck, tels que : « Ce sont deux mains qui nouent la ceinture ou le pagne » et « Ce qu'un homme fait, une femme peut aussi le faire. » Au cours des séances, les filles ont même chanté la chanson de

⁵⁸⁹Groupe de discussion filles Lalane

⁵⁹⁰Groupe de discussion filles Lalane

⁵⁹¹Groupe de discussion jeunesse du CoC Tassette

⁵⁹²Documentation du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

⁵⁹³Documentation du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

⁵⁹⁴Groupe de discussion garçons Khombole

Coumba Gawlo Seck, « Refuser, on n'est pas des femmes objet », démontrant ainsi leur appropriation des messages d'émancipation et de respect des droits des femmes.⁵⁹⁵

Une séance de discussion a eu lieu lors de l'atelier final sur les objectifs et les perspectives d'amélioration de la **dimension transformatrice de genre** et les points d'action suivants ont été identifiés :

- Renforcer les masculinités positives : Poursuivre et élargir la formation des cohortes de garçons des CDC, en mettant l'accent sur le renforcement de leurs capacités à promouvoir l'égalité des sexes et à devenir des agents de changement dans leurs communautés.
- Pérennisation des actions : Inciter davantage les jeunes formés à s'intégrer dans les structures jeunesse existantes, afin de continuer à véhiculer des messages sur les masculinités positives et l'égalité des genres au-delà du projet. Intégrer les clubs du projet aux organisations championnes de la jeunesse, en synergie avec d'autres projets, comme le projet YOUCA par exemple pour assurer la continuité des activités après la fin du projet.
- Développement d'une stratégie de multiplication : Passer à une étape de multiplication des dialogues et discussions communautaires à partir de 2025, en tirant profit des connaissances acquises par les CDC.
- Créez des plateformes de communication diversifiées, au-delà des groupes WhatsApp, pour atteindre un public plus large via les réseaux sociaux comme X ou TikTok. Associez-vous à des organisations qui ont une expertise en gestion des médias sociaux, pour amplifier la portée des messages.
- Intégrer des outils numériques de sensibilisation pour impliquer de manière créative les jeunes et renforcer leur adhésion aux messages du projet.

État et position

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine. 596 L'intégration de discussions sur les obstacles à l'accès, à la formation et à l'emploi dans les activités de sensibilisation à la masculinité positive a été identifiée comme une opportunité clé pour accroître l'impact transformateur du projet autour de cet élément. Néanmoins, des progrès significatifs ont déjà été réalisés grâce à l'orientation des jeunes filles qui ont déjà commencé leur parcours professionnel et au renforcement de leurs compétences de vie et de leur employabilité dans différentes professions. Les éléments recueillis dans le cadre de cette évaluation suggèrent que cela a directement contribué à améliorer le statut des filles, car elles ont déclaré être de plus en plus respectées au niveau familial et communautaire (comme souligné précédemment).

-

⁵⁹⁵GDD jeunes mixtes Tassette

 $^{^{596}\}mbox{Documentation}$ du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

Diversité

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. ⁵⁹⁷ Pour maximiser ce potentiel, il a été souligné que le projet devrait viser à continuer de surveiller le respect des critères de vulnérabilité dans le choix des bénéficiaires et à identifier les types de vulnérabilité en fonction du contexte et des types de discrimination (par exemple, les mères célibataires, les adolescentes mariées, les adolescentes handicapées et/ou les survivantes de violences basées sur le genre).

Environnement favorable

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine. ⁵⁹⁸ La mise en œuvre d'activités incluant, sans s'y limiter, la formation des parents tuteurs sur le genre et la protection, la formation des enseignants sur le genre et le renforcement des capacités des acteurs de protection sur les questions de protection contre les abus et la violence envers les enfants démontre l'engagement du projet à renforcer les structures et les systèmes pour permettre une plus grande égalité des sexes et une plus grande inclusion. Des opportunités ont également été identifiées pour maximiser le potentiel du projet dans ce domaine, notamment en tirant parti des synergies internes (au sein du projet) et externes. Par exemple, étant donné que le budget pour les activités récréatives dans les espaces adaptés aux enfants a été retiré, il a été noté qu'il pourrait être réaffecté à la collaboration avec d'autres structures ou espaces déjà existants pour la réhabilitation et la réalisation d'activités d'animation et de sensibilisation. ⁵⁹⁹

5.8.5. Conclusions

L'évaluation à mi-parcours a révélé des progrès notables mais aussi des défis persistants dans la mise en œuvre du projet. Le projet a montré des difficultés à impliquer les hommes et les garçons dans des activités en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de normes sociales positives. Il était également difficile pour les jeunes de signaler les problèmes de violence rencontrés dans les communautés ; si la connaissance des risques s'est améliorée, les filles ont moins confiance en elles pour signaler officiellement les abus que les garçons. La peur de la stigmatisation communautaire et le manque de suivi des cas signalés sont parmi les raisons pour lesquelles les victimes se sentent découragées de signaler. Les mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille soutenus par le projet ont également rencontré des difficultés pour mener à bien leur mission d'identification, de référencement et de suivi de la gestion des cas de violence rencontrés dans les communautés. Des points d'action pertinents ont été discutés lors de l'atelier Bridge pour relever ces défis.

L'évaluation des progrès par rapport à l'AoGD a été mitigée, car même si le projet a obtenu de très bons résultats par rapport aux quatre indicateurs COPEEJ du Résultat 2, les données qualitatives recueillies dans le cadre de cette évaluation mettent en lumière les domaines à améliorer. Le projet a partiellement créé un environnement propice à l'apprentissage. Les activités de sensibilisation ont peut-être conduit à une augmentation des inscriptions aux cours, mais cela s'est limité au témoignage d'une seule personne. Un examen de l'impact du cours de courte durée serait utile pour comprendre si un cours plus long pour quelques personnes pourrait avoir plus d'impact. La satisfaction des jeunes à l'égard du soutien fourni par le projet est mitigée, bien que beaucoup aient reconnu les avantages de la formation. Certains jeunes ont exprimé leur gratitude pour les compétences acquises, telles que la rédaction de plans d'affaires et les techniques de marketing, qui leur ont donné plus de confiance. Le taux de satisfaction globale a cependant été limité par des attentes non satisfaites, en particulier en ce qui concerne le suivi post-formation. Les modules de formation sont

_

⁵⁹⁷Documentation du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

⁵⁹⁸Documentation du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

 $^{^{599}\}mbox{Documentation}$ du projet : SEN100308 MEG I - Mise en service_2024

complémentaires, ce qui est utile pour EAJ pour se faire une idée complète de la façon de gérer une entreprise, mais l'impact est à nouveau limité par la nature à court terme du cours. Alors que le budget n'est pas suffisant pour envisager une formation de longue durée avec un certificat reconnu par l'État, les formations de courte durée limitent le contenu qui peut être délivré.

L'évaluation a constaté de bons niveaux de participation et d'implication des jeunes dans le projet. Selon l'échelle de participation de Richard Hart, 600 la participation des jeunes aux activités est au plus haut niveau (initiative des jeunes et décisions partagées avec les adultes). Au sein de leurs propres communautés, les jeunes ont renforcé leur rôle de leadership grâce aux compétences acquises lors de la formation. Certains ont mené des activités de sensibilisation sur des questions sociales qui ont conduit à des actions politiques au niveau local, notamment une initiative sur l'accès aux serviettes hygiéniques dans les écoles. La formation a également favorisé leur confiance en soi et leurs capacités de prise de décision au sein de leurs familles, notamment une communication positive avec les parents. Cependant, leur implication dans la prise de décision et la planification des activités du projet était marginale et parfois uniquement axée sur le compte rendu ou la réalisation d'activités. Les jeunes ont fourni des commentaires sur la formation, mais l'absence de mécanismes de retour d'information robustes a empêché l'intégration de leurs points de vue dans l'amélioration du projet.

Le projet a eu un impact notable sur les normes et attitudes liées au genre, ainsi qu'une forte appréciation de l'égalité des genres et de la formation à l'inclusion par les participants, notamment une plus grande inclusion des filles dans des espaces traditionnellement dominés par les garçons. Il a sensibilisé les communautés aux VBG et aux droits des enfants et des jeunes. La formation sur la masculinité positive et la communication autour des violences sexuelles a transformé les perceptions et les comportements dans plusieurs communautés, notamment en termes de stéréotypes de genre liés à l'emploi des filles et des femmes. Cependant, la communication du projet sur la masculinité positive et les VBG reste limitée, et la nécessité de diversifier les plateformes de communication pour atteindre des publics plus larges (au niveau de la communauté cible et au-delà) a été identifiée. Les jeunes ont également été encouragés à s'intégrer dans les structures de jeunesse existantes, afin de continuer à transmettre des messages sur les masculinités positives et l'égalité des genres au-delà du projet.

⁶⁰⁰Mullahey, Ramona et Susskind, Y. et Checkoway, B. (1999). La participation des jeunes à la planification communautaire. 1-70. Disponible à l'adresse suivante : Lien

5.9. Analyse de la Tanzanie

En Tanzanie, le programme DGD est mis en œuvre sur quatre ans, de 2022 à 2026. Il est connu localement sous le nom de **Vijana Elimu Malezi na Ajira** (VEMA). Le projet VEMA vise à autonomiser socialement et économiquement les adolescents et les jeunes âgés de 10 à 24 ans. Ces adolescents et jeunes sont répartis dans 13 quartiers et deux districts de la région de Mwanza : les districts d'Ilemela et de Nyamagana. Le projet travaille avec plusieurs parties prenantes pour atteindre son objectif, notamment les enfants et les enseignants des écoles primaires et secondaires, les agents de protection sociale, les agents d'éducation, les agents de développement communautaire, les agents d'éducation de quartier (WEO), les agents exécutifs de village (VEO), les agents du bureau de l'égalité des sexes de la police, les jeunes et leurs dirigeants, et les chefs traditionnels et religieux influents.

5.9.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours pour décrire les progrès et les défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à miparcours. Les données de l'étude quantitative ont été utilisées dans le cadre des entretiens avec les informateurs clés et de l'atelier Bridge pour identifier les lacunes et les défis spécifiques dans la réalisation des objectifs du projet, à des fins de discussion. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Résultat : Une société dans laquelle les droits des enfants, des adolescents et des jeunes sont pleinement réalisés, tout en respectant l'égalité des genres.

Le projet VEMA comportait cinq indicateurs de résultat. Quatre des cinq indicateurs mentionnés cidessous (SOYI1.1.1, SOYI1.1.2, LDI 1 et IQEO4.2.3) n'ont pas été mesurés lors de l'enquête quantitative de mi-parcours. Les indicateurs de résultat mesurant le pourcentage de jeunes ayant un emploi salarié ou possédant leur propre entreprise opérationnelle dans les six mois suivant leur formation n'ont pas été évalués, car le projet a mis en place les interventions de formation professionnelle tardivement. Il n'a donc pas été possible d'évaluer ces indicateurs au moment de l'étude. Cependant, bien qu'il ait été identifié comme un indicateur à mesurer dans le rapport quantitatif de mi-parcours, l'indicateur LDI 1, qui évalue le pourcentage de jeunes impliqués activement dans des initiatives dirigées par des jeunes en faveur de l'égalité des genres, n'a pas été mesuré à mi-parcours. Ni le rapport de mi-parcours ni le cadre logique ne précisent les raisons pour lesquelles il n'a pas été évalué.

Tableau 37: Réalisation des indicateurs pour les Résultats au Tanzanie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi- parcours	Objectif final
% de jeunes employés dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	N/A	30%	N/A	45%
% de jeunes ayant une entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.2)	N/A	30%	N/A	45%
% d'adolescents et de jeunes impliqués directement dans des initiatives dirigées par des jeunes pour l'égalité des genres (LDI 1)	7.7%	40%	N/A	50%
Niveau de conformité des écoles et des espaces d'apprentissage aux normes nationales ou mondiales en matière d'accessibilité, de protection et de sécurité des lieux d'apprentissage au moment de l'évaluation (IQEO4.2.3)	39%	49%	N/A	64%

% d'adolescents ayant réussi à terminer le premier	82%	84%	85%	88%
cycle de l'enseignement secondaire (LDI 2)				

L'indicateur LDI 2, qui mesure le pourcentage d'adolescents ayant terminé avec succès le premier cycle de l'enseignement secondaire, a manqué son objectif de mi-parcours d'un point de pourcentage, atteignant 84 % contre une cible de 85 %. Ce résultat indique que le projet était sur une trajectoire positive vers l'atteinte de l'objectif de mi-parcours.

Résultat 1 : Les adolescents et les jeunes marginalisés (10-18 ans), en particulier les adolescentes et les jeunes femmes, se sentent en sécurité à l'école, apprennent dans un environnement propice et reçoivent un soutien supplémentaire si nécessaire.

Quatre des cinq indicateurs du résultat 1 ont dépassé leurs objectifs à mi-parcours au moment où l'enquête quantitative à mi-parcours a été menée.

Tableau 38 : Réalisation des indicateurs pour la Tanzanie Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif final
Indicateur 1.1 : % d'adolescents et de jeunes qui déclarent que leur école offre un environnement d'apprentissage favorable à tous (IQEO4.1.6)	Globalement : 62,2 % Filles : 62,7 % Garçons : 60 %	Globalemen t:75 % Filles:71% Garçons: 72 %	Globalement: 81,7 % Filles: 85% Garçons: 77,3 %	Globalement : 82 % Filles : 81% Garçons : 82 %
Indicateur 1.2 : % d'écoles disposant de mécanismes/structures de protection de l'enfance (LDI 3).	Globalement : 86,7 %	Globalemen t:70 %	Globalement : 100 %	Globalement : 75 %
Indicateur 1.3 : % d'enseignants observés utilisant des approches pédagogiques inclusives, sensibles au genre et centrées sur l'apprenant au moment de la mesure (IQEO5.1.2)	Globalement : 89 %	Globalemen t:95 %	Globalement: 100 % Hommes: 20 % Femmes: 80%	Globalement : 100 %
Indicateur 1.4 : % d'adolescents et de jeunes ayant des besoins particuliers qui déclarent recevoir le soutien supplémentaire dont ils ont besoin pour rester à l'école et obtenir de bons résultats d'apprentissage (IQEO4.1.4)	Globalement : 58,3 % Hommes : 57,1 % Femmes : 60%	Globalemen t:70 % Hommes: 70 % Femmes: 70%	Globalement: 43,9%% Hommes: 48,3 % Femmes: 51,7 %	ement : 80 % Hommes : 80 % Femmes : 80%
Indicateur 1.5 : % d'enfants, d'adolescents et de jeunes qui déclarent avoir subi des violences, des discriminations ou des abus de la part de leurs pairs ou du personnel de l'école au cours du dernier mois (IQEO1.2.2)	Globalement : 43 % Garçons : 45,22 % Filles : 41,14 %	Globalemen t: 38 % Garçons: 39 % Filles: 37%	Globalement : 20,8 % Garçons : 14,3 % Filles : 25,6 %	Globalement : 33 % Garçons : 33 % Filles : 33%

L'IQEO4.1.4 n'a pas atteint son objectif pour deux raisons principales. La principale raison est liée aux normes culturelles et sociétales selon lesquelles les parents et les tuteurs ne croient pas en l'éducation inclusive et empêchent donc leurs enfants ayant des besoins spéciaux d'aller à l'école. Un participant à l'étude a signalé que la plupart des parents/tuteurs empêchent leurs enfants d'aller à l'école parce qu'ils ne croient pas qu'ils ont la capacité d'apprendre, mais considèrent plutôt leurs enfants ayant des besoins spéciaux comme une nuisance pour les autres enfants.⁶⁰¹ De plus, les parents et les personnes en charge s'inquiètent de la sécurité de leurs enfants en situation de handicap

-

⁶⁰¹EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

lorsqu'ils sont loin de chez eux.⁶⁰² La deuxième raison est que la plupart des écoles ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour soutenir les enfants ayant des besoins spéciaux. Par exemple, les rampes d'accès ne sont pas disponibles dans la plupart des écoles, le braille ou les techniques d'apprentissage alternatives ne sont pas non plus disponibles, ce qui rend difficile pour ces enfants de s'intégrer pleinement avec leurs pairs et d'apprendre.⁶⁰³ Les personnes handicapées manquent également d'articles essentiels comme des fauteuils roulants ou de personnes pour les guider vers l'école afin de leur permettre d'y accéder.⁶⁰⁴

Au niveau institutionnel, toutes les écoles (100 %) ont déclaré avoir mis en place des mécanismes de protection de l'enfance. Si le LDI 3 a déclaré avoir pleinement atteint son objectif, les enseignants ont déclaré avoir du mal à signaler les cas de maltraitance. Les surveillantes et les patrons utilisent leurs propres ressources pour signaler et suivre les cas de maltraitance, ce qui les épuise financièrement. Parfois, ils doivent retirer l'enfant de l'environnement dangereux et le placer dans d'autres foyers à leurs propres frais et subvenir à son entretien ; un coût qu'ils supportent de leur propre poche. Cela affecte leur propre capacité à répondre à leurs besoins et a été signalé comme un obstacle à l'aide efficace aux enfants victimes de maltraitance. En outre, les normes sociales et culturelles ont fait que les enseignants craignent de s'engager auprès de certains membres de la communauté par crainte de perdre leur emploi et de leur sécurité personnelle. Les enseignants ont signalé que certains des auteurs sont liés à des individus ayant du pouvoir et de l'influence qui peuvent les transférer dans des endroits éloignés de leur famille ou les interdire et leur faire perdre leur emploi. Pour cette raison, ils craignent de s'impliquer dans certains cas car le projet ne fournit aucune garantie pour assurer leur sécurité, leur bien-être et leur emploi.

Pendant l'atelier Bridge, les participants ont signalé que LDI 3 (% des écoles avec des mécanismes/structures de protection de l'enfance déjà établis) n'était pas bien défini pour rendre compte des progrès réalisés dans la mise en place de mécanismes de protection fonctionnels. Les participants ont signalé que même si toutes les écoles avaient mis en place des structures de protection de l'enfance, celles-ci n'étaient pas utilisées efficacement. Par exemple, certaines boîtes à suggestions étaient placées dans des endroits peu conviviaux, comme près du bureau du directeur, ce qui faisait craindre à certains enfants de les utiliser, tandis que d'autres étaient installées en hauteur sur le mur, hors de portée de certains enfants. Certaines boîtes à suggestions ont également été ouvertes au bout de deux semaines, contrairement à la fréquence recommandée d'ouverture et de lecture des commentaires. Dans certains cas, il a fallu plus de temps au patron et aux surveillantes pour signaler les cas identifiés grâce aux boîtes à suggestions, ce qui a exposé les enfants vulnérables à un risque accru de préjudice. 605 De tels exemples démontrent que même si l'objectif par rapport à l'indicateur a été atteint, l'efficacité de l'activité doit être étudiée plus en détail.

_

⁶⁰² Commentaire de l'équipe du projet de PIZ

⁶⁰³EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶⁰⁴Atelier Bridge, Tanzanie

⁶⁰⁵Atelier Bridge, Tanzanie



Bien que l'IQEO1.2.2 ait atteint son objectif intermédiaire, plusieurs lacunes ont été identifiées. Celles ci continuent d'exposer les enfants à la discrimination, aux abus et à la violence au sein de l'école. Les participants à l'atelier Bridge ont également identifié les enseignants comme auteurs de violences dans les écoles. Les participants ont mentionné que la bastonnade des élèves est utilisée comme une forme de renforcement du comportement positif dans toutes les écoles de la région, une habitude qui est pratiquée depuis longtemps. Alors que les directeurs d'école et les matrones étaient directement impliqués dans les activités du projet, la plupart des enseignants étaient périodiquement invités à des sessions de renforcement des capacités. Malgré leur participation à ces sessions, les enseignants continuent à pratiquer la punition corporelle, ce qui indique qu'il reste encore du travail à faire pour les doter des compétences nécessaires afin d'adopter des formes positives de renforcement du comportement et d'abandonner ce niveau de violence qui expose les enfants à des dommages physiques et psychologiques. 606 Les résultats de l'étude à mi-parcours soulignent également que les EAJ ont du mal à accéder à un environnement scolaire sûr et inclusif. Le rapport à mi-parcours souligne les défis tels que le manque d'infrastructures suffisantes telles que les salles de classe et le matériel pédagogique pour répondre aux besoins de la population étudiante, le faible nombre d'enseignants pour soutenir l'apprentissage dans les écoles et le manque d'infrastructures adaptées aux personnes handicapées pour permettre aux élèves handicapés d'accéder aux salles de classe et à d'autres ressources. Le rapport souligne également que certains enseignants utilisent encore des méthodes d'enseignement obsolètes, car l'accès et le renforcement des capacités sur le nouveau programme restent un défi et la forte mobilité des enseignants.607

Les enseignants ont également signalé qu'en raison de la stigmatisation et de la victimisation, certains enfants craignent de parler des cas de maltraitance. Dans certains cas observés dans le district de Nyamagana, un élève qui avait signalé un cas de maltraitance a été persécuté pour avoir brisé la structure familiale et créé des obstacles financiers qui ont affecté ses frères et sœurs. L'auteur de la maltraitance était le père, qui était le seul soutien de famille du ménage. Lorsque le cas a été signalé, le mari a été arrêté, laissant la femme et les autres membres du ménage sans source de revenus ni moyens de subsistance pour joindre les deux bouts. La situation s'est aggravée lorsque la femme a pris le parti du mari arrêté, rendant le foyer inadapté à la vie de l'enfant. De plus, l'incident a fait

⁶⁰⁶Atelier Bridge, Tanzanie

 $^{^{607}}$ PIT (2024). Rapport d'étude à mi-parcours du projet VEMA. Plan International Tanzanie

beaucoup parler dans le village, de nombreuses personnes rapportant comment les actions de l'enfant ont ruiné cette famille.608

Résultat 2 : Les jeunes, en particulier les jeunes femmes, sans compétences d'employabilité ou avec des compétences limitées (15-24 ans) développent et s'appuient sur des compétences axées sur le marché pour rechercher des opportunités de travail décent, un emploi salarié ou un travail indépendant.

Sur les guatre indicateurs du Résultat 2, deux ont été mesurés à mi-parcours (SOYO1.1.1 et SOYO1.1.2), dont un a atteint la cible intermédiaire (SOYO1.1.1) et un ne l'a pas atteinte (SOYO1.1.2). Deux indicateurs n'ont pas été mesurés (SOYO1.3.1 et SOYO1.3.2) car les activités correspondantes n'étaient pas encore achevées.

Tableau 39 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 2 de la Tanzanie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
Indicateur 2.1. % de jeunes qui déclarent, à la fin de la formation, se sentir confiants quant à leurs compétences de vie (SOYO1.1.1)	Globalement: 0% Homme: 0% Femmes: 0%	Globalement: 50 % % Hommes: 50% Femmes: 50%	Globalement : 61,1 % Hommes : 59,5 % Femmes : 62,7 %	Globalement : 75 % Hommes : 75 % Femmes : 75%
Indicateur 2.2. % de jeunes qui démontrent à la fin de la formation des compétences entrepreneuriales (SOYO1.1.2)	Globalement: 0% Hommes: 0% Femmes: 0%	Globalement: 70 % Hommes: 70% Femmes: 70%	Globalement: 53 % Hommes: 51,4 % Femmes: 52,7 %	Globalement : 80 % Hommes : 80 % Femmes : 80%
Indicateur 2.3. Mesure dans laquelle les jeunes formés au cours des six derniers mois ont cherché à créer leur propre entreprise (SOYO1.3.1)	Globalement: 0% Hommes: 0% Femmes: 0%	Globalement: 30 % Hommes: 30% Femmes: 30%	N/A	Globalement : 45 % Hommes : 45 % Femmes : 45%
Indicateur 2.4. Degré d'accès à l'emploi salarié des jeunes formés au cours des six derniers mois (SOYO1.3.2)	Globalement: 0% Homme: 0% Femmes: 0%	Globalement: 50 % Hommes: 50% Femmes: 50%	N/ A	Globalement : 70 % Hommes : 70 % Femmes : 70%

Les participants aux GDD et les informateurs clés ont indiqué que l'organisation partenaire qui met en œuvre ce résultat, appelée Social and Economic Development Initiatives of Tanzania (SEDIT), a réussi à mobiliser des jeunes non scolarisés dans des groupes VSLA, à les former à l'entrepreneuriat et à les aider à constituer leurs ressources financières pour se lancer dans des entreprises. En outre, ils ont engagé les groupes VLSA dans des cours de compétences de vie qui les ont aidés à surmonter les défis de la vie quotidienne tout en s'efforçant de relever les défis économiques auxquels ils sont confrontés. 609 Les jeunes participant aux discussions ont également indiqué que leur participation aux activités VSLA leur a permis d'être financièrement stables, d'en apprendre davantage sur la planification familiale, l'assainissement et la santé menstruelle et d'acquérir de nouvelles compétences sur la façon de relever les défis de la vie et de faire valoir leurs droits au sein de la communauté. 610

« R2 : J'ai acquis une éducation qui me permet de développer mon entreprise sans difficulté.

⁶⁰⁸Notes d'observation sur le terrain. Mwanza. Novembre 2024.

⁶⁰⁹EIC, IP, Tanzanie

⁶¹⁰Groupe de discussion, jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans, Tanzanie

R3 : J'ai bénéficié de programmes éducatifs sur l'éducation au genre et le développement. En plus de cela, j'ai acquis des connaissances sur l'entrepreneuriat et la gestion de l'épargne.

R5 : J'ai pu m'ouvrir intellectuellement, notamment sur la gestion de mon entreprise, même en ligne. » — GDD avec des jeunes hommes de 18 à 24 ans.

Bien que SOYO1.3.2 n'ait pas été mesuré, deux membres du personnel du projet interrogés ont indiqué qu'ils avaient mobilisé les jeunes et entrepris une cartographie des compétences pour identifier les compétences techniques et les sites de formation professionnelle où ils peuvent suivre une formation professionnelle. Le début des sessions de formation a été retardé de plusieurs mois en raison de problèmes de logistique et de planification avec VETA.⁶¹¹ Deux informateurs clés au niveau communautaire ont signalé que les retards dans le démarrage des sessions de formation professionnelle ont conduit les jeunes à être sceptiques quant aux intentions de PI, certains affirmant que l'organisation avait promis la formation uniquement pour les inscrire au projet, mais que la formation n'aurait pas lieu.⁶¹² On s'attend à ce qu'une fois la formation professionnelle démarrée, les performances des indicateurs s'améliorent.

Résultat 3 : Les familles et les communautés sont engagées à mettre fin à la violence contre les adolescents et les jeunes (10-24 ans) et à garantir que les survivants de la violence reçoivent des services de protection de qualité adaptés à leur âge et à leur sexe.

Tous les indicateurs du résultat 3 ont été atteints, à l'exception de l'indicateur 3.1 qui est légèrement en deçà de son objectif médian.

Tableau 40 : Réalisation des indicateurs pour le résultat 3 de la Tanzanie

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif final
Indicateur 3.1. % de parents et de tuteurs qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1)	Globalement: 87,1 % Hommes: 82,7 % Femmes: 89,1 %	Globaleme nt: 90 % Hommes: 90 % Femmes: 90%	Globalement : 87,3 % Hommes : 83,3 % Femmes : 89,4 %	Globalemen t:95 % Hommes: 95 % Femmes: 95%
Indicateur 3.2. % d'adolescents et de jeunes qui déclarent qu'ils ont suffisamment confiance en eux pour signaler une violation de protection à une structure de signalement (PROO1.4.1)	Globalement: 69,6 % Hommes: 66 % Femmes: 72,9 %	Globaleme nt: 75 % Hommes: 75 % Femmes: 75%	Globalement : 95,7 % Hommes : 98,3 % Femmes : 93,8 %	Globalemen t:80 % Garçons: 80% Filles:80%
Indicateur 3.3. % de travailleurs des services sociaux qui ont confiance en leur capacité à gérer et à répondre aux cas de violence contre les enfants (VAC) et de violence conjugale (VC) (PROO5.1.1).	Globalement : 88 %	Globaleme nt : 92 %	Globalement : 100 %	Globalemen t:96 %
Indicateur 3.4. Mesure dans laquelle les mécanismes de protection de l'enfance au niveau gouvernemental et d'autres services connexes contribuent efficacement au système de protection de l'enfance et de la famille conformément à leur mandat (PROO5.6.1).	Globalement : Faible degré	Globaleme nt : Moyen	Globalement : Moyen	Globalemen t : Moyen

⁶¹¹EIC, personnel du projet, Tanzanie

6

⁶¹²EIC, CC, District d'Ilemela

730 parents et tuteurs principaux (243 hommes et 487 femmes) ont participé à diverses séances de formation et de renforcement des capacités facilitées par le projet. 613 Lors de deux groupes de discussion organisés avec des parents et tuteurs hommes et femmes, les participants ont déclaré avoir assisté à la plupart des réunions parentales au cours desquelles diverses discussions ont eu lieu sur des sujets tels que l'amélioration des compétences parentales et le soutien au bien-être des enfants. Grâce à ces séances, ils ont appris à cesser d'utiliser la violence comme moyen d'imposer un comportement positif à leurs enfants. Au lieu de cela, ils travaillent avec leurs enfants pour établir des lignes directrices claires, fixer des limites de temps pour les activités domestiques et récréatives et discuter avec eux de la manière d'être en sécurité et de se protéger lorsqu'ils se promènent dans la communauté. 614

Depuis le début du projet, un changement notable s'est produit dans la manière dont les cas de violence sont signalés. Désormais, à chaque incident, nous le signalons immédiatement aux dirigeants communautaires. Cela est devenu une pratique courante, garantissant que le problème soit traité rapidement et avec l'implication des autorités compétentes. » — Mère

Cependant, la pauvreté est encore endémique dans ces communautés, en particulier dans le district d'Ilemela, où vivent des communautés rurales dans la région du lac. Les parents sont souvent occupés à rechercher des opportunités de génération de revenus pour leur permettre de fournir de la nourriture et d'autres ressources à leurs enfants. En conséquence, la majorité des parents n'assistent pas aux réunions communautaires pour apprendre les pratiques parentales positives, et n'ont pas le temps de veiller à ce que leurs enfants vivent dans un environnement sûr. En projet a cependant fait des efforts délibérés pour s'engager auprès des parents et trouver un équilibre dans la planification afin que les activités du projet n'affectent pas leurs moyens de subsistance et leurs activités socio-économiques. Cela a permis au personnel du projet de travailler avec les parents pour renforcer les pratiques parentales positives tout en encourageant la participation aux activités. En outre, les enfants ont été informés de leurs droits, de leurs responsabilités et des mécanismes de signalement au sein de la communauté, et les dirigeants communautaires ont été proactifs pour aider les enfants à signaler les cas de maltraitance.

5.9.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

Protection contre la violence (PCV) a été sélectionné pour l'évaluation en Tanzanie. Ce choix a été motivé par l'importance accordée par le projet aux activités liées à la protection et par les résultats obtenus.

Dans quelle mesure les modèles de projet (COPEEJ Life Skills, Digital Awareness et AJEC) ont-ils été appliqués et comment contribuent-ils à la protection contre la violence dans la région ?

Les districts d'Ilemela et de Nyangamana à Mwanza sont des zones où le taux de pauvreté est important et le niveau d'alphabétisation sont faibles. Comme mentionné précédemment, les parents ont négligé leur rôle parental, ce qui a exposé les enfants de EAJ à la violence. Dans certains cas, les enfants de EAJ ont dû adopter des mécanismes d'adaptation négatifs tels que la prostitution et le travail des enfants pour se débrouiller seuls, à la suite de la négligence parentale. D'autres parents choisissent de marier leurs jeunes enfants dans l'espoir de recevoir une dot en compensation. 618 Les pratiques

 $^{^{613}}$ PIT (2024). Rapport d'étude à mi-parcours du projet VEMA. Plan International Tanzanie

⁶¹⁴Groupe de discussion, Parents, district de Nyamagana

⁶¹⁵EIC, Bureau de la police pour le genre, Tanzanie ; EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie ⁶¹⁶EIC, personnel du projet, Mwanza

⁶¹⁷EIC, personnel du projet, Mwanza

⁶¹⁸ University of Nottingham Rights Lab (2020). Protecting Child Domestic Workers in Tanzania: Evaluating the Scalability and Impact of the Drafting and Adoption of Local District Bylaws. Disponible à l'adresse suivante : Lien

traditionnelles et culturelles néfastes telles que la MGF et les mariages d'enfants exposent encore davantage les enfants de EAJ à la violence. 619

Grâce à des formations en compétences de vie, en santé sexuelle et reproductive, en associations avec des partenaires sociaux et en gestion d'entreprise, le projet a permis aux jeunes de gagner un revenu décent, réduisant ainsi les vulnérabilités liées aux contraintes économiques. Grâce à cette même formation, le projet a également renforcé la sensibilisation des jeunes aux différentes formes de violence et leur a fourni des moyens de signaler et de traiter ces violences. Les filles ont également été habilitées à explorer leur potentiel économique, ce qui leur a permis de gagner un revenu décent et de quitter les situations qui les exposent à la violence ou d'éviter de recourir aux mécanismes d'adaptation négatifs susmentionnés. 620 En outre, la formation aux compétences de vie a permis aux jeunes filles d'identifier et de traiter les risques de violence, leur permettant ainsi d'être à l'abri de la violence.

L'intervention mise en œuvre par IDSET comprend également un volet sur la violence sexiste qui prône la mise en œuvre inclusive des activités du projet. Selon le participant à l'étude, IDSET estime que l'exclusion d'un groupe entraînera des violences. Le participant a expliqué que l'autonomisation des filles et des jeunes femmes sans inclure les garçons et les hommes engendrerait des luttes de pouvoir au sein du ménage en raison de l'émancipation économique attendue et d'une sensibilisation accrue aux droits parmi les filles et les jeunes femmes. À l'inverse, l'autonomisation des garçons et des hommes uniquement laisserait les filles et les jeunes femmes vulnérables à la négligence, aux abus et à la violence, ce qui renforcerait davantage les normes, valeurs et pratiques traditionnelles. Cela a conduit IDSET à plaider pour l'inclusion des garçons et des filles dans le projet, afin non seulement de renforcer leur autonomie économique, mais aussi de favoriser l'inclusion économique des filles et des jeunes femmes. C'est pourquoi elle plaide pour que les garçons et les filles soient inclus dans le projet. Cela garantira également que les filles soient économiquement autonomes et à l'abri de la violence. IDSET dispose de mentors en matière de genre au sein de chaque groupe qui assurent la sécurité de tous les membres, y compris les jeunes femmes. Ils sensibilisent la communauté pour garantir que les adolescentes et les jeunes femmes peuvent s'engager en toute sécurité dans des activités économiques sans discrimination ni restriction de la part de leurs parents ou des membres de la communauté.622

Comment l'engagement des dirigeants communautaires, des responsables des questions de genre et des parents/tuteurs contribue-t-il à créer un environnement propice en modifiant les normes de genre néfastes ?

L'implication des principales parties prenantes a grandement contribué à créer un environnement propice à l'élimination des normes sexistes néfastes. Les principaux dirigeants communautaires, les chefs religieux, les responsables du ministère de l'Éducation, VEO et WEO ont utilisé leurs diverses plateformes, comme les rassemblements communautaires et les réunions religieuses, pour lutter contre les pratiques néfastes. Les conseilleurs de la communauté (CC) ont indiqué qu'elles avaient participé à la formation des jeunes et des jeunes adultes sur les effets néfastes des normes sexistes traditionnelles et sur les opportunités économiques dont la plupart d'entre eux se privent en se conformant aux normes et valeurs sexistes traditionnelles. Par exemple, les CC ont noté que le respect des rôles et normes de genre traditionnels empêchait les hommes intéressés par la cuisine de lancer des entreprises dans le secteur alimentaire, car la cuisine est perçue comme une profession féminine. De même, les filles et les jeunes femmes craignaient de se lancer dans des carrières en installation électrique, cette profession étant considérée comme masculine. L'adhésion aux normes et valeurs de genre traditionnelles limitait leur capacité à explorer leurs domaines d'intérêt et à en faire des

⁶¹⁹EIC, CC, district d'Ilemela

 $^{^{620}\}mathrm{Groupes}$ de discussion, jeunes et parents, Tanzanie

⁶²¹Groupe de discussion, EAJ féminin, Tanzanie

⁶²²EIC, IP, Tanzanie

opportunités économiques. La police et les agents de santé les ont également aidés à sensibiliser les jeunes à la violence sexiste et à la santé sexuelle et reproductive lors des réunions communautaires. 623

Au niveau de l'école, les élèves se partagent à tour de rôle les tâches de nettoyage en classe. On signale également que davantage d'étudiantes assument des rôles de direction dans l'école, notamment en tant que préfètes de classe et d'école, ainsi qu'en tant que dirigeantes de clubs et d'associations scolaires.⁶²⁴

Un informateur clé a signalé que les agents de santé ne sont pas pleinement intégrés au projet, ce qui affecte leur capacité à répondre de manière adéquate aux cas nécessitant une assistance médicale comme les abus sexuels et physiques. Le même participant a signalé que, bien que d'autres parties prenantes aient bien travaillé ensemble, le parcours d'orientation vers l'assistance médicale n'est pas efficace car d'autres parties prenantes, telles que les leaders communautaires et les autorités administratives locales, n'ont pas de communication directe pour demander une assistance médicale d'urgence, et les agents de santé ne sont pas non plus sensibilisés pour fournir des services adaptés aux jeunes des EAJ.⁶²⁵

Que peut-on renforcer pour avancer ?

Le ratio entre les CC et les groupes qu'ils supervisent est trop élevé, ce qui limite l'efficacité de leur rôle de supervision. Cela affecte les AVEC naissantes et les groupes communautaires qui peuvent avoir besoin de plus de soutien pour mettre en place des opérations de groupe et apprendre à gérer leurs propres affaires. Pour augmenter le temps de contact entre les groupes et les CC, le projet devrait recruter davantage de personnes pour réduire la charge de travail de l'équipe actuelle et offrir plus de soutien aux groupes existants. 626

La sensibilisation de la communauté aux normes sexistes et aux pratiques culturelles néfastes reste un défi. Malgré les efforts déployés pour sensibiliser les membres de la communauté pendant les « barazas », la plupart des parents et tuteurs sont généralement engagés dans des activités économiques, ce qui rend difficile de les atteindre. Bien que des progrès aient été réalisés pour atteindre les parents et les tuteurs, le projet doit investir davantage de ressources dans l'adaptation des approches de changement de comportement afin de renforcer l'évolution des perceptions.

La pauvreté demeure un facteur constant qui influence les comportements des communautés. La plupart des cas de négligence parentale, de mariages précoces et de violences basées sur le genre sont associés à la pauvreté ou à des difficultés et frustrations économiques. Bien que le domaine de résultats 2 se concentre sur les moyens de subsistance et l'autonomisation économique, la portée des participants à cette intervention est limitée car le projet a atteint 1 407 jeunes qui ont été inclus dans les 49 groupes YSLA créés au moment de cette évaluation. Des activités visant à l'autonomisation économique, notamment la formation professionnelle, doivent être mises en œuvre pour compléter les interventions AVEC et offrir davantage de possibilités aux jeunes de générer des revenus.⁶²⁷

Les adultes et les personnes âgées devraient être la cible des violences sexistes et des mariages d'enfants. À l'heure actuelle, ces groupes démographiques sont les principaux responsables des violences. Bien que le projet ait renforcé le pouvoir d'action des EAJ, certains parents et tuteurs marient de force leurs jeunes enfants et invoquent la culture et la tradition comme justification. 628 Pour accroître

⁶²³ EIC, CC, district d'Ilemela

⁶²⁴EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

⁶²⁵EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

⁶²⁶EIC, CC, district d'Ilemela

⁶²⁷EIC, IP, Tanzanie

⁶²⁸EIC, CC, district d'Ilemela

l'efficacité de l'intervention, les efforts de sensibilisation et de prise de conscience devraient également mettre l'accent sur les adultes et les personnes âgées.

5.9.3. Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

De quelle manière les EAJ sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation du projet ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative ?

Les EAJ ont participé à la planification et à la mise en œuvre du projet par le biais de divers mécanismes participatifs. Au début, ils se sont mobilisés en groupes avec le soutien du projet, ont choisi leurs propres dirigeants et représentants, y compris les EAJ de l'école qui ont nommé leurs propres matrones et patrons. Tout au long du projet, ils ont été consultés sur diverses activités telles que l'évaluation des domaines prioritaires sur lesquels ils estiment que le projet devrait se concentrer et le choix des cours techniques qui les intéressent pour les jeunes non scolarisés et leur préférence pour les apprendre dans une institution ou auprès d'un technicien qualifié et expérimenté. Ces opportunités, y compris les retours d'expérience des réunions d'apprentissage et de réflexion, ont donné aux participants l'occasion de contribuer à la planification et à la mise en œuvre des activités du projet. 629

Dans quelle mesure les mécanismes de rétroaction sont-ils adaptés à l'EJC dans toute sa diversité ? Dans quelle mesure ont-ils été utilisés par l'EJC depuis le début du projet ? Quelle est la nature des retours d'information reçus de l'EJC ? Dans quelle mesure sont-ils enregistrés ? Que fait-on de ces retours d'information ?

Plusieurs mécanismes de retour d'information ont été mis en avant par l'évaluateur : 630

- Dialogue entre le personnel du projet et les participants impliqués dans les interventions scolaires.
- Retour d'information des EAJ via leurs parrains et marraines, les directeurs d'école et les responsables du développement de l'éducation au niveau des districts.
- Boîtes à suggestions placées dans les écoles pour permettre aux EAJ de partager anonymement leur feedback.
- Enquêtes régulières pour comprendre les besoins et priorités des EAJ.
- Visites de suivi du personnel du projet et interactions avec les leaders communautaires et religieux.
- Revues trimestrielles du projet.
- Sessions de réflexion pour recueillir le feedback des EAJ.⁶³¹

La diversité des mécanismes de retour d'information proposés par le projet, ainsi que leur adaptation aux besoins des participants en les plaçant dans des lieux accessibles, montrent que le projet prend en compte les bénéficiaires dans la conception de ces mécanismes. Cependant, ces mécanismes ne sont pas exempts de défis. Un membre de l'équipe du projet a signalé que seules neuf des 60 écoles équipées de boîtes à suggestions suivent le processus correct. Certaines boîtes ont été signalées comme endommagées ou mal utilisées, et des enseignants les ouvrent seuls, ce qui ne respecte pas le processus prévu. « Bien que les mécanismes de retour d'information aient été introduits dès le début du programme, leur efficacité a été compromise par une mauvaise gestion et une utilisation inappropriée. Une révision du processus et une application plus stricte des règles pourraient contribuer à améliorer la qualité des retours et, par conséquent, le programme dans son ensemble. » 632

⁶²⁹EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶³⁰ EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶³¹ EIC, PI, Tanzanie

⁶³² EIC, personnel du projet, Tanzanie

Il n'a pas été clairement établi si les EAJ ont participé à la conception des mécanismes de retour d'information. Une réflexion plus approfondie sur ce point permettrait de déterminer si d'autres mécanismes ou des adaptations des dispositifs existants pourraient être suggérés par les EAJ euxmêmes. Ce processus renforcerait également le niveau de participation des EAJ dans la conception globale du projet.

Qu'est-ce qui motive EAJ à participer aux activités du projet ? Comment le projet peut-il inciter plus efficacement EAJ à participer à nos activités ?

La majorité des jeunes adultes scolarisés sont motivés par leur soif de connaissances, d'apprentissage de nouveaux concepts et de prise de décisions sur des questions qui les concernent. La participation aux activités du projet les a également aidés à se connecter avec leurs pairs et à améliorer leurs relations avec eux. Les discussions et les débats entre pairs sont également considérés comme un facteur de motivation essentiel, car ils peuvent interagir et parler librement avec des personnes de leur âge. 633 La participation à des activités de leadership motive également certains jeunes adultes, car ils peuvent trouver un but pour discuter des besoins de leurs amis et trouver des solutions aux défis communs qui les touchent.

« R1 : Ce qui m'a motivé à participer à ce projet, c'est mon désir d'éduquer mes pairs sur la

R3 : J'ai pu accroître mes connaissances. L'activité m'a permis de rencontrer d'autres personnes. Cette situation a créé une connexion avec mes camarades.

R5: J'ai créé de bonnes relations avec mes pairs, l'activité m'a donné l'occasion d'être respecté par les autres élèves.» - GDD avec des participants âgés de 10 à 14 ans

Dans les quatre GDD menés avec des jeunes garçons et filles, les participants ont déclaré qu'ils sont principalement motivés par des perspectives d'indépendance financière. La plupart des jeunes recrutés dans le projet n'ont pas de sources de revenus pour répondre à leurs besoins quotidiens et sont confrontés à de multiples défis économiques et sociaux. Ils sont motivés par la formation au développement des affaires, à la préparation à la vie quotidienne, à l'entrepreneuriat, à la formation à la littératie financière et à d'autres activités qui les aideront à mobiliser des ressources pour démarrer des entreprises, à apprendre à gérer efficacement leurs entreprises et à comprendre les exigences formelles et juridiques pour garantir que leurs entreprises sont conformes aux réglementations gouvernementales locales et nationales. 634

« R1 : Je suis intéressée par l'entrepreneuriat car cela réduit la dépendance économique chez les jeunes, et cela les occupe, ce qui les aide à rester à l'écart des mauvaises influences des groupes de pression négatifs." - GDD avec des participantes âgées de 18 à 24 ans

"R1 : Ce qui m'a poussé à rejoindre ce projet, c'est qu'il propose plusieurs formations, comme des formations en affaires, en entrepreneuriat et en commerce numérique.

R5 : Ce qui m'a motivé à rejoindre ce projet, c'est l'éducation à l'entrepreneuriat. On nous apprend aussi comment bien gérer l'argent et comment économiser. » - GDD avec des participants masculins âgés de 18 à 24 ans

⁶³³EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

⁶³⁴EIC, IP, Tanzanie

Comment et dans quelle mesure les approches ou méthodologies d'autonomisation des jeunes ontelles contribué au pouvoir de plaidoyer, à l'autonomie et à la durabilité des organisations dirigées par des jeunes dans la région/le pays ?

Capacité de plaidoyer : Des jeunes participants à un GDD ont déclaré que les activités du projet les ont aidés à développer leur pouvoir et leur confiance, leur permettant ainsi de s'exprimer sur les problèmes qui les concernent. Deux participants du projet prenant part à différents GDD ont déclaré :

« Ça m'a vraiment aidée à renforcer ma confiance et ma capacité à donner mon avis sur des questions liées au développement de la communauté.» - GDD avec des participantes âgées de 18 à 24 ans

Autonomie: Les participants à trois GDD ont déclaré que participer au projet leur a permis d'identifier et de trouver des solutions aux problèmes qui les affectent. Les participants ont rapporté que, grâce à la formation qu'ils ont reçue sur les compétences en affaires, l'entrepreneuriat et la gestion financière, ils sont capables d'identifier des opportunités commerciales et de lancer des entreprises pour générer des revenus.

« R2 : J'ai reçu une éducation qui m'a permis de développer mon entreprise correctement sans problèmes.

R3 : J'ai bénéficié de programmes éducatifs sur l'éducation de genre et le développement. De plus, j'ai acquis des connaissances sur l'entrepreneuriat et la façon d'économiser.

R5 : J'ai pu m'ouvrir intellectuellement, par exemple sur la gestion de mon entreprise, même en ligne. » - GDD avec des jeunes hommes âgés de 18 à 24 ans.

Durabilité des organisations de jeunes : Les jeunes ont été mobilisés au sein de groupes AVEC qui servent à la fois de points de contact pour les activités de mise en œuvre du projet et les sessions de renforcement des capacités. Les jeunes ont démontré à la fois une autonomisation économique et un changement dynamique de perception des pratiques culturelles et des normes de genre néfastes. Ces pratiques devraient perdurer car les jeunes voient l'intérêt de continuer à participer aux activités de groupe et continueront à se soutenir mutuellement. En outre, certains jeunes ont indiqué qu'ils envisageaient d'intégrer davantage de membres dans leurs groupes, ce qui augmentera indirectement la portée du projet.⁶³⁵

Comment pouvons-nous améliorer la manière dont nous menons des campagnes de plaidoyer menées par les jeunes ? Comment pouvons-nous être plus inclusifs dans le recrutement des jeunes ?

Les jeunes hommes participant à un GDD ont rapporté que le projet devrait impliquer davantage de jeunes dans le processus de planification pour s'assurer que les activités du projet sont pertinentes par rapport aux besoins des jeunes. 636 D'autres participants ont proposé que le projet organise des ateliers d'échange entre les groupes afin de favoriser l'apprentissage entre pairs. Permettre aux jeunes d'apprendre les uns des autres renforcera l'efficacité des interventions et leur détermination à prendre davantage de responsabilités pour défendre ce qui compte le plus pour eux. 637

« Afin d'encourager la coopération et l'échange d'idées parmi les différents jeunes, le projet devrait également organiser des événements de réseautage pour les jeunes. » - GDD avec des participants masculins âgés de 18 à 35 ans.

⁶³⁵GDD, Homme EAJ, Tanzanie

⁶³⁶ GDD, Homme EAJ, Tanzanie

⁶³⁷ GDD, Homme EAJ, Tanzanie

Les participants aux GDD ont également rapporté que le fait de permettre aux jeunes de parler de leurs expériences avec le projet à leurs pairs contribuerait également à l'inclusion et au recrutement de davantage de jeunes dans le projet. De plus, les participants de deux GDD ont indiqué que certains jeunes ne peuvent pas participer en raison de la résistance de leurs parents et tuteurs. Les jeunes ont recommandé que, lors du recrutement, les leaders communautaires et religieux soient impliqués dans la promotion de la participation et de l'inclusion des jeunes auprès des parents et des tuteurs. Cela aidera les parents et tuteurs à comprendre l'importance et la valeur ajoutée des activités du projet, surtout lorsqu'elles proviennent de figures communautaires qu'ils respectent et auxquelles ils sont attachés.⁶³⁸

Le projet ne dispose pas d'un spécialiste des besoins spéciaux dans l'équipe pour répondre aux besoins de recrutement ou de programmation des personnes handicapées. Avoir un membre du personnel désigné, un consultant indépendant, travaillant avec le personnel gouvernemental ou d'autres organisations spécialisées dans le travail avec les personnes handicapées soutiendra le projet pour garantir l'inclusion des personnes handicapées dans les activités du projet. Cela permettra de s'assurer que les besoins spécifiques des personnes handicapées sont intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet, y compris des mesures rentables pour garantir l'inclusivité des activités. Le fait d'avoir un membre du personnel désigné pour assurer l'inclusion des personnes handicapées dans les activités du projet, ainsi que des personnes handicapées qui dirigent certaines activités du projet, renforcera la confiance de ceux qui hésitent à participer aux activités du projet. 639

Les jeunes seront davantage attirés par les activités sociales qui leur sont destinées. En plus des activités du projet, des activités sociales telles que des roadshows où un camion mobile est utilisé pour présenter les activités du projet et créer de la sensibilisation à travers la communauté, les tournois sportifs et les festivals/expositions sont connues pour attirer un public jeune. De tels événements peuvent être utilisés pour attirer et recruter davantage de jeunes tout en sensibilisant au projet. 640

5.9.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section analyse l'ambition de transformation du projet en matière de genre en triangulant les données recueillies lors des entretiens avec les informateurs clés, les groupes de discussion, l'atelier Bridge et l'analyse fournie dans **l'évaluation MEG** réalisée lors des phases de conception et de mise en œuvre.⁶⁴¹ La section est présentée selon les six éléments de changement du guide PI MEG. Les enseignements tirés du plan d'action élaboré lors de l'atelier Bridge sont également partagés dans le chapitre Recommandations.

Normes de genre

Le projet a un potentiel moyen pour lutter contre les normes discriminatoires liées au genre dans les communautés et les écoles dans lesquelles il a été mis en œuvre. Le projet organise des séances de dialogue avec divers acteurs de la communauté pour lutter contre les normes de genre néfastes dans la communauté. Parmi les EAJ, il y a eu un changement dans la perception des professions considérées comme réservées aux hommes et aux femmes. Par exemple, les cours de formation technique en installation électrique étaient considérés comme dominés par les hommes, mais le projet a poussé des femmes aussi à postuler pour le rejoindre. La plomberie, un autre domaine dominé par les hommes, a enregistré plus de femmes que d'hommes s'inscrivant au cours de formation. Les hommes, d'autre part, se sont inscrits à des cours de cuisine pour leur permettre d'ouvrir des restaurants, une activité économique auparavant dominée par les femmes. Un participant à l'étude a

⁶³⁸ EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶³⁹EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶⁴⁰EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

⁶⁴¹Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de conception et de mise en œuvre (nd)

également signalé que certains hommes ont exprimé leur intérêt à en savoir plus sur les produits de beauté pour leur permettre d'ouvrir un salon de beauté.⁶⁴²

Dans les écoles, les postes de direction qui étaient souvent considérés comme réservés aux garçons ont désormais suscité l'intérêt des filles, et certaines d'entre elles ont été choisies comme leaders. Une participante à l'étude a également signalé que les filles sont plus proactives et partagent leurs opinions lors des discussions et des débats, exprimant des opinions controversées sans crainte de susciter une réaction ou une réponse négative de la part des garçons du groupe. 643

Les normes de genre sont toutefois encore influencées par des pratiques traditionnelles et culturelles néfastes chez les adultes et les personnes âgées. Les personnes dont ils s'occupent ont encore des stéréotypes de genre typiques qui dictent le rôle des hommes et des femmes dans la société. Bien que le projet ait progressé pour nier ces stéréotypes parmi les participants et au niveau communautaire, une proportion importante de parents/tuteurs ne sont toujours pas exposés à ce message dans la communauté, ce qui a tendance à renforcer les rôles de genre stéréotypés traditionnels au sein du ménage. Bien que plusieurs acteurs communautaires se soient engagés à relever ce défi au niveau communautaire, la majorité des parents et tuteurs n'ont pas encore été touchés.⁶⁴⁴

Agence

Le projet a démontré un potentiel élevé pour améliorer l'action des filles et des jeunes femmes, en renforçant leur confiance, leurs connaissances et leur conscience des problèmes qui les affectent. Le projet a travaillé avec des mentors, des parrains, des matrones et des membres juniors du conseil pour combler les lacunes en matière de connaissances en matière de protection et de sauvegarde des filles et des jeunes femmes, renforcer leur capacité à identifier les risques de protection et leur donner les moyens de se sentir en confiance et de s'exprimer sur les problèmes qui les affectent. Les filles et les jeunes femmes engagent désormais des conversations avec leurs pairs et leurs dirigeants et s'expriment avec assurance sur les normes et pratiques rétrogrades. Elles ont également été habilitées à comprendre leurs domaines d'intérêt, leurs forces et leurs faiblesses et à explorer et exploiter les différentes opportunités économiques qui s'offrent à elles. Elles ont famille, tant au niveau de la prise de décision que de la génération de revenus. Cela est également démontré par les jeunes femmes qui ont pris l'initiative de s'autonomiser économiquement et de participer à la prise de décision au sein du ménage.

Travailler avec les hommes et les garçons

Le projet a démontré un fort potentiel pour promouvoir l'égalité des sexes, changer la dynamique du pouvoir et promouvoir l'inclusion des hommes et des femmes dans les fonctions de direction et autres activités. Le projet a intégré les garçons et les hommes dans plusieurs activités pour s'assurer qu'ils soutiennent et négocient l'inclusion des filles et des jeunes femmes. Dans les rôles de direction des conseils juniors et des AVEC mixtes, les garçons et les hommes offrent des chances égales aux filles et aux jeunes femmes de participer aux activités, y compris aux rôles de direction. À l'école, les garçons et les filles participent de manière égale au nettoyage des salles de classe et à d'autres tâches assignées sans discrimination. À la maison, il en va de même, où les garçons et les

⁶⁴²EIC, IP, Tanzanie

⁶⁴³EIC, Responsable du développement de l'éducation de quartier, Tanzanie

⁶⁴⁴EIC, personnel du projet, Tanzanie

⁶⁴⁵Groupe de discussion, EAJ féminin, Tanzanie

⁶⁴⁶EIC, IP, Tanzanie

⁶⁴⁷EIC, personnel du projet, Tanzanie

filles partagent et participent de manière égale aux tâches et responsabilités domestiques sans définir les rôles en fonction du sexe.

État et position

Le projet a démontré un fort potentiel pour améliorer l'égalité des conditions de vie des jeunes filles et des jeunes hommes dans les familles et les communautés, ainsi que la position des filles et des femmes. L'équipe du projet a travaillé avec les CC et d'autres acteurs communautaires pour autonomiser les filles et les jeunes femmes par le biais de formations et de développement des compétences. Les filles et les jeunes femmes occupent désormais des postes de direction et soutiennent leurs pairs pour avoir un impact sur les connaissances et les autonomiser. Les jeunes femmes se sont également engagées dans divers types d'entreprises grâce au projet et sont habilitées à gérer ces entreprises après avoir acquis des connaissances en gestion d'entreprise, en éducation financière, en entrepreneuriat et en politiques et lois régissant l'exploitation des entreprises. Selon les résultats de l'étude quantitative à mi-parcours, 70,8 % des jeunes hommes et 59,2 % des jeunes femmes ayant suivi une formation en littératie financière ont réussi à créer leur propre entreprise. Eléquipe du projet a rendu les activités de formation inclusives pour toutes les jeunes femmes en programmant la formation de manière à ce qu'elle soit sensible aux autres rôles qu'elles occupaient et en offrant un environnement propice où celles qui ont des responsabilités en matière de garde d'enfants peuvent assister à la formation avec leurs enfants.

Diversité

Selon les participants à l'atelier Bridge, le projet a démontré un potentiel moyen pour répondre aux différents besoins des EAJ dans toute leur diversité. Le projet a fait des efforts pour sélectionner et inclure différents groupes communautaires dans les activités du projet, notamment les jeunes, les adolescents, les participants scolarisés et non scolarisés et les personnes handicapées. Par exemple, 43,9 % des participants au projet dans l'intervention de l'AJEC étaient des personnes en situation de handicap. Le projet a également aidé les hommes et les femmes à rejoindre différentes professions et entreprises non prédominantes selon leur sexe, augmentant ainsi la diversité dans ces secteurs. Cependant, le projet n'a pas réussi à atteindre son objectif d'inclusion des personnes handicapées dans les différentes activités du projet. En outre, les participants ont signalé que les décrocheurs scolaires mineurs n'étaient pas spécifiquement ciblés pour être inclus dans les activités de recrutement.⁶⁵⁰

Environnement favorable

Le projet a démontré un potentiel moyen de renforcement des structures sociétales, des systèmes et de la société civile pour permettre l'égalité des sexes et l'inclusion, et pour promouvoir des efforts conjoints et alignés en faveur de l'égalité des sexes entre les cinq groupes de parties prenantes : individus, communauté, société civile, prestataires de services et décideurs politiques. Les jeunes femmes ayant des enfants ont indiqué que les maris de certaines de leurs pairs les avaient soutenues tout au long de la formation en s'occupant de leurs enfants lorsqu'elles devaient venir assister à une formation ou à des réunions VSLA. Le projet a également formé 120 enseignants à une pédagogie inclusive et sensible au genre. L'étude à mi-parcours a rapporté que 100 % des enseignants observés utilisent des approches pédagogiques centrées sur l'apprentissage, sensibles au genre et à l'inclusivité. Cependant, les enseignants formés font face à des mutations imposées par le gouvernement vers d'autres écoles, ce qui affecte l'efficacité de cette intervention. 651 Les hommes

 $^{^{648}}$ PIT (2024). Rapport d'étude à mi-parcours du projet VEMA. Plan International Tanzanie

⁶⁴⁹Atelier Bridge, Tanzanie

⁶⁵⁰Atelier Bridge, Tanzanie

⁶⁵¹ EIC, IP, Tanzanie

ont également été impliqués dans le signalement des cas de maltraitance d'enfants et dans la dénonciation des pratiques discriminatoires entre les sexes dans leur communauté, veillant à ce que les filles et les jeunes femmes se sentent libres et encouragées à participer à toute activité qu'elles jugent appropriée, quel que soit leur sexe. Les filles et les jeunes femmes ont également demandé à différentes parties prenantes de rendre des comptes pour s'assurer qu'elles respectent et offrent des opportunités de participation non discriminatoire et inclusive des filles et des femmes à toutes les activités.⁶⁵²

5.9.5. Conclusions

Bien qu'il n'ait pas atteint les objectifs de l'évaluation à mi-parcours pour certains indicateurs, le projet VEMA est en bonne voie pour atteindre tous les indicateurs, à l'exception de l'indicateur de résultat 1.4, % des adolescents et jeunes ayant des besoins spécifiques qui déclarent recevoir le soutien supplémentaire dont ils ont besoin pour rester à l'école et obtenir de bons résultats d'apprentissage (IQEO4.1.4) qui reste difficile à atteindre. Bien que le projet continue de franchir des étapes importantes et de démontrer l'autonomisation des enfants et des jeunes impliqués dans le projet, les pratiques culturelles et traditionnelles ainsi que les normes de genre continuent d'affecter le résultat global des activités du projet. Des efforts limités ont été faits pour comprendre le résultat de certains indicateurs de résultat, comme l'efficacité et la convivialité des structures et mécanismes de protection de l'enfance au niveau communautaire et les voies d'orientation pour lutter contre la violence. Les résultats qualitatifs ont également indiqué une lacune dans les interventions ciblant les parents et les tuteurs, et l'intégration des agents de santé qui, si elle était comblée, augmenterait considérablement l'efficacité des interventions au niveau de l'école, au niveau des ménages et au sein des communautés dans lesquelles ils vivent.

Le projet VEMA a travaillé avec de multiples parties prenantes et dirigeants communautaires pour mettre en œuvre des interventions visant à protéger les enfants et les jeunes contre la violence. Parmi les enfants scolarisés et âgés de moins de 18 ans, la sensibilisation et la sensibilisation ont constitué la base de l'intervention, ainsi que la création d'un parcours d'orientation pour signaler les incidents. Cependant, la stigmatisation et la victimisation des survivants qui signalent les incidents existent toujours en raison d'une faible compréhension des droits de l'enfant au niveau communautaire, associée à des pratiques culturelles et des normes de genre rétrogrades. Parmi les jeunes non scolarisés, l'autonomisation économique et la formation aux compétences de vie se sont avérées efficaces pour garantir que les jeunes puissent faire des choix éclairés lorsqu'ils sont confrontés au risque de violence dans leur résidence principale. Au niveau communautaire, les dirigeants communautaires et les jeunes pairs ont également aidé les participants au projet à s'assurer qu'ils étaient en sécurité dans l'environnement dans lequel ils vivaient. Cependant, la participation active et constante des jeunes femmes a été affectée par des activités sociales telles que le mariage et les grossesses précoces, malgré les efforts du projet pour leur offrir un environnement d'apprentissage adapté aux jeunes et aux enfants.

Les jeunes ont participé activement à la mise en œuvre et à la gestion des activités du projet. Si la plupart des activités avaient été conçues à l'avance en fonction de l'évaluation des besoins réalisée, plusieurs occasions ont été saisies pour consulter les jeunes sur les activités proposées, la stratégie de mise en œuvre à utiliser et ce qui pourrait être adapté pour répondre aux besoins de chaque groupe. Les jeunes de l'AJC ont pris part au projet en groupes où ils ont choisi de manière autonome les chefs de groupe et les représentants qui, selon eux, représenteraient le mieux leurs intérêts auprès de l'équipe de mise en œuvre du projet. La diversité d'âge et de sexe parmi les chefs sélectionnés a démontré l'efficacité du projet pour assurer l'inclusion et la participation de tous les participants, garantissant une représentation égale de tous les sexes au sein du leadership. Cependant, l'inclusion des participants vivant avec un handicap reste problématique, comme mentionné précédemment.

-

 $^{^{652}\}mbox{Groupe}$ de discussion, Conseil de protection, Tanzanie

Bien que le projet ait démontré son efficacité dans la lutte contre les normes de genre rétrogrades parmi ses participants, les membres de la communauté dans son ensemble sont influencés par les définitions culturelles et traditionnelles des rôles des hommes et des femmes dans la société. Les participants qui ont participé aux activités du projet ont fait preuve de confiance et de connaissances suffisantes sur leurs droits et peuvent s'exprimer et défendre leurs points de vue lors de discussions sur des questions qui les concernent. Les hommes et les garçons participant au projet ont également soutenu les filles et les jeunes femmes, les encourageant à assumer des rôles de leadership. De plus, les garcons et les hommes ont également partagé les tâches domestiques à égalité avec les filles et les femmes sans discrimination de rôle en fonction du sexe. De même, les jeunes hommes et les jeunes femmes ont choisi des cours de formation professionnelle qui n'étaient traditionnellement pas adaptés à leur sexe selon les normes sociétales. Bien que le projet visait à assurer la diversité en termes d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de handicap parmi ses participants, l'intégration des personnes handicapées s'est avérée encore un défi. Parmi les personnes que le projet a pu atteindre, les interventions ont été menées dans des environnements adaptés aux enfants et aux jeunes afin de garantir que les participants puissent s'exprimer pleinement et participer aux activités du projet sans crainte ni sentiment de discrimination.

5.10. Analyse du Vietnam

Plan International Vietnam (PIV) met en œuvre le programme DGD (autonomisation économique et sociale des adolescents et des jeunes) dans deux provinces du Vietnam : Lai Chau et Quang Tri. Le projet a été lancé en septembre 2022 et se terminera en 2026. À l'origine, le projet était conçu pour être mis en œuvre à Kon Tum et Quang Tri, mais des difficultés et des retards dans l'obtention de l'approbation du gouvernement pour la mise en œuvre à Kon Tum ont conduit à un changement de lieu. Kon Tum a été supprimé et la mise en œuvre à Lai Chau a été convenue là où PIV avait déjà l'approbation du gouvernement pour la mise en œuvre. Lai Chau était un bon lieu de remplacement car il a une démographie, des besoins et des défis similaires. La mise en œuvre à Lai Chau a commencé en mai 2024. Ce défi est à l'origine de retards importants dans les dépenses budgétaires et la réalisation des objectifs des indicateurs pour le projet dans son ensemble. Par conséquent, l'évaluation à miparcours s'est concentrée sur l'évaluation de la mise en œuvre à Quang Tri uniquement.

Le projet propose une éducation et une formation en milieu scolaire aux filles et aux garçons des minorités ethniques et une formation professionnelle aux jeunes. PIV travaille avec l'Union provinciale des femmes de chaque localité pour concevoir et mettre en œuvre des activités. Les parties prenantes au niveau local comprennent le ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales, le Département de l'Education et de la Formation (DEF), le Centre de développement agricole et les agences gouvernementales locales. Les parties prenantes au niveau communautaire comprennent le Comité populaire de la commune, l'Union des jeunes de la commune et la direction des écoles secondaires. La collecte de données pour cette évaluation a été effectuée dans le district de Huong Hoa, province de Quang Tri. Il s'agit du même endroit que l'évaluation quantitative. 653 Des informations plus détaillées sur les objectifs spécifiques et les résultats peuvent être trouvées dans la section Contexte, Annexe 2 : TdC du pays et Tableau 1 de présentation du projet.

5.10.1. Progrès par rapport aux objectifs du cadre logique

Cette section intègre les données qualitatives et quantitatives recueillies lors de l'évaluation à miparcours pour décrire les progrès et les défis du projet par rapport aux objectifs du cadre logique à miparcours. Les données de l'étude quantitative ont été utilisées lors des entretiens avec les informateurs clés et de l'atelier Bridge pour identifier les lacunes et les défis spécifiques dans la réalisation des objectifs du projet et explorer les raisons qualitatives de ces lacunes et défis. Le cadre logique du projet est également annexé au présent rapport.

Résultat : Les adolescents et les jeunes, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes issues de minorités ethniques (11-24 ans), sont économiquement et socialement autonomes pour apprendre et s'épanouir dans un environnement protecteur et vivre sans violence, y compris à l'école et dans le milieu professionnel.

Le projet comporte cinq indicateurs de résultats. Quatre d'entre eux ont été mesurés à mi-parcours. Le PROI1.1.3 n'a pas été mesuré à mi-parcours en raison d'un manque de données disponibles. Un indicateur (SOYI1.1.2) a montré un bon niveau de progrès et a dépassé sa cible. Les trois autres indicateurs n'ont pas été atteints. L'analyse suivante explore les raisons possibles de ce niveau de réalisation.

-

 $^{^{653}}$ Rapport d'évaluation à mi-parcours du programme DGD de Quang Tri 2022-2026, T&C Consulting, 2024

Tableau 41 : Réalisation des indicateurs pour le résultat du Vietnam

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% de jeunes en emploi salarié dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.1)	Total : 61% Garçons : 62% Filles : 60%	Total : 65% Garçons : 65% Filles : 65%	Total: 8,3 % Garçons: 0% Filles: 11,1 %	Total : 70% Garçons : 70% Filles : 70%
% de jeunes possédant leur propre entreprise opérationnelle dans les 6 mois suivant leur formation (SOYI1.1.2)	Total: 19% Garçons: 9% Filles: 26%	Total: 60% Garçons: 60% Filles: 60%	Total : 66,7 % Garçons : 66,7 % Filles : 66,7 %	Total : 75% Garçons : 75% Filles : 75%
% d'adolescents et de jeunes qui dirigent des initiatives ayant un potentiel d'égalité des sexes et/ou qui sont des membres actifs de telles initiatives dans leurs communautés (LDI 1)	Total : 0% Garçons : 0% Filles : 0%	Total: 40% Garçons : 40 % Filles : 40%	Total : 16,7 % Garçons : 23,08 % Filles : 11,8 %	Total : 60% Garçons : 60% Filles : 60%
% de membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement sûr aux adolescentes et aux jeunes femmes (LDI 2)	Total : 9% Garçons : 7% Filles : 12%	Total: 35 % Hommes : 35 % Femmes: 35 %	Total : 29,9 % Garçons : 25,8 % Filles : 33,9%	Total : 55% Garçons : 55% Filles : 55%
% de cas signalés de violence contre les enfants et les adolescents qui reçoivent des services appropriés et opportuns (PROI1.1.3)	Total: 100%	Total: 50%	N/A	Total: 65%

Le projet a connu des retards dans sa mise en œuvre et n'a pas encore atteint l'indicateur SOYI1.1.1. Actuellement, seuls 12 jeunes issus de minorités ethniques ont reçu une formation professionnelle, dont un seul a obtenu un emploi avec un revenu stable. Les autres stagiaires ont créé des opportunités de travail indépendant au sein de leur famille. Cela équivaut à 8,3 % contre un objectif de 65 %.654 Les retards dans la conduite des cours de formation professionnelle étaient principalement dus au temps considérable nécessaire pour évaluer les besoins et identifier les partenaires de formation appropriés. Compte tenu de la situation montagneuse du projet, l'identification des métiers appropriés qui répondent aux critères d'obtention d'un emploi et d'un revenu après la formation a posé des défis importants, nécessitant un long processus d'évaluation des besoins. En outre, l'absence d'établissements de formation professionnelle de haute qualité dans la région, associée à la réticence des jeunes issus de minorités ethniques à étudier loin de chez eux, a également contribué aux retards. 655 Cette idée a été triangulée par des discussions lors des entretiens avec les informateurs clés. L'équipe du projet a rencontré des difficultés pour sélectionner un partenaire et un lieu de formation approprié. En 2024, ce problème a été résolu et une unité de coordination de la formation professionnelle, REACH,656 a été identifiée et organise désormais des formations à Huong Hoa. 657 Cette approche répond à un double objectif : organiser des cours de formation sur le territoire local et s'associer à un prestataire de formation de haute qualité. Grâce à cette solution, le projet est optimiste quant à la réalisation de ses objectifs d'ici la fin de la période de mise en œuvre.

A l'inverse, le projet a dépassé les objectifs en termes de **création d'entreprises par des jeunes dans les 6 mois suivant la formation (SOYI1.1.2)**. Cela montre que lorsque la formation a lieu, les jeunes sont intéressés, ont les compétences et sont motivés pour s'engager dans des AGR, mais que la

⁶⁵⁴ Rapport d'évaluation à mi-parcours du programme DGD de Quang Tri 2022-2026, T&C Consulting, 2024, p23

⁶⁵⁵ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁵⁶ REACH pour votre avenir, disponible sur : Lien

⁶⁵⁷EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

création de leur propre entreprise est plus appropriée pour eux compte tenu du contexte géographique et social, en particulier pour les jeunes femmes.

En ce qui concerne les deux indicateurs de l'IDL, le pourcentage d'adolescents et de jeunes qui dirigent des initiatives ayant un potentiel pour l'égalité des sexes et/ou qui sont des membres actifs de ces initiatives dans leurs communautés, et le pourcentage de membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement sûr aux adolescentes et aux jeunes femmes, le projet n'a pas atteint ses objectifs à mi-parcours. Le projet n'a atteint que 41 % de l'objectif pour le pourcentage d'adolescents et de jeunes qui dirigent des initiatives. Il y a eu une grande différence dans le taux de réussite des filles et des garcons. Seulement 11,8 % des filles contre 23,08 % des garçons ont dirigé ou ont été des membres actifs de ces initiatives. Cela met en évidence la différence de confiance entre les filles et les garçons et la nécessité de concentrer davantage d'efforts dans la seconde moitié du programme sur la promotion de la confiance des filles pour diriger ces initiatives. La tendance opposée entre les sexes a été observée pour le pourcentage de membres de la communauté qui promeuvent les normes sociales pour offrir un environnement sûr aux adolescentes et aux jeunes femmes. Pour cet indicateur, l'enquête quantitative a révélé que davantage de femmes membres de la communauté (33,9 %) promeuvent des normes sociales positives par rapport aux hommes de la communauté (25,8 %). Ce résultat reflète les normes et attitudes sociales et souligne la nécessité de mettre davantage l'accent sur l'engagement des hommes et des garçons à changer leurs attitudes et leurs comportements et à agir dans la seconde moitié du projet.

Résultat 1 : Les filles et les garçons âgés de 11 à 18 ans issus de minorités ethniques bénéficient d'un environnement éducatif favorable et sont habilités à faire des choix positifs dans un environnement scolaire égalitaire et protecteur entre les sexes.

Le projet comporte quatre indicateurs de niveau de résultat dans le cadre du domaine de résultat 1. Tous les indicateurs ont été atteints, y compris trois indicateurs qui ont montré de vastes dépassements.

Tableau 42 : Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 1

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% d'adolescents qui déclarent à la fin de la formation se sentir confiants quant à leurs compétences de vie (SOYO1.1.1)	Total: 25% Garçons: 23% Filles: : 27%	Total : 35% Garçons : 35% Filles : 35%	Total : 100 % Garçons : 100 % Filles : 100 %	Total: 60% Garçons: 60% Filles: 60%
% d'écoles (en tant que mécanismes communautaires de protection de l'enfance et de la famille) qui répondent aux normes minimales de qualité (PROO3.3.1)	23%	40%	100%	60%
Degré auquel les écoles et les centres d'apprentissage mettent en œuvre des politiques inclusives et sensibles au genre au moment de la mesure (IQEO6.5.1)	45%	55%	100%	75%
% d'adolescents qui déclarent se sentir soutenus, inclus et encouragés par leurs camarades dans leurs espaces d'apprentissage (IQEO1.2.1)	Total : 97,1 % Garçons : 99% Filles : 96%	Total : 97% Garçons : 97% Filles : 97%	Total : 98,8 % Garçons : 100 % Filles : 97,9 %	Total: 97% Garçons: 97% Filles: 97%

Le projet a dépassé l'objectif de l'indicateur SOYO1.1.1 concernant l'amélioration de la confiance et des compétences de vie chez les jeunes. 100 % des jeunes ont déclaré avoir amélioré leur confiance et leurs compétences, contre un objectif de 35 %. Les activités de formation sur les compétences générales telles que la présentation, la communication, le travail en équipe, la connaissance de l'égalité des sexes et la prévention de la violence sexiste ont renforcé la confiance des jeunes pour exprimer leurs opinions aux adultes (enseignants, dirigeants locaux ou parents) lors

d'activités de communication ou de dialogue. Les membres du club CDC ont notamment gagné en confiance dans la planification de leurs activités de groupe et dans l'animation indépendante de séances de communication sur la prévention du mariage précoce et de la violence à l'école pour d'autres élèves dans les écoles et lors des dialogues. ⁶⁵⁸ Cela a été triangulé par les EIC. Un membre du personnel du projet a déclaré : « Ils élaborent leurs propres scripts et gèrent les activités de communication. Lors de la mise en œuvre des activités de communication dans la communauté, l'Union des femmes invite les membres des CDC à participer et sélectionne certains de leurs dessins sur les thèmes du mariage des enfants et de la prévention de la violence à l'école pour les utiliser dans les activités de communication. » ⁶⁵⁹ Une lacune subsiste cependant, car de nombreux élèves des clubs des CDC ne sont toujours pas sûrs d'eux-mêmes pour animer des activités de communication. Étant donné que ces élèves sont issus de groupes ethniques minoritaires, ils ont besoin d'occasions supplémentaires de mettre en pratique leurs compétences pour exprimer leurs opinions en toute confiance. ⁶⁶⁰ À l'avenir, l'objectif devrait être augmenté et développé davantage pour comprendre comment les compétences nouvelles ou améliorées ont été utilisées.

Le projet a partiellement atteint l'indicateur PROO3.3.1 sur le pourcentage d'écoles répondant aux normes minimales de qualité fixées par le Comité de protection de l'enfance. Dans les communes du projet, les comités de protection de l'enfance au niveau des communes ont été créés par les dirigeants des collectivités locales et les organismes spécialisés concernés, tels que les écoles, les postes de santé communaux, les syndicats de femmes, les syndicats de jeunes et la police locale. Le projet a mené des activités pour améliorer les connaissances et les compétences des membres du comité en matière de protection de l'enfance.⁶⁶¹ Cependant, les membres du conseil ont demandé une formation supplémentaire sur le traitement et la gestion des dossiers afin d'améliorer leurs pratiques. 662 En outre, le projet a aidé les comités de protection de l'enfance à organiser des réunions régulières pour partager des informations sur les défis et les difficultés de la protection de l'enfance, ainsi qu'à discuter des solutions pour y remédier. Cependant, il reste à déterminer les problèmes afin de détecter les risques et les ressources disponibles pour mener à bien des activités spécifiques telles que la communication, le conseil et le soutien aux enfants ayant besoin de protection. En particulier, il est nécessaire d'améliorer la capacité à connecter les ressources pour soutenir les efforts de protection de l'enfance. 663 En outre, un participant à l'enquête EIC a souligné que des comités de protection de l'enfance au niveau communal sont nécessaires pour connecter les victimes/survivantes aux services essentiels.664

Le projet a atteint l'indicateur IQEO6.5.1 sur la mise en œuvre de politiques sensibles au genre.

Actuellement, cinq des neuf écoles du projet à Quang Tri ont adopté des politiques de protection de l'enfance et appliqué plusieurs mesures pour garantir la responsabilité en matière de genre dans leur mise en œuvre. Cela se reflète dans plusieurs aspects, comme la garantie d'une participation équilibrée des garçons et des filles à toutes les activités scolaires. Les enfants handicapés sont également encouragés à participer. Des efforts ont également été faits pour éliminer les stéréotypes sexistes concernant la participation des enfants aux activités scolaires. Les sujets liés à l'égalité des sexes ont été intégrés et traités dans le cadre d'activités de communication scolaire, telles que des campagnes contre le mariage précoce et la violence sexiste **contre les enfants**. Le rôle des salles de conseil psychologique a été souligné dans l'identification et le traitement des cas de violence sexiste dans les écoles. « L'Union des femmes a fourni du matériel pour neuf salles de conseil psychologique aux élèves de neuf écoles du projet et a fourni un soutien psychologique aux élèves lorsqu'ils rencontrent des problèmes, tels que de mauvais résultats scolaires, trop de tâches ménagères et un manque de temps

⁶⁵⁸ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁵⁹ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁶⁰ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁶¹ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁶²EIC 4, Membres du Conseil de protection, Vietnam

⁶⁶³ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁶⁴ EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

pour étudier, a fourni des connaissances et des compétences de formation aux enseignants et a aidé les clubs de CDC à mener des activités de communication sur la prévention du mariage des enfants, la violence sexiste, la prévention de la violence et les soins de santé reproductive. »⁶⁶⁵ Une attention particulière est accordée aux groupes d'enfants à risque d'abandon scolaire, aux élèves issus de ménages pauvres ou dont les parents sont absents et aux enfants issus de minorités ethniques, en veillant à ce qu'ils reçoivent le soutien et les soins nécessaires.⁶⁶⁶

Pour l'indicateur IQEO1.2.1 concernant les adolescents qui déclarent se sentir soutenus, inclus et encouragés par leurs camarades dans leurs espaces d'apprentissage, les résultats de l'évaluation indiquent que les élèves déclarent recevoir un soutien fort de la part des enseignants et des parents pour participer aux activités scolaires. Dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du modèle de CDC, les enseignants veillent à la participation des filles et des garçons. Ils coopèrent à la réalisation des activités du Club CDC, sans discrimination fondée sur le sexe, les caractéristiques de genre ou l'expression de genre. Toutes les écoles du projet sont composées d'élèves issus de minorités ethniques, de sorte qu'ils se comprennent et se soutiennent mutuellement. Tous les élèves sont encouragés par leurs pairs et leurs enseignants à devenir des agents de changement. Ils sont motivés à s'engager dans des activités de communication qui sensibilisent leurs camarades. Un domaine d'amélioration, cependant, consiste à créer davantage d'opportunités pour les membres du club de CDC de participer aux activités, les aidant ainsi à renforcer leur confiance en eux.⁶⁶⁷

Résultat 2 : Les jeunes issus de minorités ethniques, en particulier les jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans, ont la possibilité de rechercher des opportunités de travail décent de leur choix, qu'il s'agisse d'un emploi salarié ou d'un travail indépendant.

Le projet comporte quatre indicateurs de niveau de résultat dans le cadre du domaine de résultat 2. Tous les indicateurs ont montré de vastes réalisations à mi-parcours.

Tableau 43 : Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 2

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% de jeunes qui démontrent des compétences entrepreneuriales à la fin de la formation (SOYO1.1.2)	Total : 64%, Garçons : 58,3 %, Filles : 69,2	Total: 70% Garçons: 70% Filles: 70%	Total: 100% Garçons: 100% Filles: 100%	Total: 75 % Garçons: 75 % Filles: 75%
Degré auquel les programmes et supports de formation COPEEJ ainsi que les pratiques sont sensibles au genre (SOYO6.1.1)	0%	70%	100% BIEN	80%
Degré d'accessibilité des formations aux jeunes, notamment aux jeunes femmes (SOYO6.2.1)	0%	30%	100% BIEN	50%
% de jeunes qui déclarent être soutenus par leur famille pour s'inscrire aux formations COPEEJ et poursuivre des opportunités de travail salarié ou indépendant (SOYO2.1.1)	Total : 69,33 % Garçons : 78,6 % Filles : 63,8 %	Total : 75% Garçons : 75% Filles : 75%	Total: 100% Garçons: 100% Filles: 100%	Total: 80% Garçons: 80% Filles: 80%

Le projet a largement dépassé son objectif de 70 % de jeunes démontrant des compétences entrepreneuriales à la fin de la formation (SOYO1.1.2). Cela représente une augmentation par

211

⁶⁶⁵ EIC 8, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁶⁶ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁶⁷ Atelier Bridge, Vietnam

rapport au niveau de référence de 41,7 % pour les garçons et de 30,8 % pour les filles. Ce résultat montre que le cours de formation est adapté à son objectif et qu'il est bien mis en œuvre. Des mesures ont été prises pour garantir que le cours est disponible et adapté pour soutenir à la fois les jeunes hommes et les jeunes femmes, comme indiqué plus loin. Comme l'a toutefois noté l'enquête quantitative, la taille de l'échantillon pour cet indicateur était très faible (seulement 11 personnes) et aucun participant au cours d'entrepreneuriat n'a été inclus dans ce résultat. Étant donné le stade précoce de mise en œuvre du cours d'entrepreneuriat, il est important de suivre ce résultat pour mettre en œuvre rapidement les adaptations du cours pour la seconde moitié du projet.

Le projet a dépassé les objectifs des indicateurs SOYO6.1.1 et SOYO6.2.1 relatifs à la responsabilisation en matière de genre et à l'accessibilité en fonction de l'âge dans la mise en œuvre de la formation professionnelle. La sensibilité au genre du programme a atteint 100 %, alors que l'objectif était de 70 %. Plusieurs mesures ont été appliquées pour promouvoir la responsabilisation en matière de genre, notamment : l'intégration de sujets sur l'égalité des sexes et les compétences de vie dans le programme de formation professionnelle ; la sélection de participants hommes et femmes, la priorité étant donnée aux femmes ; et l'invitation des maris et des épouses à participer s'ils le souhaitent. Il reste cependant une lacune critique dans l'élaboration d'un ensemble de critères pour évaluer la responsabilisation en matière de genre dans les matériels et programmes de formation professionnelle. Par la suite, le programme et les matériels doivent être examinés de manière approfondie par rapport à ces critères. Plutôt que d'inclure un contenu autonome sur l'égalité des sexes dans la formation, l'accent devrait être mis sur la révision des matériels, méthodes et processus de formation pour intégrer efficacement les considérations de genre. Cela comprend l'affinage des visuels, du langage et des récits pour éviter les stéréotypes de genre dans l'orientation et la formation professionnelles. 668 Ces changements garantiraient que les activités du projet soient considérées comme « pleinement sensibles au genre ». Le projet a également dépassé l'objectif de 30 % d'accessibilité aux jeunes en atteignant un score de 100 % d'accessibilité. Des sessions de formation professionnelle ont été mises en œuvre avec la participation des hommes et des femmes, une priorité plus élevée étant accordée aux femmes. 669

100 % des jeunes hommes et femmes ont déclaré se sentir soutenus par leur famille pour s'inscrire à une formation et saisir les opportunités d'AGR (SOYO2.1.1). L'analyse de ce résultat est difficile étant donné la petite taille de l'échantillon utilisé dans l'enquête quantitative et l'accent mis sur la collecte de données qualitatives sur différents groupes de parties prenantes.

Il convient de noter qu'il est possible que les résultats finaux des indicateurs SOYO1.1.2 et SOYO2.1.1 soient inférieurs aux résultats à mi-parcours. Cela est dû à la taille très réduite de l'échantillon et au faible taux de mise en œuvre à mi-parcours. Comme le projet propose davantage de cours au cours de la seconde moitié du projet, les taux de réussite peuvent fluctuer. Cela ne doit pas être interprété comme une baisse de la qualité du cours et du soutien des familles, mais plutôt comme un reflet plus précis de la qualité du cours et des niveaux de soutien des familles.

Résultat 3 : Les adolescentes et les jeunes femmes issues de minorités ethniques âgées de 11 à 18 ans s'épanouissent dans un environnement favorable et protecteur et vivent à l'abri de la violence, à la maison et dans leur communauté

Le projet comporte quatre indicateurs de niveau de résultat dans le domaine de résultat 3. Trois indicateurs ont été atteints et un indicateur n'a pas été atteint de justesse. Un indicateur (LEAO3.1.1) n'a pas été mesuré à mi-parcours.

⁶⁶⁸ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁶⁹ Atelier Bridge, Vietnam

Tableau 44: Réalisation des indicateurs pour le Vietnam Résultat 3

Indicateurs	Résultat de référence	Objectif à moyen terme	Résultat à mi-parcours	Objectif à terme
% d'adolescents et de jeunes qui démontrent une connaissance des risques et des comportements liés à la protection de l'enfance (PROO1.1.1)	Total : 36,5 % Garçons : 35,3 % Filles : 38%	Total: 66% Garçons : 65 % Filles : 68%	Total: 53,1 % Garçons: 55,3 % Filles: 51,1%	Total : 76% Garçons : 75% Filles : 78%
% d'adolescents et de jeunes qui déclarent qu'ils ont confiance en eux pour signaler une violation de protection à une structure de signalement (PROO1.4.1)	Total: 89,0 % Garçons: 86,2 % Filles: 92,0 %	Total: 90% Hommes: 90 % Femmes: 90%	Total : 94,4% Hommes : 94,7 % Femmes : 94,1 %	Total: 90% Hommes: 90 % Femmes: 90%
% de parents et de tuteurs qui déclarent utiliser des pratiques parentales positives (PROO2.1.1)	Total: 51,8 % Hommes: 48,8 % Femmes: 54,1 %	Total : 62% Hommes : 59 % Femmes : 64 %	Total: 89,5 % Hommes: 96,6 % Femmes: 83,3 %	Total: 67% Hommes 64% Femmes : 69%
Pourcentage de membres et de dirigeants communautaires qui déclarent être satisfaits du fait que les MPEBC tiennent compte des questions de genre, sont adaptés aux enfants et apportent un soutien (PROO3.3.2)	Total: 83,6 % Hommes: 81,1 % Femmes: 86,0 %	Total: 85,50 % Hommes: 83 % Femmes: 88 %	Total: 88,60 % Hommes: 87 % Femmes: 90,2 %	Total: 90% Hommes: 90 % Femmes: 90 %

Le projet a également partiellement atteint l'indicateur PROO1.1.1 concernant le pourcentage d'enfants ayant les connaissances et les compétences nécessaires pour prévenir les risques et adopter des comportements de protection de l'enfance. Les membres de CDC des classes de septième et de huitième ont montré une grande confiance en eux dans la conduite d'activités de communication et le partage d'informations avec les autres élèves de l'école. Cependant, les élèves de sixième qui participent au groupe des CDC manquent encore de confiance en eux, il est donc nécessaire de leur offrir davantage d'occasions d'expérimenter et de mettre en pratique leurs compétences. Les raisons possibles de ce manque de confiance pourraient être que les élèves de sixième sont plus jeunes et qu'ils n'ont pas passé autant de temps dans les clubs que ceux de septième et de huitième. Dans les internats, lorsque les élèves sont confrontés à des difficultés, ils s'adressent avec confiance aux enseignants pour discuter de leurs problèmes.⁶⁷⁰

Le projet a atteint son objectif de pourcentage d'adolescents et de jeunes qui déclarent avoir confiance en eux pour signaler une violation de la protection (PROO1.4.1). L'enquête quantitative a révélé une légère augmentation du pourcentage de personnes qui se sentent en confiance depuis le début (89 %), contre 94,4 % à mi-parcours. La proportion de jeunes hommes et de jeunes femmes est presque égale, ne montrant aucune différence significative entre les sexes. Ces résultats montrent que le projet est en bonne voie pour atteindre son objectif à terme.

Pour l'indicateur PROO2.1.1, les parents ont été impliqués dans des clubs de parents et ont accru leur sensibilisation, amélioré leurs attitudes et développé leurs compétences en matière de garde et d'éducation des enfants. « Le projet a intégré des thèmes de sensibilisation à l'égalité des sexes et de prévention de la violence sexiste et du mariage des enfants dans les réunions régulières du club des parents (créé par un autre projet PIV). Dans le district de Huong Hoa, il existe actuellement 31 clubs de parents et dans le district de Dak Rong, il y en a 27. »⁶⁷¹ Les parents ont acquis des connaissances sur la discipline positive et la protection de l'enfance. Après avoir reçu des communications, ils ont appliqué ces compétences dans leurs interactions quotidiennes, guidant leurs

⁶⁷⁰ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁷¹ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

enfants sur la manière de prévenir les risques de violence et d'abus. Tous les parents soutiennent et créent des opportunités pour que leurs enfants participent au club CDC.⁶⁷²

Le projet a également atteint son objectif à moyen terme concernant le pourcentage de membres et de dirigeants de la communauté qui déclarent être satisfaits que les MPEBC soient sensibles au genre, adaptés aux enfants et solidaires (PROO3.3.2) avec un modeste dépassement de 88,6 % par rapport à l'objectif de 85,5 %. Il n'y a pas eu de différence significative entre les résultats des hommes et des femmes déclarant être satisfaits. Ce résultat en bonne voie est le reflet positif de la formation dispensée par PIV au Conseil de protection de l'enfance et à la salle de conseil psychologique de l'école. D'après les membres de la communauté interrogés dans le cadre de l'enquête quantitative, il est clair que ces MPEBC fournissent plusieurs types de soutien que les membres de la communauté apprécient : « 56 % ont reçu des conseils, des avis et des visites ; 47 % ont reçu une assistance pour les formalités administratives ; 39 % ont été orientés vers d'autres services ; et 17 % ont reçu un traitement ». Néanmoins, les données qualitatives issues de l'enquête quantitative et de cette évaluation ont révélé que, parmi les participants inclus dans les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés, aucun n'a déclaré avoir utilisé les services du Conseil de protection de l'enfance, car ils n'ont observé aucun incident méritant d'être signalé.

5.10.2. Évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'AoGD

PCV a été sélectionné comme AoGD pour l'évaluation au Vietnam. Ce choix a été motivé par l'importance accordée par le projet aux activités liées à la protection et par les résultats obtenus.

Dans quelle mesure les modèles de protection de l'enfance et de violence sexuelle et sexiste du projet PI ont-ils été intégrés dans le projet, à tous les niveaux ?

Une formation et une diffusion des **modèles** et politiques de protection de l'enfance sont proposées à tous les partenaires participant au projet, notamment : l'Union provinciale des femmes, le ministère de l'Éducation et de la Formation et les agences des districts et des communes. Lors des séances de communication, des instructions sur les réglementations et les méthodes de protection de l'enfance sont fournies, notamment sur la manière de prévenir les risques de maltraitance. En outre, lors des consultations avec les communes sur les plans d'activités, un examen des risques pour la sécurité des enfants est effectué et le consentement des parents/tuteurs est toujours obtenu.⁶⁷³

Le projet a utilisé avec succès l'approche des clubs des CDC pour impliquer les enfants de manière significative dans l'identification des problèmes, la discussion des causes et la mise en œuvre de solutions pour répondre à leurs préoccupations. Grâce à ce modèle, les garçons et les filles ont amélioré leurs compétences en leadership. Ils sont devenus des participants actifs aux activités de communication, sensibilisant les autres élèves de l'école. Les membres du club des CDC ont identifié de manière proactive les problèmes, élaboré des plans de communication et mené des activités pour changer la prise de conscience de leurs pairs. Comme l'a déclaré un participant au EIC : « Les dirigeants du club des CDC ont fait preuve de beaucoup d'audace dans la conduite d'activités de communication et dans leur participation active aux activités scolaires. Ils ont participé avec confiance aux concours sur l'égalité des sexes et la prévention de la violence à l'école organisés par le ministère du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales, dans lesquels les élèves de Huong Hoa ont remporté le deuxième et le troisième prix. »⁶⁷⁴ PIV a fourni du matériel de prévention de la VBG aux enseignants des communes du projet pour soutenir le club des CDC et d'autres activités au niveau de l'école, par exemple les salles de conseil psychologique scolaire. ⁶⁷⁵ À l'avenir, « PIV doit guider les partenaires pour mettre en œuvre efficacement les réglementations liées à la prévention de la violence

⁶⁷³ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁷² Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁷⁴EIC 3, DEF, Vietnam

⁶⁷⁵ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

à l'école et de la VBG ; « Soutenir l'intégration des activités du projet et des programmes existants de l'Union des femmes sur des thèmes tels que la prévention du mariage des enfants, le mariage consanguin et la prévention de la violence sexiste. »⁶⁷⁶

L'approche centrée sur l'enfant a été adoptée par toutes les écoles lors de la conduite d'activités pour assurer la participation active des garçons et des filles. Les activités dans les écoles impliquent les enfants dans des rôles de leadership, les enseignants soutenant principalement les initiatives des enfants. Pour maximiser la participation des élèves, les animateurs (enseignants principaux) ont été formés aux techniques d'engagement des enfants. Cette équipe aide ensuite les enfants du club des CDC à élaborer et à mener des activités de communication dans les écoles. En outre, cette approche est utilisée lors de la mise en œuvre de l'activité de la salle de conseil scolaire. Elle est utilisée pour l'identification précoce et la fourniture d'un soutien en cas d'intimidation et de violence sexuelle et sexiste. Cette approche est essentielle pour encourager la participation des enfants et également pour les prestataires de services, tels que les enseignants, les conseillers scolaires et les membres des comités de protection de l'enfance. Une formation et un recyclage supplémentaires sont nécessaires pour les prestataires de services afin d'encourager les enfants à recourir à ces services plus régulièrement.

Le projet a également soutenu la participation des enfants au **modèle du conseil des enfants du district**. Ce modèle comprend des représentants clés des enfants, qui ont la possibilité de dialoguer avec les dirigeants locaux. « Les enfants ont la possibilité de s'exprimer sur des questions qui les concernent, telles que la toxicomanie, la cyberintimidation, la violence à l'école et la violence sexiste. »⁶⁷⁷ Au cours de ces dialogues, ils partagent leurs difficultés et proposent des recommandations aux autorités locales. Au niveau national, ils représentent leurs pairs au Parlement national des enfants, où ils discutent des problèmes qui touchent les enfants avec des enfants d'autres provinces. Cette approche non seulement renforce les compétences de leadership des enfants, mais crée également une plateforme pour impliquer activement les enfants dans les processus de prise de décision qui les concernent.⁶⁷⁸

Comment le modèle de parentalité et de soins sensible au genre (engagement des enseignants et des parents/tuteurs) contribue-t-il à un environnement favorable en modifiant les normes de genre néfastes 2

Le modèle de participation des parents et des enseignants aux séances de formation et aux événements de sensibilisation a amélioré l'environnement favorable, car les enseignants et les parents sont plus susceptibles d'avoir des discussions ouvertes et équitables avec les enfants et les jeunes. L'éducation sur l'égalité des sexes a également changé les croyances et les comportements de certains parents, comme l'indiquent les groupes de discussion des parents, ils sont plus susceptibles de poser plus de questions à leurs enfants, de partager des informations avec eux et de se respecter mutuellement au sein de leur famille. Un homme interrogé lors des GDD a déclaré : « Il n'y a plus de discrimination. Les fils et les filles sont traités de manière égale. » 679

Les parents sont plus conscients des risques de protection sur le chemin de l'école. Par exemple, ils ont indiqué qu'ils rappellent désormais à leurs enfants de ne pas rentrer seuls à pied de l'école. Ils veillent à ce que leurs enfants rentrent à la maison à l'heure et lorsqu'un enfant sort de la maison, « les parents doivent le surveiller et savoir avec qui il joue. Les parents contactent régulièrement l'enseignant pour vérifier si l'enfant est rentré à la maison et où il est allé ».⁶⁸⁰ La plupart des activités impliquant les parents ont également un impact résiduel sur la communauté au sens large car, à l'instar du club CDC,

⁶⁷⁶ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁷⁷EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁷⁸ Atelier Bridge, Vietnam

⁶⁷⁹ Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

⁶⁸⁰ Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

les parents partagent leurs nouvelles connaissances et compétences avec leurs pairs lors d'événements de communication. Ce modèle est un moyen très efficace d'atteindre un large public et d'obtenir un impact plus important.

Évaluation de l'efficacité des méthodes de participation et de leadership des jeunes utilisées

Une évaluation de l'efficacité de la participation et du leadership des jeunes a été réalisée pour comprendre spécifiquement si la participation est significative, ce qui motive les jeunes à participer et quels mécanismes de rétroaction sont utilisés par le projet et comment.

De quelle manière les EAJ sont-ils invités à participer à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation du projet ? Dans quelle mesure leur participation est-elle significative ?

PIV et ses partenaires déploient de nombreux efforts pour garantir que EAJ participe aux différentes phases du projet. 681 Au cours des phases de planification, des consultations sont menées et « chaque année, des dialogues ont lieu entre les parties pour écouter les préoccupations des enfants et des parties prenantes »,682 par exemple, « accroître la participation des enfants au groupe des CDC lors de la conception et de la mise en œuvre des initiatives de communication ; organiser des activités d'échange pour apprendre et partager des expériences sur les activités CDC afin de créer des opportunités pour les enfants de partager et d'apporter des idées ». 683 Pendant les activités, les adultes jouent toujours le rôle de facilitateurs et EAJ dirige les activités. Par exemple, lors des réunions du club CDC, les EAJ sont responsables de diriger les discussions, de concevoir et de mettre en œuvre les activités de communication sur des suiets tels que « les risques et les formes de violence sexiste qu'ils rencontrent et de promouvoir le comportement consistant à rechercher du soutien auprès de leur entourage lorsqu'ils ont des inquiétudes et des soucis ».684 En outre, EAJ a mené un dialogue avec les organismes gouvernementaux par l'intermédiaire du Conseil populaire et du Parlement national des enfants. Selon l'échelle de participation de Richard Hart, la participation de EAJ est à son plus haut niveau : prise de décisions par les jeunes et partagée avec les adultes. Il existe un partenariat fort entre le projet et les participants du EAJ.

Ces sentiments ont été triangulés par des EIC et des groupes de discussion avec des EAJ. Par exemple, lors des séances de communication du club CDC, la **responsable du club CDC assume** « **le rôle d'hôte et de guide pour mes pairs dans les jeux et répond aux questions liées aux connaissances et au contenu de la communication** ».⁶⁸⁵ Elle a également ajouté : « Mes pairs et moi-même nous sentons plus courageux et plus confiants depuis que nous avons rejoint le club ».⁶⁸⁶ Il convient de noter que si certains EAJ ont déclaré se sentir plus confiants après avoir participé au club CDC, d'autres qui ne participaient pas depuis longtemps aux clubs se sentaient moins confiants. Par conséquent, on peut supposer que la confiance a augmenté au fur et à mesure que les EAJ participaient aux clubs.

Quels sont les obstacles à une participation significative des enfants et des adolescents aux activités du projet et comment peuvent-ils être surmontés ?

Il existe une barrière linguistique entre les enseignants et les membres de la communauté ethnique minoritaire Vân Kiều, dont sont issus la plupart des élèves. Ce problème affecte la participation des EAJ aux activités du projet. Ce point a été bien illustré par une fille qui a participé à

⁶⁸¹ EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁸² EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁸³ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁸⁴ EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁸⁵EIC 9, EAJ, Vietnam

⁶⁸⁶EIC 9, EAJ, Vietnam

une EIC : « Ils n'ont pas encore suffisamment confiance en eux pour partager leurs opinions en public. Les séances de communication en langue Vân Kiều donnent plus de confiance aux enfants clés comme moi, mais les participants (enseignants) ne comprennent pas notre langue. Lorsque nous parlons en vietnamien, nous manquons parfois de confiance en nous. À l'école, nous devons parler en vietnamien, mais si les [activités] de communication se faisaient en Vân Kiều, ce serait plus facile à comprendre et plus efficace pour nos pairs. »⁶⁸⁷

Qu'est-ce qui motive les EAJ à participer aux activités du projet ? Comment le projet peut-il inciter les EAJ à participer plus efficacement aux activités du projet ?

Globalement, demander l'avis des EAJ et leur permettre de diriger des activités et de décider du thème des activités est ce qui motive les EAJ à participer aux activités du projet. Les enseignants ont déclaré avoir observé que demander l'avis des EAJ par le biais de séances de consultation et écouter leurs préoccupations et leurs idées afin que les activités reflètent leurs intérêts et aider les EAJ à concevoir des activités qui les engagent, comme des concours de dessin ou des quizz, est le meilleur moyen de les motiver à participer. 688 Ce résultat a été triangulé par les EAJ eux-mêmes. Au cours des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe, les EAJ des deux sexes ont déclaré qu'ils étaient plus motivés à participer aux activités pour acquérir, puis partager, des connaissances sur des sujets qui les intéressent (prévention de la violence sexiste dans les écoles et mariage d'enfants). 689 Un EAJ qui a participé à une EIC a déclaré : « Les signes montrent que mes amis sont enthousiastes à l'idée de participer aux activités du club ; ils sont plus proactifs et engagés dans les activités de communication » des clubs CDC. 690

Les parents et les tuteurs qui participent aux discussions de groupe encouragent activement leurs enfants à prendre part aux activités du projet, soulignant qu'ils « rentrent à la maison avec plus d'amour pour leurs parents, un partage ouvert avec leurs frères et sœurs et une prise d'initiative dans les tâches ménagères ».⁶⁹¹ Ils sont également plus actifs dans la communauté et partagent les connaissances qu'ils ont acquises grâce aux activités du club.⁶⁹² Cela montre l'impact positif plus large des activités du projet et des connaissances acquises grâce à ces activités. Les deux groupes de parents des discussions de groupe ont déclaré qu'ils encourageaient et posaient des questions à leurs enfants sur le déroulement des activités pour montrer leur intérêt et leur engagement dans les activités.

Lorsqu'on leur a demandé ce qui pourrait être fait d'autre pour accroître et soutenir la participation du EAJ, ils ont suggéré deux domaines d'amélioration :

- Les discussions de groupe avec les filles et les garçons ont montré que leurs parents soutenaient fortement leur participation. Un informateur clé a suggéré qu'il serait utile de sensibiliser davantage les parents afin qu'ils comprennent et soutiennent la participation aux activités.⁶⁹³
- Comme mentionné ci-dessus, il a été souligné lors d'un EIC et d'un GDD avec des filles que les membres du club des CDC et leurs pairs se sentent plus en confiance lorsqu'ils communiquent dans la langue Vân Kiều, par conséquent, ils ont souhaité que certaines des activités puissent être menées dans cette langue également.⁶⁹⁴

⁶⁸⁸EIC 6, Enseignants, Vietnam

⁶⁸⁷EIC 9, EAJ, Vietnam

⁶⁸⁹EIC 9, EAJ, Vietnam, GDD 10, Garçons, Vietnam, GDD 11, Filles, Vietnam

⁶⁹⁰EIC 9, EAJ, Vietnam

⁶⁹¹Groupe de discussion 12, Parents, Femmes, Vietnam

⁶⁹² Groupe de discussion 12, Parents, Femmes, Vietnam, Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

⁶⁹³EIC 9, EAJ, Vietnam

⁶⁹⁴ EIC 9, EAJ, Vietnam, GDD 11, Filles, Vietnam

Quelle est l'intervention la plus importante pour promouvoir la participation et la prise de décision des EAJ afin de prévenir et de répondre à la VBG ?

L'activité la plus importante pour promouvoir la participation et la prise de décision des EAJ est le club CDC, qui a été mentionné par les EAJ, les enseignants et le personnel du projet. Il y a plusieurs raisons à cela, mais l'une d'entre elles est clairement la variété des activités conviviales des EAJ qui visent à accroître la confiance dans la communication et les présentations, à diriger l'organisation des activités et à gérer le club elles-mêmes. Une enseignante a mentionné que le club des CDC a été particulièrement important pour les filles, qui « ont gagné en confiance ; ont une meilleure compréhension de la psychologie du genre et de l'âge et sont confiantes dans le partage de leurs connaissances avec les autres. Lorsqu'elles rencontrent des problèmes, elles sont audacieuses et confiantes pour aborder et discuter avec les enseignants. »⁶⁹⁵

De plus, les parents et les tuteurs ont noté des changements positifs chez leurs enfants suite à leur participation aux clubs CDC. Par exemple, on constate une amélioration notable de la communication entre les enfants de 1 à 7 ans, les garçons devenant plus doux dans leurs interactions avec les filles, ce qui reflète une évolution vers des relations respectueuses et empathiques. La participation au club des CDC a eu un impact positif, car elle a aidé les enfants à devenir plus informés et plus ouverts d'esprit, ce qui suggère que ces programmes jouent un rôle précieux dans la promotion du développement social et personnel. Els ont également noté l'impact positif plus large sur leur engagement avec leur mari/femme. Par exemple, les parents ont noté une communication et un partage accrus entre eux. Ils se consultent lorsqu'ils prennent des décisions. Les maris sont plus respectueux de leur femme et demandent son avis lorsqu'ils prennent des décisions sur les achats. Tous les membres de la famille partagent les tâches ménagères et leurs fils et filles travaillent davantage ensemble. Dans l'ensemble, cette approche des parents, associée à des activités de groupe structurées, semble soutenir la croissance holistique des enfants, favorisant à la fois la motivation scolaire et un comportement interpersonnel respectueux.

Quelles sont les méthodes de feedback permettant à EAJ de partager ses points de vue ?

Le projet a maintenu et promu plusieurs mécanismes permettant aux EAJ de faire part de leurs opinions et de partager leurs points de vue, notamment :

- Organiser des dialogues annuels avec les enfants qui leur donnent l'occasion d'exprimer leurs opinions sur des questions qui les concernent.⁶⁹⁸
- Établir et maintenir des réunions régulières du Comité de pilotage du projet de Plan au niveau de la commune où les opinions du EAJ sont indirectement reflétées par les parties prenantes du projet.⁶⁹⁹
- Grâce à des animateurs soigneusement sélectionnés et en contact direct avec EAJ afin qu'ils comprennent leurs rôles et responsabilités, les animateurs peuvent transmettre les opinions et les commentaires des enfants à l'équipe du projet.⁷⁰⁰
- Par l'intermédiaire du personnel de terrain du PI: les communes du projet ont souvent de nombreuses activités de projet différentes du Plan et disposent d'un personnel de projet sur le terrain, afin que les enfants et les parties prenantes puissent donner leur avis au personnel de terrain du PIV.⁷⁰¹

⁶⁹⁵ EIC 6, Enseignants, Vietnam, GDD 2, Enseignants, Vietnam

⁶⁹⁶Groupe de discussion 12, Parents, Femmes, Vietnam, Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

⁶⁹⁷ Groupe de discussion 12, Parents, Femmes, Vietnam, Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

⁶⁹⁸ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁶⁹⁹ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁷⁰⁰ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁷⁰¹ EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam

Au niveau de l'école, les EAJ et les enseignants semblent avoir une relation positive en matière de partage de commentaires. Il existe une boîte à suggestions (ce que je veux dire), dans laquelle les élèves peuvent partager anonymement leurs commentaires, gérée par les enseignants. La boîte à suggestions ne recoit cependant pas beaucoup de suggestions. Les EAJ et les enseignants ont tous confirmé que les élèves confiants semblent partager leurs commentaires directement avec leurs enseignants et les animateurs de l'école. 702 Tous les EAJ impliqués dans cette étude ont déclaré qu'ils n'avaient pas fourni de commentaires sur les activités du projet parce qu'ils n'avaient rien à commenter ou n'avaient aucun commentaire à donner. Bien que cela puisse montrer que les choses progressent bien, l'absence de commentaires positifs et négatifs est un motif de recherche plus approfondie. Les explications possibles du manque de commentaires sont les suivantes : les EAJ ne sont pas conscients du type de commentaires qui seraient utiles à l'équipe du projet ou ils ne pensent pas qu'il se passera quelque chose s'ils devaient fournir des commentaires. Par exemple, les enseignants ont noté qu'ils manquaient de compétences « pour travailler avec les enfants et les écouter afin de comprendre leurs problèmes ou leurs préoccupations. » 703 Une formation plus poussée sur la manière de comprendre et d'interpréter les préoccupations des EAJ pourrait encourager les conversations et donc augmenter le retour d'information fourni par ce biais. Il s'agit d'un sujet de préoccupation qui peut expliquer le manque de retour d'information recu des étudiants par l'intermédiaire des enseignants comme vecteurs de retour d'information sur le projet.

Il existe des mécanismes de rétroaction indirects supplémentaires via l'Union des femmes et le DEF, notamment :

- Au niveau des partenaires, une communication étroite a été établie entre l'Union des femmes à tous les niveaux et PI pour permettre un partage régulier des informations et des rapports sur les résultats des activités. Les deux parties écoutent activement les défis et les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre pour discuter des solutions opportunes. Les informations sont mises à jour et saisies au niveau local par le biais du système du personnel de terrain. En outre, le personnel du projet à tous les niveaux fait partie d'un groupe Zalo partagé où les membres peuvent discuter et partager toutes les questions liées au projet, y compris les commentaires des EAJ.⁷⁰⁴
- Le DEF partage ses commentaires avec PIV par le biais de rapports périodiques au Conseil de gestion du projet du Plan au niveau de la commune. Le DEF est informé de toutes les activités coordonnées et facilitées par le PIV, afin que tout le monde dispose des mêmes informations. Le personnel de terrain du PIV entretient des relations étroites avec le DEF et échange régulièrement des informations par téléphone sur les activités du projet. « Grâce à cela, les deux parties saisissent les informations rapidement et efficacement. »⁷⁰⁵

Comment les retours sont-ils enregistrés et utilisés pour adapter le projet ?

Le personnel de terrain et le personnel local du PIV sont chargés de recueillir les commentaires des différents mécanismes et de partager ces informations tout au long du projet. Octte évaluation n'a pas trouvé de système formel d'enregistrement et de suivi de la mise en œuvre des commentaires et de la restitution aux EAJ. Il est essentiel de boucler la boucle de rétroaction pour encourager une communication et un retour d'information plus approfondis et plus significatifs.

⁷⁰²EIC 9, EAJ, Vietnam, EIC 6, Enseignants, Vietnam, GDD 11, Filles, Vietnam

⁷⁰³EIC 6, Enseignants, Vietnam

⁷⁰⁴EIC 8, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁷⁰⁵EIC 3, DEF, Vietnam

⁷⁰⁶EIC 5, Équipe de projet et IP, Vietnam, EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

Comment les mécanismes de rétroaction sont-ils adaptés au EAJ dans toute leur diversité ?

PIV a accordé une attention particulière à la mise en place de mécanismes de rétroaction afin de s'assurer qu'ils étaient adaptés au public et de l'encourager à partager ses commentaires. PIV a discuté des problèmes liés à la création de multiples mécanismes de rétroaction parallèles et complexes pour les EAJ. Il a été discuté que l'introduction de nouveaux mécanismes de retour serait trop complexe ou déroutante pour les EAJ. Par conséquent, les mécanismes de retour existants sont utilisés pour minimiser cet impact.⁷⁰⁷

5.10.4. Progrès de l'ambition transformatrice du genre du programme

Cette section analyse l'ambition de transformation du genre du projet en triangulant les données collectées lors des EIC, des GDD, de l'atelier Bridge, l'analyse fournie dans l' évaluation du MEG menée lors des phases de conception et de mise en œuvre⁷⁰⁸ et l' analyse des normes sociales et de genre et de leur impact sur l'accès des adolescentes issues de minorités ethniques à l'éducation et à l'EFTP menée par PIV en juin 2023.⁷⁰⁹ La section est présentée selon les six éléments de changement du guide PI MEG. Les enseignements tirés du plan d'action élaboré lors de l'atelier Bridge sont également partagés dans le chapitre Recommandations.

Normes de genre

Lors du dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine.⁷¹⁰ Le projet a fait des efforts considérables pour aborder et éliminer certains stéréotypes sexistes courants dans la communauté locale, tels que la croyance en la préférence pour les garçons (valoriser les fils par rapport aux filles dans la famille) ; l'idée que les filles n'ont pas besoin de poursuivre des études supérieures ; l'idée que les filles devraient se concentrer sur les tâches ménagères et rester près de chez elles ; et l'idée que les filles ne devraient pas beaucoup participer aux activités communautaires.

Grâce à des activités de communication communautaire, à des réunions régulières du club des parents et aux efforts de communication des clubs de CDC dans les écoles, le projet a sensibilisé les parents et les élèves à ces stéréotypes. Le projet a également pris des mesures concrètes pour lutter contre ces préjugés, notamment en dispensant une formation sur l'égalité des sexes aux enfants des clubs de CDC et en intégrant des sujets tels que la violence à l'école, le mariage des enfants et la prévention de la violence sexiste dans les activités de communication menées par les clubs CDC. Ces initiatives visent à favoriser un état d'esprit plus inclusif et plus équitable au sein de la communauté. Les données recueillies lors des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe corroborent ces conclusions, comme indiqué ci-dessus.

Agence

Lors du dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. 711 Le projet a réussi à renforcer le rôle de leadership des membres du club de CDC dans les neuf communes ciblées. Chaque école a créé et géré un club de CDC de garçons et un club CDC de filles, avec un total de 180 garçons et 180 filles participant à ces clubs. D'autres activités ont contribué à améliorer l'autonomie des filles et des garçons, notamment le Conseil des enfants du district et la simulation d'Assemblée nationale des enfants. Pour aider ces enfants à devenir des agents du changement, ils ont été formés pour accroître leurs connaissances et leurs compétences, et ont été habilités à mener

⁷⁰⁷ EIC 7, Équipe de projet et IP, Vietnam

⁷⁰⁸Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de conception et de mise en œuvre (nd)

⁷⁰⁹Analyse des normes sociales et de genre et de leur impact sur l'accès des adolescentes issues de minorités ethniques à l'éducation et à l'EFTP (juin 2023).

⁷¹⁰Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

⁷¹¹Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

des activités de communication au sein de leurs écoles et des communautés où ils vivent avec autorité. Ces efforts ont non seulement amélioré les connaissances et les compétences des enfants participants, mais leur ont également permis de devenir des agents du changement qui participent activement à l'identification et à la résolution des problèmes auxquels ils sont confrontés. En outre, ils ont acquis la confiance nécessaire pour engager un dialogue avec les adultes (enseignants, parents et responsables du gouvernement local) sur les questions qui les concernent.⁷¹²

Travailler avec des garçons et des hommes

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine.⁷¹³ Il est important d'inclure les garçons et les hommes, ainsi que les filles et les femmes, lorsque l'on cherche à mettre en œuvre une activité visant à promouvoir l'égalité des sexes et à prévenir la violence sexiste. Ils sont des agents du changement et souvent des gardiens dans les communautés où PIV travaille. Cela est particulièrement important pour ce projet car il vise à créer un environnement propice aux EAJ.

Dans toutes les activités du projet, les garçons et les filles bénéficient d'une participation égale. Les garçons et les filles ont été impliqués dans la réalisation d'activités de communication au sein de la communauté et de l'école sur des sujets tels que la prévention de la violence sexiste dans les écoles. Pour assurer la participation active des garçons et des filles aux activités scolaires, des activités peuvent être organisées séparément pour les groupes de garçons et de filles lorsque cela est nécessaire pour éviter toute domination des opinions. Les garçons et les filles ont la possibilité et le soutien nécessaires pour participer activement aux activités du projet.

En outre, le projet facilite la mise en place de clubs de parentalité positive, qui impliquent à la fois les parents hommes et femmes. Lors des discussions de groupe avec les parents hommes, les participants ont expliqué comment ils ont changé leurs croyances et leurs attitudes pour adopter des normes de genre égales et des masculinités positives. Désormais, les pères et les tuteurs hommes prennent « l'initiative de déposer et de récupérer régulièrement leur enfant à l'école » et « le mari respecte davantage sa femme et ses enfants ».714

Le projet prend également en compte les obstacles qui peuvent entraver la participation des deux sexes aux activités de formation professionnelle, en procédant à des ajustements opportuns et appropriés pour surmonter ces défis en s'appuyant sur l'analyse initiale de genre. The Cette approche contribue à garantir l'égalité des sexes et l'égalité des chances pour les garçons et les filles dans tous les aspects du projet. On pourrait toutefois faire davantage pour se concentrer sur les masculinités positives, par exemple, au sein des groupes de parents masculins, se concentrer sur des actions spécifiques que les hommes peuvent entreprendre pour promouvoir une parentalité réactive ou une paternité réactive lorsqu'ils s'occupent de leurs enfants. Cela irait au-delà de la sensibilisation.

État et position

Lors du dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. ⁷¹⁶ Le projet a déployé des efforts considérables pour élever la position sociale et le rôle des enfants, en particulier des filles, dans les processus de prise de décision liés aux questions relatives aux enfants. Les enfants ont eu l'occasion de participer à des événements tels que le Conseil de l'enfance du district et des séances de dialogue avec des adultes (enseignants, parents et dirigeants locaux). Grâce à ces dialogues, les enfants ont pu exprimer leurs points de vue et soulever les problèmes auxquels ils sont confrontés, appelant à des réponses et un soutien rapides.

Les activités qui contribuent le plus à ce domaine, la formation et le soutien à l'EFTP, ont été limitées jusqu'à présent. Il est donc difficile pour l'équipe d'évaluation d'évaluer dans quelle mesure le projet a été transformateur dans ce domaine. Ce sera certainement un axe de travail et un domaine de transformation dans la seconde moitié du projet, maintenant qu'un partenaire de formation a été identifié.

⁷¹² Atelier Bridge, Vietnam

⁷¹³Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

⁷¹⁴ Groupe de discussion 13, Parents, Hommes, Vietnam

⁷¹⁵Analyse des normes sociales et de genre et de leur impact sur l'accès des adolescentes issues de minorités ethniques à l'éducation et à l'EFTP (juin 2023).

⁷¹⁶Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

Diversité

Dans le dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel moyen dans ce domaine.⁷¹⁷ Le projet a accordé une attention particulière aux groupes vulnérables et aux barrières sociales qui entravent leur participation, en mettant en œuvre des mesures pour adapter les activités en conséquence. Parmi les groupes qui ont reçu une attention accrue figurent : les enfants des communautés ethniques minoritaires, les enfants à risque d'abandon scolaire et du MPFEU, les enfants de familles à faible revenu et les enfants handicapés. Ces groupes ont fait l'objet d'une attention particulière en identifiant les obstacles et les défis qui empêchent leur participation aux activités scolaires. Le projet s'est efforcé de surmonter ces obstacles, en veillant à ce que ces enfants ne soient pas laissés pour compte et en leur offrant des chances égales de participer aux activités, contribuant ainsi à favoriser une participation plus inclusive à l'éducation et aux efforts communautaires. Néanmoins, comme l'a identifié l'équipe du projet, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour garantir l'inclusion des membres de la communauté LGBTIQ+.⁷¹⁸

Environnement favorable

Lors du dernier MEG, le projet a été jugé comme ayant un potentiel élevé dans ce domaine. ⁷¹⁹ Le projet a déployé des efforts initiaux pour créer un environnement propice à la participation des étudiants et les protéger des risques de violence sexiste. ⁷²⁰ Les principales initiatives évoquées lors de l'atelier Bridge comprennent :

- Maintenir la salle de conseil scolaire pour identifier et traiter les problèmes psychologiques de manière précoce, en particulier ceux qui conduisent à la violence sexiste. Les enseignants ont été formés aux connaissances et aux compétences nécessaires pour garantir que la salle de conseil reste efficace pour soutenir les élèves.
- Renforcement des capacités des comités de protection de l'enfance au niveau des communes. Ces efforts ont amélioré la capacité de la communauté locale à identifier et à traiter efficacement les problèmes de violence sexiste. Le projet a fourni une formation et des compétences aux membres du comité, leur permettant de s'acquitter de leurs tâches de protection de l'enfance avec compétence. Il s'agit d'un mécanisme de coordination intersectorielle qui garantit la participation de multiples parties prenantes à la réalisation efficace du travail de protection de l'enfance au niveau des communes. Le projet a déployé des efforts importants pour améliorer les connaissances et les compétences des membres du comité afin de garantir la mise en œuvre efficace des tâches de protection de l'enfance, en particulier pour protéger les enfants des risques et prévenir la violence sexiste au niveau local. Les activités des comités communaux de protection de l'enfance sont maintenues régulièrement pour partager les problèmes, discuter des causes et identifier des solutions pour résoudre les problèmes liés aux enfants dans la communauté en temps opportun. Cette collaboration continue contribue à renforcer la protection des enfants et soutient le développement de solutions durables pour leur bien-être. 721 II est important de noter que ce mécanisme encourage soit la collaboration intersectorielle que la responsabilité partagée entre les différentes parties prenantes, garantissant ainsi une protection efficace de l'enfance.
- Mise en œuvre des politiques locales existantes. En soutenant le fonctionnement continu des services d'orientation scolaire, le projet a contribué à assurer la mise en œuvre efficace des directives nationales, telles que la circulaire 31/2017/TT-BGDĐT sur l'orientation scolaire et la circulaire 33/2018/TT-BGDĐT sur le travail social dans les écoles. En outre, les modèles d'intervention du club des CDC et les efforts de communication sur l'égalité des sexes ont contribué au succès de la composante 8 du projet, qui se concentre sur l'égalité des sexes et

⁷¹⁷Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

⁷¹⁸EIC 7, Personnel du projet, Vietnam ; Atelier Bridge, Vietnam

⁷¹⁹Évaluation des marqueurs de transformation du genre (MEG) réalisée lors des phases de mise en œuvre (nd)

⁷²⁰Atelier Bridge, Vietnam

⁷²¹ Atelier Bridge, Vietnam

les questions critiques pour les femmes et les enfants, en particulier dans les zones de minorités ethniques, dirigée par l'Union des femmes.

D'autres activités clés ont eu un impact sur l'environnement, notamment la formation des enseignants, les clubs de parents et les activités de communication des CDC. Les domaines dans lesquels des activités de développement supplémentaires sont liées à l'EFTP. La création d'un environnement propice à l'emploi des jeunes femmes est essentielle pour réaliser le plein potentiel du projet dans ce domaine.

5.10.5. Conclusions

Les évaluations quantitatives et qualitatives montrent que le projet progresse bien par rapport à ses objectifs à moyen terme et qu'il est en bonne voie pour atteindre ses objectifs spécifiques et résultats d'ici 2026. Les résultats montrent que des progrès considérables ont été réalisés sur les résultats 1 et 3. Les EAJ participent de manière significative aux activités du projet telles que les clubs de CDC et les comités d'enfants. Ces activités ont montré des améliorations de l'estime de soi et de la confiance en soi pour les garçons et plus encore pour les filles. Il y a eu des retards notables sur le résultat 2, cependant, principalement en raison d'un manque de compréhension du type de formation que les EAJ souhaitent recevoir et des aspects pratiques de la recherche d'un partenaire de formation qui peut dispenser la formation à proximité des foyers des enfants. Maintenant que ce défi a été surmonté et qu'une formation a déjà été dispensée, PIV peut s'attendre à voir des progrès dans ce domaine au cours de la prochaine moitié du projet. En outre, certains indicateurs qui ont été dépassés devraient être revus pour augmenter la difficulté ou pour se développer afin d'avoir une réflexion plus approfondie sur la réalisation.

Les modèles de projet sur la protection de l'enfance, la violence sexuelle et sexiste et l'engagement des parents/tuteurs ont fonctionné de manière efficace et efficiente. PIV a formé et diffusé des informations aux partenaires pour les aider à entreprendre des activités visant à répondre aux divers besoins et risques de protection. Il communique bien et entretient de solides relations avec les parties prenantes de l'ensemble du projet, y compris le DEF, ce qui contribue à garantir que les modèles sont bien mis en œuvre et que des adaptations peuvent être apportées si nécessaire. Le modèle de CDC est particulièrement efficace car il atteint un grand nombre de personnes grâce à un effet d'amplification puisque les EAJ partagent leurs connaissances avec leurs pairs ; et efficace car les EAJ signalent des niveaux de confiance accrus acquis en concevant et en réalisant des activités sur des sujets qui les intéressent. De même, le modèle d'engagement des parents/tuteurs dans des activités de formation et de sensibilisation a créé un environnement positif au sein du foyer et de la communauté. Les parents/tuteurs ont également déclaré avoir partagé leurs expériences et leurs connaissances avec leurs pairs, ce qui a également eu un effet d'impact amplifié.

En ce qui concerne les résultats 1 et 3, le personnel du projet, les partenaires, les enseignants, les EAJ et les parents/tuteurs ont tous convenu que la participation des EAJ était significative et que les EAJ étaient motivés par le fait de contrôler les activités. Ils ont eu plusieurs occasions de participer à la conception des activités et de concevoir les activités eux-mêmes. En effet, c'est la principale raison de leur motivation à participer au projet. Une suggestion pour la prochaine moitié du projet consistait à ajouter ou à proposer des activités existantes dans la langue Vân Kiều afin que les EAJ de la communauté Vân Kiều se sentent plus en confiance lors de la réalisation des activités. Bien qu'il existe plusieurs mécanismes de rétroaction en place, davantage de travail pourrait être fait au niveau de l'école, pour définir les mécanismes de rétroaction et s'assurer que les EAJ comprennent quel type de rétroaction serait utile et fournir une formation aux enseignants pour recevoir une rétroaction de manière positive.

L'équipe du projet a bien fait de rester sur la bonne voie pour atteindre l'ambition de transformation du genre du projet, compte tenu des retards importants dans la mise en œuvre. Les domaines dans lesquels le projet a bien fonctionné comprennent l'influence sur les normes et les

attentes discriminatoires liées au genre grâce à des activités phares telles que le club de CDC et divers comités d'enfants. Le projet a également bien fonctionné dans la création d'un environnement favorable grâce aux clubs de parents, à la formation des enseignants et à l'engagement d'autres parties prenantes, y compris les autorités locales. Ces domaines de haute performance devraient être reproduits lors de l'expansion dans le nouveau site du projet. Il existe cependant des domaines à développer davantage, notamment la diversité des participants au projet et le travail avec les garçons et les hommes. Les activités prioritaires ont été définies dans le plan d'action, élaboré dans le cadre de l'atelier Bridge.

6. Recommandations

Les recommandations ont été présentées par pays et au niveau mondial. Elles ont été divisées en recommandations prioritaires et recommandations à long terme. Les recommandations prioritaires sont celles qui doivent être abordées rapidement ou qui créeraient une augmentation immédiate de l'impact. Les recommandations à long terme sont celles qui pourraient être mises en œuvre sur une période plus longue et qui entraîneraient une augmentation plus faible, mais tout aussi importante, de l'impact pour les participants au programme.

6.1. Global

Recommandations prioritaires

Créer des communautés de pratique et faciliter les visites d'échange entre les équipes de projet : Les thèmes potentiels pour les communautés de pratique pourraient inclure : les mécanismes de retour d'information, le MPEBC, les approches de formation COPEEJ, ainsi que des approches en matière d'inclusion, de la diversité et de travail avec les hommes et les garçons. Cela profiterait à tous les pays du programme DGD et unifierait les approches entre les pays. Les trois pays francophones et les deux pays hispanophones bénéficieraient grandement du partage d'expériences régionales, notamment des problèmes, des réussites et des défis communs. Les défis pourraient être examinés afin de développer des solutions créatives et adaptées à la région. En outre, la Belgique pourrait être davantage intégrée à la mise en œuvre dans d'autres pays pour comprendre comment les visites d'échange au niveau des étudiants pourraient être bénéfiques pour chaque pays. Le Vietnam présente de nombreux domaines d'excellence qui pourraient être mis en avant pour que d'autres pays puissent s'en inspirer.

Introduire un processus systématique d'examen et d'adaptation des programmes et des projets : les évaluateurs n'ont pas trouvé de preuve d'un processus systématique d'examen et d'adaptation lié à la planification des projets. Bien qu'il y ait eu des exemples d'examen de projets, d'intégration des retours d'information et de planification, ces systèmes n'étaient pas standardisés et complets dans tous les pays. Il existe plusieurs modèles populaires utilisés par différents donateurs et ONG, allant de l'adaptation itérative axée sur les problèmes (PDIA) à l'approche de gestion adaptative de l'USAID. 722 Ces approches utilisent des processus cycliques similaires liés aux cycles de planification du travail où les défis, les leçons et les retours d'information sont systématiquement documentés et des adaptations sont ensuite apportées au projet pour accroître la responsabilisation et générer un plus grand impact. Les approches et ressources supplémentaires comprennent :

- Boîte à outils PDIA
- Cadre opérationnel du programme FCDO : Section 5 Cycle de vie
- DFAT : Qu'est-ce que la gestion adaptative et comment fonctionne-t-elle ?
- ODI : <u>LearnAdapt : une synthèse de notre travail sur la programmation adaptative avec</u> <u>DFID/FCDO (2017-2020)</u>
- OPM : MEL et programmation adaptative : Expérience de deux programmes pluriannuels de développement international
- Abt Associates : <u>Mise en œuvre de la gestion adaptative : un effort de première ligne Existe-t-</u> il une pratique émergente ?

225

 $^{^{722}}$ USAID, 2028, Note de discussion : Gestion adaptative. Disponible à l'adresse suivante : <u>Lien</u>

Soutenir les projets pour intégrer de meilleurs mécanismes de collecte, de documentation et de restitution des retours d'information : en fournissant des conseils pratiques, de courtes formations ou des séances d'information sur l'importance de recevoir, de documenter, de suivre et de fournir des mises à jour sur la manière dont les retours d'information ont été pris en compte. En veillant à ce que chaque projet dispose d'un mécanisme de retour d'information fonctionnel, deux résultats potentiels pourraient se produire : 1) les participants seront plus motivés à partager leurs retours d'information ; et 2) les activités seront mieux ciblées sur les besoins des participants.

Revoir l'approche du capital d'amorçage et des kits de démarrage dans le cadre du modèle COPEEJ: Deux éléments doivent être revus : 1. qui reçoit le capital d'amorçage et les kits de démarrage et 2. comment le capital d'amorçage est-il contrôlé ?

- Afin d'éviter tout malentendu sur la question de savoir qui recevra le capital et les kits de démarrage, les mêmes ressources devraient être accordées à tous les étudiants qui suivent le cours. Afin de convenir du montant du capital d'amorçage, une enquête pourrait être menée auprès des EAJ étudiants qui suivent actuellement les cours pour comprendre ce que, selon eux, le capital et les kits devraient couvrir. La recherche de commentaires sur cette question permettrait d'accroître la participation des EAJ à la conception du projet.
- Il convient de procéder à un suivi rigoureux de l'utilisation du capital d'amorçage, notamment en recueillant des exemples de « bonnes pratiques » et des études de cas sur la manière dont les EAJ ont tilisé le capital d'amorçage. En outre, les anciens étudiants pourraient être invités à discuter avec les étudiants actuels de la meilleure façon d'utiliser le capital d'amorçage. La création d'un réseau de soutien pour les anciens étudiants peut contribuer à maintenir la motivation et à éviter une mauvaise utilisation du capital d'amorçage.

Harmoniser les outils d'évaluation de fin de parcours : Il a été noté qu'avant que les études à miparcours n'aient lieu dans tous les pays, des outils ont été préparés (dans différentes langues) et partagés afin que tous les consultants utilisent la même approche. Les études de base ont cependant eu lieu avant le début du programme et certaines équipes ont signalé des changements dans les lieux de projet et les participants entre l'étude de base et l'étude à mi-parcours. En outre, certains consultants d'enquête quantitative n'ont pas correctement suivi les spécifications de mesure de l'AoGD. Par conséquent, une grande attention doit être accordée lors de l'évaluation de fin de parcours pour s'assurer que ce défi soit évité à l'avenir. Il peut être possible de former et d'intégrer un membre des équipes de projet du BP (ou un membre d'équipe d'un autre BP pour renforcer l'objectivité du projet) au sein des équipes de collecte de données de l'évaluation de fin de parcours afin d'accroître la nature participative de l'évaluation et d'assurer une standardisation dans tous les pays. Cette approche constituerait une opportunité d'apprentissage pour les employés du BP. De plus, l'approche garantira également que l'évaluation qualitative est utilisée de la manière la plus efficace pour mesurer les différences réelles de réussite par rapport aux différences dues aux différentes pratiques et outils de mesure.

Recommandations à long terme

Accent accru sur l'intégration des personnes handicapées : de nombreux pays ont constaté qu'il fallait faire davantage pour intégrer et inclure les personnes handicapées. Cette évaluation recommande deux options pour améliorer ce domaine :

 Formation de l'ensemble du personnel du projet et des partenaires sur les questions courtes du groupe de Washington, qui permettraient d'accroître les connaissances sur les différents types de handicaps et les différents aménagements qui devraient être mis en place pour permettre aux personnes handicapées de participer de manière significative aux activités du projet. Des partenariats avec des OSC qui travaillent directement avec des personnes handicapées devraient être explorés dans les cas où l'accès aux personnes handicapées semble être un problème.

Durabilité et transition : cette évaluation n'a pas permis de trouver de stratégies de durabilité des projets au niveau du programme ou du projet. À mi-parcours du programme, il est conseillé de commencer à élaborer ces stratégies pour assurer la durabilité des résultats et de l'impact du projet, ainsi que la durabilité financière des bureaux de projet et des organisations partenaires. L'un des domaines d'intérêt est la distribution actuelle de capitaux d'amorçage et de kits de démarrage pour les AGR par le programme. Il faudrait réfléchir à la manière de continuer à fournir ce soutien aux étudiants après le programme, par exemple par le biais d'approches AVEC.

Une plus grande collaboration et des échanges accrus devraient avoir lieu entre les participants du projet belge et les autres pays. Cela permettrait d'accroître les éléments de solidarité internationale dans le cadre du programme, en exposant EAJ à des cultures et des expériences différentes tout en s'engageant dans des projets similaires. Le Bénin peut servir d'exemple à d'autres pays qui n'ont bénéficié que de la première phase. Après l'échange, des efforts plus importants devraient être faits pour comprendre et suivre l'impact de l'échange.

Améliorer la documentation du projet : pour les documents clés du projet, fournir des modèles standardisés afin de garantir que le même niveau d'informations est documenté et conservé dans l'ensemble du programme. Par exemple, un bref document de présentation du projet doit être disponible aux niveaux du projet et du programme, en cartographiant les activités, les partenaires et les autres parties prenantes clés du programme. Ces documents pourraient être partagés avec d'autres projets (CO) dans le cadre du programme DGD afin d'accroître la visibilité et la communication entre les équipes nationales.

6.2. Belgique

Recommandations prioritaires

Définir de manière stratégique la focalisation géographique du projet : tout en maintenant une couverture géographique significative (dans toutes les régions linguistiques du pays, (semi-)rurales et urbaines), envisager un recentrage pour permettre des activités qui se renforcent mutuellement. Par exemple, travailler avec les autorités municipales locales et sensibiliser les écoles et les organisations de jeunesse dans les mêmes endroits, et cibler ces dernières pour des événements de campagne afin de capitaliser sur l'environnement favorable créé et les compétences EAJ acquises.

Collaborer avec Enabel sur la participation des jeunes à ses processus décisionnels: Maintenir les discussions avec Enabel pour soutenir le développement d'un Cercle d'engagement des jeunes ou d'un Conseil de réflexion des jeunes. Le PIB a ici une forte opportunité de contribuer à l'engagement structurel des jeunes au niveau politique, en bénéficiant de sa réputation d'organisation experte à la fois sur la participation des jeunes et sur la protection et la sauvegarde de l'enfance, ainsi que du propre calendrier d'Enabel pour mettre en place un mécanisme d'engagement des jeunes (2025, encore en phase d'exploration et de consultation laissant une marge d'influence).

Réactiver le groupe des volontaires éducatifs (francophones) : identifier un point focal clair pour l'engagement des volontaires éducatifs du côté francophone et réactiver le groupe. Cela peut inclure des séances de recyclage et de formation et/ou de coaching « sur le terrain », ainsi qu'un déploiement réel. Créer une communauté de pratique entre les volontaires éducatifs des deux régions du pays. Élaborer un plan d'action concret.

Recruter des bénévoles aux profils plus divers, notamment masculins : tout en réactivant les groupes de bénévoles éducatifs, veiller à une plus grande diversité de profils pour répondre aux réticences et aux discussions difficiles sur les sujets liés au genre. Il est impératif d'augmenter le nombre de bénévoles masculins, mais il convient également de prêter attention à la diversité religieuse et ethnique.

Fournir aux EAJ un retour d'information sur l'impact de leur engagement : lorsque les EAJ se sont engagés, se sont mobilisés, ont apporté leur contribution à des campagnes et à des activités de plaidoyer, assurez-vous de leur faire part de ce que le PIB et/ou les décideurs politiques ont fait de leurs recommandations.

Effectuer une évaluation des risques de protection des EAJ vulnérables : évaluer comment la participation aux activités de plaidoyer et de campagne du PIB peut affecter et mettre en danger les EAJ vulnérables, ventilées par critères de vulnérabilité.

Renforcer l'engagement sur les réseaux sociaux : Renforcer l'engagement de PIB sur les réseaux sociaux, en particulier sur TikTok, qui est le canal préféré de EAJ. À cet effet, embaucher un responsable des réseaux sociaux (employé ou consultant). Renforcer la capacité de PIB à mener des campagnes en ligne.

Organiser des séances de sensibilisation réservées aux garçons et aux filles: pour lutter contre les dynamiques de pouvoir (toxiques) liées au genre, notamment lorsque vous travaillez avec des jeunes qui n'ont pas choisi de participer à des séances de sensibilisation au genre (obligatoires en milieu scolaire, par exemple), envisagez d'organiser des séances séparées pour les garçons et les filles. Assurez-vous que des animateurs masculins (volontaires éducatifs, enseignants) animent les séances avec les adolescents de sexe masculin. Envisagez de mettre l'accent sur les masculinités positives.

Augmenter le nombre de membres masculins du CCJ et des CDC : Envisager des groupes de CDC exclusivement masculins avec des animateurs masculins.

Recommandations à long terme

Trouver des points d'entrée efficaces pour impliquer les participants masculins : identifier des thèmes de campagne qui s'adressent autant aux participants masculins qu'aux participantes. Lancer des discussions sur le genre dans une perspective plus large, comme le bien-être général, le harcèlement, la communication non violente, etc.

Collaborer avec des organisations spécialisées dans le travail auprès des jeunes et/ou de solidarité: cela peut inclure des groupes artistiques pour s'engager activement dans des campagnes, des groupes d'étudiants axés sur la solidarité, des organisations de travail auprès des jeunes basées dans la communauté comme Kras, etc. L'objectif est double: mobiliser davantage de jeunes (diversifiés) et mieux adapter les activités aux préférences des différents groupes (par âge, intérêt, etc. cela inclut des activités interactives et plus pratiques pour les groupes d'âge plus jeunes ou ceux ayant un faible niveau d'alphabétisation, (dans les langues nationales) par exemple).

Renforcer le travail avec les populations vulnérables, à travers :

 Collaborer avec des organisations travaillant avec des jeunes en situation de vulnérabilité. Afin d'accroître la diversité de manière sûre et significative, consulter, collaborer et établir des partenariats avec des organisations spécialisées dans le travail avec les jeunes en situation de vulnérabilité/marginalisation afin d'identifier les méthodologies les plus appropriées. • Former les jeunes privilégiés ainsi que les décideurs aux compétences générales pour s'engager auprès des groupes marginalisés/vulnérables. Parmi les compétences générales qui seraient utiles, on peut citer la patience, la flexibilité, une communication sensible et inclusive et des compétences linguistiques. Cela implique d'investir le temps nécessaire pour créer une dynamique de groupe positive.

Renforcer la formation des bénévoles éducatifs : compléter la solide formation théorique des bénévoles éducatifs par une formation renforcée sur le terrain. Ajouter les premiers secours psychologiques et l'orientation au programme de formation pour les équiper afin de répondre aux abus et/ou aux traumatismes qui pourraient leur être signalés lors des séances de sensibilisation.

Organiser des séances de sensibilisation plus longues : envisager de réévaluer les séances de sensibilisation, les écoles de genre et les méthodologies similaires en les réduisant en nombre mais en les prolongeant (par exemple, des séances d'une journée complète) plutôt qu'en un grand nombre de séances plus courtes afin de laisser plus de temps pour établir la confiance et le rapport avec les participants.

Accroître l'engagement des autres pays du programme DGD avec le EAJ : Cela pourrait se faire de plusieurs manières, notamment :

- Inviter les représentants des EAJ des pays partenaires à co-définir les priorités du prochain programme DGD. S'engager avec les BP et les jeunes des pays partenaires du programme DGD dans les phases de conception et de planification du prochain programme DGD.
- Inviter les jeunes leaders et militants des pays partenaires à des événements clés en Belgique. Continuer à inviter les jeunes leaders et militants des pays partenaires du programme DGD à se rencontrer et à partager leurs expériences et leurs priorités avec les jeunes belges et les décideurs politiques.
- Réplication de l'activité du Mémorandum dans d'autres pays du programme. Le Bénin EAJ a notamment exprimé un fort désir de voir l'expérience de participation des jeunes qu'il a vécue en Belgique reproduite au Bénin en vue des prochaines élections de 2026.

Inviter les décideurs politiques à rencontrer le EAJ : Continuer à inviter les décideurs de haut niveau à rencontrer et à échanger avec le EAJ lors d'activités de plaidoyer et de campagne interactives, vivantes et concrètes.

Mieux connecter les activités pour optimiser l'impact : par exemple, capitaliser sur les Écoles des droits et du genre pour rédiger des recommandations de plaidoyer, participer à des campagnes, etc.

Capitaliser sur les droits et les structures de participation existants du EAJ : s'engager avec le PKIO, le Vlaamse Jeudgraad, le Forum des Jeunes pour créer des synergies en vue d'une participation structurelle des jeunes sur les sujets de solidarité internationale, en plus des priorités nationales.

Plaidoyer auprès des donateurs sur les exigences spécifiques des programmes de changement de comportement : Participer à un plaidoyer collectif autour des questions de financement, notamment sur le financement des projets de changement de comportement. Plus spécifiquement, sensibiliser les donateurs sur l'importance des ressources humaines nécessaires à ces programmes et plaider pour que ces programmes bénéficient d'un ratio éligible plus élevé entre les coûts administratifs/ressources humaines et les coûts d'activité.

6.3. Bolivie

Recommandations prioritaires

Développer et mettre en œuvre un mécanisme de feedback anonyme et systématisé: Le projet ne dispose pas actuellement d'un mécanisme structuré permettant aux participants de fournir un feedback anonyme. Pour garantir une approche centrée sur les participants, il est essentiel de développer et de mettre en œuvre un tel système dès que possible. Une option consiste à adopter le modèle de la « boîte à suggestions », appliqué avec succès par PIE et son partenaire de mise en œuvre. Ce mécanisme a été jugé efficace par les participants et le personnel, offrant un moyen simple et fiable de recueillir des commentaires tout en préservant l'anonymat.

Organiser des séances de mobilisation communautaire pour sensibiliser au rôle et à l'importance des services de protection communautaire : les données révèlent que les mécanismes de protection ne sont pas toujours respectés ou reconnus comme des figures d'autorité, en particulier à La Paz. Pour remédier à ce problème, il est recommandé d'organiser des séances de mobilisation communautaire pour sensibiliser au rôle et à l'importance des services de protection, y compris le travail des promoteurs locaux. Ces séances devraient impliquer des dirigeants communautaires influents, des réseaux de jeunes et des autorités de protection officielles. Au cours de la séance, l'IP, les partenaires de mise en œuvre et les mécanismes locaux pourraient préparer et présenter une cartographie visuelle claire des mécanismes de protection existants et de leur fonctionnement. Pour accroître la crédibilité, il serait bon que des femmes travaillant dans ces mécanismes présentent des exemples concrets (sous forme anonyme) de cas signalés et traités.

Mettre en place des mécanismes de planification et de communication fiables pour les activités : Compte tenu des nombreuses observations des participants sur les problèmes de communication, les retards et les reprogrammations des activités, il est recommandé à l'équipe de projet de mettre en place un système de communication plus structuré et plus fiable pour la planification des activités. Cela pourrait consister à fournir aux participants des horaires confirmés au moins une semaine à l'avance, avec des détails clairs sur les heures et les lieux des activités et sur les changements éventuels. En outre, une plateforme numérique ou un service de messagerie pourrait être utilisé pour envoyer des mises à jour ou des rappels en temps opportun sur tout changement de calendrier, garantissant ainsi que les participants sont bien informés et peuvent planifier en conséquence. Cela contribuerait à atténuer la frustration et à favoriser une meilleure planification des autres engagements des participants.

Renforcer et élargir les activités intergénérationnelles : les participants ont souligné l'impact positif des activités intergénérationnelles impliquant eux-mêmes et leurs parents. Il est donc fortement suggéré que ces types d'activités soient reproduites à plus grande échelle dans toutes les communautés.

Concevoir et proposer des activités ciblant les parents des participants : les participants au projet ont exprimé le souhait d'une plus grande implication de leurs parents dans le projet. Pour y répondre, le projet pourrait élaborer une stratégie d'engagement des parents, en explorant les compétences techniques et de vie dont les parents pourraient bénéficier. Pour garantir que les activités soient attrayantes, pertinentes et accessibles, les parents pourraient être informés de leurs intérêts et de leur disponibilité lors d'événements intergénérationnels, afin de s'assurer que les activités répondent à leurs besoins et à leurs horaires.

Mettre en œuvre des campagnes créatives et inclusives dans les langues maternelles : dans le contexte de La Paz, cela contribuera à accroître la participation et l'engagement, à élargir les alliances stratégiques avec les dirigeants communautaires et les autorités locales pour renforcer l'appropriation locale et la durabilité. En outre, il s'agira de promouvoir des espaces intergénérationnels, tels que des

réunions de famille ou des projets communs, pour remettre en question les normes traditionnelles et favoriser un changement culturel plus durable.

Aider les entrepreneurs à identifier les opportunités de commercialisation de leurs produits : Les entrepreneurs impliqués dans le projet ont exprimé le souhait d'un soutien accru pour identifier les opportunités de vente de leurs produits. Pour y remédier, le PIB et le partenaire de mise en œuvre pourraient organiser des ateliers axés sur la cartographie des marchés locaux et des foires commerciales. Si le budget le permet, le projet pourrait soutenir davantage les entrepreneurs en organisant des visites de foires locales et en leur fournissant du matériel pour les aider à installer leurs stands, améliorant ainsi leur visibilité et leur potentiel de vente.

Organiser des réunions régulières avec les équipes de coordination et de mise en œuvre du PIE : l'une des principales conclusions de l'évaluation est que les points forts et les défis des projets en Bolivie et en Équateur sont complémentaires. Bien que les contextes diffèrent, les partenaires de coordination et de mise en œuvre des deux pays pourraient grandement bénéficier du partage des meilleures pratiques et des enseignements tirés. Pour la Bolivie, le travail en Équateur offre des informations précieuses sur la mise en œuvre d'un mécanisme de retour d'information anonyme, la participation active de bénévoles adultes et des aspects plus larges liés à la composante de protection contre la violence.

Recommandations à long terme

Mise à jour du ciblage des filles pour les cours d'auto-emploi et d'emploi en fonction de leurs préférences exprimées et des obstacles liés aux normes sociétales actuelles. Cela pourrait être abordé en ayant des objectifs à court et à long terme.

- Objectif à court terme : Cet objectif refléterait ce que les filles rapportent, à savoir qu'elles estiment que l'auto-emploi est beaucoup plus facile pour elles en raison des attentes professionnelles et aussi de la flexibilité qu'il offre, ce qui leur permet de ne pas se sentir trop contraintes de s'écarter de leurs responsabilités et attentes actuelles en dehors du lieu de travail. Cela signifierait cibler davantage de filles pour les cours d'auto-emploi plutôt que pour les cours d'emploi à court terme.
- Objectif à long terme : Le changement des attentes sociétales et des rôles et responsabilités de genre est un processus à long terme. Il est peut-être irréaliste de penser que l'on pourrait cibler le même nombre de filles et de garçons pour le cours d'emploi en raison des attentes et des rôles de genre actuellement existants. Il pourrait être envisageable d'augmenter au fil du temps l'objectif d'inclusion des filles dans le parcours emploi.

Organiser un échange d'expériences en personne avec des entrepreneuses en Équateur : profitant de l'enthousiasme qui a émergé parmi le personnel et les participantes suite à la réunion en ligne entre les entrepreneuses participantes d'Équateur et de Bolivie, les deux bureaux pays en Bolivie et en Équateur pourraient organiser un échange en personne dans l'une des deux localités. Ces échanges offriraient de l'inspiration, favoriseraient la collaboration et permettraient aux participantes d'apprendre de diverses histoires de réussite.

Organiser un échange d'expériences en personne avec des femmes entrepreneures en Équateur : Tirant parti de l'enthousiasme suscité par la réunion en ligne entre les entrepreneures participantes en Équateur et en Bolivie, les deux bureaux de pays en Bolivie et en Équateur pourraient organiser un échange en personne dans l'un des deux lieux. Ces échanges seraient une source d'inspiration, favoriseraient la collaboration et permettraient aux participants d'apprendre de diverses histoires de réussite.

Renforcer et élargir les partenariats pour les contrats de formation : pour relever les défis contextuels du marché du travail, il est recommandé de renforcer les partenariats existants et d'en établir de nouveaux avec des employeurs potentiels directement liés à la formation professionnelle proposée aux participants. En s'appuyant sur l'expérience et le réseau de la Fondation Trabajo Empresa, ces partenariats pourraient inclure des secteurs tels que la réparation de téléphones, la réparation de motos, les agences de voyages et les boulangeries, en veillant à ce que la formation soit en phase avec les opportunités d'emploi réelles pour les participants.

Mettre en place des unités mobiles de protection pour soutenir les mécanismes de protection communautaire : les résultats indiquent que les mécanismes de protection communautaire, en particulier dans les zones reculées de La Paz, sont confrontés à des obstacles importants pour signaler les cas en raison d'un manque de ressources et de moyens pour accéder aux autorités officielles. Pour remédier à ce problème, PIB pourrait mettre en place des unités mobiles de protection qui pourraient se rendre régulièrement dans les communautés éloignées, garantissant ainsi l'accès aux services aux promoteurs et aux résidents qui ne peuvent pas se rendre dans les centres urbains. Ces unités devraient comprendre du personnel formé capable de répondre rapidement aux signalements de violence, d'offrir un soutien immédiat et de mettre les personnes en contact avec d'autres ressources.

6.4. Équateur

Recommandations prioritaires

Régler les conflits d'horaires pour améliorer la participation et la continuité des jeunes dans le projet : Pour assurer une participation significative et une continuité entre les participants, les activités doivent être programmées en soirée ou le week-end. Cette approche permet aux jeunes qui vont à l'école, à l'université ou au travail de participer plus facilement. De plus, proposer des séances en soirée ou le week-end peut encourager l'implication des parents, car ces horaires sont souvent plus pratiques pour les familles, ce qui constitue une incitation supplémentaire à leur engagement.

Développer un moyen plus facile pour obtenir de la protection contre la violence : comme abordé lors de l'atelier Bridge, le bureau de pays pourrait collaborer avec les institutions de garantie des droits pour co-créer un parcours d'orientation visuel facile à comprendre et à parcourir par les jeunes et les adultes vivant dans les communautés ciblées. Les parcours devraient inclure des étapes claires pour accéder aux services, des coordonnées pour les acteurs clés (par exemple, les travailleurs sociaux, les forces de l'ordre, les agents de protection de l'enfance) et des conseils sur la manière de faire remonter les problèmes lorsque les services sont inadéquats.

Renforcer les capacités des dirigeants communautaires et des bénévoles sur les mécanismes de protection : pour combler les lacunes dans la connaissance de la confiance dans les mécanismes de projection, PIE pourrait organiser une session de formation ciblant spécifiquement les dirigeants communautaires et les bénévoles sur les cadres juridiques et les mécanismes de protection. La formation devrait se concentrer sur la clarification des mandats, la compréhension des rôles et la fourniture d'outils pour aider ces dirigeants et bénévoles à mieux s'orienter et à expliquer les services de protection aux membres de la communauté.

Soutenir la création d'un réseau de jeunes filles et de femmes autonomes : en s'appuyant sur les partenariats positifs établis avec le MPSN, le réseau pourrait devenir un espace sûr pour les filles et les femmes pour partager leurs défis et leurs réalisations. Comme suggéré dans l'atelier Bridge, il peut également servir de plateforme pour organiser un mentorat par les pairs et des discours d'anciennes participantes en tant que modèles pour les jeunes filles des communautés du projet.

Former les anciens participants d'EdL et de CDC à devenir des facilitateurs : pour garantir que l'impact du projet soit transmis aux jeunes générations, il serait bon d'inciter les anciens participants d'EdL et de CDC à devenir des facilitateurs. Cette approche leur permet de rester autonomes tout en favorisant la durabilité en dotant les nouvelles générations de ces précieuses compétences et en leur offrant des modèles à suivre.

Produire une liste des OSC : Pour garantir que le projet s'intègre dans les initiatives existantes, PIE pourrait réaliser une cartographie détaillée des OSC et des réseaux de jeunes actifs sur les deux territoires, y compris leurs domaines d'intervention et leurs groupes cibles.

Développer et proposer des activités de rapprochement père-enfant : en s'appuyant sur l'expérience positive de PIB, PIE pourrait proposer des activités de rapprochement père-enfant où les pères et leurs enfants pourraient participer à des activités communes comme le sport, les arts ou des projets communautaires. Ces activités offriront aux pères l'occasion de nouer des liens avec leurs enfants de manière positive et encourageante, tout en renforçant le message de la paternité active.

Renforcer et étendre le volet économique afin que davantage de filles et de garçons puissent en bénéficier : l'évaluation montre que les filles participant aux activités liées au Résultat 3 se sont senties particulièrement autonomes et ont signalé des améliorations notables dans leur capacité d'action. À court terme, il serait bénéfique de sensibiliser davantage de filles aux opportunités offertes par ce volet à Los Ríos. Cela pourrait se faire en organisant des foires communautaires où les participants au projet présentent leurs produits et partagent le parcours qui les a conduits à développer leurs petites entreprises. À long terme, il a été noté que le volet devrait également être étendu à Bolívar, car la région a un grand potentiel pour les entreprises artisanales.

Développer des programmes de sensibilisation entre CDC et de paires de l'EdL: former les anciens élèves du programme en tant qu'éducateurs pairs pour reproduire les leçons au sein de leurs écoles et de leurs cercles sociaux. Fournir une boîte à outils comprenant des messages clés sur la santé sexuelle et reproductive et des directives pour organiser des sessions efficaces.

Organiser des réunions régulières avec les équipes de coordination et de mise en œuvre du PIB : l'une des principales conclusions de l'évaluation est que les points forts et les défis des projets en Bolivie et en Équateur sont complémentaires. Bien que les contextes diffèrent, les partenaires de coordination et de mise en œuvre des deux pays pourraient grandement bénéficier du partage des meilleures pratiques et des leçons apprises. Pour l'Équateur, le travail en Bolivie offre des informations précieuses sur le soutien au développement de la petite entreprenariat, l'allocation de capitaux d'amorçage et les aspects plus larges liés au Résultat 3.

Recommandations à long terme

Organiser un échange d'expériences en personne avec des femmes entrepreneures en Bolivie : en s'appuyant sur l'enthousiasme suscité par la réunion en ligne entre les entrepreneures participantes en Équateur et en Bolivie, les deux bureaux de pays en Bolivie et en Équateur pourraient organiser un échange en personne dans l'un des deux lieux. Ces échanges seraient une source d'inspiration, favoriseraient la collaboration et permettraient aux participants d'apprendre de diverses histoires de réussite.

Concevoir et proposer un module sur la paternité active : concevoir des activités en soirée basées sur la méthodologie PI pour promouvoir la paternité active. Pour encourager la participation, il a été suggéré lors de l'atelier Bridge que ces activités intègrent des éléments ludiques et engageants, comme l'organisation de tournois sportifs ou d'autres événements récréatifs, pour les rendre plus attrayantes pour les pères. EAJ participant à l'atelier Bridge ont suggéré que cette initiative pourrait s'appuyer sur la structure du CDC pour proposer des séances sur mesure aux pères, en abordant les normes de

genre et les pratiques parentales séparément pour assurer un engagement ciblé et significatif pour les deux groupes.

Créer un réseau d'« anciens » pour les participants formés auprès des CDC et à EdL : cette initiative peut favoriser l'engagement à long terme et amplifier l'impact du programme. Un tel réseau servirait de plateforme aux anciens pour continuer à partager leurs expériences, encadrer les nouveaux participants et collaborer à des initiatives communautaires.

Établir des plateformes de coordination régulières pour que les communautés locales se rencontrent et connaissent les services de protection : créer des forums ou des groupes de travail qui rassemblent des bénévoles, des dirigeants locaux et des représentants institutionnels pour faciliter un dialogue permanent, partager des mises à jour et résoudre les problèmes liés aux mécanismes de protection.

Assurer la pérennité des activités menées par les bénévoles : créer un mécanisme formel pour soutenir et intensifier les efforts des bénévoles communautaires qui ont joué un rôle déterminant dans la mobilisation des adolescents et des parents. Il peut s'agir d'une petite allocation, d'une reconnaissance ou d'opportunités de développement de carrière au sein du gouvernement local ou d'organisations partenaires. Cela contribuera à maintenir un esprit de bénévolat élevé et à assurer la continuité des clubs de jeunes et des autres activités menées par la communauté.

Collaborer avec les écoles et les établissements d'enseignement pour promouvoir l'intégration des activités d'éducation à la santé sexuelle et reproductive dans les programmes d'éducation à la santé. Jusqu'à présent, le projet n'a pas fonctionné dans les écoles, ce qui a manqué l'occasion de cibler davantage de participants et d'avoir un impact plus important. Il serait bon d'établir des partenariats avec les écoles, notamment pour mettre en place des activités de sensibilisation sur l'égalité des sexes, les relations sexuelles saines et les implications des grossesses précoces. Collaborer avec les autorités éducatives pour garantir que cette éducation devienne une partie standard du programme scolaire pour les garçons et les filles, atteignant ainsi un public plus large et fournissant des connaissances essentielles à un stade plus précoce de la vie des élèves.

6.5. Bénin

Recommandations prioritaires

Soutien parental accru: Sensibiliser davantage les parents pour assurer un soutien financier et moral continu à leurs enfants dans leur scolarité, en particulier pour les jeunes une fois qu'ils rejoignent le projet en formation. Cela devrait contribuer à maintenir la participation de EAJ aux cours de formation.

Gérer les attentes des jeunes en partageant un calendrier de distribution des kits d'installation pour permettre aux jeunes de mieux anticiper leur installation et de démarrer leurs activités économiques dans de meilleures conditions dès la fin de leur formation. De plus, partager les critères selon lesquels les kits d'installation sont distribués afin que les jeunes sachent s'ils recevront un kit ou non.

Inclure un suivi post-formation ou un soutien à l'emploi pour aider les jeunes à créer des microentreprises, car ce parcours nécessite un niveau accru de soutien post-formation.

Adapter les cours aux besoins des différents groupes EAJ : Cela pourrait fonctionner de deux manières :

 Élargir les cours de rattrapage à davantage de matières pour mieux répondre aux besoins éducatifs des enfants. • Orienter les apprentis ayant un faible niveau d'alphabétisation vers une formation accélérée susceptible d'améliorer leur participation effective à la formation afin que la formation puisse être adaptée à leurs besoins.

Améliorer l'inclusion des jeunes handicapés: la série de questions de Washington pourrait aider l'équipe à découvrir les différents types de handicaps et à élargir le concept, tout en permettant de suivre le nombre de jeunes handicapés (y compris ceux qui ne sont pas physiquement handicapés) qui participent aux activités du projet. En outre, un partenariat avec une OSC dédiée pourrait être envisagé.

Poursuivre le plaidoyer pour la formalisation des Comités Locaux de Protection de l'Enfance (CLPE) : Organiser des ateliers avec les autorités locales (préfets, mairies) pour formaliser les CLPE et clarifier leur rôle dans le système national de protection. Cela permettra d'assurer leur pérennité audelà du projet.

Recommandations à long terme

Revoir et intégrer les indicateurs COPEEJ qui mesurent l'autonomisation financière des jeunes en termes de revenus ou de perception de leur qualité de vie/couverture de leurs besoins minimaux.

Mener un plaidoyer sur le statut des apprentis et les conditions d'apprentissage au Bénin auprès des employeurs, des institutions étatiques et des bailleurs de fonds. Inviter les maîtres artisans et les formateurs à mettre en place un système d'incitation tel que des primes liées aux performances ou des contributions pour couvrir les frais de transport et de repas des apprentis.

Collaborer à des projets d'éducation non formelle pour offrir des cours d'alphabétisation continue adaptés aux jeunes et renforcer les outils pédagogiques avec du matériel illustré et simplifié pour faciliter l'apprentissage.

Identifier des partenariats stratégiques pour plaider en faveur d'un accès inclusif à l'éducation de base et étendre les Centres d'éducation communautaire (CEC) afin d'assurer une préparation adéquate des jeunes ayant de faibles compétences en alphabétisation, plaider pour l'allocation d'infrastructures pour soutenir ces structures.

Analyser les obstacles (notamment le soutien parental, les coûts de formation supplémentaires) au maintien de chaque jeune en formation et utiliser ces informations pour adapter les activités afin d'augmenter le nombre de jeunes présents et de maintenir leur présence aux cours. Alternativement, envisager une ligne budgétaire dans le prochain projet qui prend en charge les frais de transport et de repas des jeunes, réduisant ainsi les barrières financières qui les empêchent de fréquenter les centres de formation. Une autre option est d'envisager la mise en place de la formation sur l'APE dans chaque CFP ou d'une association étudiante qui pourra réfléchir à des possibilités de prise en charge collective des repas au niveau du centre.

Renforcer des capacités des MCPE en documentation : faciliter la mise en place d'un système de documentation/collecte de données sur leurs activités et de rapportage harmonisé avec les autres acteurs de protection au Sénégal (pour éviter la duplication des efforts). De plus, renforcer la coordination nationale et régionale et le plaidoyer sur les MCPE pour renforcer les synergies entre les bailleurs et les acteurs d'intervention dans le domaine de la protection de l'enfance.

6.6. Niger

Recommandations prioritaires

Renforcer les actions de sensibilisation des élèves et de leurs enseignants sur la démarche de gouvernance scolaire. Bien que des efforts soient déployés pour accompagner les élèves sur la

démarche de gouvernance scolaire, il est nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités des jeunes et de leurs enseignants pour maximiser leur appropriation de la démarche et notamment pour assurer le suivi de la prise de décision concernant l'application des propositions du plan d'action des membres des gouvernements scolaires. Cela permettrait d'améliorer le pourcentage d'écoles et d'espaces/centres d'apprentissage qui répondent aux normes nationales/internationales définies pour un environnement accessible, sûr et protégé (IQEO4.2.3). Les fonds pourraient être alloués pour aider les écoles à se conformer aux normes environnementales et techniques afin que l'accès aux écoles et aux installations d'apprentissage soit davantage acceptable.

Poursuivre les actions de sensibilisation communautaire sur les droits de l'enfant et mettre en place un mécanisme de « parents modèles » qui défendent la protection des droits de l'enfant et peuvent inspirer d'autres membres de la communauté à prendre eux aussi des mesures en faveur du changement. En effet, bien qu'il existe un bon niveau de connaissances autour des droits des enfants et des adolescents (y compris les filles), les actions concrètes visant à l'opérationnalisation de ces connaissances restent limitées. Les écoles de maris existantes peuvent également être un bon outil pour vulgariser les textes sur les droits de l'enfant et pour promouvoir des attitudes et comportements parentaux responsables.

Impliquer les EAJ du Conseil Consultatif National pour les Enfants et les Jeunes du Niger (CCNEJ) dans les discussions sur la conception du projet pour améliorer la participation significative des jeunes de l'enfance et de la jeunesse à la prise de décision stratégique concernant le projet. Tandis que les jeunes de l'enfance et de la jeunesse participent pleinement et dirigent les activités, leur participation à la conception, à la planification et à l'évaluation du projet pourrait être encore renforcée. Cela pourrait se faire en adoptant le modèle des comités consultatifs de jeunes mis en place au Sénégal.

Maximiser l'efficacité des comités CVPE. Bien qu'il semble que les comités de protection de l'enfance des villages cibles jouent bien leur rôle, la taille de certains villages dépasse largement la capacité des 12 membres des CVPE, ce qui limite leur capacité à obtenir de bons résultats. Il est donc recommandé, en fonction de la taille des villages, d'examiner la possibilité de créer des sous-comités CVPE afin de pouvoir couvrir toute la communauté. De plus, le caractère volontaire des rôles des membres des comités CVPE limite leur capacité à consacrer suffisamment de temps et d'énergie à leurs activités. Pour améliorer les résultats liés aux changements de comportement, le projet pourrait augmenter les incitations pour les membres des comités CVPE en mettant en place des activités économiques de groupe. Au cours de la période de cinq ans précédente du projet, les CVPE ont été soutenus par des montants pour développer leurs AGRs. Le projet actuel pourrait également explorer comment les soutenir pour les motiver à consacrer plus de temps aux activités. Cependant, cela devra être envisagé après une analyse approfondie des risques et l'élaboration de mesures d'atténuation pour assurer une supervision rigoureuse de ce soutien, en s'appuyant sur les leçons tirées des expériences passées (comme le projet Norad qui a soutenu ces CVPE en espèces et où, dans certaines communautés, les membres des CVPE ont organisé des réunions uniquement en lien avec la gestion des fonds alloués et ont négligé leur rôle de protection au niveau communautaire).

Renforcer la sensibilisation autour de l'égalité des sexes. La reconnaissance de la valeur du travail des filles étant liée à leur contribution aux besoins et au bien-être du ménage, et les participants ayant souligné qu'il existe toujours une séparation des tâches et des droits entre les femmes et les hommes dans leurs communautés, cela souligne la nécessité de poursuivre la sensibilisation des parties prenantes qui peuvent faire obstacle à la réalisation de l'égalité des sexes (y compris les hommes, les parents et les dirigeants communautaires). Cela peut impliquer par exemple de revoir les messages de sensibilisation pour insister par exemple sur le partage des tâches au seins des ménages, et sur l'importance de l'égalité des genres au-delà des bénéfices financiers pour le ménage.

Recommandations à long terme

Anticiper et développer des mesures d'atténuation contre le risque que les jeunes filles abandonnent l'école pour suivre le modèle des participantes au projet. Grâce à leur autonomisation économique, les jeunes filles et adolescentes ayant participé au projet inspirent désormais d'autres filles de leur communauté et sont devenues des modèles. Cependant, cela pourrait potentiellement présenter le risque que les jeunes filles scolarisées témoins du succès des participantes au projet perçoivent les activités du projet et l'autonomisation économique directe comme une alternative préférable à l'école. Par conséquent, il est important de continuer à sensibiliser les élèves sur l'importance de la poursuite des études, afin que le programme DGD ne contribue pas par inadvertance à encourager les filles à abandonner l'école pour participer aux activités d'autonomisation économique du projet. De plus, des activités d'autonomisation économique pour les filles dans les écoles pourraient être développées. Par exemple, le projet pourrait envisager de mettre en place un mécanisme de reconstitution sociale du cheptel *pour* les jeunes filles en fin de cycle primaire afin de les inciter à terminer le cycle plutôt que d'être tentées d'abandonner l'école pour suivre le modèle des participantes aux activités de l'AJEC. Par exemple, Plan International Niger a initié ces genres d'actions à travers les fonds sponsorships.

Anticiper les barrières potentielles à l'engagement durable des filles dans les activités économiques. Bien que les tâches ménagères n'aient pas eu d'impact sur la participation des filles aux activités du projet (formation) (probablement en raison de la nature structurée des activités du projet et des engagements pris par les familles des élèves), elles pourraient potentiellement représenter des risques pour leur autonomisation économique et leur capacité à consacrer suffisamment de temps à leurs AGR. Une sensibilisation continue des parents des filles et des partenaires sur la nécessité d'alléger la charge physique et mentale des filles sera essentielle pour garantir que les niveaux actuels de motivation et d'engagement des filles à participer à des activités professionnelles ne soient pas mis en péril par des priorités concurrentes. De plus, comme certaines jeunes filles ont mentionné avoir mis en place des stratégies pour condenser le temps consacré aux tâches ménagères et ainsi libérer du temps pour leurs activités économiques, des sessions de partage d'expérience sur ce sujet pourraient être organisées.

Appuyer l'accès aux ressources pour les activités de sensibilisation des clubs de futurs maris et des écoles de maris. Les résultats de l'évaluation ont montré que les clubs de futurs maris et les écoles de maris sont des acteurs clés du changement sur lesquels le projet peut baser les actions de changement de comportement. Cependant, le caractère bénévole de leurs activités ne permet pas d'exploiter tout leur potentiel. Le projet pourrait donc appuyer les activités économiques des clubs de futurs maris et des écoles de maris ou fournir des orientations sur la manière d'accéder aux ressources pour mener des activités de sensibilisation (par exemple pour l'achat de crédit de communication, l'achat de piles de mégaphone, le paiement des frais de taxi moto, etc.).

Favoriser les relations entre vendeurs et acheteurs. Le marché de la vente d'articles et de produits des jeunes et des adolescents est actuellement limité aux villages d'intervention et à leurs environs, avec de faibles capacités financières. Afin d'offrir une meilleure opportunité de marché aux jeunes, le projet devrait viser à mettre en relation les jeunes et les adolescents avec des acheteurs potentiels de leurs produits au-delà de leurs villages, notamment en organisant des réunions d'affaires par exemple. Cela pourra être également une foire ou les produits des jeunes et adolescents seront présentés aux populations avec l'appui du programme en invitant les structures potentielles. Pour cela, les produits doivent être de qualité acceptable.

Valoriser davantage l'expertise des services techniques de la formation professionnelle et explorer la faisabilité d'un partenariat avec les Centres de Formation aux Métiers. Les services techniques régionaux et départementaux ont des rôles et responsabilités spécifiques (ces derniers peuvent assurer un contrôle technique spécifique de la qualité des actions concrètes mises en œuvre,

tandis que les services techniques régionaux sont chargés de veiller à l'alignement de la stratégie du projet avec les politiques de l'État), qui peuvent être davantage valorisés. Le projet pourrait explorer les possibilités de valoriser davantage l'expertise des services techniques pour accompagner le programme de formation aux métiers, notamment par un encadrement rapproché des tuteurs locaux. L'alternative moins coûteuse de travailler en partenariat avec les Centres de Formation aux Métiers (centres de proximité au niveau des communes) pourrait être envisagée pour assurer l'encadrement et la supervision technique des tuteurs locaux.

6.7. Sénégal

Recommandations prioritaires

Poursuivre les efforts et examiner leur efficacité pour impliquer davantage les garçons et les jeunes hommes dans des activités visant à garantir un changement de comportement positif et un changement des normes de genre: Il a été souligné dans le cadre de l'étude quantitative à miparcours et de l'atelier Bridge que le projet rencontre des difficultés pour mobiliser les garçons et les jeunes hommes. Cela permettrait de répondre à l'insuffisance des résultats obtenus pour les garçons et les hommes concernant les indicateurs de résultats LDI 1 et 2. Si l'on continue sur cette voie, le projet n'atteindra pas ses objectifs d'ici 2026. Pour renforcer la participation des garçons et des jeunes hommes, le projet pourrait prendre en compte les exemples suivants, qui sont développés dans le plan d'action :

1. Renforcer la participation des garçons et des hommes :

- Créer des espaces de dialogue spécifiques pour les garçons, inspirés des écoles des maris, où ils peuvent discuter de thèmes liés à l'égalité des sexes, à la masculinité positive et à leur rôle dans la communauté.
- Former davantage de champions masculins et les impliquer dans des activités communautaires pour sensibiliser leurs pairs et encourager des comportements égalitaires.

2. Développer et mobiliser des compétences :

- Proposer une formation aux médias sociaux afin que les jeunes hommes puissent utiliser des plateformes comme TikTok et X (anciennement Twitter) pour promouvoir des messages sur l'égalité des sexes et les masculinités positives.
- Développer des médias numériques interactifs (vidéos, infographies) adaptés aux contextes culturels et religieux pour faciliter la sensibilisation.

3. Intégration dans les activités existantes :

- Encourager les garçons à rejoindre les clubs existants, tels que les Associations Sportives et Culturelles (ASC), pour participer à des événements combinant activités sportives et sensibilisation sur les violences basées sur le genre.
- Collaborer avec des relais masculins au niveau scolaire et communautaire pour animer des causeries et des dialogues sur des thèmes tels que le rôle des hommes dans la lutte contre la violence sexuelle et la discrimination.

4. Plaidoyer et sensibilisation communautaire :

- Renforcer les conversations communautaires sur les masculinités positives, en impliquant les dirigeants locaux, pour changer les normes sociales et les perceptions liées aux rôles de genre.
- Intégrer des références au droit et à la religion dans les actions de sensibilisation pour atteindre un public plus large et réduire les réticences.

5. Approche pédagogique :

 Impliquer les hommes dans la création de supports pédagogiques, tels que des affiches et des vidéos, pour encourager leur appropriation des messages.

6. Suivi et évaluation :

- Mettre en place un mécanisme pour suivre l'engagement des garçons dans le projet, en identifiant les obstacles à leur participation et les moyens de les surmonter.
- Réaliser une cartographie des activités réalisées par les garçons et évaluer leur impact pour ajuster les approches.

En outre, un mécanisme devrait être mis en place pour suivre les progrès réalisés dans le cadre de cette recommandation afin de garantir que des progrès sont réalisés et que l'équipe du projet et les partenaires sont tenus responsables.

Réactiver et renforcer les CCPE: Fournir des ressources et des formations pour une meilleure gestion des cas de violence et se concentrer sur la garantie que les mécanismes de signalement soient adaptés aux jeunes. Cela pourrait inclure un engagement plus important des CCPE avec les jeunes pour renforcer leur confiance dans la dénonciation des problèmes de protection. Cela contribuerait à remettre le projet sur la bonne voie pour atteindre les indicateurs de résultats PROO1.1.1 et PROO1.4.1. D'autres actions pourraient inclure: la création d'un registre de signalement pour institutionnaliser la documentation et le suivi des cas; et améliorer la coordination entre les acteurs grâce à des réunions de suivi régulières.

Renforcer l'offre COPEEJ pour les jeunes : Plusieurs problématiques ont été identifiées au cours de cette étude et en collaboration avec l'équipe du projet et les partenaires. Une revue des activités COPEEJ devrait avoir lieu pour prioriser les adaptations permettant de créer un environnement d'apprentissage amélioré pour les jeunes et ainsi augmenter l'impact du projet pour les jeunes au Sénégal. Les recommandations d'adaptations sont développées plus en détail dans les plans d'action et comprennent :

- Accélérer le financement des projets collectifs : Prioriser les jeunes en attente de fonds après la micro-formation en mars 2024.
- Offrir un soutien financier aux projets identifiés qui correspondent au marché et à la demande locale.
- **Initier la formalisation des groupements en** statut GIE (Groupement d'Intérêt Économique) afin de renforcer leur pérennité.
- Offrir des opportunités de participation à des groupes d'épargne et de crédit (comme l'AJEC) pour renforcer la rétention des jeunes en formation.
- Suivi post-formation : Mettre en place, avec l'ANPEJ, un dispositif de suivi des jeunes après leur formation pour évaluer leur insertion sur le marché du travail et procéder à des ajustements si nécessaire.

Revoir les objectifs du projet : cibler un nombre réduit de bénéficiaires pour augmenter l'impact individuel. De plus, réviser spécifiquement les indicateurs COPEEJ pour les remplacer par des mesures réalistes, comme l'augmentation des revenus des jeunes ou leur capacité à subvenir à leurs besoins.

Créer un journal de commentaires et un outil de suivi systématiques : ce journal documentera systématiquement tous les commentaires reçus, la raison pour laquelle ils ont été reçus et de quel groupe de participants au projet. Les commentaires doivent être suivis, en documentant les mesures prises pour y répondre. Une fois les commentaires traités, ils doivent être communiqués au groupe de participants pour fermer la boucle de rétroaction. Il s'agit d'un élément essentiel de l'engagement des parties prenantes, de la conception centrée sur les participants et de la mise en œuvre de projets féministes.

Mettre en œuvre des actions pour améliorer la capacité des adolescents et des jeunes, en particulier des filles adolescentes et des jeunes femmes, à identifier et à aborder la violence scolaire et la VBG, y compris sur les différents types de violence (y compris la violence émotionnelle, économique et la négligence) :

- Développer une communication ciblée, renforçant la capacité des jeunes à dénoncer les violences, notamment contre les filles.
- Introduire des activités artistiques (théâtre, spectacles) pour susciter des échanges sur la violence chez les jeunes.
- Offrir une formation à la citoyenneté active, comme point d'entrée, pour encourager les jeunes, en particulier les filles, à s'impliquer en tant que bénévoles dans les gouvernements scolaires.
- Renforcer le rôle des **Bajenu Gox** en tant que modèles pour les filles afin de les guider dans leur prise de décision.
- Accroître la sensibilisation à la santé et aux droits sexuels et reproductifs parmi les jeunes.

Recommandations à long terme

Envisager une stratégie à court et moyen terme pour un meilleur ancrage communautaire des partenaires de mise en œuvre (YMCA) afin d'améliorer la mise en œuvre et le suivi efficaces des activités. Cela pourrait également inclure l'augmentation de la visibilité du projet en adoptant un nom distinctif (Wolof) et en développant une identité locale pour différencier les activités du projet des autres initiatives afin d'améliorer l'appropriation locale. Sur cette base, le projet pourrait accroître ses efforts de plaidoyer pour mettre à jour les accords avec la DGFPT afin de réduire les frais de scolarité et d'inclure un soutien matériel pour les examens, car cela est très nécessaire aux étudiants.

Créer une plus grande synergie entre les axes du projet : renforcer le lien entre les activités du paquet de protection et COPEEJ pour assurer un soutien holistique. Actuellement, les activités ne se renforcent pas mutuellement. Avec une plus grande synergie entre les activités, elles auraient un effet de renforcement et d'amplification améliorant la participation et la satisfaction des jeunes.

Envisager de modifier l'offre de formation proposée, en cohérence avec les meilleures pratiques internationales. Il pourrait s'agir notamment d'offrir des formations certifiantes et de longue/moyenne durée pour renforcer l'employabilité. En renforçant l'appui technique apporté au projet, cette composante pourrait s'aligner sur les meilleures pratiques régionales/internationales (par exemple, les bonnes pratiques de la Banque mondiale et de la GIZ dans le domaine de l'EFTP).

6.8. Tanzanie

Recommandations prioritaires

Répondre aux contraintes logistiques et financières auxquelles sont confrontées les surveillantes et les enseignants lorsqu'ils interviennent et traitent les cas de violence. Les participants ont indiqué que les enseignants doivent couvrir les frais nécessaires pour aider les victimes de violences à obtenir une assistance médicale, à signaler les cas à la police et, dans certains cas, à leur trouver un autre logement sûr. Ces dépenses ne devraient pas être supportées par les enseignants et peuvent avoir un effet dissuasif sur la réponse efficace aux cas de violence.

Réévaluer l'approche de changement de comportement utilisée pour les activités de sensibilisation et de promotion de l'égalité des genres et de l'inclusion des garçons et des filles dans les activités sociales et économiques. La majorité des résultats obtenus par le projet, notamment en ce qui concerne l'inclusion économique des garçons et des filles et la définition des rôles de genre au niveau du foyer, risquent d'être perdus en raison des rôles et normes de genre traditionnels et rétrogrades. Le projet devrait allouer des ressources pour revoir l'approche de changement de comportement utilisée pour sensibiliser, créer des prises de conscience et changer les attitudes et pratiques des parents et tuteurs concernant les pratiques parentales positives, l'égalité des genres et l'inclusion, afin de s'assurer qu'ils adoptent des pratiques parentales positives.

Les enseignants devraient adopter des mesures sûres et non violentes pour discipliner les élèves à l'école. Les enseignants ont été identifiés comme des sources de violence dans leurs écoles, ce qui pourrait entraîner des blessures physiques ou des traumatismes chez les enfants. Le projet, par l'intermédiaire du responsable du développement éducatif du quartier (Ward Education Development Officer), devrait engager les enseignants à trouver des moyens plus sûrs de renforcer les comportements positifs chez les élèves, sans avoir recours à la violence. Bien que les patrons, les matrons et les directeurs d'école participent aux activités du projet, le reste du personnel enseignant ne participe pas, et cela pourrait être un domaine à explorer davantage par le projet pour protéger les enfants contre les violences physiques et psychologiques, en particulier dans les écoles où ils devraient se sentir en sécurité.

Identifier et inclure les personnes handicapées dans le projet. Le projet a besoin des services d'un expert en handicap et en inclusion pour répertorier les différents handicaps qui existent dans la communauté et déterminer comment ces personnes peuvent être intégrées aux activités du projet. De même, des campagnes ciblées doivent être menées auprès des parents/aidants des personnes handicapées pour les déconsidérer et les dissuader de participer à des activités qui les gêneraient. Enfin, le projet, par le biais de ses propres ressources internes ou en explorant des partenariats avec d'autres parties prenantes, doit étudier les moyens d'aider les personnes handicapées à obtenir l'équipement dont elles ont besoin pour participer pleinement au projet.

La communication sur les résultats ou l'évolution des cas de violence signalés devrait être améliorée afin d'encourager davantage de signalements et de dissuader ceux qui sont susceptibles de commettre des actes de violence aux EAJ. Les participants aux discussions ont indiqué qu'une partie de la raison pour laquelle la communauté est encore sceptique quant à l'efficacité du système de signalement est qu'elle n'est pas informée de ce qui se passe après le signalement des cas. Certains auteurs sont également revus dans la communauté plusieurs jours après leur arrestation, sans explication claire sur ce qui se passe. Le projet devrait améliorer la communication sur les cas signalés et les résultats de ces cas afin de s'assurer que les membres de la communauté comprennent que les actes de violence ont effectivement des répercussions, même s'ils sont commis dans le cadre de directives traditionnelles ou culturelles. Les personnes touchées par la violence se sentiront également encouragées à signaler les actes, car des mesures sont prises.

Le projet doit initier à l'avance les processus de transfert communautaire afin de garantir la durabilité des interventions à la fin du projet. Le projet a mobilisé différents partenaires et parties prenantes sur diverses tâches, dont certaines pourraient être reprises par diverses structures de soutien communautaire. Pour garantir qu'il y ait suffisamment de temps pour transférer ces fonctions, le projet doit commencer à déployer ses mesures de durabilité et à donner aux parties prenantes concernées les moyens de prendre en charge les fonctions de soutien du projet. Cela garantira le bon déroulement des activités même lorsque le projet réduira ses opérations et finira par prendre fin.

Aider le gouvernement à identifier et à cartographier les parties prenantes afin de réduire la duplication des efforts et les variations dans le contenu diffusé à la communauté. Plusieurs participants à l'étude ont signalé que plusieurs organisations mettent en œuvre des activités similaires à celles du projet VEMA dans la région de Mwanza. Ces organisations ont des programmes d'études différents qui préconisent des pratiques différentes qui ne sont pas normalisées selon les directives gouvernementales. Cela peut influencer les croyances et les pratiques des participants dans une communauté donnée. Si deux ou plusieurs organisations envoient des messages différents, cela affectera probablement l'efficacité des interventions du PIT. L'engagement multisectoriel réussi de différents partenaires dans le projet VEMA prouve que le PIT possède les compétences et l'expertise nécessaires pour s'engager et renforcer les capacités des institutions gouvernementales afin de soutenir son travail au sein des communautés.

Recommandations à long terme

Des projets similaires devraient procéder à une connaissance plus approfondie des partenaires existants à l'avance. Cela évitera les retards dans la mise en œuvre du projet, de préférence pendant la phase de conception ou de démarrage du projet. Les retards dans la formation à l'EFTP ont conduit les jeunes à se décourager et à signaler que PIT n'avait besoin de leurs coordonnées qu'à des fins de rapportage. Pour éviter de tels retards et une attrition des participants, il convient d'envisager de planifier à l'avance et d'intégrer les partenaires au-delà du délai prévu.

Travailler avec le gouvernement pour fournir un financement de démarrage aux entreprises des EAJ. Obtenir un financement pour développer les entreprises pour les EAJ est un défi, en particulier pour les EAJ qui n'ont généralement pas d'actifs à offrir en garantie. Cela limite la croissance de ces entreprises et les prive encore plus de possibilités d'emploi et de sources de revenus significatives. En tant que mesure de durabilité, le projet devrait s'associer aux agences gouvernementales en charge des EAJ et du développement social pour renforcer leur capacité à négocier des conditions plus favorables pour accéder au financement des banques et des institutions de microfinance. Les participants ont noté que même si le personnel gouvernemental n'a peut-être pas les compétences et l'expertise nécessaires pour élaborer et faire pression en faveur de tels accords-cadres, son intérêt direct réside dans l'engagement économique des jeunes et la prospérité des économies locales, ce qui se traduit par davantage de recettes fiscales. Le projet, grâce à son expertise, pourrait initier de tels accords et les transmettre aux services gouvernementaux de protection sociale pour servir de lien entre les jeunes et les institutions financières afin d'assurer la durabilité d'une telle intervention.

6.9. Vietnam

Recommandations prioritaires

Revoir les objectifs des indicateurs pour s'assurer qu'ils sont réalistes et ambitieux pour la seconde moitié du projet : en particulier ceux qui ont été dépassés, donc s'assurer qu'ils sont réalistes et qu'ils fournissent des données utiles pour les adaptations futures du projet. Par exemple, l'indicateur SOYO1.1.1 a été dépassé alors qu'une seule formation a été dispensée par le projet. Comme l'indicateur mesure l'augmentation de la confiance après la formation, quel que soit le nombre de personnes formées, l'indicateur apparaît comme dépassé. Cette mesure de réussite pourrait être améliorée en trois parties : 1, un objectif sur le nombre de sessions de formation dispensées ; 2, le niveau d'augmentation de la confiance ; et 3, comment cette confiance et ces compétences améliorées sont utilisées.

Créer un journal de commentaires et un outil de suivi systématiques : ce journal documentera systématiquement tous les commentaires reçus, la raison pour laquelle ils ont été reçus et de quel groupe de participants au projet. Les commentaires doivent être suivis, en documentant les mesures prises pour y répondre. Une fois les commentaires traités, ils doivent être communiqués au groupe de participants pour fermer la boucle de rétroaction. Il s'agit d'un élément essentiel de l'engagement des parties prenantes, de la conception centrée sur les participants et de la mise en œuvre de projets féministes.

Proposer une formation aux enseignants et une séance conjointe pour les enseignants et les EAJ sur le processus de rétroaction : l'évaluation a révélé que les enseignants bénéficieraient d'une formation sur la manière de recevoir les commentaires des élèves. En outre, une confiance et une sensibilisation accrues créées par des séances de jeu de rôle de remise et de réception de commentaires conjoints pourraient améliorer la compréhension du type de rétroaction qui serait utile à l'équipe du projet pour ajuster les activités.

Recommandations à long terme

Offrir une formation aux enseignants impliqués dans la salle de conseil scolaire pour attirer la participation des étudiants : actuellement, la participation est faible, une formation accrue et des séances de sensibilisation régulières pour les étudiants couvrant le type de sujets qui pourraient être discutés dans la salle pourraient aider à encourager les étudiants à profiter du service fourni.

Revoir la formation professionnelle pour y inclure un ensemble de critères d'évaluation de la responsabilité en matière de genre : plutôt que d'inclure un contenu autonome sur l'égalité des sexes dans la formation, l'accent devrait être mis sur la révision des supports, méthodes et processus de formation pour intégrer efficacement les considérations de genre. Cela comprend l'amélioration des visuels, du langage et des récits pour éviter les stéréotypes de genre dans l'orientation et la formation professionnelles. Ces changements permettraient de garantir que les activités du projet soient considérées comme « pleinement sensibles au genre ».

Produire et diffuser des kits d'information sur la violence sexiste à destination des parents/tuteurs et des enfants de moins de 18 ans : ces kits doivent contenir des informations sur les lois et réglementations pertinentes en matière de protection contre la violence sexiste, ainsi que sur les services de soutien et d'orientation disponibles. Il convient de prêter attention au format de ces kits, car de nombreux parents sont analphabètes. Ces kits offriront aux parents/tuteurs une source d'information fiable et devraient les aider à fournir des informations complètes à leurs enfants et, par conséquent, à soutenir leur propre parcours d'apprentissage.

- 7. Annexes
- 7.1. <u>Termes de référence de l'évaluation</u>
- 7.2. Théories du changement des pays
- 7.3. Matrice d'évaluation
- 7.4. Outils de collecte de données
- 7.5. Compte rendu de la réunion
- 7.6. Formulaires de consentement
- 7.7. <u>Données nettoyées</u>
- 7.8. Plans d'action des ateliers
- 7.9. <u>Documents consultés</u>
- 7.10. Cadres logiques de projet
- 7.11. Aperçu du projet